

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR LES
FINANCES OTTOMANES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} juin 1911, à 4 heures 1/2

PAR

LOUIS DELAYGUE

Président : M. TRUCHY.

Suffragants { MM. DESCHAMPS
 { HITIER } *professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR LES

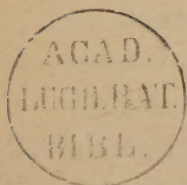
FINANCES OTTOMANES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} juin 1911, à 4 heures 1/2

PAR

LOUIS DELAYGUE



Président : M. TRUCHY.

Suffragants { MM. DESCHAMPS } *professeurs*
HITIER }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULIER, 13

1911

ESSAI SUR LES FINANCES OTTOMANES

INTRODUCTION

La question d'Orient a toujours été un des graves problèmes de la politique internationale. Depuis plusieurs siècles, les cabinets européens observent avec intérêt les moindres événements qui se produisent dans la péninsule des Balkans et interviennent à tour de rôle ou par une action concertée, pour apporter à cette question une solution qui n'est jamais définitive. C'est qu'en effet les États qui occupent cette région, intéressent l'Europe moins, sans doute, par la considération des peuples qui les habitent que par leur situation géographique et par les compétitions d'ordre économique ou territorial qui s'exercent autour de ces pays. Parmi ceux-ci, la Turquie au premier chef, attire l'attention parce que c'est un vaste empire dont la capitale, la Perle de l'Orient, occupe une situation unique au monde, parce que cet empire est considéré depuis longtemps déjà comme un « homme malade » qui ne veut pas mourir, que les uns veulent

achever pour partager ses dépouilles, que les autres veulent guérir précisément pour éviter ce partage. Il en est résulté toute une série d'interventions internationales, pacifiques ou belliqueuses sous forme de conflits armés, de traités et de conférences.

Et voilà que depuis le milieu du xix^e siècle, la question politique s'est doublée d'une question financière. Le traité de Paris de 1856 a solennellement admis la Turquie dans le concert européen et celle-ci a immédiatement répondu par l'émission de son premier emprunt extérieur. M. P. Leroy-Beaulieu dans un de ses ouvrages, dit que l'art de faire de dettes est celui qui s'apprend le plus facilement; la Turquie a pleinement justifié cette assertion, car depuis la guerre de Crimée, presque chaque année a été marquée pour elle par un appel au crédit européen; aussi a-t-on pu dénommer cette période de son histoire « l'ère des emprunts à jet continu. »

Beaucoup de ces emprunts ont été gaspillés par un régime prodigue et imprévoyant, d'autres ont servi à payer des dépenses de guerre, économiquement improductives, quelques-uns, le plus petit nombre, ont été employés à des travaux publics tels que chemins de fer, ports et routes. De sorte que les intérêts européens en Turquie sont considérables sous forme de capitaux prêtés au gouvernement, ou engagés dans des affaires industrielles et commerciales. Les premiers sont faciles à connaître puisqu'ils constituent la totalité de la dette ottomane. Celle-ci, au 1^{er} mars 1910, s'élevait à 119 millions de livres turques,

soit environ 2.711 millions de francs, sans compter la dette flottante évaluée à 445 millions de francs, placée en entier à l'intérieur de l'Empire.

Quant aux capitaux placés dans des entreprises, il est plus difficile de les évaluer ; il est certain que leur quantité ne cesse d'augmenter. C'est là en effet une évolution qu'il est intéressant de constater ; la question d'Orient semble devenir une question économique, chaque pays, en quête de débouchés nouveaux pour ses capitaux et ses produits, cherche à étendre son influence dans cet empire relativement neuf où tout est encore à faire. Aussi les compétitions sont-elles très vives pour obtenir des concessions de travaux ou des commandes de fournitures. L'Allemagne poursuit activement une politique de pénétration pacifique dans l'Empire Ottoman ; elle contrôle la plus grande partie des chemins de fer de l'Asie Mineure, un certain nombre de sociétés par actions sont entre ses mains, ses banques y établissent des succursales, enfin ses usines et ses arsenaux semblent jouir de la préférence du gouvernement pour les achats de matériel de guerre et de bâtiments maritimes. C'est cette poussée d'une influence qui cherche à s'imposer que l'on a appelée le « Drang nach Osten » la pénétration en Orient. La concession récente du chemin de fer de Bagdad a éveillé les susceptibilités de l'Angleterre qui prétend rester maîtresse de la route des Indes, et de la Russie, jalouse de toute influence étrangère en Turquie, surtout du côté de sa frontière caucasienne. Enfin l'Allemagne doit compter avec l'influence française, vieille

de plusieurs siècles, encore très vivante et très réelle aujourd'hui, quoi qu'on ait pu faire pour la diminuer. La prépondérance de la France en Orient remonte aux Croisades, et depuis cette époque par la protection officielle des chrétiens de l'Empire, nous n'avons cessé d'y tenir la première place et d'y exercer une influence morale considérable et incontestée. Cette situation exceptionnelle nous a permis de conserver pendant longtemps le monopole commercial des Échelles du Levant. Aujourd'hui ce monopole n'existe plus, mais nous avons encore là-bas une position très avantageuse, due en partie à des institutions qui s'appliquent à maintenir le prestige du nom français, à propager notre langue et nos idées et à défendre ainsi notre influence et notre crédit. Nous avons nommé les écoles françaises d'Orient, religieuses ou laïques, dans lesquelles se presse une population de 100.000 élèves. Dans la seule Turquie on ne compte pas moins de 300 écoles qui reçoivent 62.000 élèves. Il faut y ajouter les œuvres hospitalières qui dans 300 hôpitaux français abritent 100.000 malades ou infirmes indigents. Ce sont là deux éléments très importants de l'influence française en Orient.

Les capitaux français en Turquie sont évalués à 2.230 millions de francs, alors que ceux de l'Allemagne ne dépassent pas 900 millions, et ceux de l'Angleterre 750. Cette somme comprend une large part dans la dette ottomane et des participations à diverses entreprises privées dont beaucoup ne fonctionnent qu'avec des capitaux français. La France détient plus de 55 % de la

dette ottomane, l'Allemagne 30 %, l'Angleterre 10 %.

Les fonds français employés en Turquie se répartissent ainsi :

1.500 millions de francs en fonds ottomans.

375	—	—	en obligations de chemins de fer.
-----	---	---	-----------------------------------

100	—	—	en propriétés foncières.
-----	---	---	--------------------------

88	—	—	en banques et institutions de crédit.
----	---	---	--

63	—	—	en affaires minières et indus- trielles.
----	---	---	---

36	—	—	en affaires commerciales.
----	---	---	---------------------------

50	—	—	en affaires maritimes.
----	---	---	------------------------

2.232 millions de francs.

Ces chiffres montrent l'importance de nos capitaux en Turquie et expliquent l'attention que nous apportons aux relations réciproques des deux pays et l'intérêt que nous avons au relèvement et au progrès économiques et financiers de l'Empire. « Certes, dit Paul Imbert dans un « ouvrage récent, avec nos deux milliards de capitaux « placés en Turquie, nos 1.700 kilomètres de chemins de « fer, nos quais, nos phares, avec nos 300 hôpitaux qui « abritent 100.000 malades et indigents, avec nos « 300 écoles et leurs 100.000 élèves, qui répandent par- « tout la langue et la civilisation françaises, avec les sou- « venirs de notre politique traditionnelle toujours vivants « parmi les populations levantines, nous occuperons long-

« temps encore une des premières places dans l'Empire
« Ottoman. » (1)

Aussi avons nous pensé qu'il serait intéressant d'étudier l'état des finances ottomanes, à un moment où la Turquie semble vouloir s'imposer à l'attention des nations européennes. Depuis deux ans en effet, elle a fait de grandes choses ; en 1908 une révolution inspirée d'idées françaises, mais d'une réalisation plus pacifique, a renversé le régime hamidien sous lequel gémissaient les populations opprimées et ouvert une ère nouvelle promettant avant tout plus de liberté.

De cette révolution est sorti un régime constitutionnel et parlementaire importé de France, dont l'instauration a été accueillie à Paris avec beaucoup de bienveillance et d'intérêt. M. Pichon déclarait dernièrement à la Chambre :
« Nous l'avons saluée avec une sympathie d'autant plus
« vive que l'influence de nos idées n'y était certainement
« pas étrangère et que nous retrouvions chez les hommes
« appelés à gouverner la jeune Turquie, des aspirations et
« des vues qu'ils avaient puisées, ce sont eux-mêmes qui
« l'ont déclaré, dans l'instruction et dans l'éducation fran-
« çaises. Aussi n'avons nous pas marchandé notre con-
« cours à la Turquie régénérée pour procéder à son orga-
« nisation et pourvoir à son relèvement. Nous lui avons
« fourni les fonctionnaires, les ingénieurs et les conseil-
« lers financiers qu'elle nous a demandés... Nous avons .

(1) Paul Imbert, *La Rénovation de l'Empire ottoman*, 1909, p. 132.

« donné les gages les plus significatifs de notre désir de
« collaborer à la prospérité commerciale, industrielle et
« financière de l'Empire. » (1)

Depuis deux ans nous avons vu la Turquie se mettre à l'œuvre avec ardeur pour se réorganiser sur le modèle des pays plus avancés. Mais pour cette grande œuvre, elle a besoin d'argent qu'elle doit emprunter à l'étranger. Les trois premières années du nouveau régime ont été marquées par trois emprunts dont le dernier n'a pas été conclu sans difficulté. Il n'a pas pu être émis à Paris et il faut chercher la cause de cet échec dans une politique traditionnelle à laquelle le gouvernement ottoman a toujours été fidèle ; elle consiste à repousser toute ingérence officielle des puissances étrangères dans les affaires intérieures de l'Empire, notamment dans les questions financières, pour conserver coûte que coûte, au moins une apparence d'autonomie et de souveraineté. Dans le cours de cette étude nous allons voir la Sublime Porte en maintes occasions en face d'un trésor toujours vide et harcelée par ses créanciers, aux prises avec les difficultés les plus graves, préférer les plus grands sacrifices à cette sorte de conseil judiciaire que l'Europe voulait lui imposer sous forme d'une commission financière internationale.

Cette menace souvent renouvelée a déterminé une série de réformes qui, il faut le dire, retombaient dans l'oubli

(1) Discours de M. Pichon, ministre des affaires étrangères. Chambre des Députés, séance du 28 décembre 1909.

dès que le spectre du contrôle financier était évanoui. C'est ainsi que nous verrons successivement les grandes lois de réorganisation telles que le Hatti-Chérif de Gulkhané en 1839, le Hatti Humayoun de 1856 et même la constitution de 1876 et d'autres réformes partielles, proclamées sous la menace de l'intervention européenne. Si bien que l'on a pu dire que les dépêches de la Sublime Porte, ses règlements et ses décrets étaient une variété de papier-monnaie avec lequel elle achetait le crédit de l'Europe. Quoi qu'il en soit, la Turquie, malgré sa détresse financière continuelle, malgré sa banqueroute, et malgré le désir des puissances, — plus heureuse que la Grèce et l'Égypte, a pu éviter au moins officiellement ce contrôle international.

Pour arriver à se faire une idée de la situation financière actuelle de l'Empire ottoman, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur l'historique de ses finances pendant la première partie du xix^e siècle, ce sera l'objet du premier livre de cette étude, qui nous amènera jusqu'à la banqueroute de 1875 et le décret de Mouharrem en 1881. Le deuxième livre étudiera le décret de Mouharrem, l'organisation du Conseil de la Dette Publique ottomane et la gestion des revenus concédés depuis sa création jusqu'à nos jours. Un troisième livre nous fera pénétrer au ministère des finances, le Malié, où nous passerons en revue les recettes et les dépenses sous l'ancien régime, et nous analyserons les premiers budgets postérieurs à la Révolution de 1908. Un chapitre spécial nous ouvrira les

portes de la Banque Impériale Ottomane que tant de liens unissent au gouvernement à qui elle a rendu de grands services depuis sa création en 1863. Enfin dans le dernier livre nous étudierons sommairement l'outillage économique de la Turquie, les chemins de fer, les routes et les ports, au point de vue de la répercussion directe ou indirecte qu'ils ont sur les finances publiques.

Chacune de ces divisions pourrait faire l'objet d'une étude distincte, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de la Turquie, pays où l'imagination orientale remplace la précision et l'exactitude auxquelles nous sommes habitués, et ce qui est plus grave, pays qui sort à peine d'un régime de despotisme soupçonneux et méfiant où rien n'était publié, où il n'existait ni budget, ni comptabilité, dont par conséquent on ne sait rien de précis. Il en résulte une rareté et une difficulté de documentation qui complique singulièrement un travail de ce genre. Aussi notre ambition n'a-t-elle pas été de faire une étude détaillée et approfondie, mais simplement de donner une idée d'ensemble du système financier de l'Empire Ottoman.

LIVRE PREMIER

Historique

Depuis le règne du sultan Mahmoud
jusqu'au décret de Mouharrem.

Cette longue période de 70 ans de 1809 à 1881 est caractérisée par le désordre financier le plus complet aboutissant fatalement à une faillite.

A l'avènement du sultan Mahmoud en 1809, la Turquie est encore sous le régime de féodalité militaire qui a toujours été son état normal ; ce peuple de guerriers semble campé en Europe, il vit au jour le jour de tributs et d'impôts levés sur les pays conquis ; c'est dire que l'administration financière est assez rudimentaire. Puis au contact de l'Europe et sur l'invitation impérieuse des Puissances, les sultans essaient une série de réformes, connues sous le nom de Tanzimat, sans résultat pratique bien appréciable. Le seul bienfait de la civilisation occidentale auquel la Turquie ait été sensible c'est la Dette Publique ; elle a largement abusé du crédit de l'Europe en émettant à partir de 1854, une série d'emprunts pour aboutir en 1875 à la suspension des paie-

ments ; c'est la Banqueroute. Cinq ans après, intervient un concordat entre le gouvernement et ses créanciers, sanctionné par le décret de Mouharrem qui donne à la dette publique son organisation actuelle.

CHAPITRE PREMIER

AVANT LE TANZIMAT

L'organisation financière qui a précédé le Tanzimat est peu connue parce qu'elle est assez sommaire. On sait que dans la période des conquêtes elle se borne à une exploitation militaire des territoires occupés et que le règne de Soliman le Magnifique est l'apogée de la puissance turque. « De l'Adriatique au golfe Persique, des Karpathes au Nil, la prière est récitée pour le Padischah dans trente « royaumes (1). » Le sultan dispose de ressources considérables évaluées par les ambassadeurs vénitiens à 14 millions de ducats soit 140 millions de francs en monnaie de cette époque, ce qui représenterait 7 ou 8 fois plus aujourd'hui. « Le grand Vizir double cette somme « par la vente des fiefs et charges, des grades et privilèges, des gouvernements et commandements, par ce « trafic des fonctions qui restera jusqu'à nos jours la règle « de l'administration turque. »

Puis vient la décadence, à partir du xvii^e siècle. Au

(1) Victor Bérard, « Réforme Ottomane », *Revue de Paris*, 1^{er} sept. 1908, p. 193.

dehors, l'Empire subit une série de désastres qui lui enlèvent ses plus riches provinces ; au dedans le pays devient la proie de la corruption et de la rapacité des fonctionnaires ; la perception vicieuse des impôts, les exactions et les taxations arbitraires épuisent les populations sans remplir le trésor.

Le sultan Mahmoud monta sur le trône en janvier 1809, il voulut tenter une réforme générale de son empire, il parvint à se débarrasser du corps des janissaires, soldatesque dégénérée qui rançonnait et tyrannisait le pays au lieu de veiller à la sécurité publique. A la suite d'une révolte en 1826, il en fit massacrer un grand nombre et exiler le reste. Imbu de principes libéraux il disait : « Je ne veux reconnaître les musulmans qu'à la mosquée, les chrétiens qu'à l'église, et les juifs qu'à la synagogue ; en dehors de leurs temples tous sont également mes sujets et ont droit à ma paternelle affection. » Il entreprend de réorganiser l'administration des provinces, il crée une armée nouvelle et il prétend même réformer les mœurs et les coutumes sur le modèle de l'Europe. Tout cela était prématuré en Turquie et contribua à le rendre impopulaire auprès des fanatiques musulmans qui le traitaient de « Giaour » infidèle. Quand il mourut en 1838, ses réformes avaient échoué ; le pays, toujours misérable et exploité par les fonctionnaires, souhaitait un retour aux anciennes institutions.

Il laissait l'administration financière dans le même état de désordre et de chaos où il l'avait trouvée.

Dans les pays musulmans, toute la législation a sa source dans le Coran, code à la fois civil et religieux, militaire et administratif. La loi de Mahomet contient le principe du système fiscal en vigueur au début du xix^e siècle et même encore de nos jours. Elle porte en tête de ses prescriptions, l'obligation de payer l'impôt. D'après le texte sacré toutes les terres appartiennent à Dieu et les détenteurs n'en sont que les usufruitiers ; ils doivent donc payer une sorte de loyer des terres occupées, ce sera l'impôt foncier, et un prélèvement sur toutes leurs récoltes, ce sera la dîme. Les sujets ottomans non musulmans paient en outre un tribut personnel, une sorte de capitation. Enfin les pays vassaux doivent verser au sultan un tribut annuel. Tels sont les principaux revenus du trésor.

L'impôt territorial, (*Haradj-erazy*) est une taxe foncière assise sur les terres tributaires non bâties, possédées par tous les sujets de l'Empire, musulmans ou non. Il ne porte que sur les terres tributaires par opposition aux terres décimales, soumises à la dîme. Le régime de la propriété foncière est très complexe en Turquie, on peut distinguer trois catégories principales de terres :

1^o Les terres ecclésiastiques ou biens vacoufs qui se subdivisent en vacoufs des mosquées, vacoufs publics et vacoufs coutumiers. Ce sont d'une façon générale des terres affectées par des fondations pieuses soit à l'entretien des mosquées ou des ministres qui les desservent, soit au soulagement des misères humaines, hôpitaux et asiles,

soit à des œuvres d'utilité générale, fontaines, ponts, hôtelleries. Les biens vacoufs sont soumis à la législation religieuse et administrés par des fonctionnaires spéciaux ; ils sont inaliénables, imprescriptibles et exempts de tout impôt. Ils couvrent une partie importante du territoire de l'Empire.

2. Les terres domaniales comprennent le domaine privé du Sultan, les biens affectés à sa famille, aux princes du sang et des fiefs attribués à différents personnages : ces terres sont également exemptes de tout impôt.

3. Les terres patrimoniales ou *mulk* sont possédées en pleine propriété ; elles ont été soit distribuées aux musulmans lors de la conquête soit abandonnées aux populations vaincues, les premières sont les terres décimales, les autres, les terres tributaires ; ces dernières seules paient l'impôt territorial. Il comprend un droit fixe payé à raison de la surface de terrain possédé sans égard à sa qualité, et une taxe proportionnelle au rendement, dont le taux, variable suivant la nature du sol dans chaque région, absorbe le $\frac{1}{4}$, le $\frac{1}{3}$ et même la moitié des produits. Cet impôt ne porte pas sur les propriétés bâties ; par un privilège spécial la ville de Constantinople et sa banlieue seront exemptes de cet impôt foncier jusqu'à la fin du règne d'Abd ul Aziz en 1876.

La Dime est un prélèvement sur les récoltes des terres dites décimales ; elle consistait à l'origine dans la perception en nature de $\frac{1}{20}$ des produits de la terre cultivée et $\frac{1}{10}$ de ceux que la nature fournit spontanément sans le secours

du travail humain. Ce tarif ne tarda pas à être augmenté, uniformisé à $1/10$; nous le retrouverons plus tard porté à $12\frac{1}{2}\%$ par différentes surtaxes. C'est là la contribution type des peuples primitifs encore sous le régime de l'économie agricole, aussi est-elle payée en nature, chacun devant fournir à l'Etat la dixième partie de tous ses produits. Ce mode de perception subsiste encore de nos jours et nous verrons à quels abus il n'a cessé de donner lieu.

Le 3^e impôt est la capitation ou haradj, tribut personnel payé par les sujets non musulmans, mâles, majeurs, sains de corps et d'esprit ; c'est une sorte de rachat du droit d'existence, de prix de la tolérance des populations infidèles sur le sol de l'Empire. Entre les mains de fanatiques musulmans, cet impôt a été un moyen redoutable d'oppression contre les chrétiens et nous le verrons disparaître en 1856 sur les instances des Puissances protectrices.

Ce sont là les principaux impôts d'origine ancienne dont l'existence remonte au Prophète. Il faut y ajouter des tributs levés sur les pays conquis auxquels on laisse une certaine autonomie. Le plus important est le tribut d'Egypte qui s'élève à 303.969 livres turques soit 6.900.000 francs ; il jouera un grand rôle dans les finances ottomanes en servant de gage aux premiers emprunts. Les autres pays tributaires au début du xix^e siècle sont la Moldavie, la Valachie et la Serbie.

Il existait aussi des impôts indirects d'origine plus récente : les droits de douane, le temettu, sorte de patente, le timbre sur les contrats, ventes et obligations constatés

par des écrits, les droits d'octroi dans les villes, le tapou sorte de droit de succession sur les fiefs dont l'usufruit est concédé aux habitants, les taxes judiciaires, les taxes sur les mariages et sur les célibataires, les amendes; enfin une source de revenus importante consistait dans la confiscation des successions en deshérence et des biens des exilés et des condamnés.

Il est difficile de savoir ce que rapportaient ces différents impôts, car aucune publication n'était faite ni des recettes ni des dépenses: on a évalué les premières à 468 millions de francs ainsi répartis : (1)

Impôts directs :

Dimes	50.600.000 fr.	
Impôt foncier .	46.000.000	
Capitation . . .	9.200.000	
	105 800.000 fr.	105.800 000 fr.

Impôts indirects :

Douanes . . .	49.750.000 fr.	
Indirects . . .	34.400.000	
	54.150.000 fr.	54.150.000 fr.

Tributs :

d'Égypte . . .	6.900.000 fr.	
de la Valachie.	460.000	
de la Moldavie.	230.000	
de la Serbie . .	460.000	
	8.050.000 fr.	8.050.000 fr.
TOTAL. . . .		
		168.000.000 fr.

(1) Chiffres cités par A. Ubicini. *Lettres sur la Turquie*, 1853.

Les recettes proviennent donc surtout des impôts directs qui pèsent sur la terre.

Le plus grand désordre règne dans les dépenses qui sont payées au fur et à mesure des besoins et quand on a de l'argent disponible : ce manque de méthode engendre la plus complète obscurité sur l'emploi des fonds ; on sait seulement que la liste civile du Sultan et les dépenses militaires sont les deux plus gros chapitres qui absorbent à eux seuls plus de la moitié des ressources ; la première est évaluée 19 millions et les secondes 80 millions de francs. Les traitements des fonctionnaires occupent peu de place car si les hauts dignitaires reçoivent des pensions exorbitantes, toute la foule des employés subalternes, rémunérée de façon dérisoire, est réduite à vivre sur le pays qu'elle rançonne à merci.

Quand on étudie l'organisation des services publics en Turquie, il faut se garder de faire des comparaisons avec les systèmes pratiqués en Europe ; il ne faut pas oublier que les mœurs et la mentalité aussi bien des gouvernants que des administrés n'ont rien de commun avec l'état d'esprit des occidentaux ; autant ces derniers aiment l'ordre, la précision, et la plus scrupuleuse probité, autant les orientaux se plaisent dans le vague et se contentent d'à-peu-près, d'imprévu, de vie au jour le jour, sans notion bien nette de l'idée d'échéance et sans l'embarras des scrupules d'une conscience très élastique.

L'administration financière de la Turquie avant le Tanzimât était assez rudimentaire. Elle avait à sa tête un grand

trésorier (Defterdar) dont le Sultan Mahmoud fit un véritable ministre des finances. Ce personnage est surtout chargé de pourvoir aux dépenses du Palais et d'avoir à tout moment la disposition des sommes que le Maître exige. Il est entouré d'un certain nombre de fonctionnaires nommés non pas en raison de leur mérite, de leur compétence financière ou de leur expérience des affaires, mais grâce à l'intrigue et à la faveur qui les poussent et les emportent avec la même inconstance que la vague du Bosphore qui amène et renvoie l'épave abandonnée, ballotée par les vents. Aussi, incertains du lendemain, ils n'ont qu'un souci, celui de conserver la faveur du Sultan ou du grand Vizir ; sacrifiant leur zèle à leur sécurité et à leurs intérêts, ils sont incapables d'initiative, n'osent pas proposer de réformes ni signaler les abus ; ils n'en ont d'ailleurs pas le temps car ils ont hâte de faire fortune avant la disgrâce. C'est ce système déplorable que Victor Bérard qualifie d'un mot très expressif : la mangerie, il en distingue même plusieurs sortes : « mangerie des impôts, mangerie des routes, mangerie des tribunaux, mangerie de l'armée » (1).

Le mode de perception des impôts ressemble un peu au système français de l'ancien régime, celui de l'affermage. Le pays est divisé en 26 vilayets qui, comme nos anciennes provinces, forment des unités administratives, et aussi des groupements ethniques et des divisions géographiques ; ils sont subdivisés en 163 livas et 1800 cazas.

(1) Victor Bérard, *loc. cit.*

Il n'y a pas au ministère des finances, de centralisation de toutes les recettes pour les appliquer à l'ensemble des besoins du pays. Chaque province ou vilayet doit en principe pourvoir elle-même à ses propres dépenses et envoyer au trésor le surplus de ses ressources. Aussi le vali, pacha ou gouverneur, est-il une sorte d'administrateur de sa province; c'est à lui de lever les impôts, d'effectuer les dépenses locales. Cette situation peut s'expliquer par l'isolement dans lequel se trouvent la plupart des gouverneurs, dans un pays très étendu et dépourvu de moyen de communication. Le vali est ainsi une sorte de souverain presque indépendant, tout puissant dans sa province; il y exerce sans contrôle un pouvoir à peu près illimité. Il doit procéder à l'adjudication de la ferme des impôts; mais bientôt de connivence avec le grand vizir et l'assentiment tacite du defterdar, il devient lui-même le fermier général de tous les revenus de son vilayet; c'est pour lui un moyen de rendre plus lucrative encore une fonction souvent précaire et de faire fructifier plus rapidement le prix de sa charge; car toutes les fonctions publiques sont devenues vénales; achetées au moment de leur création, elles se transmettent comme un véritable patrimoine. Le gouverneur sous-afferme les revenus qu'il s'est d'abord adjudés, en les divisant en plusieurs lots: la perception des impôts est ainsi devenue une affaire commerciale, un véritable trafic dont le contribuable fait tous les frais. Les fermes d'abord annuelles, sont devenues viagères, assurant ainsi au bénéficiaire une

situation fort lucrative. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, ce système fiscal entraîna les mêmes abus qui ont marqué la fin de l'ancien régime français. D'Ohsson, dans son tableau général de l'empire ottoman, fait la description suivante que l'on pourrait rapprocher d'autres récits analogues écrits un peu avant la Révolution française.

« Un pacha ayant acquis à prix d'or le gouvernement
« d'une province, met à pressurer ses habitants autant de
« précipitation que d'audace, car il est incertain de con-
« server son office et presque assuré de l'impunité. Le
« faste de ces satrapes les entraîne à commettre des ini-
« quités. La maison d'un pacha à trois queues est composée
« d'au moins 500 personnes ; il en est qui entretiennent
« à leur service plus de 2.000 individus, indépendamment
« de leurs gardes ; leur harem est composé d'un grand
« nombre de femmes, ils ont dans leurs écuries deux à
« trois cents chevaux. Ils paient d'ailleurs des droits con-
« sidérables à leur nomination et à la fin de chaque année
« s'ils sont continués dans leur office. Il faut qu'ils donnent
« à Constantinople de l'argent pour obtenir leur place,
« pour s'y maintenir et pour faire écarter les plaintes que
« provoquent leurs injustices.

« Chaque province supporte ses dépenses locales, les
« frais de son administration, ceux que nécessitent l'entre-
« tien de ses places fortes, le transport des vivres et des
« munitions et le passage des troupes... Les effets du
« despotisme se manifestent d'une façon frappante dans

« la misère des provinces ; les habitants quittent les lieux
« qui les ont vu naître, les chrétiens pour chercher un
« asile hors des frontières de l'Empire, les Mahométans
« pour se retirer dans la capitale où la tyrannie est moins
« accablante (1). »

Le résultat de ce système était que si le peuple payait beaucoup d'impôts, une bien faible partie des sommes perçues arrivait jusqu'au trésor impérial et le defterdar ne pouvait faire face aux dépenses urgentes. Quand la guerre éclatait, on avait recours à la violence pour se procurer de l'argent, on obligeait les contribuables à payer une seconde fois les impôts à titre de subsides de guerre et on en opérait la perception à main armée. Quand les ressources étaient épuisées on avait recours à des expédients déjà employés dans d'autres pays en des circonstances analogues. C'est d'abord la vente des grandes charges publiques ; tout pacha nouvellement investi paie des droits au trésor, puis comme dit d'Ohsson, de nouveaux droits chaque année s'il est maintenu en fonction : et il ne manque pas de se dédommager sur les contribuables de sa province.

C'est en deuxième lieu la vente anticipée des revenus contre le versement immédiat de leur valeur en argent et moyennant un escompte fort onéreux pour le Trésor. Souvent ces revenus étaient engagés sous forme de havalès ou délégations sur telle recette d'une province déterminée, délivrées en paiement à un créancier. Celui-ci

(1) D'Ohsson, *Tableau général de l'Empire ottoman*, 1806.

avait alors fort à faire pour rentrer dans sa créance qui était payable parfois dans une province éloignée ; aussi bien souvent préférait-il escompter sa délégation en la cédant à des banquiers ou changeurs qui se chargeaient de la toucher moyennant une commission variable suivant les difficultés et l'aléa du paiement ; la perte atteignait parfois 40 ou 50 % de la valeur nominale. Ces havalès faisaient l'objet d'un trafic important parmi les banquiers de Galata ; ils étaient utilisés dans le paiement des impôts ou dans les versements que devaient faire au trésor les adjudicataires de fermes.

Un autre expédient fort usité était l'altération des monnaies. Cette opération consistait à augmenter fictivement la valeur nominale des pièces d'argent et à en diminuer le titre. C'est ainsi qu'en 1810, on mit en circulation les premiers bechliks, pièces de 6 piastres dont la valeur intrinsèque n'atteignait pas la moitié ; il y en eut plusieurs émissions successives. Jusqu'en 1844, ces bechliks et les altiliks, autres pièces de même genre valant 5 piastres, vont peser lourdement sur la circulation monétaire et causer des embarras et des mécomptes au gouvernement. Ces altérations de monnaies ressemblent à des contributions forcées portant sur les consommateurs et les commerçants de l'Empire.

Quelle pouvait être dans ces conditions la situation des contribuables ? Exposés sans défense à la tyrannie toute puissante des gouverneurs et à la rapacité brutale des collecteurs d'impôts, ils menaient une vie très précaire,

souvent misérable, aggravée encore par les vexations du despotisme politique. La base du système fiscal étant l'impôt foncier et la dime, la population rurale et agricole en supporte presque toute la charge. Mais les habitants souffrent moins des impôts eux-mêmes que de leur mode de perception ; « C'est moins le fardeau de l'impôt, dit du « Velay, qui pèse sur les populations des campagnes que « les excès que commettent à leur détriment ceux qui sont « chargés de les percevoir, joints à une centralisation « abusive de tous les pouvoirs dans le chef de l'adminis- « tration provinciale (1). »

Le paiement de la dime en nature qui semblait un avantage accordé aux contribuables, en facilitant leur libération, est devenu pour eux une cause de ruine, du fait de la négligence ou de la mauvaise volonté des collecteurs. En effet les paysans n'ont pas le droit de rentrer leurs récoltes avant que l'agent du fisc ne soit venu l'évaluer sur place et prélever la part du Trésor. Ce fonctionnaire fait attendre sa visite quelquefois plusieurs semaines, pendant que les moissons pourrissent sur place par suite de l'humidité et des intempéries. Il est arrivé que, devant percevoir les dîmes de produits récoltés à des époques différentes, comme le blé et les raisins, il différerait sa deuxième tournée jusqu'à l'époque des vendanges et laissait le blé se détériorer à l'humidité ou devenir la proie des sauterelles. Puis il faisait le prélèvement du 1/10 de façon très arbitraire et

(1) Du Velay, *L'histoire financière de la Turquie*, 1903, p. 66.

il ne consentait à laisser aux malheureux paysans une portion honorable du produit de leur travail que moyennant un backchich fort onéreux. La dîme se trouvait ainsi singulièrement grossie par la manière dont elle était perçue; elle arrivait à prélever $\frac{1}{6}$, $\frac{1}{4}$ et même la moitié des produits de la terre et de l'élevé des bestiaux.

Pour l'impôt foncier, en l'absence de cadastre, l'arbitraire seul préside à la répartition : le seul guide des répartiteurs est la puissance des uns et la corruption des autres; tel riche propriétaire verra sa maison de trois étages taxée à quelques piastres, tandis que son voisin plus modeste, moins bien en cour, paiera trois ou quatre fois plus d'impôts pour une misérable mesure. Souvent le fisc reste un grand nombre d'années sans rien demander au propriétaire, puis il se montre soudain pour réclamer une grosse somme d'arriérés lorsque celui-ci veut vendre l'immeuble ou demande l'autorisation de le réparer; il arrive que la somme d'impôts en retard dépasse la valeur de la maison et le propriétaire préfère l'abandonner; plus souvent la question se règle à l'amiable entre l'agent du fisc et le contribuable qui en est quitte pour un gros backchich.

La capitation perçue sur les infidèles donne lieu aux mêmes abus de la part des collecteurs. Les malheureux giaours ont souvent à payer plusieurs fois la même taxe : ils sont victimes de vexations de toutes sortes, surtout dans les campagnes où ils peuvent, beaucoup plus difficilement que dans les villes, faire entendre des

réclamations et demander l'assistance de leurs consuls.

Les contribuables souffrent donc beaucoup de ce système fiscal si defectueusement organisé ; en outre la taxe douanière pèse lourdement sur le commerce ; elle prélève un droit de 5 % sur les importations et 12 % sur les exportations ; c'est un protectionisme à rebours qui favorise les produits étrangers contre les indigènes. De plus, le commerce est encore entravé par les difficultés de la circulation provenant du manque de voies de communications, les routes sont peu nombreuses, en mauvais état, les transports ne peuvent se faire qu'à dos de chameaux ou à cheval : d'autre part l'administration met une foule d'obstacles à la circulation des produits : il faut un permis pour voyager d'une province dans l'autre, un permis pour vendre des céréales, un permis pour exporter les produits agricoles, et tous ces permis ou *teskérés* ne peuvent s'obtenir qu'après de longues formalités et contre argent comptant versé aux gouverneurs. Souvent les produits sont accaparés par les fournisseurs de l'armée ou les pourvoyeurs de la capitale, ou bien ils sont pillés par les brigands. Certaines régions en effet sont périodiquement saccagées par les kurdes fanatiques, certains de l'impunité ; ce qu'ils ont épargné devient la proie des gendarmes et des soldats envoyés pour châtier les premiers.

Les contribuables des campagnes ainsi rançonnés par les collecteurs d'impôts et les gouverneurs de provinces, constamment menacés par les brigands, n'ayant aucun moyen de défense contre ces deux ennemis également

redoutables, se lassent de travailler pour les autres, ils abandonnent leurs terres et se réfugient dans les villes; il en résulte une diminution des surfaces cultivées et une misère sans cesse grandissante. L'appauvrissement des contribuables des campagnes a une répercussion immédiate et désastreuse sur les revenus du Trésor qui en est réduit aux expédients. Le pays subit une crise très grave; l'empire semble compromis si un remède énergique n'est apporté à cette situation; l'excès de misère va donner naissance à un mouvement de réformes; ce sera le Tanzimat.

Le Sultan Mahmoud II fit quelques tentatives pour améliorer le sort de son empire : il mourut en 1838 sans y avoir réussi, laissant à son fils Abd-ul Medjid la gloire de commencer la rénovation de l'Empire ottoman.

CHAPITRE II

LE TANZIMAT (1839-1875)

Le nouveau sultan Abd-ul Medjid entreprit de continuer le mouvement de réformes ébauché par son père. Il fut encouragé dans cette voie par son grand Vizir Rechid Pacha, ancien ambassadeur en France et en Angleterre. Ce dernier avait beaucoup voyagé en Europe et connaissait parfaitement les institutions occidentales ; il avait résolu de rétablir dans son pays l'ordre dans l'administration et la paix intérieure. D'autre part l'Europe commençait à s'inquiéter du sort des malheureux raïas, (les chrétiens), elle demandait des réformes en leur faveur, la Sublime Porte avait besoin de l'aide des Puissances pour repousser la révolte de Mehmet Ali et le forcer de rentrer en Egypte.

Aussi dès le premier mois de son règne, le 3 novembre 1839, Abd-ul-Medjid, dans un cérémonial extraordinaire promulga le Hatti-Cherif de Gulkhané qui devait être une sorte de charte constitutionnelle des sujets ottomans. Ce fut le point de départ de cette série de réformes qui constituent le Tanzimat.

Cette chartre de 1839 prétend transformer toutes les branches de l'Administration, l'organisation financière et le système fiscal, en même temps que les institutions religieuses, civiles, judiciaires et militaires. Elle garantit la sécurité de tous les sujets ottomans quant à leur vie, leur honneur et leur fortune, elle modifie l'assiette et la perception des impôts, enfin le mode de levée des troupes et la durée du service. Rechid Pacha dans le commentaire du Hatti-Cherif, fait le tableau suivant du système fiscal, il stigmatise violemment l'affermage des impôts et le trafic des charges :

« Quoique l'Empire soit délivré depuis quelque temps
« du fléau des monopoles, un usage funeste subsiste,
« celui des concessions vénales connu sous le nom
« d'Iltizam. Dans ce système, l'administration civile et
« financière d'une localité est soumise à l'arbitraire d'un
« seul homme, c'est-à-dire quelquefois à la main de fer
« des passions les plus violentes et les plus cupides. Il est
« nécessaire que désormais chaque membre de la société
« ottomane soit taxé pour une quantité d'impôts en raison
« de sa fortune et de ses facultés et que rien au delà ne
« puisse être exigé de lui. Il faut aussi que des lois spé-
« ciales fixent et limitent les dépenses des nos armées de
« terre et de mer... Comme tous les fonctionnaires de
« l'empire reçoivent aujourd'hui un traitement conve-
« nable et qu'on régularisera les appointements de ceux
« dont les fonctions ne seraient pas suffisamment retri-
« buées, une loi rigoureuse sera portée contre le trafic de

« la faveur et des charges qui est une des principales causes de la décadence de l'Empire. »

Cette déclaration est tout un programme qu'il met aussitôt à exécution. Il crée un Conseil d'Etat chargé d'élaborer les lois ; il abolit la ferme des impôts et nomme dans chaque province des receveurs généraux chargés d'en opérer la perception désormais enlevée aux gouverneurs. La capitation qui avait donné lieu à tant de vexations contre les raïas est améliorée, elle sera perçue par les chefs des différentes communautés religieuses et remise par eux au Trésor. On supprime quelques monopoles, on réforme les cours de justice, enfin Rechid poursuit impitoyablement les concussionnaires, quels que soient leur grade et leurs titres.

C'est toute une révolution pacifique que le souverain et son ministre tentent d'opérer dans l'Empire. Malheureusement ce mouvement législatif était plus rapide que l'évolution des mœurs ; le pays n'était pas mûr pour ce régime relativement libéral, aussi sa mise en pratique soulevait-elle des protestations ; les tenants de l'ancien régime, les ulémas, les pachas qui vivaient de cet état de choses s'indignèrent de sa suppression et crièrent au sacrilège devant tant de droits reconnus aux infidèles. Surtout il manquait au ministre un personnel subalterne suffisamment instruit et intelligent pour comprendre les réformes et collaborer à leur application. Il s'en suivit des hésitations, des fluctuations et des retours en arrière. La diffusion des idées nouvelles ne s'opérait que très

lentement et dans les provinces éloignées l'acte de Gulkhané ne reçut aucune application, les abus ne furent pas supprimés.

Dès 1841, le mouvement de réaction s'accroît, des violences sont commises, Rechid Pacha est renversé, les gouverneurs s'empressent de ressaisir leurs pouvoirs, l'ancien régime de despotisme et d'arbitraire renaît à la vie, la liberté des citoyens n'est plus protégée, la réforme fiscale qu'on avait à peine ébauchée est complètement abandonnée.

Tous ces désordres n'étaient pas de nature à enrichir le pays ni à faire prospérer les finances de l'Etat. Le Trésor était toujours dans un état de pénurie extrême, les déficits constants du budget se traduisaient par une dette flottante sans cesse grossissante envers les banquiers de Galata. Si l'on avait renoncé à l'altération des monnaies, par contre on avait eu recours abondamment à l'émission de papier monnaie, connu sous le nom de caïmé. Il apparut pour la première fois en 1830, lors de la révolte de Mehemet-Ali, on émit alors à titre de mesure de guerre pour 32.000 bourses de ce papier monnaie (1) il portait intérêt à 8 % ; les émissions ultérieures ne rapportaient que 6 puis 3 %. On en émit ainsi une grande quantité sans numéroter ni les émissions ni les billets, de sorte que personne n'en connaissait le total, ce qui facilitait singulièrement la fraude. En effet il circulait un grand nombre

(1) Une bourse grecque vaut 5 livres turques ou 500 piastres ou 114 francs environ.

de faux billets que rien ne distinguait des premiers ; il en résultait une grande dépréciation de ces titres, que l'on cherchait à corriger par de nouvelles émissions, et la planche aux assignats fonctionnait sans interruption.

En 1844 on voulut remédier à ce fléau par une grande réforme monétaire qui est encore la base du système actuel. Ce régime est celui de l'étalon d'or ; l'unité est la livre turque (Ltq) pièce d'or pesant 7^{sr} 216 au titre de 0,916 2/3 qui vaut 22 fr. 78. La livre turque est divisée en 100 piastres, monnaie d'argent rappelant notre pièce de 20 centimes, elle vaut 0 fr. 2278, elle est très employée comme monnaie de compte concurremment avec la livre turque. La plus grosse pièce d'argent est le medjidié, du nom du sultan Abdul Medjid, il vaut 20 piastres ou 1/5 de Ltq soit 4 fr. 556. Le medjidié est une pièce d'argent pesant 24^{sr} 055 au titre de 0,830, il ressemble à notre pièce de 5 francs. La livre turque et le medjidié sont dans le rapport de 1/15,09.

La piastre se divise elle même en 40 paras valant un peu plus d'un 1/2 centime, 0 fr. 0057. Voici d'après la loi monétaire de 1844 les pièces en circulation :

Loi monétaire de 1844

PIÈCES		POIDS	TITRE	VALEUR
Or	5 Ltq ou 500 piastres	32 gr. 082	0,916 2/3	113 f. 92
	2 1/2 Ltq	18,041		56 96
	1 — ou 100 p.	7,216		22 78
	1/2 —	3,608		11 39
	1/4 —	1,804		5 70
Argent	1 medjidié	24,055	0,830	4 55
	1/2 —	12,028		2 27
	1/4 —	6,014		1 13
	2 piastres	2,405		0 45
	1 piastre	1,203		0 22 78
	1/2 piastre ou 20 paras	0,601		0 11
Bronze	1 métallik ou 10 paras		cuivre 95 0/0	0 057
	1/2 » ou 5 »		étain 3 0/0	0 028
			plomb 2 0/0	

On s'occupe de retirer le caïmé de la circulation ; dans ce but on crée en 1848 la Banque de Constantinople qui pendant quatre ans ne vécut que d'expédients et de subventions du gouvernement.

En 1852 on publie une grande loi sur les vilayets en exécution du Hatti-Cherif de Gulkhané ; cette loi opère la séparation des pouvoirs dans les provinces. « Autrefois, « dit Du Velay, le gouverneur était à la fois chef militaire « fermier et collecteur d'impôts, investi de tous les pou- « voirs civils et militaires, c'était un vice-roi ayant toutes « les attributions d'un souverain, ayant droit de vie et de « mort, disposant de la force armée, levant les impôts « pour son compte, édictant des taxes, des prohibitions, « les modifiant à son gré, usant à son profit de toutes les « ressources de son domaine temporaire » (1). La loi de

(1) Du Velay, *loc. cit.*, p. 101.

1852 réduit le pouvoir des valis ; elle leur laisse leurs attributions administratives mais leur enlève la disposition de la force armée, confiée à un général et la perception des impôts dévolue à un receveur général ou defterdar.

La guerre de Crimée vint arrêter tout le mouvement de réformes ; elle demanda à la Turquie un effort considérable qui épuisa ses forces militaires et compromit sa situation financière. Elle a une grande importance dans l'histoire des finances ottomanes, car elle fut l'occasion du premier emprunt turc placé à l'étranger. L'alliance de la France et de l'Angleterre en facilita l'émission qui fut faite à Londres en 1855 (1). Pendant la guerre, sous l'influence des Puissances protectrices, on chercha à améliorer le sort des raïas ; le 7 mai 1855 la Sublime Porte abolit le haradj, remplacé par une taxe d'exonération militaire et annonça l'admission des chrétiens dans l'administration et dans l'armée.

Au Congrès de Paris qui termine la guerre, les Puissances s'engagent à respecter l'intégrité de l'Empire Ottoman et l'encouragent dans la voie des réformes ; la Porte répond en promulguant le 18 février 1856 le Hatti Humayoun. Cet acte est communiqué aux chancelleries qui lui confèrent une sorte de caractère international en constatant « la haute valeur de cette communication. »

Le Hatti Humayoun répète la plupart des promesses de

(1) Nous réunissons dans un chapitre spécial toute la série des emprunts émis dans la période qui nous occupe, de 1854 à 1875. V. au chapitre suivant,

l'acte de Gulkhané qui étaient restées lettres mortes ; il annonce la réorganisation administrative provinciale, la réforme de la police, de l'appareil judiciaire et du système pénitencier, il promet un contrôle sérieux des recettes et des dépenses, enfin il proclame l'égalité complète de tous les sujets de l'empire sans distinction de race ni de religion, aucun sujet ottoman ne devant être inquiété dans l'exercice de sa religion ni contraint d'en changer. Le gouvernement promet de réprimer les abus : « On avisera aux
« moyens les plus prompts et les plus énergiques de cor-
« riger les abus dans la perception des impôts et notam-
« ment des dîmes. Le système de la perception directe
« sera successivement et aussitôt que possible, substitué
« au régime des fermes dans toutes les branches des
« revenus de l'Etat. Les lois contre les concussions, mal-
« versations et corruptions seront appliquées à tous les
« sujets de l'Empire quelles que soient leur classe et
« leurs fonctions. »

Le Hatti Humayoun prévoit la réforme du système financier, il promet la création de routes et de canaux, la construction de ports. Sur le papier tout est réformé, dans la pratique peu de chose devait changer ; comme après l'acte de 1839, les intérêts menacés, les esprits inquiets, tout le parti vieux ture, fanatique ou timoré, devaient se coaliser contre la réforme et l'empêcher d'aboutir.

Le pays souffrait depuis longtemps de la perturbation monétaire aggravée encore par l'exécution incomplète de la loi de 1844. En effet à côté des nouvelles espèces créées

par cette loi, on avait laissé subsister les anciennes, ce qui compliquait singulièrement les comptes. Il existait sur le marché quatre sortes de monnaies différentes : celles antérieures à 1844, bechliks et altiliks fortement dépréciés par une contrefaçon très active ; puis le caïmé, dont l'émission avait augmenté dans cette période difficile ; les monnaies étrangères très employées encore aujourd'hui en Turquie ; enfin les 200 millions de francs de pièces nouvelles frappées en 1844 dont une grande partie avait déjà disparu, exportée ou mise en réserve, chassée par le stock de mauvais aloi, comme il arrive toujours lorsqu'une monnaie saine se trouve en contact avec des espèces dépréciées. Une réforme était nécessaire pour compléter celle de 1844 ; mais pour cette opération on avait besoin du concours d'une banque qui seule pourrait faire disparaître le caïmé. La Banque de Constantinople n'existait plus depuis 1852 ; en 1856 fut créée l'Ottoman Bank par un groupe anglais dont le siège était à Londres mais le comptoir principal à Constantinople ; son capital était de 500.000 livres sterling avec faculté de le porter à 2 millions de livres. Cette banque devait prospérer et nous la verrons émettre en 1858 et 1862 des emprunts pour retirer le caïmé, mais elle ne pourra pas conjurer la crise monétaire ni supprimer le papier monnaie dont la circulation ne fera qu'augmenter.

Dès 1858, le Sultan réunit une commission dite des réformes financières, composée du Marquis de Plœuc, de M. Falconnet et de M. Lakenbacher envoyés par la France

l'Angleterre et l'Autriche. Cette commission examine la situation financière de l'Empire et dans son rapport elle en dresse le tableau suivant : « Les contribuables étaient
« soumis aux taxations arbitraires et souvent abusives
« des fermiers, lesquels ne songeaient pas eux-mêmes à
« s'acquitter de leurs obligations envers l'Etat ; ils restaient
« débiteurs du Trésor pour des sommes considérables
« qu'ils lui prêtaient ensuite à des taux allant jusqu'à
« 30 %. Compromis déjà par un tel mode de recouvre-
« ment, les revenus de l'Etat, aliénés le plus souvent sans
« préoccupation de l'avenir, étaient soumis à une gestion
« des plus défectueuses. La comptabilité ne se compose
« que de livres de détail, aussi pas de budget général et
« pas de budget particulier à chaque administration. Et
« comme aucun contrôle n'existait sur l'emploi des crédits
« alloués, les ministres s'empressaient dès que leurs fonds
« étaient épuisés, d'émettre des « serghis » sans même
« produire de pièces justificatives. Quant à l'emploi des
« deniers ainsi dépensés ou du nombre de serghis lancés
« dans la circulation, jamais ils n'en rendaient compte à
« qui que ce fût. La fraude et les malversations ainsi
« facilitées sont à l'ordre du jour et lorsque par exception
« elles sont découvertes, il suffit au délinquant d'une
« haute protection quelconque pour être sûr de l'impu-
« nité. »

Le rapport cite à l'appui le cas de l'intendant du palais Osman Bey qui, incapable d'expliquer la disparition de 35 millions de piastres, est relevé de ses fonctions et

nommé muchir (conseiller) à la haute Cour de justice. Il signale encore les funestes conséquences d'une liste civile illimitée en fait, la confusion des dettes du Sultan avec celles de l'Etat et la pratique d'emprunts désastreux contractés sur place à des taux exorbitants « dont on inscrivait à peine le montant sur un registre quelconque. »

En octobre 1859, les Puissances remettent à la Porte un memorandum où elles expriment leur regret de voir que la Turquie ne s'aide pas par elle-même, qu'elle ne procède pas à une application soutenue et graduelle des réformes, qu'un effort sérieux ne se manifeste pas suffisamment pour atteindre le but marqué par le firman de 1856. Quelques mois plus tard, le 25 juin 1861, Abd ul Medjid mourut laissant l'Empire aux prises avec des embarras financiers très graves, mais il avait amorcé les réformes et était parvenu à réaliser certains progrès appréciables. Son nom restera inséparable du Tanzimat et sa signature au bas des deux actes qui le caractérisent : la charte de Gulkhané et le Hatti-Humayoun, suffit pour faire de son règne un des plus glorieux et des plus profitables à la Turquie.

Son successeur Abdul Aziz était un prince au caractère plus faible qu'Abdul Medjid ; par son amour excessif des constructions magnifiques et d'un luxe fantastique, il va achever la ruine des finances ottomanes, il va livrer la Turquie à la finance internationale et finalement provoquer la banqueroute du trésor.

Cependant au début de son règne, il laisse gouverner

deux grands ministres partisans des réformes : Ali Pacha et Fuad Pacha qui ont continué l'œuvre commencée par le dernier Sultan.

La Commission des finances reçoit en 1862, le titre de Conseil supérieur des Finances, chargé d'étudier les réformes à apporter à l'Administration financière, d'élaborer le budget de l'empire et de préparer les lois fiscales. Cette commission, tenue en défiance par les administrations, devait se heurter à leur mauvaise volonté et à leur inertie dans l'exécution de sa tâche difficile. Elle eut beaucoup de peine pour dresser un budget, et réunir les éléments de recettes et de dépenses qui n'étaient centralisés dans aucun ministère. Elle arriva à établir le budget suivant pour l'exercice 1863-1864 en se servant des résultats des exercices précédents, en l'absence de statistiques officielles et de comptabilité régulière.

BUDGET DES RECETTES

Contributions directes

Impôt foncier (Verghi).....	FRANCS	78.493.000
Rachat du service militaire.....		43.934.000

Contributions indirectes

Dîmes.....	94.891.000
Taxe sur les moutons (aghnams).....	20.305.000
Taxe sur les porcs.....	335.000
Douanes.....	57.500.000
Tabacs.....	43.800.000
Droits de pêche.....	1.315.000
Droits sur les contrats.....	561.000
Papier timbré.....	3.450.000
Droits sur les spiritueux.....	2.875.000
Tapou.....	2.875.000
Droits divers.....	28.175.000
Postes.....	2.307.000
Imprimerie Nationale.....	251.000
Propriétés de l'Etat.....	442.000
Forêts.....	365.000
Fermes impériales.....	1.998.000
Salines.....	4.375.000
Mines.....	2.136.000
Produit de la vente des propriétés de l'Etat.....	1.295.000
Pêcheries.....	526.000
Tribut d'Egypte.....	9.200.000
— de la Valachie.....	575.000
— de la Moldavie.....	345.000
— de la Serbie.....	529.000
— de la Samos.....	92.000
— du Mont Athos.....	28.000
Recettes spéciales du ministère de la Marine.....	4.387.000
— du ministère du Commerce.....	558.000
TOTAL.....	346.198.000

BUDGET DES DÉPENSES

Dette extérieure, intérêt et amortissement.	FRANCS	40.430.000
Dette intérieure, intérêt et amortissement des eshami djédidés et des tahviliati muntazès...		32.775.000
Dette intérieure, intérêt et amortissement des eshami muntazès et des bons de 10 ans.....		5.266.000
Dette intérieure, intérêt de l'emprunt intérieur de 46 millions. Restitution du 1/4 de l'avance perçue sur le verghi.....		7.179.000
Intérêts des sommes dues à la caisse des orphelins.....		668.000
Dotations des provinces du Hedjaz et du Yemen.....		8.523.000
Liste civile du Sultan et autres allocations.....		27.742.000
Pensions et secours.....		7.847.000
Ministres sans portefeuilles, Conseil suprême de la Justice, Conseil des trésors.....		4.579.000
Ministère de la guerre.....		95.198.000
Direction générale de l'artillerie.....		4.370.000
Ministère de la Marine.....		24.191.900
— de la Justice.....		2.402.000
— des Vacoûfs.....		4.627.000
— de l'Intérieur.....		41.082.000
— des Affaires Etrangères.....		3.016.000
— du Commerce.....		458.000
— de l'Instruction et des Travaux Publics.....		4.084.000
— de la Police.....		3.789.000
— des Finances.....		15.000.000
TOTAL.....		327.194.000

Service de la dette extérieure

Emprunt de 1854.....	5.249.000
— de 1855.....	6.202.000
— de 1858.....	8.750.000
— de 1860.....	3.408.000
— de 1862.....	16.000.000
TOTAL.....	39.678.000

(1) Du Velay, *loc. cit.*

Il ne faut pas tenir compte de la classification officielle des recettes en contributions directes et indirectes, car les dîmes, les taxes sur les moutons et les porcs sont en réalité des impôts directs. Il y a lieu de remarquer la prédominance des contributions directes qui s'élèvent à 207.658.000 francs soit près des 2/3 du budget ; la moitié de ce chiffre est fournie par les dîmes perçues en nature, mode de perception défectueux qui met la recette à la merci d'une mauvaise récolte ; le verghi peut à peine être perçu dans l'année ; les autres impôts rentrent très inégalement, souvent avec des retards considérables ; ces simples remarques suffisent à montrer la fragilité de l'excédent de 20 millions qui ressort des chiffres du budget, les dépenses d'une grande guerre vont amener l'Empire à une catastrophe. Le produit du tabac est très faible pour un pays où tout le monde fume, même les femmes et les enfants ; une grande partie du tabac produit dans le pays échappe à l'impôt, on essaiera d'y remédier en 1879 en instituant le monopole.

Certaines évaluations de recettes sont exagérées, et dès 1864 le grand Vizir Fuad Pacha sera obligé d'avouer un déficit de 40 millions. Les impôts indirects tiennent peu de place dans les recettes, il sont d'une progression difficile dans un pays pauvre où la contrebande s'exerce au grand jour, sous les yeux d'une administration peu vigilante et mal outillée. Dans le budget des dépenses, les plus gros chapitres sont ceux de la guerre et de la marine qui absorbent 125 millions, plus du tiers du total ; si on

rapproche ce chiffre des crédits ouverts aux ministères d'ordre économique, commerce, travaux publics, instruction publique et justice qui n'atteignent pas 4 millions, on n'est pas surpris de voir l'ignorance du peuple et l'insuffisance des voies de communication.

D'ailleurs ces chiffres sont des évaluations auxquelles il ne faudrait pas accorder plus d'importance que ne leur en donnaient les fonctionnaires chargés de l'exécution du budget; ceux-ci ne se sentaient aucunement liés par des crédits dont ils n'avaient pas à rendre compte. Le gouvernement dans les moments de détresse, demandait des avances aux banquiers de Galata dont c'était la principale industrie. Ils exploitaient la situation du Trésor en lui prêtant les fonds nécessaires, moyennant un intérêt très élevé qu'on ne pouvait leur refuser. On eut l'idée de créer une banque d'Etat, investie de certains privilèges, qui aurait pour mission de régulariser les recettes par des avances temporaires permettant d'attendre la rentrée des impôts, de servir d'intermédiaire pour le placement des emprunts extérieurs, enfin d'améliorer la situation monétaire en retirant le Caïmé de la circulation. C'est ainsi qu'un firman du 4 février 1863 transforma l'Ottoman Bank en un banque nationale sous le nom de Banque Impériale Ottomane. Elle a le privilège d'émettre des billets au porteur; en échange, elle s'engage à escompter les serghis émis par le Ministre des finances et elle ouvre au Trésor un compte courant de 12.500.000 francs; elle a un droit de préférence pour l'émission des bons du Trésor, et elle est chargée

des opérations de trésorerie et du service matériel de la dette dans les villes où elle a des succursales. Nous verrons que la Banque Impériale Ottomane a tenu une grande place dans la vie financière de la Turquie et qu'elle lui a rendu les plus grands services (1).

Malgré les efforts de la Banque, la circulation monétaire ne s'améliore pas et la situation du Trésor devient de plus en plus critique. Chaque année un nouveau déficit vient s'ajouter au découvert des années précédentes ; le gouvernement en est réduit aux expédients, la dette flottante, ne cesse de s'augmenter. A trois reprises ne pouvant rembourser les avances à court terme et les bons du trésor, on les consolide sous le titre de dette générale, en trois séries datées de 1865, 1873 et 1874. Les échéances de la dette extérieure ne sont jamais prévues d'avance ; on s'aperçoit au dernier moment que la caisse est vide ; on se voit obligé de faire appel une fois de plus aux banquiers de Galata ou d'émettre de nouveaux emprunts pour faire le service des premiers. En 1875 le budget comprend : (2)

en recettes.	549.307.620 fr.
en dépenses	665.369.185
soit un déficit de.	116.061.565 fr.

Les recettes se répartissent de la façon suivante :

(1) Nous consacrons à cet important établissement un chapitre spécial, v. Livre III, chap. 7.

(2) Chiffres cités par Ubicini et Pavet de Courteille. État présent de l'Empire Ottoman, 1876.

Contributions directes	Impôt foncier	76.555.350 fr.
	Dîmes	200.155.000
	Exonération militaire.	18.400.000
	Aghnams.	47.150.000
TOTAL. . . .		342.260.350 fr.
Contributions indirectes		140.685.370
Recettes diverses		47.554.340
Tributs		18.807.560
TOTAL. . . .		549.307.620 fr.

Les dépenses comprennent :

Dette publique	341.992.635 fr.
Dotations	45.848.660
Restitutions et non valeurs . . .	161.000
Ministères	277.366.890
Total. . . .	665.369.185 fr.

Comme on le voit, le chapitre de la dette publique est de beaucoup le plus important. En 1875 la situation du Trésor est des plus précaires ; le gouvernement est dans l'impossibilité d'assurer avec ses recettes l'annuité de sa dette et la marche des services publics ; les impôts rentrent mal, les arriérés de la dîme s'élèvent jusqu'à 47 %, dus moins par les contribuables que par les fermiers ; les impôts indirects sont peu productifs à cause des traités de commerce qui limitent les droits de douane à un taux infime et en font un système de protection à rebours en

favorisant les étrangers ; les capitulations exemptent ces derniers de tout impôt, c'est dire que l'agriculture seule alimente le budget, et le gouvernement ne fait rien pour en faciliter le développement et en augmenter le rendement. Le budget est chaque année en déficit et on emprunte sans cesse pour combler les lacunes provenant de l'excès des dépenses et de l'insuffisance des recettes. Dans ces conditions, tant de désordre et d'imprévoyance devaient conduire la Turquie à la crise suprême, la banqueroute. En effet au mois d'octobre 1875 le gouvernement déclare qu'il ne paiera plus que la moitié du coupon et dès la première échéance de 1876 tous les paiements furent suspendus. La Turquie semblait perdue c'est de cette époque que date son relèvement économique et financier grâce à l'intervention intéressée mais bienfaisante de ses créanciers européens.

CHAPITRE III

L'ÈRE DES EMPRUNTS (1854-1875)

La guerre de Crimée marque une date importante dans l'histoire financière de la Turquie, celle de son admission dans le concert européen. Ce que celle-ci admira le plus dans les institutions occidentales, c'est la dette publique et plus qu'à toute autre chose, elle fut sensible à la faculté qui lui fut donnée d'emprunter à l'étranger l'argent qu'elle ne pouvait plus trouver chez elle. Elle s'empressa d'imiter ses devancières dans la civilisation moderne en émettant aussitôt son premier emprunt extérieur.

Déjà en 1850, le gouvernement ottoman avait fait une tentative dans ce sens : voulant contracter un emprunt de 55 millions de francs destiné à rembourser des avances de la Banque de Constantinople, il avait émis à Paris et à Londres 55.000 obligations remboursables en 27 ans ; mais au dernier moment, le Sultan refusa de ratifier l'emprunt et toutes les négociations furent suspendues.

Quelques années plus tard éclatait la guerre avec la Russie, dans laquelle la Turquie fut secourue par ses alliées la France et l'Angleterre. Elle fit des concessions en

proclamant l'égalité des chrétiens et des musulmans, et en abolissant la capitation, haradj, qui frappait uniquement les premiers. En échange les deux puissances protectrices l'autorisèrent à émettre à Londres et à Paris un emprunt de 5 millions de livres sterling pour faire face aux nécessités de la guerre. Mais on connaissait la situation précaire du trésor ottoman; on le savait en déficit permanent, ou avait vu d'autre part le peu d'exécution qu'avaient reçu les promesses solennelles du Hatti-Cherif de Gulkhané, et l'inanité des espérances qu'il avait inspirées : aussi les puissances alliées ne voulurent-elles pas engager leurs capitaux, sans avoir de sérieuses garanties matérielles assurant le service régulier de la dette à contracter. Le Khédive d'Egypte payait à la Sublime Porte un tribut de 276.000 £. soit de 6.900.000 francs en échange d'une indépendance relative. Il fut décidé par le firman du 4 août 1854, que ce tribut serait affecté exclusivement au service de l'emprunt; pour parfaire la différence entre le montant de ce tribut et l'annuité de 300.000 £. le gouvernement turc devait fournir 30.000 £. gagés par une hypothèque sur les revenus généraux de l'Empire.

Le khédive doit donc verser son tribut directement à la banque d'Angleterre qui se charge de le répartir entre les porteurs. Il y a donc un véritable dessaisissement du gouvernement ottoman; ce sera la caractéristique de tous les emprunts qu'il va émettre dans la suite, d'être garantis par un gage réel consistant dans l'affectation de certains revenus au service de l'intérêt et de l'amortisse-

ment de chacun d'eux. La plupart des Etats dits « à finances avariées » sont obligés de se soumettre à des conditions analogues, leur crédit n'est pas un crédit personnel, mais un crédit réel. D'ailleurs ces garanties sont souvent illusoires, car à moins de faire intervenir la force armée de leurs gouvernements respectifs, les créanciers étrangers n'ont aucun moyen d'obliger leur débiteur à maintenir l'affectation primitive. Cependant le mode de garantie établi en 1854 est un des plus efficaces car le montant du tribut d'Égypte ne passe pas par les caisses du trésor, il est versé directement à la Banque qui représente les porteurs de titres.

L'emprunt fut émis à 80 % rapportant 6 % d'intérêt et 1 % d'amortissement, ce qui faisait un placement réel de 9 %. Le produit atteignit 60 millions de francs pour un capital nominal de 75 millions.

Emprunt 1855. — Les dépenses de guerre étaient bien supérieures à ce chiffre, elles dépassaient 11 millions de £. (275 millions de francs), il fallut émettre un nouvel emprunt dès l'année suivante. L'emprunt de 1855 fut, comme le premier, garanti solidairement par la France et l'Angleterre, avec cette condition que le produit en serait affecté exclusivement à des dépenses militaires; il fut émis au pair et s'éleva à 125 millions de francs. L'intérêt est de 4 % plus 1 % pour l'amortissement. L'annuité de 6.202.000 francs est garantie par :

les fonds libres du tribut d'Égypte pour .	1.800.000 fr.
les douanes de Smyrne	2.500.000
les douanes de Syrie	2.000.000
	6.300.000 fr.

Emprunt 1858. — Le Hatti Humayoun de 1856 avait promis de grandes réformes, mais il y avait en circulation 1.238.000 bourses (150 millions de francs) de caïmé, papier monnaie déprécié ; on sentit la nécessité d'assainir la circulation monétaire en supprimant ce caïmé ; un emprunt était nécessaire. On traita avec la Banque Dent Palmer et C^o de Londres pour l'émission de 5 millions de £ d'obligations nouvelles à 6 % et 1 % d'amortissement. L'annuité était garantie par le produit des douanes et de l'octroi de Constantinople, perçu sous la surveillance des délégués des souscripteurs. L'emprunt fut émis une partie à 85 % une partie à 62 % soit pour l'ensemble 76 % ; accueilli sans enthousiasme, il rapporta 95 millions de francs, grevant le trésor d'une dette nominale de 125 millions. Le produit fut employé à rembourser le papier-monnaie ; une partie seulement put être retirée de la circulation, pour le reste on leva une contribution forcée sur les habitants de la capitale, basée sur le loyer, à raison de 5 % de celui des propriétaires, 10 % de celui des locataires et des loyers des magasins. On n'a jamais su ce qu'étaient devenus les quelques millions provenant de cette contribution ; les émissions de caïmé ne furent pas arrêtées et la situation monétaire ne fut guère améliorée.

Emprunt Mirès 1860. — En 1859 on publie un budget qui laisse apparaître un déficit de 35 millions de francs ; la dette de la Turquie s'élevait alors à 774 millions ainsi répartis :

Dette extérieure.	340 millions de francs		
Caïmé en circulation.	14	—	—
Emprunts à court terme :			
(créances de Galata, bons du			
trésor, serghis, dette flottante)	450	—	—
	774 millions de francs		

Les échéances des dettes à court terme trouvent le trésor vide et réduisent le gouvernement à faire de nouveau appel aux capitaux étrangers. Malheureusement le crédit de la Turquie est fort ébranlé. On s'adresse sans succès à l'Angleterre puis à différents banquiers français qui refusent de se charger du nouvel emprunt. Enfin on en trouve un qui l'accepte, c'est le financier Mirès qui eut son heure de célébrité bientôt suivie de déconfiture. Il pose des conditions draconiennes que le gouvernement turc accepte, pressé par la nécessité. Le contrat fut conclu le 23 octobre 1860 portant concession d'un emprunt de 400 millions de francs à 6 % cédé au taux lamentable de 53 3/4 % ; en outre Mirès exigeait une commission de 1 1/2 % sur le montant nominal. La Porte devait verser pendant toute la durée de l'amortissement une annuité de 273.000 francs ; en réalité la Turquie empruntait à 13 %.

Le contrat comprenait aussi un vaste programme de

travaux publics et de chemins de fer devant laisser un gros bénéfice au banquier concessionnaire. L'émission fut ouverte le 11 décembre 1860, les obligations furent émises à 62,50, Mirès réalisait sur la différence un bénéfice de 30 millions. L'opération échoua misérablement; pour un capital nominal de 54 millions, elle ne rapporta que 32 millions de francs, à peine un dixième de ce qu'on avait espéré.

Abd ul Medjid mourut peu après, laissant le trésor chargé d'une dette extérieure de 400 millions et une dette intérieure de 500 millions; l'échec de l'emprunt Mirès et ses conséquences avaient provoqué un grand nombre de faillites tant dans l'Empire qu'en Europe, le crédit de la Turquie était sérieusement atteint, et sa situation financière des plus critiques.

Emprunt 1862. — A l'avènement D'Abd ul Aziz (1861) on espère voir la fin de cette crise dans laquelle se débattait l'Empire, les pourparlers sont entamés pour fonder une Banque d'État; le principal obstacle à toute réforme était toujours le caïmé qu'on évaluait à 250 millions. On décida de le rembourser à raison de 40 % en espèces et 60 % en titres consolidés; dans ce but, on émit un emprunt de 200 millions, concédé à l'Ottoman Bank qui l'émit à 68 % avec 6 % d'intérêt et 2 % d'amortissement. L'annuité était de 16 millions, garantie par les revenus du tabac, du sel, du timbre et des patentes. L'opération réussit, l'emprunt fut couvert quatre fois, le caïmé fut racheté et brûlé solennellement.

Emprunt 1863. — Mais la situation financière était encore très mauvaise, la dette flottante se grossissait chaque année du déficit du budget et la dette de Galata atteignait 250 millions. On décida un emprunt de 200 millions pour améliorer la situation ; ce fut la première opération de la Banque Impériale ottomane qui venait d'être créée. Elle souscrivit l'emprunt et l'émit à 68 et 72 %, il rapportait 6 % et 2 % pour l'amortissement en 23 ans ; à l'annuité de 16 millions étaient affectées les douanes de certaines villes, la dîme des soies, des huiles, du sel et du tabac de certains vilayets. L'opération réussit à peu près, elle produisit 172 millions et permit d'éteindre une partie de la dette de Galata.

Emprunt 1865. — L'échéance des coupons devenait de plus en plus lourde, rarement le trésor était prêt à y faire face ; celle de 1866 le trouva fort dépourvu, il fallut émettre un emprunt de 150 millions, concédé à la Banque Ottomane, au Crédit mobilier et à la Société générale de Paris, destiné uniquement à payer les coupons de 1866 et à combler le déficit du Trésor. Il fut émis à 330 francs par obligation de 500 francs soit 66 %. L'intérêt était de 6 % et l'amortissement de 2,44 % garantis par la taxe des moutons d'Anatolie, d'où le nom d'emprunt des moutons. L'annuité était de 12 millions et le produit fut de 142 millions.

Dette générale 1^{re} série 1865. — La même année Fuad Pacha voulut procéder à l'unification et à la consolidation de la dette intérieure ; c'était une vaste opération de

conversion destinée à transformer les titres variés de la dette flottante, bons du trésor, serghis et autres, en titres de la dette générale, au taux uniforme de 5 %. L'opération eut plein succès ; presque tous les titres furent présentés à la conversion ; il fut créé pour 909.091.000 francs de titres nouveaux, demandant une annuité de 45 millions ; en même temps fut créé le Grand Livre de la Dette Publique.

Les années qui suivirent furent des années de réorganisation ; c'est l'époque de la grande loi sur les vilayets de 1867 ; on essaie de mettre de l'ordre dans l'administration provinciale, on crée le Conseil d'État et la haute cour de justice, on entreprend des travaux publics, aussi les budgets de ces années se soldent-ils en déficit ; on essaie d'y remédier par des avances temporaires. En 1867 pour couvrir les échéances, on fait un emprunt temporaire de 55 millions à 9 % à la Société générale de Paris. En 1868, après l'insurrection de Crète, on dut émettre pour 150 millions de bons du Trésor pour en payer les dépenses. Le Crédit général ottoman, récemment créé, se chargea de l'émission à 83 %, ces bons 6 % étaient remboursables en 5 ans, grâce à une annuité de 33 millions.

Emprunt Pinard 1869. — L'année suivante, le budget présente encore un déficit de 60 millions, on manque d'argent pour les prochaines échéances des coupons et le remboursement des avances temporaires ; on émet à Paris un emprunt de 555.555.500 francs, concédé au banquier Pinard. Il fut émis à 6 % et ne rapporta au Trésor que

389 millions. L'annuité à 6 % plus 1 % d'amortissement s'élevait à 39 millions, gagée sur certaines dîmes et l'excédent de la taxe des moutons.

Lots turcs 1870. — En 1870 eut lieu le premier emprunt destiné à un emploi productif, le seul qui fut un placement pour l'avenir; il fut émis par le baron Hirsch pour la construction de chemins de fer dont il venait d'obtenir la concession. L'emprunt s'élève à 792 millions 3 %, amortissables en 104 ans par des tirages périodiques avec primes; les titres sont remboursés au pair à 400 francs. Ils existent encore aujourd'hui sous le nom de « Lots turcs », ils ont été émis à 180 francs soit 32 1/4 %, leur rendement a été seulement de 254.430.000 francs.

Emprunt 1871. — Le Budget de 1871 se présentait avec un déficit de 80 millions et on ne pouvait couvrir l'échéance de janvier, il fallut émettre un emprunt de 142.500.000 francs, concédé à la Banque Dent Palmer de Londres. Il fut émis à 73 % procurant au Trésor une somme de 104 millions à 6 % et 1 % d'amortissement. L'annuité est de 9.975.000 francs. On affecte au service de cet emprunt l'excédent disponible du tribut d'Egypte qui, quelques années auparavant, avait été porté de 6.900.000 fr. à 17.250.000 francs. Comme pour les emprunts de 1854 et 1855, la totalité du tribut d'Egypte est versée directement par le khédivé aux banquiers de Londres chargés du service du coupon. L'annuité de ces trois emprunts jouit donc d'une sécurité particulière, inconnue aux autres

titres, car les fonds destinés à leur service ne traversent pas le Trésor impérial. Cette considération aura son intérêt lors du règlement de la dette ottomane, après la faillite qui ne va pas tarder à se produire. Car, comme le fait remarquer du Velay « il n'est plus question de recettes « budgétaires, tous les revenus liquides de l'Empire sont « engagés, aussi bien pour les emprunts extérieurs que « pour les avances temporaires ; l'emprunt devient une « nécessité permanente ; la banqueroute de l'État à partir « de cette année n'est plus qu'une question de temps (1). » Le tribut d'Égypte est absorbé tout entier par ces trois emprunts, il se répartit ainsi entre eux :

Emprunt 1854.	Fr. 5.314.250	£ 212.570
— 1855.	1.808.500	72.340
— 1871.	9.975.000	399.000
Frais de transmission	152.250	6.090
TOTAL.	Fr. 17.250.000	£ 690.000

Bons du Trésor 1872. — La situation ne s'améliore pas ; le règlement de l'échéance de 1872 ne peut être fait qu'avec l'aide d'une avance de la Banque Austro-Ottomane, couverte par une émission de bons du Trésor pour un capital nominal de 278.155.000 francs à 9 % remboursables en 5 ans, émis à 98 1/2 %. A l'échéance, les porteurs pouvaient, à leur choix, se faire rembourser ou

(1) Du Velay, *loc. cit.*

faire convertir leurs titres en obligations de la dette générale 2^e série créée en 1873, à raison de 55 livres turques effectives pour 100 livres turques d'obligations. On créa dans ce but pour 506.909.572 francs de titres de la nouvelle dette générale.

Emprunt 1873. — Chaque fois que la dette flottante prend des proportions inquiétantes on la fait disparaître, non pas en la remboursant, ce dont le Trésor est incapable, mais en la consolidant sous forme d'un emprunt nouveau. En 1873 une opération de ce genre eut lieu, c'est l'émission de 694.444.500 francs d'obligations 6 % pour liquider la dette intérieure ; émis à 59 1/2 % il ne rapporta au Trésor que 443.194.477 francs, l'annuité nécessaire est de 28 millions. L'emprunt ne reçut qu'un accueil peu favorable surtout à Constantinople et à Londres, il en résulta une baisse des cours de toutes les valeurs ottomanes.

Dette générale 3^e série 1874. — L'échéance de 1874 trouva la caisse vide, aucune provision n'avait été faite pour y faire face, le gouvernement obtint de nouvelles avances des banquiers de Galata. En août on décida de liquider toute la dette intérieure par la création d'une 3^e série de la Dette générale. On émit à 43 1/2 % pour un milliard de titres 5 % dont le Trésor n'encaissa que 435 millions.

En 1875 la situation du Trésor est des plus précaires, le

budget de 1874-75 présente un déficit considérable. Les recettes sont évaluées à 570 millions ainsi répartis :

Contributions directes et dîmes.	31.2629.000 fr.
Contributions indirectes	18.237.8000
Recettes diverses (salines, forêts, ports, etc.).	56.752.000
Tributs	18.819.000
Total.	570.578.000 fr.

Mais ce total dépasse sensiblement les recettes réelles, car beaucoup de ces chiffres proviennent d'évaluations exagérées ou d'impôts nouveaux qui ne peuvent être perçus ; il convient donc de réduire ces prévisions d'environ 90 millions. Il faudrait tenir compte aussi des retards dans les rentrées qui occasionnent une moins-value d'environ 100 millions. Il ne resterait donc au maximum que 380 millions au gouvernement pour assurer la marche des services publics et faire honneur aux échéances de la dette.

Les dépenses ont augmenté plus vite que les recettes. Le Sultan mène une vie très dispendieuse, sa liste civile de 30 millions est plusieurs fois dépassée par ses folles dépenses, il règne au palais une prodigalité inouïe, on dépense sans compter, le gaspillage est la règle : le Sultan se fait construire de somptueux palais sur le Bosphore, il n'existe aucun frein à ces excès, car un ministre ne saurait opposer un refus à une demande d'argent émanée du Palais.

Un auteur fait remarquer avec raison que « les crédits

« ouverts au Sultan sont une cause de perturbation dans
« les finances turques, non seulement parce que ces cré-
« dits paraissent être sans limite, mais aussi parce qu'ils
« permettent à une administration qui gère sans publicité,
« d'attribuer aux désordres du palais ce qui pourrait être
« en partie son œuvre (1). »

Les services de la guerre et de la marine absorbent 140 millions, près du quart du budget ; des insurrections continuelles nécessitent des envois de troupes et des expéditions militaires longues et coûteuses. Enfin et surtout les annuités de la dette sont de beaucoup le plus gros chapitre des dépenses puisqu'elles s'élèvent à près de 300 millions.

Le tableau suivant donnera une idée de la situation de la dette turque en 1875.

(1) Saint-Marc-Girardin, *Revue des Deux Mondes*, 15 janvier 1861.

Situation de la Dette de la Turquie en 1875

EMPRUNTS	CAPITAL NOMINAL	TAUX D'ÉMISSION	PRODUIT	INTÉRÊT	ANNUITÉ
1854	75.000.000 fr.	80 %	60.000.000 fr.	6 %	5.249.612 fr.
1855	425.000.000	100 %	425.000.000	4 %	6.202.000
1858	425.000.000	76 %	95.000.000	6 %	8.749.750
1860	50.930.500	62,50 %	31.831.562	6 %	3.468.815
1862	200.000.000	68 %	136.000.000	6 %	15.999.550
1863	200.000.000	68 et 72 %	142.000.000	6 %	16.023.125
1865	450.000.000	66 %	99.000.000	6 %	12.649.625
Dette générale 1865	909.091.000	50 %	454.545.500	5 %	44.545.450
1869	555.555.500	61 %	388.885.500	6 %	38.892.750
Lots turcs 1870	792.000.000	32,125 %	254.430.000	3 %	27.965.700
1874	442.500.000	73 %	104.025.000	6 %	9.974.805
Bons du Trésor 1872	278.455.000	98 50 %	279.972.675	9 %	25.033.950
1873	694.444.500	59,50 %	413.194.477	6 %	34.913.355
Dette générale 1873	Mémoire (1)				
Dette générale 1874	1.000.000.000	43,50 %	435.000.000	5 %	50.000.000
TOTAL. . .	5.297.676.500 fr.		3.018.884.714 fr.		299.668.487 fr.

(1) L'Emprunt 1873, dette générale, 2^e série, n'est porté que pour mémoire, car il ne fut créé que pour convertir les bons du trésor émis en 1872.

En outre il faut ajouter la dette flottante pour laquelle on se trouve dans l'inconnu. Elle ne comprend pas seulement le montant des rentrées en retard, mais les déficits accumulés des années antérieures et une foule d'autres dettes contractées au jour le jour par les ministres ou par le palais. On l'évalue approximativement à 15 ou 20 millions de livres turques soit 400 millions de francs.

La situation était encore aggravée par la disette qui sévit en Asie Mineure en 1874 et 1875; les récoltes manquèrent, l'épizootie décima les troupeaux, la famine s'abattit sur le pays et y exerça de grands ravages; l'administration ne put venir au secours de ces malheureuses populations, par incurie ou imprévoyance, faute de voies de communications et aussi faute de ressources. Cette grande misère se traduisit par une diminution notable dans les rentrées d'impôts.

Dans ces conditions, le gouvernement ne pouvait sortir de ses embarras que par l'emprunt ou la banqueroute.

Le premier était devenu impossible; le crédit de la Turquie était ébranlé, le public commençait à redouter la suspension des paiements. Un grand nombre de mandats restaient en souffrance, depuis longtemps on ne faisait le service des emprunts qu'au moyen de nouvelles émissions d'obligations, et déjà toutes les ressources du budget étaient hypothéquées : la banqueroute était inévitable; le gouvernement dut s'y résigner. Le 7 octobre 1875, il fit paraître dans les journaux de Constantinople la note

suivante qui est l'aveu de la triste situation du trésor :

« Il est à la connaissance de tout le monde que le
« dernier budget présente un déficit de 5 millions de livres
« turques. En présence de cette situation, l'habitude
« d'avoir recours à un emprunt pour le paiement à temps
« du coupon et de contracter ainsi une dette pour en rem-
« bourser une autre, ne tend rien moins qu'à grossir de
« jour en jour le déficit, aussi bien qu'à ébranler à la fin la
« confiance des porteurs, à tel point que le cours des
« emprunts de l'État varie chaque jour et même d'heure
« en heure. On comprend à quelles pertes les porteurs de
« titres sont ainsi exposés. Ne pouvant, dans sa
« scrupuleuse honnêteté, admettre que les capitalistes qui
« consacrent leur argent au service de la patrie subissent
« un dommage, la Sublime Porte a considéré comme son
« devoir de faire cesser cet état d'incertitude en donnant
« au public une véritable et solide garantie. La Sublime
« Porte cédera donc aux syndicats à désigner par la
« Banque, les revenus des douanes, du sel, du tabac et du
« tribut d'Égypte, et si cela ne suffisait pas, le produit de la
« taxe sur les moutons. La Sublime Porte, ayant donc
« pris la résolution irrévocable de ramener la confiance
« par le parfait équilibre du budget, après avoir mûrement
« délibéré sur la nécessité impérieuse de réduire de
« moitié le coupon, déclare officiellement qu'elle ne paiera
« durant cinq ans que la moitié des intérêts en espèces, et
« délivrera pour l'autre moitié des valeurs rapportant 5 %
« d'intérêt. »

C'était là une solennelle déclaration de faillite. La promesse de payer la moitié du coupon n'était qu'un leurre ; on put servir les intérêts de janvier 1876, moitié en espèces et moitié en titres 5 % créés pour 35 millions de livres turques par la loi du 30 ramazan, d'où leur nom de « titres ramazan » ; mais l'échéance d'avril resta en souffrance, le trésor étant incapable d'y faire face. Le gouvernement recula d'abord de trois mois le paiement des intérêts échus en avril, puis il l'ajourna à une date indéterminée ; la banqueroute était complète.

CHAPITRE IV

PÉRIODE DITE INTERMÉDIAIRE (1876-1884)

Pendant cette courte période de cinq ans, les événements vont se précipiter en Turquie, tant à l'intérieur de l'Empire que dans ses relations avec l'Europe : les puissances vont intervenir dans les affaires politiques, les créanciers vont entamer des pourparlers pour arriver à un concordat ; la Sublime Porte, poussée par les influences étrangères plus que par sa propre inclination, sera amenée à promulguer une constitution ; enfin la Turquie subira une grande guerre dont elle sortira vaincue, démembrée et épuisée, et au moment où tout semblera perdu pour elle, interviendra un arrangement qui sera son salut et peu à peu rétablira son crédit.

La Turquie traverse une crise financière très aiguë : les impôts ne rentrent plus, l'argent manque, le gouvernement pare aux besoins du moment en émettant du papier monnaie : en l'espace d'un an il jette pour 16 millions de livres turques de caïmé sur le marché :

2	millions Ltq	en août 1876.
1	—	en novembre 1876.
7	—	en janvier 1877.
6	—	en septembre 1877.

cependant qu'aux mêmes époques la livre turque qui vaut normalement 100 piastres, atteignait les cours de 117, 133, 150 et 185 piastres.

Le caïmé se déprécie rapidement, la prime de la livre sur le papier atteint jusqu'à 1.000 et 1.200 %, cette situation cause des perturbations très graves dans les transactions et fait le plus grand tort au commerce. En 1879 le gouvernement consacre cette dépréciation en décrétant qu'il n'accepterait à ses caisses que 20 % des paiements en papier et 80 % en or, c'était une sorte de cours forcé aggravé, puisqu'on ôtait au caïmé une partie de sa force libératoire.

Cette situation financière se traduit par un effondrement en bourse de toutes les valeurs ottomanes. Voici les cours des principales valeurs au début de 1875, avant et après la banqueroute, en mars 1876, fin décembre de la même année et en avril 1877, pendant la guerre de Crimée.

Cours des principales valeurs ottomanes au moment de la banqueroute (1)

VALEURS	1875			1876			1877
	4 ^{er} JANVIER	7 OCTOBRE	4 ^e OCTOBRE	6 JANVIER	9 MARS	30 MARS	26 AVRIL
Dette générale 5 0/0	44 0/0	31,25 0/0	27,35 0/0	21,40 0/0	19 0/0	15,35 0/0	8 0/0
6 0/0 1860	332,50	285	205	445	425	90	40
6 0/0 1863	327,00	295	225	445	444	100	45
6 0/0 1865	332,00	290	220,50	430	430	100	45
6 0/0 1869	275,00	220	178,75	420	425	90	43,50
Bons du Trésor 1873	260	496,25	166,25	411,25	412	88,50	41,25
Actions Banque Impériale Ottomane	685	516,25	465,00	445	440	405	320

(1) D'après l'Économiste français.

Après 1877 les cours se relevèrent légèrement, mais la crise eut une grave répercussion sur les établissements de crédits locaux, les actions de la Banque impériale ottomane perdirent la moitié de leur valeur et pendant les trois années 1876, 1877, 1878 elle ne put servir aucun dividende à ses actionnaires.

Mais, plus que les maisons de banque, les populations de l'Empire sont atteintes par le désarroi général. Leur misère est extrême; elles sont écrasées d'impôts qui ne frappent que l'agriculture, seule industrie du pays, en outre elles sont soumises à toutes les exactions des collecteurs et des gouverneurs qui s'entendent à merveille pour les piller à qui mieux mieux et se partager leurs dépouilles. Malgré les années de disette, on voulut augmenter les impôts pour essayer de reculer la date de la banqueroute, on porta de 10 à 15 % le taux de la dîme.

Le seul résultat fut de provoquer en juillet 1875, une révolte des Slaves de l'Herzégovine qui appellent aux armes tous les chrétiens de l'Empire; la Bosnie et la Bulgarie se joignent à eux. L'Europe s'émeut, les trois Empereurs russe, autrichien et allemand interviennent, le comte Andrassy rédige en leur nom une note, approuvée par l'Angleterre, la France et l'Italie et remise à le Sublime Porte en janvier 1876. Elle réclame l'exécution par le gouvernement ottoman des promesses faites par lui au Congrès de Berlin: liberté religieuse, abolition du fermage des impôts, spécialisation du budget de la Bosnie et de l'Herzégovine.

« Les puissances estiment qu'il existe une solidarité

« étroite entre les intérêts de l'Europe et de la Turquie et
« ceux des populations des provinces insurgées ; elles
« entendent qu'il soit mis un terme à une lutte ruineuse et
« sanglante au moyen de réformes... Le principe de l'éga-
« lité devant la loi n'est pas observé dans tout l'empire...
« il faut abolir à tout jamais le fermage des impôts...
« L'exécution des réformes ne doit pas être laissée à la
« discrétion des pachas ; il y a lieu d'établir à cet égard un
« contrôle confié à une commission de notables chrétiens
« et de musulmans. »

Le gouvernement ottoman répond par l'iradé du 22 février 1876 plein de promesses de réformes à réaliser dans tout l'Empire, comprenant la séparation des pouvoirs, l'unification de l'impôt, l'égalité civile et politique. Cependant l'insurrection d'Herzégovine loin de se calmer dégénère en véritable guerre civile ; les Puissances, indignées des « atrocités bulgares » causées par la répression brutale et sanglante de la révolte, se décident à intervenir une fois de plus. Réunis à Berlin en mai 1876, les trois empereurs ont déjà adressé un mémorandum à la Turquie, pour affirmer le droit moral des Puissances à exiger la réalisation des réformes et à en surveiller l'exécution ; ils laissent entrevoir « la sanction des mesures efficaces que pourrait réclamer l'intérêt de la paix générale. » Ils imposent la médiation et exigent une paix honorable pour la Serbie.

A l'instigation du parti jeune ture qui s'était formé depuis quelques années, Abd-ul-Aziz est détrôné et remplacé par Mourad V. L'ex-sultan mourut peu après et l'on

n'a jamais su exactement si sa mort était due à un suicide ou à un assassinat. Mourad lui-même ne régna que quelques mois (30 mai — 31 août); son frère Abd-ul-Hamid prétendit qu'il était atteint d'aliénation mentale, il le fit déposer et enfermer dans un de ses palais.

Le nouveau Sultan se donne pour plus libéral que les réformateurs eux-mêmes, il a avec lui tout le parti jeune turc, représenté par Midhat Pacha qu'il a appelé au grand Vizirat. La Jeune Turquie ne voulait pas de réformes imposées par les puissances étrangères; elle rêvait de moderniser l'Empire sur le modèle des Etats occidentaux, elle rêvait d'une ère de liberté pour la Turquie, délivrée du despotisme intérieur et de l'ingérence étrangère. Elle tenait tout prêt un projet de constitution, préparé par Midhat Pacha et copié sur celles des nations européennes, elle n'attendait que l'occasion favorable pour lui faire voir le jour.

Abd-ul-Hamid promet aux jeunes tures qui ont fait sa fortune, de promulguer la nouvelle constitution. Son discours d'avènement est plein de promesses de rénovation, il se déclare décidé à procéder immédiatement à la réforme administrative, financière et judiciaire.

Le gouvernement britannique propose de régler la question de Serbie et d'Herzégovine dans une conférence diplomatique réunie à Constantinople. Au moment où s'ouvrait la première séance de la conférence le 23 décembre 1876, une salve d'artillerie annonçait la promulgation de la constitution que le Sultan octroyait à

l'empire ; on la présente non pas comme une promesse mais « comme un acte réel et formel devenu la propriété « de tous les ottomans, dont le développement ne pourrait « être arrêté ou retardé que par la volonté de la nation « elle-même unie à celle du souverain (1). » La Constitution contient les principes du droit budgétaire et fiscal tirés de notre décret du 31 mai 1862 : aucun impôt ne peut être établi que par une loi, le budget est voté chaque année, les crédits ouverts fixent une limite absolue aux dépenses publiques ; la comptabilité est soumise au contrôle de la Cour des Comptes qui juge les comptes des comptables et examine les comptes annuels des ministres.

Toutes ces prescriptions sont fort sages et auraient pu, en ramenant l'ordre dans les finances ottomanes, tirer la Turquie de l'abîme où elle était tombée. Mais il devait en être de la constitution comme de toutes les grandes réformes de l'Empire : le Hatti Cherif de Gulkhané, le Hatti Humayoun et les autres moins solennelles, elle devait rester lettre morte et tomber bientôt dans l'oubli. En effet dès février 1878 la chambre des députés fut prorogée indéfiniment et Victor Bérard remarque que « de 1878 à 1908, durant trente années, ce sera un crime de lèse-majesté que de prononcer le mot de constitution. » (2)

Ab-du-l-Hamid espérait par cette adhésion solennelle aux désirs de réforme des Puissances, avoir écarté tout danger d'ingérence étrangère, et avoir rendu superflus les travaux

(1) Paroles de Sawfet Pacha à la conférence de Constantinople.

(2) V. Bérard, « Trente ans avant », *Revue de Paris*, 15 août 1908.

de la conférence réunie à Constantinople. Mais les plénipotentiaires n'en jugèrent pas ainsi, ils continuèrent leurs séances et élaborèrent un programme dans lequel les questions financières et les réformes du système fiscal tiennent la plus grande place. Présenté à la Sublime Porte en janvier 1877, il est rejeté par elle ; les plénipotentiaires quittent Constantinople et en avril, la Russie, pour défendre les intérêts des chrétiens des Balkans, déclare la guerre et entre en campagne. La Turquie a besoin d'argent pour mobiliser ses troupes et soutenir la lutte, le trésor est épuisé, les impôts ne rentrent plus ; dans sa détresse, le gouvernement a conservé l'amitié de l'Angleterre, qui a intérêt à contrecarrer la politique russe en Orient. C'est donc à elle qu'elle va avoir recours. Le 17 septembre 1877, une convention est conclue avec les porteurs anglais des emprunts de 1854 et 1871 gagés tous les deux sur le tribut d'Egypte. On convient de réduire l'annuité nécessitée par le service de ces emprunts, en ramenant de 6 à 5 % l'intérêt du premier et de 4 à 4 1/2 % l'amortissement, et de 6 à 4 1/2 % l'intérêt de l'emprunt de 1871 dont l'amortissement ne commencera qu'à l'extinction de celui de 1854. De la sorte, on rend disponible une portion du tribut d'Egyte s'élevant à 280.000 livres sterling (7 millions de francs) qui sera affectée au service d'un nouvel emprunt de 5 millions de livres sterling, 125 millions de francs. Cet emprunt appelé « défense Loan » fut émis en décembre 1877 après la prise de Plevna. L'opération subit un échec malgré les garanties résultant du versement immédiat du tribut d'Egypte par

le khédive à la Banque d'Angleterre. La Banque impériale ottomane prit ferme tout l'emprunt à 52 % à 5 % d'intérêt. La dette générale 5 % cotait à ce moment 8 fr. 25 pour 100 francs à la bourse de Paris.

Après huit mois de campagne la Turquie vaincue, épuisée, signe le traité de San Stephano (13 mars 1878) qui la met complètement à la merci de son vainqueur, lui enlève la plus grande partie de son territoire européen et lui impose le paiement d'une indemnité de guerre de 300 millions de roubles. Le traité causa un moment de stupeur en Europe, car il entraînait l'anéantissement de la malheureuse Turquie; il suscita un vif mécontentement chez les puissances, jalouses de la prépondérance qu'il donnait à la Russie sur les Balkans; on proposa donc la réunion d'un congrès international pour réviser le traité et en même temps pour mettre le traité de Paris en harmonie avec les situations nouvelles. Le congrès s'assemble le 13 juin 1878 à Berlin sous la présidence de Bismarck. On s'occupe d'abord des remaniements territoriaux en réduisant les prétentions russes. L'indemnité de guerre a fait l'objet de longues négociations portant moins sur le montant de la somme à payer que sur les garanties qui y seraient affectées. Le délégué ottoman Carathéodory-Pacha expose la situation difficile de la Turquie, il la dépeint amoindrie et mutilée, ruinée par une guerre désastreuse, en présence de grandes dépenses immédiatement nécessaires à sa réorganisation, il lui semble douteux qu'elle puisse payer cette indemnité; en conséquence il en demande sinon la suppression, au

moins la réduction. Sa demande est repoussée par le délégué russe et le Congrès estime qu'il n'a pas à intervenir dans les engagements signés par la Sublime Porte à San Stéphano. Mais il est stipulé qu'en aucun cas l'indemnité de guerre ne pourra être convertie en accroissement territorial. Le prince Gortchakof déclare, sur la demande de Lord Salisbury, que la créance de la Russie ne portera nullement atteinte aux droits antérieurement acquis par les porteurs des différentes catégories de la dette publique ni aux hypothèques existant sur les revenus de l'Empire. Le Congrès prend acte de ces deux dernières stipulations.

Par le traité de Berlin signé le 13 juillet 1878, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro sont détachés de l'Empire ottoman et constitués en États souverains, mais « ils devront supporter une part de la dette publique ottomane pour les nouveaux territoires qui leur sont attribués ; les représentants des Puissances à Constantinople en détermineront le montant, de concert avec la Sublime Porte, sur une base équitable. »

La Bulgarie paiera en outre au gouvernement ottoman un tribut dont la valeur sera établie d'après les revenus moyens de la principauté ; elle est substituée au gouvernement impérial dans ses charges et obligations envers la Compagnie de chemins de fer de Roustchouk-Varna.

Enfin la Roumélie Orientale paiera à la Turquie une redevance qui sera affectée au paiement de sa dette.

Les créanciers de la Dette ottomane frustrés de tout

intérêt depuis deux ans, espérèrent trouver dans le Congrès l'occasion d'une intervention internationale pour liquider en leur faveur la faillite de leur débiteur. Ils se réunirent en un comité anglo-français qui rédigea un mémoire contenant leurs revendications et soumis au Congrès. Leurs intérêts furent défendus par les plénipotentiaires français et anglais M. Waddington et Lord Salisbury, ils obtinrent certaines garanties comme le respect par la Russie des droits acquis et des hypothèques antérieures et la fixation du principe d'une contribution des provinces détachées, à la Dette ottomane.

Le délégué ottoman, questionné à ce sujet répondit évasivement que « la Turquie a toujours tenu à respecter ses
« engagements et qu'elle n'a été amenée à prendre des
« arrangements partiels qu'en présence de nécessités
« absolues; la Sublime Porte a le plus vif désir de satis-
« faire aux droits acquis et elle n'épargnera aucun effort
« pour y parvenir dans la mesure de son pouvoir. » Le Président déclara que ces paroles ne seraient pas insérées dans le traité, car le Congrès ne peut être garant de la solvabilité de la Turquie; mais le plénipotentiaire de l'Italie demanda l'insertion au protocole de la déclaration suivante :

« Les puissances représentées au Congrès sont d'avis de
« recommander à la Sublime Porte l'institution à Cons-
« tantinople d'une commission financière, composée
« d'hommes spéciaux nommés par les gouvernements
« respectifs et qui serait chargée d'examiner les réclama-

« tions des porteurs des titres de la dette publique otto-
« mane et de proposer les moyens les plus efficaces pour
« leur donner la satisfaction compatible avec la situation
« financière de la Sublime Porte. »

Malgré les protestations du délégué ottoman, les Puissances déclarèrent donner leur adhésion et le document fut inséré au protocole du 2 juillet 1878 (1).

En somme, le Congrès n'a rien fait de précis en faveur des porteurs de la dette, et leur espoir a été quelque peu déçu ; les puissances se sont bornées à renouveler d'une façon plus solennelle l'idée d'une commission financière internationale qui avait déjà été proposée plusieurs fois au gouvernement ottoman et que celui-ci avait toujours repoussée énergiquement.

Les porteurs de fonds turcs, n'ayant pas obtenu ce qu'ils attendaient du Congrès, décident d'agir eux-mêmes pour régler la question avec la Porte. Les créanciers anglais se réunissent en un syndicat autour de M. Hammond. Ils proposent une réduction du capital de la dette de 197 millions de livres sterling à 119 millions et une réduction correspondante des intérêts de 12.376.000 £ à 7.032.160 £. Le tribut Égyptien serait, comme par le passé, versé directement par le Khédive à la Banque d'Angleterre et les autres fonds seraient payés à une commission internationale siégeant à Constantinople, chargée d'en assurer le

(1) *Archives diplomatiques*, Congrès de Berlin, séance du 2 juillet 1878, année 1882-1883, tome 6, p. 189 et ss.

service. Ce projet échoue par suite d'un désaccord avec le comité français.

Le comte de Tocqueville vient à Constantinople en décembre 1878 pour négocier avec le gouvernement sur les bases du traité de Berlin. Il propose l'unification de la Dette en un type 5 %, à l'exclusion des emprunts de 1854, 1855, 1871 et 1877 gagés sur le Tribut d'Égypte qui ne subiraient aucune modification. L'annuité nouvelle serait garantie par les produits des douanes et des contributions indirectes (tabac, sel, timbre, spiritueux) en outre par le tribut de la Bulgarie, et les parts contributives de la Bulgarie, de la Serbie et du Monténégro. Ces divers revenus seraient gérés par une commission de six membres comprenant deux ottomans, deux français et deux anglais, qui ferait le service de la dette et assurerait un reliquat de 14 millions de Livres turques au gouvernement. A cette opération était lié un emprunt de 200 millions de francs destiné au retrait du caïmé et à l'extinction de la dette flottante. L'emprunt n'eut pas lieu et la proposition ne reçut pas de suite.

A la même époque le gouvernement ottoman pour éviter la commission internationale dont parlait le traité de Berlin, crée le 1^{er} novembre 1878 une commission financière chargée d'élaborer le budget, de vérifier les comptes et de chercher à améliorer la gestion des finances. Celle-ci se met à l'œuvre, dresse un budget dont les recettes sont de 14 millions de Livres turques, tandis que les dépenses

atteignent 18 millions (1). Elle élabore un vaste projet de réformes administratives, judiciaires et fiscales dont la réalisation procurerait des économies dans les dépenses et des plus values dans les recettes.

La Turquie n'est pas en état d'entreprendre de grandes réformes, elle se débat dans une situation pénible, elle est depuis quatre ans en état de faillite et elle redoute par dessus tout l'institution d'un contrôle international. Aussi le 10 novembre 1879, elle annonce qu'elle va reprendre le paiement de sa dette et dans ce but elle traite directement avec ses créanciers. Le gouvernement avait de grandes obligations envers les banquiers de Galata et la Banque Impériale Ottomane qui étaient venus à son secours dans les moments les plus difficiles, et récemment en prenant ferme tout l'emprunt de défense Loan de 1877. Sa dette envers eux s'élevait à 9 millions de livres dont la moitié à la Banque Ottomane. Par la convention du 10/22 novembre, il concède à ce groupe pendant 10 ans la perception de l'impôt du timbre, des spiritueux, des pêcheries de Constantinople, de la dime des soies, l'administration des monopoles du sel et du tabac. Les concessionnaires devront prélever chaque année sur les recettes nettes, 1.400.000 Ltq pour les intérêts et l'amortissement de leurs créances. Le surplus ainsi que les redevances de Chypre et de la Roumélie Orientale, sera affecté au service de la dette publique intérieure et extérieure jusqu'à concur-

(1) La Livre turque vaut 22 fr. 78.

rence d'une annuité de 1.350.000 livres turques. En cas d'insuffisance des revenus ainsi concédés, on désigne d'autres ressources comme le tiers des rentrées de tout impôt nouveau, l'excédent des douanes, la différence entre le droit actuel du temettu et le droit de patente à créer, enfin le tribut de Bulgarie et les parts contributives des provinces détachées en 1878.

Cette convention est faite pour 10 ans mais le gouvernement se réserve le droit d'y mettre fin avant ce terme, à condition que les créances du consortium de Galata soient remboursées ou qu'il intervienne une nouvelle convention plus avantageuse pour ces banquiers.

Ces derniers devaient se charger de percevoir eux-mêmes les revenus concédés et d'en répartir le produit conformément aux stipulations du contrat. On crée aussitôt l'Administration des six contributions indirectes qui commence à fonctionner dès le 1^{er} janvier 1880 sous la direction intelligente d'un financier étranger, M. Lang.

La nouvelle administration se trouve en présence de grandes difficultés, aggravées par la misère générale des populations des provinces, et la désorganisation du système monétaire. En effet, il circule encore une grande quantité de caïmé qui n'a plus aucune valeur; en outre un décret du 13 mars 1880 intervient pour fixer la dépréciation des monnaies d'argent et des monnaies divisionnaires; il réduit la valeur du medjidié de 20 à 19 piastres (1) l'altilik

(1) Sur la valeur des monnaies cf. *supra*, p. 34.

de 6 à 5, le bechlik de 3 1/2 à 2 et le metallik de 1 à 1/2 piastre. Enfin l'administration doit combattre une contrebande qui s'exerce impunément au grand jour, parfois même avec l'appui des agents chargés de la réprimer.

Malgré ces obstacles, les « Six contributions indirectes » donnèrent dès la première année des résultats satisfaisants, les recettes furent de 1.620.000 Ltq.

Mais les porteurs étrangers furent mécontents du traitement qui leur était réservé, un protêt fut signifié au gouvernement contre la convention du 10 novembre. Aussi ce dernier fit-il paraître le 3 octobre 1880, la note suivante convoquant les délégués des porteurs en vue d'une entente : « La Sublime Porte invitera directement et par le
« canal de ses représentants à l'étranger, les délégués des
« porteurs de titres de la dette publique ottomane, à se
« rendre à Constantinople pour s'entendre avec le gouver-
« nement impérial, sans aucune ingérence de la part des
« Puissances, sur le service de la dette susdite, et pour
« délibérer sur les conditions d'un arrangement équitable
« à cet égard. »

La note propose aux créanciers de choisir une banque qui fonctionnera au lieu et place de l'Administration des six contributions indirectes dont les contractants actuels seraient remboursés.

La note ottomane fut accueillie sans enthousiasme ; ce n'est que plusieurs mois après que les porteurs répondirent à l'appel du gouvernement et nommèrent des délégués. Ces derniers arrivèrent à Constantinople seulement en

août 1881; il y avait des représentants des porteurs français, anglais, allemands, autrichiens et italiens. De son côté le gouvernement nomme une commission de la Dette publique chargée de négocier avec les délégués étrangers.

Les délibérations commencent le 1^{er} septembre, elles sont très longues et très laborieuses et aboutissent à un arrangement qui est encore aujourd'hui la base du crédit ottoman, publié par le décret du 28 mouharrem 1299. (8/20 décembre 1881).

En même temps, le gouvernement poursuivait deux négociations : l'une avec les banquiers de Galata pour obtenir la rétrocession des six contributions indirectes qui seront la base du nouveau régime ; l'autre avec le gouvernement russe pour régler la question de l'indemnité de guerre.

Une convention intervint entre les deux gouvernements ; le traité fut signé seulement le 2/14 mai 1882. Il est stipulé que la somme de 802.500.000 fr. (300 millions de roubles-papier) sera versée à raison de 350.000 Ltq chaque année à titre d'amortissement. La Russie consent à ne pas réclamer d'intérêt. La dîme et la taxe des moutons de certains vilayets sont affectées à la garantie de cette annuité, de manière à la couvrir entièrement plus un excédent de 25 % pour prévoir des déficits possibles.

On peut dire que cette date du 28 mouharrem 1290 (8/20 décembre 1881) est le plus grand événement de l'histoire financière de la Turquie. C'est de ce jour que va dater le relèvement de son crédit, la réorganisation d'une

partie au moins de ses finances, et un mouvement de progrès économique. Car l'Administration de la dette publique ottomane qui va être créée, ne se contentera pas d'être un agent de perception des contributions concédées, elle travaillera activement à développer les forces vives et les richesses naturelles de l'Empire ottoman.

LIVRE II

Le Décret de Mouharrem

La Convention intervenue entre la Sublime Porte et les délégués de ses créanciers, sanctionnée par le décret du 28 mouharrem 1299 (8/20 décembre 1881) ressemble tout à fait à un concordat. En effet la Turquie a fait en 1875 une véritable faillite que certains ont même taxée de banqueroute frauduleuse : elle suspend ses paiements puis elle adresse un appel à ses créanciers pour discuter avec eux les conditions d'un nouvel arrangement d'après lequel, moyennant des concessions mutuelles, réduction de la créance d'une part et octroi de certaines garanties de l'autre, le service du coupon pourra être repris régulièrement. Il s'agit donc bien d'un contrat, c'est-à-dire d'un acte synallagmatique comportant des obligations réciproques, et aucune des deux parties signataires ne saurait par sa seule volonté, s'affranchir des engagements qu'elle a souscrits.

Le décret de Mouharrem contient des dispositions très diverses résultant de la complexité de la situation, de l'antagonisme des intérêts en cause et de la difficulté de

les concilier. Il comprend d'abord une conversion de la dette existante avec réduction du capital nominal ; c'est la liquidation des emprunts et leur groupement en quatre séries. Puis il fixe le taux de l'intérêt et de l'amortissement et il affecte à la garantie de l'annuité un certain nombre de revenus dont il concède la gestion aux porteurs eux-mêmes. A cet effet, il crée l'Administration de la Dette Publique Ottomane. Nous allons étudier les différentes prescriptions du décrets, la liquidation, les nouveaux titres, les revenus concédés aux porteurs et les organes chargés de les mettre en œuvre, enfin nous verrons les résultats obtenus depuis 30 ans par la nouvelle administration.

CHAPITRE PREMIER

LE CONSEIL DE LA DETTE

L'Administration de la Dette Publique Ottomane est une sorte de société par actions dont le but serait d'exploiter les revenus qui lui ont été concédés et d'en répartir les bénéfices entre les actionnaires c'est-à-dire les porteurs de titres de la dette, sous la forme d'un intérêt variable servi au capital engagé. Les intérêts de cette société anonyme sont gérés par un Conseil d'Administration élu par les porteurs, dans les conditions déterminées par les statuts, en l'espèce par le décret de Mouharrem.

Le Conseil d'Administration comprend 7 membres qui représentent respectivement les porteurs français, anglais, allemands, autrichiens, italiens et ottomans, le septième représente les obligations privilégiées dites de priorité désigné par la Banque Ottomane (1). Ils sont nommés pour 5 ans et indéfiniment rééligibles; ils ne sont pas élus directement par les porteurs d'obligations, car un semblable scrutin rencontrerait de graves difficultés, mais par

(1) Les obligations de Priorité ont été converties en 1903, mais la Banque conserva le droit d'avoir un délégué au Conseil.

des comités établis dans les différents pays et composés des principales maisons de banque. Le comité de Paris comprend la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Comptoir National d'Escompte, la Société générale, le Crédit Lyonnais et la Banque Impériale Ottomane.

La Russie n'est pas représentée au Conseil malgré ses réclamations, car aucun emprunt n'a été placé en Russie, et les porteurs ont refusé d'admettre la créance russe de l'indemnité de guerre parmi les emprunts régis par le décret. Le délégué anglais nommé par le Concil of foreign Bondholders de Londres, représente en même temps les porteurs belges et néerlandais. Les nominations sont notifiées aux ambassadeurs de la Sublime Porte accrédités dans chaque pays. Le gouvernement ottoman est représenté par un commissaire impérial qui assiste aux séances avec voix consultative. Il est stipulé par le décret que toute contestation entre le gouvernement et le Conseil serait tranchée par voie d'arbitrage.

En 1881, l'Angleterre et la France détenaient la plus grande partie des titres ottomans, 69 % du total de la dette extérieure. Pour tenir compte de cette situation, on a décidé que la présidence du Conseil appartiendrait alternativement aux délégués de ces deux puissances : l'article 13 est ainsi libellé : « Eu égard au nombre et à l'importance beaucoup plus considérables des titres ottomans « détenus en Angleterre et en France, la présidence « annuelle du Conseil sera dévolue alternativement pendant une période de 3 ans et d'après l'ordre établi par le

« premier choix du Conseil, aux représentants anglais et
« français. Dans le cas où cette situation viendrait à se
« modifier essentiellement après une période de 5 ans, le
« Conseil élira son président. »

Ce texte a donné lieu à des difficultés lorsque la répartition des titres se fut modifiée par suite de leur circulation. En 1898, l'Allemagne émit la prétention de faire changer l'ordre de choses existant depuis 1881, car le nombre de titres détenus par les anglais avait beaucoup diminué. On fit une enquête pour connaître la répartition nouvelle et l'on trouva les résultats suivants, comparés à ceux de 1881 (1).

	1881		1898	
	Ltq.	0/0	Ltq.	0/0
France.....	36.716.903	39,988	35.000.000	44,872
Angleterre.....	26.618.287	20,999	8.500.000	10,898
Turquie.....	7.281.292	7,930	5.000.000	6,410
Belgique.....	6.612.585	7,201	14.000.000	17,948
Hollande.....	6.974.886	7,590	3.500.000	4,488
Allemagne.....	4.320.295	4,705	9.500.000	12,179
Italie.....	2.407.512	2,042	1.000.000	1,282
Autriche-Hongrie.	886.037	0,965	1.500.000	1,923
TOTAL.....	91.817.797	100 0/0	78.000.000	100 0/0

En effet les proportions n'étaient plus les mêmes et l'Angleterre n'avait plus la situation du début. Y avait-il là « une modification essentielle » ?

C'était la prétention de l'Allemagne tandis que l'Angle-

(1) Ch. Morawitz. *Les Finances de la Turquie*, 1902.

terre répondait que le total des titres anglais et français comprenait encore 56 % de la dette et même 78 % en y ajoutant les titres hollandais et belges, donc la situation ne s'était pas modifiée essentiellement. On porta le différent devant un arbitre M. Ador, de Genève, qui adopta cette dernière solution en décidant qu'il y aurait modification essentielle si un autre pays que la France et l'Angleterre venait à avoir une situation analogue à celle qu'avait l'un de ces deux pays en 1881 ; or l'Allemagne ne détenait que 12 % des obligations, le *statu quo* fut donc maintenu et il subsiste encore aujourd'hui (1).

Le Conseil ainsi composé est chargé d'administrer et d'encaisser directement les revenus concédés et d'en appliquer intégralement le montant au paiement de l'intérêt et au service de l'amortissement des emprunts visés par le décret. Il a le droit de les donner à bail en tout ou partie sous sa propre responsabilité. Il doit chaque année présenter un budget de recettes et de dépenses qui est incorporé au budget général de l'Empire. Chaque mois, il fournit au Ministre des finances un état des encaissements et des paiements ; enfin il fournit un compte de gestion annuelle soumis au contrôle du Ministre. Il a toute

(1) Ces présidents alternatifs ont été sir Adam Block, délégué anglais et depuis 1892, le commandant Léon Berger qui durant 17 ans a représenté les porteurs français avec un dévouement inlassable et une compétence incontestée. Il a été enlevé prématurément le 2 janvier 1909 ; il a été remplacé pendant quelques mois par M. Arsène Henry et actuellement par M. J. de la Boulière.

liberté dans sa gestion et dans le mode de perception de ses revenus, dans la limite des lois et règlements établis, à condition de ne pas créer de charges nouvelles pour les contribuables. Le Conseil choisit le directeur général de la dette qui le représente devant les tiers ; il nomme et révoque tous les agents et employés qui, rétribués par lui, sont considérés cependant comme fonctionnaires de l'État.

Cette administration doit durer aussi longtemps que l'amortissement des emprunts et il est stipulé qu'en cas de suspension du décret de Mouharrem, les porteurs rentre- raient dans la plénitude des droits à eux conférés lors des émissions des emprunts, c'est-à-dire que la réduction du capital consentie en 1881 serait annulée, l'intérêt revien- drait au taux primitif et retrouverait les garanties réelles affectées par les contrats originaux. C'est pourquoi lors de la conversion des anciens titres, en 1884, au lieu de les détruire à mesure qu'ils étaient échangés contre de nou- veaux titres, le Conseil les a conservés pour les remettre en circulation avec toutes leurs anciennes prérogatives en cas de rupture du contrat. Il les détruit seulement à mesure de l'extinction des emprunts.

La Turquie a le plus grand intérêt à respecter ses nou- veaux engagements ; on a dit avec raison que « ce serait un « véritable suicide financier que de détruire de ses propres « mains une institution qui est la pierre angulaire de son « crédit et une des conditions vitales de son existence(1). »

(1) Morawitz, *loc. cit.*

Le décret de Mouharrem a été communiqué aux Puissances et présenté à elles comme l'exécution de la promesse faite au Congrès de Berlin ; la Sublime Porte prend en quelque sorte l'Europe à témoin de ses engagements. Cette formalité confère à la nouvelle organisation un caractère international qui permettrait sans doute aux Puissances d'intervenir pour la faire respecter. Mais elle ne modifie pas le caractère essentiel du décret ; cet acte n'est pas une convention diplomatique, signée par les représentants officiels des gouvernements étrangers, c'est un contrat d'ordre privé, intervenu entre le gouvernement et ses créanciers. L'Administration de la dette publique est donc indépendante des gouvernements étrangers qui n'ont pas à s'immiscer dans la composition du Conseil ni dans son fonctionnement. Elle est également indépendante du gouvernement de la Sublime Porte, elle n'est pas un organe du système administratif ottomann ; le commissaire impérial n'est pas un membre du Conseil, il ne prend aucune part aux délibérations, il n'est que l'agent de liaison entre le Conseil et la Porte. C'est bien dans cet esprit que le décret a été rédigé, puisque les contestations qui peuvent s'élever ne sont pas tranchées par les tribunaux administratifs ottomans, mais par voie d'arbitrage.

Cette double indépendance donne au Conseil de la dette un caractère tout à fait spécial et le différencie de deux institutions analogues qui existent en Grèce et en Egypte.

La caisse de la Dette Egyptienne a été créée par le décret khédivial du 2 mai 1876 à la suite de la suspension

du service de la dette et sur la réclamation des Puissances. Cette dette s'élevait alors à 91 millions de livres sterling soit 2.273 millions de francs. Ce chiffre a été déterminé par une loi de liquidation et d'unification de mai 1876 qui fixe l'intérêt à 7 % et l'amortissement à 65 ans.

L'administration de la Dette Egyptienne a reçu sa constitution définitive par la loi du 11 juillet 1880 qui en fait une institution internationale. Elle comprend 6 commissaires directeurs représentant respectivement la France, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Italie et la Russie ; ils sont nommés par leur gouvernement et présentés à l'agrément du Khédive ; l'assentiment des deux gouvernements est nécessaire pour leur révocation, cette disposition leur assure une certaine indépendance. La caisse nomme et révoque ses agents ; elle est chargée de la gestion des revenus affectés au service de la dette, ce sont les revenus des chemins de fer, du télégraphe, du port d'Alexandrie, des douanes, etc. En outre elle exerce un véritable contrôle, une sorte de tutelle sur les finances khédiviales, son consentement est nécessaire non seulement pour modifier les impôts concédés mais aussi pour contracter de nouveaux emprunts, émettre des bons du trésor et même pour demander des avances temporaires.

Cette caisse constitue une ingérence directe des Puissances dans les finances égyptiennes ; les gouvernements étrangers interviennent officiellement pour nommer les membres du Conseil, et celui-ci a des pouvoirs très étendus sur l'administration qu'il tient en tutelle. S'il repré-

sente légalement les porteurs de la dette, ceux-ci n'ont aucune action sur sa composition.

Le contrôle européen sur les finances helléniques est plus récent, il remonte à la guerre gréco-turque de 1897. Dès 1893 la Grèce avait suspendu le service de sa dette et se déclarait prête à traiter avec ses créanciers.

Le traité de paix signé le 18 septembre 1897 prévoit la réunion d'une « commission internationale d'études pour l'organisation de la dette publique hellénique. » La dette non amortie s'élevait alors à 760.305.388 francs. Au service de l'intérêt sont affectés les revenus des monopoles du sel, du pétrole, des allumettes, des cartes à jouer et des papiers à cigarette, les droits sur les tabacs, les droits de timbre et les douanes du Pirée. Sur ces revenus, après le paiement des frais d'exploitation et d'administration, on prélèvera une somme fixe pour l'intérêt et l'amortissement de la dette déterminée par la loi de liquidation ; l'excédent sera partagé entre les porteurs et l'État à raison de 60 % destinés à améliorer l'intérêt et 40 % pour le Trésor. Les revenus concédés sont administrés par une Commission internationale de 6 membres nommés respectivement par les six grandes puissances. Les membres de la Commission ne sont pas des fonctionnaires grecs mais des délégués des Puissances, investis des immunités diplomatiques ; leur nomination est simplement communiquée au gouvernement hellénique qui n'a sur eux aucune influence. Un commissaire du gouvernement grec prend part aux délibérations avec voix consultative et sert d'intermédiaire

entre le ministère et la Commission. Celle-ci a concédé l'exploitation des monopoles à une société anonyme : la Société de régie des monopoles de Grèce, dont la gestion est soumise à sa surveillance et s'exerce sous sa responsabilité.

En outre, elle contrôle les services de l'État qui touchent aux revenus affectés mais ses attributions ne s'étendent pas aux autres branches de l'administration financière du pays.

Le gouvernement ottoman a été traité avec plus d'égards que ceux de la Grèce et de l'Égypte puisque le dessaisissement d'une partie de ses revenus résulte d'un acte volontaire et librement converti par lui, au lieu de lui être imposé par les puissances. Il conserve de plus la disposition des revenus non affectés et la gestion de ses finances publiques.

CHAPITRE II

LA LIQUIDATION DES EMPRUNTS

Le but du décret de Mouharem est d'opérer une vaste conversion de toute la dette ottomane, pour en réduire le capital nominal et les intérêts, et par suite en faciliter un service régulier.

En principe donc le régime nouveau s'applique à toute la dette intérieure et extérieure existant en 1881. Cependant il fut convenu que certains emprunts seraient exclus, les uns parce qu'on les considérait comme suffisamment garantis, les autres comme n'intéressant pas les délégués réunis à Constantinople.

On exclut ainsi d'abord les emprunts garantis par le tribut d'Égypte. Nous avons vu que ces trois emprunts de 1854, 1871, et 1877 jouissaient d'une sécurité exceptionnelle parce que le tribut était versé directement à la Banque d'Angleterre, sans passer par le Trésor ottoman ; les porteurs ne réclamaient donc aucune modification à l'ordre de choses établi par les conventions primitives.

Il en fut de même de l'emprunt de 1855 garanti en principe par la France et l'Angleterre et en fait assuré par cette

dernière grâce au tribut d'Égypte et aux revenus de l'île de Chypre (1).

On écarte aussi l'indemnité de guerre russe et la dette flottante qui n'intéressaient pas les porteurs étrangers. Le décret s'appliquait à tout le reste de la dette, c'est-à-dire aux emprunts suivants : 1858, 1860, 1862, 1863, 1865, 1869, 1872, 1873, dette générale 3 séries, et lots turcs. Le total nominal de ces emprunts s'élevait à 5.233.331.500 fr. et à la fin de 1881 il restait un capital non amorti de 4.768.841.250 francs. On décida de réduire tous les emprunts à leur taux d'émission ; mais encore fallait-il définir ce dernier, car on trouvait des chiffres différents suivant que l'on prenait pour base des calculs le taux d'émission dans le public ou le prix convenu entre les contractants et le gouvernement, ou le chiffre des prévisions ministérielles ; le total s'élevait suivant la base choisie à 2.625 millions, à 2.418 ou 2.200 millions.

La Commission se mit d'accord pour adopter un taux moyen de réduction, spécial à chaque emprunt, compris entre celui des contrats et celui des émissions. Il fallait aussi tenir compte des intérêts échus depuis la fameuse

(1) Voici d'après la convention de 1877 la répartition du tribut d'Égypte :

Emprunts 1854 et 1871 réunis . . .	8.289.250 f.	331.570 £.
Emprunt 1855	1.808.500	72.340
Emprunt 1877 Défense Loan . . .	7.000.000	280.000
Frais de transmission.	152.250	6.090
Tribut d'Égypte.	17.250.000 f.	690.000 £.

déclaration du 6 octobre 1875 annonçant la suspension des paiements; dans ce but on décida que la dette, réduite d'après le taux moyen ainsi déterminé, serait majorée de 10 % représentant les intérêts des « titres Ramazan » émis pendant la période intermédiaire. On arriva à fixer le taux de réduction suivant :

Taux de réduction des emprunts (1)

EMPRUNTS	CAPITAL NOMINAL	SOLDE A FIN 1884	TAUX D'ÉMISSION	TAUX DE RÉDUCTION
	Fr.	Fr.	0/0	0/0
1858	125.000.000	92.118.750	76	95,15
1860	50.930.500	41.107.500	62,50	62,90
1862	200.000.000	122.897.500	68	74,50
1863	200.000.000	127.687.500	68 et 72	76,30
1865	150.000.000	100.862.500	66	71
1869	555.555.500	516.250.000	61	62,40
1872	278.155.000	120.505.000	98,50	107,75
1878	694.444.500	679.918.500	59,50	55,25
Dette générale	2.187.246.000	2.179.934.000	50 et 43,50	50,25
TOTAL...	4.441.331.500	3.981.281.250		
Lots turcs	792.000.000	787.560.000	32,125	46,09
TOTAL...	5.233.331.500	4.768.841.250		

En appliquant à ce total le taux de réduction ainsi déterminé, la dette a été ramenée aux chiffres suivants :

(1) Ch. Morawitz, *loc. cit.*

Emprunts : . .	Fr. 2.305.615.675 = £ 92.225.827
Lots tures. . .	Fr. 355 285.175 = £ 14.211.407
TOTAL. . . .	Fr. 2.660.930.850 = £ 106.437.234

Soit en livres turques :

Emprunts . . .	Ltq. 401.438.409
Lots tures . . .	Ltq. 15.632.548
TOTAL. . . .	Ltq. 417.070.957

Le total de la dette a donc été ramené

de Fr. 4.768.844 250

à Fr. 2.660.930.850

il a donc été réduit de Fr. 2.107.910.400

soit de 55,80 0/0.

Pour opérer la conversion, on invita les porteurs à présenter leurs titres dans certains établissements désignés pour les faire estampiller; puis à partir de novembre 1884, on les échangea contre les nouveaux titres de la « Dette Ottomane convertie » en obligations de 500 francs représentant le capital nouveau. Les titres non présentés à l'estampillage avant le 13 mai 1888 furent déclarés prescrits; leur montant s'est élevé à 945.894 Ltq (24.385.000 fr.). L'intérêt de ces titres, dit « intérêt sur capital prescrit » est employé à l'amortissement extraordinaire.

Il restait à déterminer l'intérêt de la dette réduite et les conditions dans lesquelles elle serait amortie. Dans ce but

on la divisa en 4 séries dans lesquelles les différents emprunts furent ainsi répartis :

<i>Série A</i>			
Emprunts 1858 et 1862 . .	179.596.800 fr. = Ltq	7.902.260	
<i>Série B</i>			
— 1860, 1863, 1872.	256.026.200	11.265.151	
<i>Série C</i>			
— 1865, 1869, 1873.	770.812.775	33.905.762	
<i>Série D</i>			
Dette générale	1.099.209.900	48.365.236	
Lots turcs.	355.285.175	15.632.548	
TOTAL.	2.660.930.850 fr. = Ltq	117.070.957	

Les titres nouveaux sont ainsi libellés : « Dette convertie
 « de l'Empire Ottoman, pour le montant maximum de
 « 2.305.645.675 francs (non compris les lots turcs :
 « 355.285.175 francs) divisés en 4.611.289 obligations de
 « 500 francs chacune. Ces obligations ont été créées con-
 « formément aux prescriptions de Sa Majesté Impériale
 « le Sultan, du 28 Mouharrem 1299 (8/20 décembre 1881)
 « sanctionnant l'arrangement négocié entre le gouverne-
 « ment ottoman et les délégués internationaux des por-
 « teurs de titres de la Dette Publique Ottomane. » En
 même temps qu'il opérait la conversion de sa dette, le
 gouvernement négociait avec les banquiers de Galata
 pour obtenir la rétrocession des revenus concédés en
 1879, gérés par l'Administration des six contributions
 indirectes. Un arrangement intervint aux termes duquel
 la Banque Impériale ottomane déjà créancière de la plus
 grande partie de cette dette, se chargeait de désintéresser

les autres banquiers et obtenait en paiement de sa créance fixée à 8.170.000 Ltq (185.681.500 francs) des obligations dites de priorité 5 %. L'annuité de ces dernières est ramenée de Ltq 1.100.000 chiffre fixé en 1879, à Ltq 590.000 destinée à leur assurer un intérêt de 5 % et l'amortissement en 25 ans. Ces obligations jouissent d'un privilège sur les autres emprunts régis par le décret, leur annuité est prélevée avant toute autre répartition sur le produit net des revenus concédés. La Banque Ottomane est subrogée aux droits de tous les signataires de la Convention de 1879 et comme représentant les porteurs de Priorités, elle enverra un délégué au Conseil de la Dette.

Les quatre séries jouissent du même intérêt : sur le produit net des revenus concédés, après le prélèvement de l'annuité de 590.000 Ltq pour le service des Priorités, les $\frac{4}{5}$ de l'excédent sont consacrés à servir un intérêt minimum de 1 % du capital réduit, avec un maximum de 4 %. Ce 1 % est prélevé avant tout amortissement lequel serait suspendu en cas d'insuffisance de recettes nettes. L'intérêt est augmenté par fractions de $\frac{1}{4}$ % jusqu'au maximum de 4 % au fur et à mesure de l'augmentation du produit net ; les excédents insuffisants pour augmenter l'intérêt d'un $\frac{1}{4}$ % sont portés à un « compte pour augmentation du taux de l'intérêt » jusqu'au moment où ils permettront de distribuer un nouveau $\frac{1}{4}$ %.

L'ordre des séries n'est établi que pour l'amortissement, auquel est affecté $\frac{4}{5}$ du produit net (à condition que les $\frac{4}{5}$ suffisent pour servir 1 % d'intérêt aux séries).

L'amortissement a lieu par $1/4$ % du capital réduit, mais comme le $1/5$ du produit net réservé à l'amortissement devait être insuffisant pour amortir $1/4$ % de toute la dette, on décida que les séries ne seraient appelées au remboursement que dans l'ordre A. B. C. D. Aussi les emprunts ont-ils été classés dans les séries d'après la valeur des hypothèques affectées à leur garantie par les contrats primitifs, en mettant les meilleurs dans les premières séries.

Si la somme disponible est égale ou inférieure à $1/4$ % elle est appliquée toute entière à l'amortissement de la série A; si elle est supérieure, le surplus sert à amortir successivement $1/4$ % des séries B. C. et D., jusqu'à un maximum de 1 % pour chaque série. L'amortissement se fait par achat en bourse ou par voie de tirage; jusqu'ici le premier procédé a été seul employé. Le remboursement se fait en fonction de l'intérêt servi aux obligations, il ne peut dépasser :

66,66	%	quand l'intérêt est de 1 % (minimum).
75	%	— — de 1 à 3 %.
100	%	— — de 3 à 4 %.

L'intérêt des titres amortis est versé à un fonds d'amortissement. Si le produit net des revenus concédés venait à dépasser 5 % du capital réduit (4 % d'intérêt et 1 % d'amortissement), le surplus serait versé au trésor; cette éventualité ne s'est jamais réalisée.

Ce système assez complexe d'intérêt et d'amortissement

ne s'applique pas aux lots turcs soumis à un régime spécial. Les lots turcs ou obligations à prime sont des valeurs à lots. Primitivement, ces valeurs, créées en 1869, comprenaient 1.980.000 obligations 3 % au capital nominal de 400 francs, soit un total nominal de 792 millions de francs ; elles étaient amortissables en 104 ans au moyen de tirages périodiques, remboursées les unes au pair, les autres avec une prime variant de 1.000 à 600.000 francs. Le service en était assuré par une annuité de 28 millions accordée au baron Hirsch, concessionnaire de chemins de fer. Cette annuité devait être ainsi répartie entre l'intérêt et l'amortissement par périodes de 30 ans à partir de :

1870	intérêt	23.920.000 f.	amortissement	4.080.000 f.
1900	—	22.660.000	—	5.340.000
1930	—	20.195.000	—	7.805.000
1960	—	9.315.000	—	18.685.000

Le décret de Mouharrem a modifié ce régime et a créé un système très rigoureux pour les porteurs de ces obligations ; il a déclaré que tout intérêt serait supprimé jusqu'à ce que les sommes disponibles soient suffisantes pour faire face intégralement au service des primes. Jusque-là les lots n'auront droit qu'à un amortissement par voie de tirage. Le capital des lots turcs s'élevait à 13,46 % du total de la dette convertie ; donc la part qui leur revenait sur le produit net des revenus concédés, devait s'élever à 13,46 % de ce produit sans qu'il y ait lieu d'en distraire 1/3 pour l'amortissement, puisque ces obli-

gations n'étaient pas soumises au même régime que les autres; néanmoins par une interprétation illogique du décret, on ne leur attribua que 13,46 % des $\frac{4}{5}$ de ce revenu net, l'autre $\frac{1}{5}$ étant affecté en entier à l'amortissement de la série A.

Dans le premier exercice l'allocation affectée aux lots turcs a été de 182.379 Ltq sur lesquels il a fallu prélever 25 % soit 45.595 Ltq pour servir une indemnité de 20 % aux lots et aux primes sortis au tirage pendant la période de suspension des paiements. Le surplus a servi à payer les remboursements au pair et les primes sortis pendant l'année; on ne put faire ces paiements qu'à raison de 58 %, c'est-à-dire 232 francs pour les titres sortis au pair de 400 francs et 580 pour les primes de 1.000 francs. Il fut convenu que ce taux de remboursement de 58 % serait maintenu dans les exercices suivants, les excédents éventuels seraient employés à des rachats en bourse; ils sont portés au compte rachat. Il est remboursé par tirage chaque année 300 obligations avec primes et un nombre d'obligations sans prime déterminé par un tableau d'amortissement établi lors de l'émission de l'emprunt; ce nombre devait aller en augmentant à mesure que les intérêts prévus lors de l'émission devaient diminuer par suite des remboursements effectués. L'allocation affectée aux lots turcs augmentera lorsque la série D commencera à être touchée par l'amortissement; et même tous les revenus concédés leur seront consacrés lorsque cette série D sera complètement amortie.

Il ne reste donc plus que trois sortes de titres de la dette ottomane : les priorités, le 4 % unifié et les Lots turcs. Les emprunts convertis par le décret perdent leur individualité ; en effet à la bourse de Paris, à partir du 5 février 1885 ces emprunts disparaissent de la cote où ils sont remplacés par les titres nouveaux cotés respectivement :

4 0/0 unifié.	17,60	Pair : 100	Revenu : 4 %
Priorités . .	411,25	— 500	— 5 %
Lots Turcs . .	47,50	— 400	— 0 %

Il faut y ajouter les obligations garanties par le tribut d'Égypte qui ne sont pas cotées à Paris.

CHAPITRE III

LES REVENUS CONCÉDÉS

Le décret de Mouharrem contient une longue énumération des revenus affectés au service de la dette. Il en abandonne complètement la gestion et la perception au conseil qui en répartit le produit conformément aux règles contenues dans le décret. Mais le pays traverse une crise économique et financière très grave ; épuisé par les guerres récentes et par les révoltes locales, il se trouve dans une misère extrême ; la police et la gendarmerie sont insuffisantes pour maintenir l'ordre, assurer la sécurité des personnes et des propriétés, et réprimer la contrebande. Aussi la jeune administration de la dette publique va-t-elle rencontrer de grandes difficultés pour asseoir et percevoir les impôts qui sont sa principale ressource.

Les revenus concédés sont de natures très diverses, les uns produisent une somme invariable, ce sont les tributs et redevances dits assignations fixes ; les autres sont des monopoles fiscaux, le sel et le tabac ; d'autres, de simples impôts indirects, l'impôt du timbre, des spiritueux, des pêcheries et la dime des soies. Enfin il en est qui ne sont

que des revenus éventuels, soumis à des conditions incertaines comme le relèvement des droits de douane ou la création d'un impôt des patentes.

Le conseil a toute liberté pour gérer lui-même ces revenus ou en concéder l'exploitation à une compagnie fermière, un seul impôt a fait l'objet d'un semblable contrat, c'est le monopole du tabac, affermé à la Régie coïntéressée des tabacs de l'Empire Ottoman.

Pour étudier ces revenus concédés, on peut les diviser en trois groupes : les revenus gérés directement par le conseil, ce sont les plus nombreux, les revenus afferlés, le tabac, et les assignations fixes.

A. — REVENUS GÉRÉS PAR L'ADMINISTRATION DE LA DETTE

1. Monopole du sel

Le territoire ottoman est extrêmement riche en mines de sel et en marais salants, il a une longueur de côtes considérable et un grand nombre de lacs salés disséminés dans toute l'Asie Mineure, autour de Beyrouth, Smyrne, Bagdad, Alep, Angora, Koniah, etc. Le monopole a été créé en 1862, mais son exercice est très difficile précisément à cause de cette multiplicité des lieux de production ; la contrebande est très active, on estime qu'elle fournit 50 % de la consommation. Un autre obstacle à la production de l'impôt est la difficulté des transports

dans un pays où les routes font défaut et où les ports sont en petit nombre et mal entretenus. Cependant le Conseil de la dette s'est efforcé d'en augmenter le rendement en organisant lui-même la répression de la contrebande et en augmentant la vente par l'exportation. Le service a été réorganisé en 1892 par le commandant Berger. Le chiffre des recettes brutes a augmenté régulièrement depuis 30 ans.

1882	618.029 Ltq	1900	949.169 Ltq
1885	643.412	1905	1.037.586
1890	699.887	1908	1.063.566
1895	773.865	1909	1.147.237

Le prix de vente à l'intérieur est fixé à 15 paras par kilog. de sel cristallisé et 23 paras pour le sel gemme, ce qui met la tonne à 78 fr. 90 (en France 400 francs). Ce tarif est donc extrêmement réduit, mais la consommation est très grande pour les salaisons de poissons et d'olives.

L'île de Samos n'est pas comprise dans le monopole et c'était là une porte ouverte à la contrebande, aussi le conseil s'est-il chargé de l'exploitation des salines de l'île moyennant une redevance de Ltq 1.500 à verser au gouvernement de Samos. Il a de même traité avec le gouvernement autonome de Crète en 1901 pour exploiter les salines crétoises.

Enfin le Conseil exporte une grande quantité de sel ; ses principaux acheteurs étrangers sont les pays Balkaniques, Bulgarie, Serbie et Roumanie et surtout les Indes anglaises.

Dans le dernier exercice 1909-1910, les exportations se sont élevées aux chiffres suivants : (1)

Pays Balkaniques . .	Kg. 12.465.974	Ltq 11.495
Indes Anglaises . .	103.606.613	79.033
TOTAL. . .	Kg. 116.072.587	Ltq 90.528

Les ventes et recettes brutes totales ont été :

Ventes en Turquie. .	Kg. 239.382.106	Ltq 1.046.854
— à l'exportation. .	116.072.587	90.528
— par Samos et		
Crète . . .	3.436.060	9.856
TOTAL. . .	Kg. 358.890.753	Ltq 1.147.238

Les frais de perception en 1909-10 (2) ont été de Ltq 225.066 il reste donc un produit net de Ltq 922.172.

2. *Le Timbre*

Le droit de timbre est une source constante de difficultés entre le Dette et le gouvernement qui, à plusieurs reprises, a prétendu exempter de l'impôt certaines catégories de contribuables. La loi actuelle sur le timbre est du 11/23 mars 1894; elle frappe les contrats entre particuliers, les

(1) Ces chiffres et les suivants sont extraits du compte rendu publié chaque année par l'Administration de la Dette publique Ottomane.

(2) L'année financière commence le 1^{er} mars et finit le 28 février.

transactions commerciales et les créations de Sociétés. Le produit de cet impôt augmente depuis quelques années par suite de l'observation plus stricte de la loi et d'un contrôle plus actif exercé dans les établissements financiers. En 1899 on crée un timbre nouveau dit timbre à surchage, perçu au profit des immigrants musulmans. Les journaux qui paraissent à Constantinople en turc sont exempts de timbre, malgré les protestations du conseil.

Le produit du timbre s'est beaucoup développé surtout depuis la loi du 20 février 1905 qui y assujettit les étrangers. En voici les recettes brutes :

1882	Ltq 146.761	1900	Ltq 225.926
1885	138.589	1905	439.264
1890	205.979	1908	377.682
1895	224.908	1909	420.364

3. *Les Spiritueux*

Cet impôt comprend trois sortes de taxes :

- 1° Droit sur les vins, bières et eaux-de-vie.
- 2° Droit sur les alcools étrangers ou indigènes.
- 3° Beiyés ou licence payée par les débitants.

Le rendement est peu élevé car la consommation est restreinte par les prescriptions du Coran qui interdit l'usage du vin et des boissons fermentées.

Le conseil a consacré tous ses efforts à développer l'industrie viticole en Turquie. En 1884 il a eu à lutter

contre le phylloxéra qui a fait de grands ravages dans les vignobles du pays; il fit planter à ses frais des ceps américains et en distribua gratuitement plusieurs millions. En 1890 lors d'une épidémie de mildiou, il mit gracieusement à la disposition des vignerons du sulfate de cuivre et des pulvérisateurs. Enfin il a fondé à Erenkeuy, sur la côte d'Asie, non loin de Constantinople, une école de viticulture qui enseigne aux paysans les méthodes nouvelles de greffage et s'efforce de propager dans l'empire la culture des cépages producteurs de vins renommés. Le Conseil favorise l'exportation en remboursant sous forme de prime aux vins exportés, la moitié des droits perçus, il a fait supprimer le droit d'exportation de 1 % sur les vins. Il s'efforce d'obtenir une refonte de la législation de cet impôt, car le système douanier constitue actuellement une protection à rebours pour les vins indigènes qui arrivent à supporter 30 % d'impôts alors que les vins importés de l'étranger ne paient que le droit de douane de 11 %.

a) *Droit sur les vins.* — C'est un droit de 15 % *ad valorem* sur la quantité de vin produite à chaque vendange; ces droits se superposent au verghi et à la dime des raisins payés par le viticulteur qui s'élèvent à 15,50 %. Les propriétaires jouissent de la franchise des droits sur 200 ockes (1).

L'impôt sur les vins a produit en 1909-10 Ltq 109.712. L'exportation est assez considérable, elle a porté en 1909

(1) 1 ocke = 1 kg. 283.

sur 7.030.540 kg. alors que la production était de 82.774.337 kg les principaux centres d'exportation sont :

Beyrouth	2.544.109 kg.
Smyrne.	2.517.730
Andrinople	1.320.205
Brousse	306.086
Metellin.	219.512

Les autres centres sont Constantinople et Salonique. Les destinataires de ces vins sont l'Egypte, l'Allemagne, la Hollande et l'Italie. On évalue à 300.000 hectares les terrains en vignobles.

b) Droit sur les eaux-de-vie indigènes. — Comme pour les vins ce droit est de 15 %; la valeur des récoltes est appréciée arbitrairement par le conseil de la caza (commune); les alambics sont placés sous scellés pendant la période de chômage; cette industrie est loin d'être florissante à cause de la concurrence étrangère favorisée par le régime douanier. Cet impôt a produit en 1909 Ltq 529.

c) Droit sur les alcools importés ou fabriqués dans le pays. — C'est un droit de consommation de 48 paras par ocke soit 0 fr. 20 par litre (France 2 fr. 25) sans préjudice du droit de douane. Le rendement est modique, il a été en 1909 de Ltq 120.803, portant sur une consommation de 24 1/2 millions de kilogrammes dont 13 millions importés de l'étranger.

d) *Droit sur les bières.* — Taxe de fabrication de 15 % *ad valorem* représentant 3 fr. 75 par hectolitre. Les principaux centres de fabrication sont Constantinople et Salonique puis Beyrouth et Smyrne. Le produit du dernier exercice a été de Ltq 11.339.

e) *Beiyé ou permis de vente*, — délivré aux débitants moyennant le paiement d'une taxe fixée à 25 % du loyer de leur boutique. — En sont exempts les marchands de vins à emporter, les hôtels et restaurants enfin les marchands en gros. Cette taxe a produit en 1909 Ltq 45.805.

L'ensemble de droits sur les spiritueux n'est pas très considérable, mais sous les efforts du Conseil de la Dette, il tend à augmenter d'année en année, malgré un état stationnaire depuis 10 ans.

1882	Ltq 178.861	1900	Ltq 277.121
1885	215.585	1905	271.594
1890	254.814	1908	271.070
1895	260.617	1909	288.270

4. La Dîme des Soies

Sont concédées à la Dette, les dîmes de Brousse, Ismidt, Panderma, Aïvalik, Andrinople, Salonique, Samsoun et Yozgad ; celles des autres localités sont affectées à la garantie d'un emprunt de 1888 et gérées aussi par le Conseil. Celui-ci s'est employé à relever l'industrie de la soie, autrefois très florissante en Turquie.

« L'amélioration constante de l'industrie de la soie dans
« l'Empire, dit le commandant Berger, est encore l'objet
« des soins permanents du Conseil. L'élevage des vers à
« soie était sur le point de disparaître des magnaneries
« turques dévastées par la maladie, lorsque l'adminis-
« tration de la dette se préoccupa d'y introduire les nou-
« velles méthodes d'éducation et de sélection des cocons
« par le système Pasteur. Une station séricicole a été
« fondée à Brousse ; chaque année de nouveaux élèves
« viennent y suivre gratuitement les cours professés par
« un spécialiste. Aujourd'hui le système Pasteur a régé-
« néré l'industrie indigène et l'administration de la dette
« commence à trouver dans la renaissance d'une industrie
« autrefois très riche, une juste compensation à ses
« nombreux sacrifices (1).

Sur la demande du conseil, le gouvernement a établi à Salonique une filature modèle dont il a la gestion. Il s'occupe en outre de développer l'exportation : aussi la production ne cesse d'augmenter et avec elle les revenus encaissés par l'administration. Les deux principaux centres de production sont Brousse et Ismidt où l'élevage de cocons frais a atteint en 1909-10 7.708.752 kg.

Le taux de la dîme est de 11,50 % du prix de vente des cocons produits, dont 10 % seulement reviennent à la

(1) Commandant Léon Berger. *Aperçu sur l'administration de la dette publique ottomane, son institution, son organisation et son fonctionnement pendant les seize premiers exercices.* — Constantinople, juin 1899.

dette et 1,50 % au trésor. L'impôt est toujours acquitté en argent et jamais en nature comme pour les autres dîmes. Les encaissements de 1909-10 se sont élevés à 128.945 Ltq, dont :

92.544	à Brousse
28.656	à Ismidt
7.745	dans les autres localités.

Les recettes brutes ont presque décuplé depuis 1882 :

1882...	18.851 Ltq	1900...	69.846 Ltq
1885...	23.237 —	1905...	117.485 —
1890...	51.251 —	1908...	110.995 —
1895...	46.773 —	1909...	128.945 —

5. *Les Pêcheries*

Ce sont des droits de pêche perçus à Constantinople et dans sa banlieue, c'est-à-dire dans le Bosphore et la mer de Marmara. Mais le conseil administre aussi pour le compte du gouvernement toutes les pêcheries de l'Empire moyennant une commission de 5 %.

Il est donc intéressé au développement de cette industrie : il a fait de grosses dépenses pour perfectionner la pisciculture et l'ostréiculture et en étendre le champ d'action sur tous les points favorables à de nouvelles exploitations. L'impôt est perçu de façon très simple : les pêcheurs sont tenus d'apporter dans la halle aux poissons

tout le produit de leur pêche qui est vendu aux enchères. L'administration prélève un droit de 20 % sur le produit de la vente et 3 % en plus pour les frais de criée et de surveillance. En outre elle délivre des permis de pêche, de circulation et d'exportation.

En 1909 ces divers droits ont produit :

Droit sur la pêche	Ltq	71.632
Permis de pêche.		4.262
Permis de circulation et d'exportation.		4.775
Droits divers.		10.134
	Ltq	87.803

Voici leurs recettes brutes depuis 1882 :

1882....	Ltq	22.636	1900... Ltq	50.504
1885....	—	37.477	1905... —	63.924
1890....	—	47.308	1908... —	71.287
1895....	—	46.337	1909... —	87.803

Tels sont les 5 revenus gérés directement par le Conseil de la dette ; ils ont rapporté en 1909-10 Ltq 2.072.624, il convient d'y ajouter des amendes auxquelles ces impôts ont donné lieu et qui s'élèvent à Ltq 7.262.

B. — REVENUS AFFERMÉS

Régie coïntéressée des tabacs ottomans. — Le tabac est taxé depuis longtemps en Turquie ; avant le décret de Mouharrem l'impôt était perçu au moyen de banderolles

correspondant à un droit de consommation de 5 à 30 piastres par ocke suivant la qualité; les détaillants payaient en plus un droit de licence ou Beiyé. En 1879 on crée le monopole des tabacs au profit des banquiers de Galata qui l'exploitent avec le mode de perception ancien et en tirent un produit net de Ltq 643.257.

Le décret de Mouharrem concède à la dette publique le revenu de ce monopole portant sur les tabacs produits et consommés dans l'empire, à l'exclusion des cigares, des tabacs à priser et à chiquer, et du tumbeki importé, sans préjudice de la dîme sur les récoltes et des droits de douane. Le conseil a la faculté d'en affermer l'exploitation à une compagnie, à condition d'en répartir les bénéfices entre l'État, la Dette et la Société d'après des règles à déterminer. Le Conseil exploita directement le monopole la première année et encaissa de ce chef Ltq 727.000. Mais il préféra se décharger de l'aléa résultant des difficultés de perception, des frais de surveillance et de répression de la contrebande; dès 1863 il négocia avec une Société qui prit le nom de Régie coïntéressée des tabacs ottomans. C'est une société anonyme constituée pour 30 ans, au capital de Ltq 4.400.000 (100 millions de francs) en 200.000 actions de 500 francs dont la moitié versée. La Société fut constituée en juillet 1883. Elle obtient le droit d'exploiter le monopole des tabacs moyennant une redevance annuelle fixée à forfait à Ltq 750.000 exigible même en l'absence de bénéfices. Sur le produit net, après déduction des frais d'administration et de la redevance, on pré-

lève la somme nécessaire pour servir un intérêt de 8 % au capital-action effectivement versé s'il ne dépasse pas 50 millions de francs et 7 % s'il est supérieur à ce chiffre. Puis les parts de fondateurs reçoivent 5 % de l'excédent. Le reste est réparti comme il suit :

	A la dette	Au gouvernement	A la société
Sur les 1 ^{re} Ltq 500.000	35 %	30 %	35 %
— 2 ^e —	34 %	39 %	27 %
— 3 ^e —	30 %	52 %	18 %
— 4 ^e —	20 %	70 %	10 %
Au delà de Ltq 2.000.000	15 %	75 %	10 %

La quote-part du Trésor va en croissant pour intéresser le gouvernement à la répression de la contrebande. Il est convenu qu'un règlement doit intervenir dans ce but ; il n'a été promulgué qu'en 1887.

La Société a le monopole de l'achat, de la fabrication et de la vente des tabacs produits et consommés dans l'Empire ; elle perçoit le même droit de consommation sur les cigares importés et le droit dit de Reftieh sur les tabacs exportés et consommés en Egypte, Tunisie, Roumélie Orientale, en Crète, en Perse et à Samos ; enfin elle touche les droits de licence sur les détaillants. Elle doit racheter les tabacs existants dans toutes les fabriques privées qui disparaissent du fait de l'établissement du monopole. La culture n'est soumise à aucune restriction ; les planteurs doivent demander à la régie une autorisation

de cultiver qui ne peut leur être refusée que si l'espace de terrain à planter ne mesure pas 450 mètres carrés. Ils sont tenus de vendre toute leur récolte à la régie ou de l'exporter directement. Leurs approvisionnements sont déposés dans des entrepôts surveillés par la régie.

Jusqu'en 1883 les tabacs ottomans importés en Egypte jouissaient d'un monopole exclusif des produits d'autres provenances : ce privilège rapportait 450.000 Ltq provenant d'un droit d'exportation, *Reftieh*, perçu à la sortie et d'un droit de vente en Egypte, à raison de 10 piastres par ocke. Or dès l'entrée en exercice de la Régie, le gouvernement égyptien, par un traité passé avec la Grèce, autorisa l'importation sur son territoire, des tabacs grecs ou importés par la Grèce. Cette mesure causa un grand dommage à la Société nouvelle autant par la concurrence faite à ses tabacs par les produits étrangers que par la fraude consistant à envoyer en Egypte des tabacs ottomans en transit par la Grèce, pour éviter le droit d'exportation de *Reftieh*. La Régie réclama une indemnité à l'administration de la Dette qui accorda à titres d'avances remboursables sur les bénéfices futurs, 100.000 Ltq pendant les deux premiers exercices, 61.300 pour le troisième et 48.934 pour le quatrième soit en 4 ans Ltq 210.234.

Il n'était donc pas question de bénéfices à partager et même la Dette voyait sa redevance compromise : un nouvel arrangement intervint en 1889 entre les deux administrations, aux termes duquel le compte-avance est arrêté à cette somme de Ltq 210.234, qui sera remboursée sur les

bénéfices futurs. Pour l'avenir, la Dette abandonne à la régie non plus à titre d'avance, mais d'indemnité définitive une somme fixe qui sera de :

Ltq 38.000 en 1888-89
44.000 en 1889-90
et 50.000 les années suivantes.

Cette subvention figure dans les comptes sous le nom de Rétrocession du Reftieh. En outre la convention stipule que les droits de sortie sur les tabacs expédiés en Egypte seront réduits à 1 piastre par ocke. Le capital-action est ramené de Ltq 4.400.000 à Ltq 3.520.000 dont la moitié versée soit Ltq 1.760.000.

Le remboursement du compte avances a commencé dès la deuxième année du nouveau régime, il a été définitivement clos en 1901-1902.

En 1896 les droits sur les tabacs exportés en Egypte ont été relevés jusqu'à 3 piastres et la Dette s'est assuré une part des bénéfices qui devaient en résulter, en atténuation de sa subvention de Ltq 50.000. Le gouvernement voulut aussi être admis au partage et il fut convenu que les excédents au delà d'un revenu de Ltq 60.000 seraient répartis ainsi :

Sur les premières Ltq 20.000 :

$\frac{3}{4}$ au gouvernement
 $\frac{1}{4}$ à la régie

Sur les 67.000 Ltq suivantes :

3/4 à la Dette

1/4 à la régie

Au delà de 147.000 Ltq tout à la régie.

En 1910 le Conseil avait touché de ce chef Ltq 173.599 dont Ltq 469 dans l'exercice 1909-1910 alors que le total de la rétrocession du Reftieh s'élevait à Ltq. 1.082.000.

Les débuts de la Société ont été extrêmement pénibles ; elle avait contre elle une contrebande puissamment organisée qui s'exerçait impunément au grand jour : « La contrebande achète dès la maturité les meilleures qualités de tabacs, laissant à la Régie les qualités inférieures : le gouvernement ferme les yeux pour éviter la révolte des paysans planteurs de tabacs ; les plaintes de la Régie ne sont pas écoutées... Des convois de 50 à 200 chevaux chargés de tabacs de contrebande et accompagnés d'importantes bandes armées se forment et circulent à l'intérieur du vilayet de Trébizonte sans opposition sérieuse de la part des autorités (1). »

Cependant depuis quelques années, la situation s'est améliorée : les partages de bénéfices qui ont commencé dès 1889 ont continué régulièrement, sauf dans les années 1890, 1898, 1899 et 1900, ils se sont élevés en 1909-10 à Ltq 140.197. Le total des recettes depuis 1889 s'élève à Lqt 1.161.188.

En outre la Dette s'est réservé 250 parts de fondateurs

(1) Rapport du Consul anglais de Trébizonte, 1903.

dont le dividende en 1910 a été de Ltq 5.216 qui ajoutées aux sommes perçues à ce chapitre depuis 1889 font un total de Ltq 46.789.

Voici le compte de recettes du conseil de la dette en 1909-1910.

Redevance annuelle .	Ltq	750.000
Part sur les bénéfices		
35 % des bénéfices . .	Ltq	140.197
250 parts de fondateurs		5.216
Quote-part du Reftieh.		<u>470</u>
		145.883
		<u>145.883</u>
TOTAL. . .		895.883
dont il faut déduire la rétrocession du Reftieh.		<u>50.000</u>
il reste une recette nette de	Ltq	845.883

On peut résumer comme suit les comptes de l'administration de la dette avec la régie des tabacs de 1886 à 1910 :

<i>Débours</i>		<i>Encaissements</i>	
Compte avances . .	210.233	Remboursement sur	
Rétrocession du Ref-		compte avance .	210.233
tieh	1.082.000	Quote-part du Ref-	
		tieh	173.599
		Parts des profits .	1.161.188
		Parts de fondateurs.	46 789
		Redevances annuel-	
		les	19.500 000
	<u>Ltq 1.292.233</u>		<u>21.091.809</u>
			<u>1.292.233</u>
Bénéfice net de l'administration de la Dette. . . .			19.799.576

Les recettes nettes de la dette ont été les suivantes, déduction faite des Ltq. 50.000 pour rétrocession du Reftieh et y compris les remboursements du compte avances et les parts de bénéfices :

1882. . . Ltq	859.636	1900. . . Ltq	720.607
1885. . .	750.000	1905. . .	825.474
1890. . .	700.000	1908. . .	819.243
1895. . .	796.275	1909. . .	845.883

Le système de l'exploitation par la Régie a bien des avantages pour la dette qu'elle décharge des peines et de l'aléa de l'administration du monopole, elle lui assure un revenu fixe que la société a toujours payé régulièrement même dans les mauvaises années du début, et en plus une part de bénéfices qui augmente tous les ans. Le mérite de cette organisation est d'intéresser à la fois le gouvernement, la Régie et la Dette au développement du monopole, et il n'ont pas manqué d'unir leurs efforts pour en augmenter le rendement. La concession de la Régie Coïntéressée des tabacs prend fin le 1^{er} janvier 1914 ; on n'a pas encore résolu la question de savoir si elle serait renouvelée ou si l'administration de la Dette assurerait elle-même l'exploitation du monopole ; d'après les récentes déclarations du gouvernement à la Chambre des députés, il semble que cette deuxième solution sera adoptée, la concession de la Régie ne serait pas renouvelée.

C. — ASSIGNATIONS FIXES

1. *Redevance de Chypre*

Le traité de Berlin a donné à l'Angleterre le droit d'occuper et d'administrer l'île de Chypre qui appartient à la Turquie. Elle lève les impôts qu'elle applique aux dépenses locales et elle doit verser au gouvernement Turc l'excédent des revenus sous forme d'une redevance fixée à forfait à Ltq. 114.680. Cette redevance a été concédée à la dette publique par le décret de Mouharrem et il est stipulé qu'au cas où elle ne serait pas à la disposition du gouvernement, elle serait remplacée par une somme annuelle de Ltq. 130.000 payée par lui, d'abord sur l'excédent du produit de la dime des tabacs après le prélèvement des Ltq. 100.000 affectées au remplacement du tribut de Bulgarie, le surplus serait complété en traites sur la douane. Or le gouvernement anglais retient l'excédent des revenus de Chypre pour s'indemniser des sommes qu'il a dû verser depuis la suspension du service de la dette, en qualité de garant de l'emprunt de 1855 : ces sommes s'élèvent à Ltq. 82.000. Le gouvernement ottoman doit donc payer lui-même à la Dette la redevance de Chypre. En 1890 il l'a réduite de Ltq. 130.000 à Ltq. 102.596 ; il verse cette somme en traites sur la douane. Le Conseil fait chaque année ses réserves sur cette diminution de sa redevance et il porte la différence soit Ltq. 27.404, à un

compte « Excédent des revenus de Chypre » amorti par le reliquat disponible de la dîme des tabacs. Au 1/14 mars 1910, ce compte Excédent des revenus de Chypre s'élevait à Ltq. 229.128, dont il faut défalquer le reliquat disponible de la dîme des tabacs, il reste un arriéré de Ltq. 78.472.

2. Redevance de la Roumélie Orientale

Depuis la conférence de Constantinople en 1876, la Roumélie Orientale jouit d'une certaine autonomie sous la suzeraineté de la Bulgarie, mais elle doit supporter une partie de la dette ottomane. A cet effet, on a fixé sa redevance à Ltq. 240.000. En 1880, l'assemblée rouméliote la réduisit de sa propre autorité à 180.000 malgré les protestations du gouvernement ottoman et du Conseil. Et même cette somme ne fut jamais payée intégralement jusqu'en 1886, où les versements furent suspendus ; les arriérés s'élevaient alors à 757.000 Ltq. A la suite de négociations, il fut convenu que l'annuité serait réduite à 130.000 Ltq. plus 22.026 Ltq. pour le paiement de l'arriéré. Les versements eurent lieu sur cette base de 152.026 Ltq. jusqu'en 1897, où ils furent de nouveau suspendus, par suite de la prétention du gouvernement bulgare de compenser cette dette avec une créance à lui cédée par la compagnie du chemin de fer Roustchouk-Varna qu'il avait rachetée. Un nouvel arrangement eut lieu le 29/11 octobre 1897 ; depuis, le Conseil touche

chaque année 114.020 Ltq. qu'il est autorisé à retenir sur les excédents des revenus divers gérés par lui pour le compte du gouvernement.

3. Droit sur le Tumbeki

Le Tumbeki est un tabac spécial importé de Perse, qui se fume dans le narghilé. Il est soumis à un droit de douane dont le produit est versé à la dette jusqu'à concurrence de 50.000 Ltq. C'est le gouvernement qui le perçoit et verse la somme due au Conseil en traites sur la Douane.

4. Tribut de Bulgarie

Le traité de Berlin avait posé le principe d'un tribut payé par la Bulgarie à la Sublime Porte, en échange de son indépendance ; le montant devait en être déterminé ultérieurement par une conférence de représentants des puissances. Le décret de Mouharrem condède à la dette le montant de ce tribut, mais il stipule que tant qu'il n'aura pas été déterminé, il sera remplacé par un prélèvement de 100.000 Ltq. sur la dime des tabacs. Cette situation provisoire dure depuis 28 ans et est une source de conflits incessants entre le gouvernement et la dette. Celle-ci perçoit la totalité de la dime des tabacs par l'intermédiaire de la Régie coïntéressée ; le produit a été en 1909-10 de. 250.656 Ltq.

réparti :

entre la tribut de Bulgarie.	100.000 Ltq.
et le compte excédent de Chypre.	150.656 Ltq.

*5. Parts contributives de la Serbie, de la Grèce, du Monténégro
et de la Bulgarie dans la Dette ottomane*

Ces quatre provinces faisaient autrefois partie de l'Empire ottoman, il était juste de leur faire supporter une part de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts dont elles avaient profité dans une certaine mesure. Ces parts contributives sont prévues par le traité de Berlin et, comme le tribut de Bulgarie, doivent être déterminées ultérieurement. Malgré les réclamations du gouvernement ottoman et du Conseil de la dette, elles n'ont pas encore été fixées. Le gouvernement anglais, à plusieurs reprises, a demandé la réunion d'une conférence à Constantinople, ses tentatives ont toujours échoué devant l'opposition de la Russie qui se fait ainsi des amies des petites principautés intéressées. Ce revenu, concédé à la dette, n'a donné lieu à aucune perception, car le décret de mouharrem n'a pas prévu d'indemnité de remplacement.

6. Les Douanes

La Dette doit percevoir l'excédent du produit des douanes résultant du relèvement des droits d'entrée, par suite de la révision des traités de commerce. Comme nous le verrons plus loin, ces droits, depuis 1801, était unifor-

mément de 8 % *ad valorem* sur toutes les marchandises importées. Or depuis longtemps le gouvernement, lié par ses traités de commerce, en demandait une révision lui permettant d'élever ces droits à 11 %. A la suite des affaires de Macédoine et après de longues négociations, les Puissances consentirent à ce relèvement de 3 %. Le Conseil de la dette, en vertu du décret, aurait eu le droit de réclamer la totalité de l'excédent des recettes des douanes; pour des raisons de haute politique il consentit à en abandonner 75 % au gouvernement qui devait les employer exclusivement à améliorer la situation des trois vilayets de Macédoine. Il ne touche donc que 25 % du produit de cette surtaxe depuis le 13 juillet 1907. Cette dernière a produit depuis cette date :

demi exercice 1907-1908. Ltq.	544 988	dont à la Dette	136.247
exercice 1908-1909 . . .	918.438	—	229.609
— 1909-1910 . . .	1.042.993	—	260.748
Ltq	2.506.419	—	Ltq 626.604

Ce chapitre est destiné à augmenter quand s'appliquera le nouveau relèvement de 11 à 15 % pour lequel les pourparlers sont actuellement engagés avec les Puissances.

7. Les Patentes

Enfin il convient de citer pour mémoire un revenu concédé qui n'a encore donné lieu à aucune perception, c'est l'excédent de recettes qui résultera de la transforma-

tion du temettu en un impôt des patentes. Un projet de loi est à l'étude depuis fort longtemps qui soumettrait à la patente tous les commerçants et industriels de l'Empire, quelle que soit leur nationalité. Or les capitulations exemptent les étrangers du temettu actuel et le projet se heurte à un refus des Puissances de laisser imposer leurs nationaux. Cependant il semble que la question ait fait quelques progrès depuis ces dernières années et soit sur le point de recevoir une solution ; le gouvernement d'ailleurs n'est pas pressé de faire une réforme dont le bénéfice, à moins de convention spéciale, reviendrait en entier aux porteurs de la Dette.

Tels sont les revenus concédés à l'administration de la dette ; grâce aux efforts du Conseil leur produit a augmenté d'une façon sensible durant les 28 premiers exercices. En 1882, le total des recettes ne dépassait pas 2.211.624 Ltq en y comprenant des produits divers hors budget et le bénéfice des opérations de Trésorerie. En 1909-1910, il a atteint 4.551.727 Ltq, il a donc plus que doublé.

Du chiffre des recettes brutes, il faut déduire les frais de gestion et d'administration pour avoir le total net applicable au service de la dette. Ces frais comprennent des dépenses de personnel, d'exploitation et de perception.

La Dette Publique emploie un personnel nombreux tant dans l'administration centrale que dans les provinces ; elle compte 5.779 agents dont 4.000 dans les provinces ; ce sont des comptables de différentes catégories, des

contrôleurs et surveillants à pieds et à cheval. Ce personnel est ainsi réparti :

Conseil d'administration . . .	121 agents
Direction générale	378 —
Provinces	3.927 —
Inspection	37 —
Surveillants mixtes	1.316 —
	5.779 agents

dont 5.610 ottomans et 169 étrangers.

Il faut y ajouter 2.834 agents provisoires engagés dans les provinces soit pour toute l'année, soit au mois, soit même à la journée.

Les dépenses de personnel se sont élevées en 1909-1910 à 382.000 Ltq dont :

65.327 pour le Conseil d'administration
60.496 pour la direction générale
256.122 pour le service des provinces
381.945

Les autres dépenses sont des frais de perception, d'exploitation de monopoles, d'encouragements à l'agriculture, à la viticulture et à la sériciculture, frais de surveillance, de répression de la contrebande, ces dernières com-

portant l'entretien d'une flottille destinée à surveiller les côtes. Tous ces frais se sont élevés en 1909-

1910 à Ltq 319.856

Ce qui, avec les dépenses du personnel, soit 381.945
fait un total de dépenses d'exploitation de . . 701.801

Il y a lieu d'en déduire Ltq 109.999

payées par le gouvernement pour indemniser la Dette des frais de perception des revenus divers qu'elle gère en dehors des revenus concédés. On trouve un chiffre de dépenses de 591.802 Ltq soit 13 % des recettes brutes de l'exercice. Les recettes étaient en 1909-

1910 de Ltq 4.551.727

à déduire : dépenses d'exploitation. 591.802

— rétrocession du Reftieh. 50.000

— débet des provinces . . 3.626

645.428

Il reste un total net de Ltq 3.906.299
applicable au service de la Dette.

Telles sont les ressources du Conseil de la Dette.

Le tableau suivant montre leur progression durant les 28 exercices écoulés. Les porteurs n'ont eu qu'à se louer de la bonne gestion de l'administration ; mais il est regrettable que d'après le décret, le gouvernement ne soit pas suffisamment intéressé à opérer des réformes dont seule la Dette doit profiter, ou à réprimer la fraude et la contrebande qui nuisent principalement aux intérêts des porteurs. Ces inconvénients seront corrigés en partie par la réforme qui interviendra en 1903, lors de la conversion et de l'unification de la Dette.

T A B L E A U

des encaissements effectués par l'Administration de la Dette Publique
pour compte des emprunts régis par le décret de Mouharrem.

EXERCICES	CINQ REVENUS Sel, Spiritueux, Timbres, Pâcheries, Soie	TABAC Versements de la Régie	DIME des Tabacs	EXCÉDENT de Chypre	DROITS sur le Tumbaki	REDEVANCE de la Moudie-Brigatie	DIVERS Trésorerie, Mouate, amendes	SURTAXE douanière 3 0/0	FRAIS Débours Restitutions	TOTAL NET applicable au service de la Dette
	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq	Ltq
1882-1883	926.101	859.636	5.481	130.000	50.000	204.200	26.206		76.526	2.125.098
1883-1884	818.903	689.478	67.738	130.000	50.000	171.091	24.950		77.684	1.874.476
1884-1885	915.167	682.782	80.145	130.000	50.000	185.000	16.183		126.332	1.934.945
1885-1886	826.844	750.000	110.899	130.000	50.000	107.917	16.964		126.270	1.850.354
1886-1887	886.885	650.000	80.665	130.000	50.000	»	628		70.290	1.727.888
1887-1888	877.026	688.700	73.425	130.000	50.000	25.338	46.542		77.354	1.750.593
1888-1889	901.614	701.066	66.561	130.000	50.000	152.026	8.394		84.620	1.908.253
1889-1890	962.173	686.379	69.050	102.596	50.000	152.026	4.896		74.766	1.942.562
1890-1891	966.083	700.000	86.798	102.596	50.000	152.026	7.717		76.573	1.998.647
1891-1892	1.019.573	734.444	82.032	102.596	50.000	152.026	3.301		79.401	2.066.571
1892-1893	1.091.037	771.745	100.865	102.596	50.000	152.026	4.494		83.218	2.184.545
1893-1894	1.104.605	787.084	95.359	102.596	50.000	152.026	2.563		99.702	2.189.405
1894-1895	1.094.436	796.135	103.115	102.596	50.000	152.026	»		101.461	2.196.319
1895-1896	1.041.650	796.275	102.052	102.596	50.000	152.026	47		106.242	2.138.357
1896-1897	1.114.805	768.771	90.962	102.596	50.000	38.007	894		95.972	2.069.216
1897-1898	1.092.011	701.609	97.033	102.596	50.000	139.357	2.255		78.970	2.104.530
1898-1899	1.163.596	721.378	91.240	102.596	50.000	101.351	666		101.334	2.131.082
1899-1900	1.107.366	723.494	90.000	102.596	50.000	202.702	84		122.122	2.154.702
1900-1901	1.193.794	750.000	113.004	76.350	50.000	»	5.561		115.323	2.067.909
1901-1902	1.198.880	778.405	102.865	128.842	50.000	»	17.873		137.962	2.126.591
1902-1903	1.546.680	760.957	216.894	102.596	50.000	342.059	40.715		377.571	2.459.438
1903-1904	1.598.695	829.793	186.166	102.596	50.000	114.019	40.678		430.888	2.491.096
1904-1905	1.710.384	833.510	153.624	102.596	50.000	114.019	27.806		557.093	2.493.477
1905-1906	1.929.854	875.474	130.324	102.596	50.000	114.019	18.512		572.517	2.657.558
1906-1907	1.875.714	879.878	183.026	102.596	50.000	114.019	88.528	544.988	591.244	2.653.210
1907-1908	1.874.218	899.352	210.068	102.596	50.000	114.019	29.399	918.437	629.638	3.308.465
1908-1909	1.894.600	819.243	221.273	102.596	50.000	114.019	23.957	644.109	644.109	3.558.461
1909-1910	2.072.622	845.883	250.656	102.596	50.000	114.019		1.042.993	645.428	3.906.299

CHAPITRE IV

L'AMORTISSEMENT DE 1881 A 1903

Nous avons vu qu'aux termes du décret de Mouharrem, sur le produit net des revenus concédés, on fait d'abord un prélèvement de 590.000 Ltq destiné à servir aux obligations de Priorité un intérêt de 5 % et l'amortissement en 25 ans. Les $\frac{4}{5}$ de l'excédent sont consacrés à l'intérêt des séries de manière à leur assurer un minimum de 1 % du capital réduit; cet intérêt doit s'élever par $\frac{1}{4}$ % au fur et à mesure de l'augmentation du produit net. L'autre $\frac{1}{5}$ des revenus est affecté à l'amortissement (à condition que l'intérêt minimum de 1 % soit couvert par les premiers $\frac{4}{5}$); cette somme est employée à amortir successivement $\frac{1}{4}$ % de chacune des séries prises dans l'ordre A. B. C. D. Quand les 4 séries auront leur $\frac{1}{4}$ %, l'excédent servira à leur allouer à chacune un nouveau $\frac{1}{4}$ %, jusqu'au maximum de 1 %. Les intérêts des titres amortis sont versés au compte d'amortissement et s'ajoutent à l'allocation primitive. Les sommes en excédent, insuffisantes pour augmenter l'intérêt de $\frac{1}{4}$ %, sont

versées à un compte spécial dit « réserve pour augmentation du taux de l'intérêt. »

L'amortissement commença à fonctionner ainsi ; les recettes nettes ne permettaient que de servir l'intérêt minimum de 1 % et seule la série A participait à l'amortissement de 1/4 % ; les autres séries en étaient privées et leurs cours s'en ressentaient. D'autre part, d'après le décret, les parts contributives de la Bulgarie, de la Serbie, de la Grèce et du Monténégro dans le service de la Dette, devaient être affectées à un amortissement extraordinaire dont jouiraient immédiatement toutes les séries ; or ces parts contributives n'ont jamais été déterminées et n'ont donné lieu à aucune perception. On eut l'idée de les remplacer par un amortissement extraordinaire rendu possible par une conversion des obligations de Priorité. Un contrat fut signé le 18/30 avril 1890 avec la Banque Ottomane représentant les porteurs des Priorités, aux termes duquel les Priorités 5 % seraient réduites à 4 % et leur amortissement au lieu d'être terminé en 1906, ne le serait qu'en 1930, il serait donc réparti sur une période bien plus longue. En 1881, ces Priorités 5 % comprenaient 371.363 obligations à 500 fr. ou 22 Ltq soit 8.170.000 Ltq ; jusqu'au 18/30 avril 1890, on en avait amorti 79.300 soit Ltq 1.744.614 ; il restait donc en circulation 292.063 obligations soit Ltq 6.423.386 demandant une annuité de 590.000 Ltq. On émit à leur place 391.363 obligations de 22 Ltq soit 8.609.986 Ltq. Le capital est augmenté mais l'annuité nécessaire à l'intérêt 4 % et à l'amortissement

en 41 ans n'est que de 430.500 Ltq, il en résulte une économie annuelle de 159.500 Ltq qui sera affectée à l'amortissement extraordinaire et ainsi répartie entre les séries :

Série A.	44.000 Ltq
— B.	49.500
— C.	49.500
— D.	49.500
	159.500 Ltq

La série A reçoit une quote-part inférieure aux autres car elle est touchée avant elles par l'amortissement ordinaire. Il est convenu que lorsqu'elle sera complètement amortie, sa part se répartira également entre les trois autres à raison de Ltq 3.666, 66 pour chacune. L'annuité primitive de Ltq 590.000 continue à être prélevée par préférence sur les recettes nettes et partagée aussitôt entre les Priorités nouvelles 4 % et l'amortissement extraordinaire.

Au bout de 40 ans de fonctionnement, la situation de l'amortissement était la suivante au 28/12 mars 1893.

Situation de l'amortissement au 12 mars 1893

GROUPES	CAPITAL INSCRIT Ltq	CAPITAL AMORTI Ltq (1)	PROPORTION 0/0	RESTE A AMORTIR Ltq
Série A.....	7.831 870	O) 5.197.302 E) 61.930	67,15 0/0	2.572.638
Série B.....	11.049.307	5.259.232 O) 414.040 E) 499.510	8,26 0/0	10.135 757
Série C.....	33.604.176	913.550 E) 680.900	2,02 0/0	32.923 276
Série D.....	48.017.162	E) 629.530	1,31 0/0	47.387.632
Lots tures...	15.632.548	767.721	4,91 0/0	14.864.827
TOTAL....	116.135.063	8.250.933	7,14 0/0	107.884.130

La série A a été complètement amortie au cours du 17^e exercice (1898-1899), elle avait reçu alors pour l'amortissement ordinaire Ltq 7.666.164
 extraordinaire. 165.706
 7.831.870

A partir de l'exercice suivant, la part d'intérêt revenant à la série A continue à être prélevée sur les 4/5 des revenus nets et elle est reversée intégralement au compte d'amortissement ; sa part d'amortissement ordinaire passe à la série B jusqu'à concurrence de 1/4 %, le surplus à la série C. Quant à sa part d'amortissement extraordinaire, elle est répartie également entre les 3 autres séries à raison de Ltq 3.666,66 pour chacune.

L'amortissement des séries B C D comprend donc :

(1) O, amortissement ordinaire.

E, amortissement extraordinaire.

1° leur dotation	49.500
2° $1/3$ amortissement extraordinaire série A $\frac{11.000}{3}$. . .	3.666
3° $1/3$ des intérêts sur titres amortis série A $\frac{165.704}{3}$. . .	552
4° les intérêts sur titres amortis dans chaque série . . .	variable

Ce système a fonctionné sur cette base jusqu'en 1903. Voici à titre d'exemple l'emploi des recettes de l'exercice 1902-1903, le dernier qui soit réglé conformément aux dispositions primitives du décret de Mouharrem. Le revenu net applicable au service de la Dette était de Ltq 2.459.438 ainsi réparti :

1° Obligations priorités 4 %	
Ltq	430.500
2° Amortissement extraordinaire	159.500
	590.000
Il reste	1.869.438
Dont :	
3° $4/5$ pour l'intérêt	1.495.551
4° $1/5$ pour l'amortissement ordinaire	373.887
	1.869.438
Total égal.	2.459.438

1. — Pour les priorités, il n'y a pas de difficultés pour

leur appliquer leur annuité de 430.500 Ltq à l'intérêt de 4 % et à l'amortissement.

2. — L'amortissement extraordinaire fonctionne comme nous l'avons vu ; les séries B C D se partagent la part de l'amortissement de la série A, il revient donc à chacune :

a) sa dotation.	Ltq 49.500	
b) $\frac{11.000}{3}$	3.666	
		53.166

3. — Les intérêts de la dette convertie se répartissent ainsi :

a) Intérêt de 1 1/4 % des 4 séries .	Ltq. 4.256.281	
b) Intérêt de 1 1/4 % du capital prescrit (1)	11.824	
c) Part des lots turcs 13,46 %	195.407	
Total.	Ltq. 4.463.512	

Il reste un solde de 32.039
porté au compte « réserve pour augmentation
du taux de l'intérêt ».

Total égal.		4.495.551
---------------------	-------	-----------

L'intérêt de la série A amortie continue à figurer à ce chapitre, mais pour être reversé immédiatement à l'amortissement ordinaire, de même que l'intérêt du capital amorti des autres séries et celui du capital prescrit.

(1) Le capital prescrit comprend les anciens titres non convertis en 1884, soit un capital de 945.894 Ltq.

L'intérêt est servi également aux 4 séries à raison de $1\frac{1}{4}\%$. C'est la première fois que le taux dépasse 1% . Cette augmentation de $\frac{1}{4}\%$ n'a pas eu lieu sans difficultés, elle était déjà possible depuis 1901 ; la Sublime Porte avait refusé de sanctionner la proposition du Conseil, les intérêts furent donc servis provisoirement sur la base de 1% en attendant la sentence arbitrale provoquée sur cette question. L'arbitre choisi Lord Alverston rendit sa sentence le 18 juillet 1903 : « Le Conseil devra distribuer $1\frac{1}{4}\%$ d'intérêt tant que cela sera possible. »

4. — L'amortissement ordinaire Ltq 373.887 est réparti de manière à rembourser $\frac{1}{4}\%$ des séries B et C puisque la série A est complètement amortie ; on y ajoute les intérêts de la série A, du capital amorti des autres séries, et du capital prescrit.

Lots turcs. — La part des lots turcs est égale à $13,46\%$ de la portion des revenus nets affectée à l'intérêt, donc $13,46\%$ de Ltq 1.495.551 soit 195.407. Ils ne reçoivent pas d'intérêt, ils participent seulement à un amortissement soumis à un régime spécial au moyen de tirages. Chaque année 300 obligations sont remboursées avec prime sous forme de lots variant de 1.000 à 600.000 francs, y compris le capital remboursé. Les tirages ont lieu tous les deux mois, les sommes affectées aux lots sont alternativement 800.000 et 400.000 Ltq, ce qui fait une dépense annuelle de 3.600.000 Ltq. Un certain nombre de lots croissant chaque année et déterminé par un tableau d'amortissement est

remboursé au pair de 400 francs. Mais sur les lots amortis au pair comme sur les primes, il n'est versé que 58 % du capital, soit 232 francs pour les titres remboursables à 400 francs et 580 francs pour les primes de 1.000 francs.

En outre, il est remboursé chaque année 20 % des lots et primes sortis au tirage pendant la période intermédiaire. Enfin le surplus de l'allocation est employé en rachats en bourse, il y a donc trois comptes d'amortissement des lots turcs : les tirages 58 %, le compte spécial 20 % et le compte rachat.

Leur allocation en 1902-1903 comprend :

a) 1 1/4 % de leur capital réduit	195.407
b) Part de l'amortissement extraordinaire	
série D.	12.091
c) Part de l'amortissement série A éteinte.	1.031
d) Part sur les intérêts du capital prescrit.	2.312
	210.841

Le tableau suivant montre quelle était au milieu du 22^e exercice, c'est-à-dire au 1/14 septembre 1903, la situation de l'amortissement de la dette publique d'après les éléments qui viennent d'être déterminés. On voit qu'en 20 ans le Conseil de la Dette avait amorti 26.768.247 Ltq, soit 23,04 % du capital inscrit au Grand Livre ; il restait à amortir Ltq 89.366.816.

C'est à partir de ce moment que va commencer à fonctionner le nouveau régime établi par le décret de conversion de 1903.

CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE

Compte général de l'amortissement au 1/11, septembre 1903

GROUPES	CAPITAL inscrit au g ^d Livre Liq	CAPITAL AMORTI			SOLDE en circulation au 1/11 sept. 1903
		Liq (2)	Total	Prix moyen Liq (1)	Proportion o/o
1 ^{er} groupe — Série A...	7.831.869,633	o) e) 7.666.164,000 165.705,633	7.831.869,633	45,35 57,37	100,00
2 ^e — Série B...	11.049.307,412	o) e) 4.810.850,000 2.080.434,175	6.694.284,175	45,61 45,66 39,30	62,37
3 ^e — Série C...	33.604.176,373	o) e) 2.632.542,000 3.617.164,372	6.249.706,372	28,89 25,04	18,59
4 ^e — Série D...	48.017.161,771	o) e) 62.304,000 3.549.334,496	3.614.365,496	30,92 22,93	7,52
TOTAL des Séries....	100.502.515,189		24.584.495,676	23,06	
Lots Turcs 58 o/o... » 20 o/o... » Rachats..	43.632.547,700	641.215,856 121.815,144 4.420.720,030	2.183.751,030		13,96
TOTAL.....	116.135.062,889		26.768.246,706		23,04

(1) Y compris change, courtage et commission.

(2) o) amortissement ordinaire.

e) » extraordinaire.

CHAPITRE V

LA CONVERSION DE 1903

Si l'amortissement a été rapide pendant cette période de 20 ans et a augmenté régulièrement chaque année, il n'en a pas été de même du taux de l'intérêt qui jusqu'en 1903 était resté fixé invariablement à 1 % ; la dernière année seulement le Conseil était arrivé à le porter à 1 1/4 % après avoir dû briser par voie d'arbitrage la résistance du gouvernement. C'est là que commence à apparaître un défaut du décret de Mouharrem. Il stipule, en effet, que le taux de remboursement sera de :

66 %	quand l'intérêt sera de 1 %	
75 %	—	1 à 3 %
et 100 %	—	3 à 4 %

Or le fait d'élever le taux de l'intérêt de 1 % à 1 1/4 % élève le taux de remboursement de 9 % et rend plus difficile l'amortissement ; de plus l'élévation de l'intérêt fera monter les cours et les rachats en bourse deviendront plus onéreux. Il est évident que le gouvernement désireux d'amortir sa dette pour recouvrer la disponibilité des

revenus concédés, retardera autant qu'il le pourra l'augmentation de l'intérêt. Les auteurs du décret avaient cru pallier à cet inconvénient en intéressant le Trésor aux plus-values de recettes ; lorsque celles-ci permettraient de servir un intérêt de 4 % aux séries et un amortissement de 1 %, tout l'excédent devait revenir au Trésor. Mais c'était là une éventualité beaucoup trop lointaine pour inciter le gouvernement à élever le taux de l'intérêt pour accélérer ainsi la période de bénéfices, et même à augmenter les ressources du Conseil de la Dette. Celui-ci en effet avait grand besoin d'un secours plus effectif du gouvernement pour l'aider à combattre la contrebande si active en matière de sel et de tabac, pour élaborer une nouvelle loi des patentes et obtenir le relèvement des droits de douanes.

Ces deux dernières réformes se heurtaient à la mauvaise volonté des puissances, intéressées au *statu quo* et la Sublime Porte montrait peu d'empressement pour obtenir des améliorations dont le bénéfice immédiat serait réservé aux porteurs de la Dette. Nous avons vu comment par esprit de conciliation, le conseil fut amené à abandonner au Trésor 75 % de la surtaxe douanière 3 %.

Un autre défaut du décret consistait dans ce fait que les garanties données aux porteurs en 1881, alors que la dette dépassait 116 millions de livres turques, restaient constantes jusqu'à l'extinction complète des obligations, elles ne diminuaient pas au fur et à mesure des amortissements et le montant des revenus concédés devait brusque-

ment faire retour au Trésor lors de l'expiration de la dette convertie.

Enfin il y avait un contraste choquant entre la prospérité du budget de la Dette qui voyait ses recettes augmenter tous les ans et la pénurie de celui de l'État qui ne profitait nullement de la plus-value des impôts concédés.

Les deux parties en cause avaient donc intérêt à modifier le régime existant. On envisagea la possibilité d'une conversion de la dette en un type unique. Le gouvernement s'adressa à M. Rouvier, président de la Banque française pour le commerce et l'industrie à Paris. Celui-ci présenta un projet portant unification de la dette en un seul type à intérêt de 4 % et 0,75 % d'amortissement ; le gouvernement devait garantir l'annuité nécessaire, soit 2.289.000 Ltq. ; l'excédent des recettes serait partagé entre le gouvernement et le Conseil à raison de 75 % pour le premier et 25 % pour le second. Le gouvernement ottoman refusa ce projet ne voulant pas garantir l'annuité. Il accepta un autre projet présenté par un consortium de Banques, comprenant la Banque Ottomane, le Comptoir d'Escompte, la Banque Française pour le commerce et l'industrie ; la garantie du gouvernement était remplacée par la constitution d'un fonds de réserve important, alimenté en partie par une subvention du gouvernement. Ce projet gardait les bases de celui de M. Rouvier, 4 % d'intérêt et amortissement réduit à 0,45 %, enfin partage de l'excédent.

Les négociations aboutirent en juin 1903 ; le projet

reçut l'approbation des porteurs ; la seule opposition vint des délégués anglais hostiles en principe à toute conversion. Il fut sanctionné par le décret-annexe du 1/14 septembre 1903.

Ce texte ne change rien aux organes créés par le décret de Mouharrem, il conserve sans modifications le Conseil de la Dette et les revenus concédés qui restent soumis aux règles primitives.

Les séries B. C. D. sont supprimées et remplacées par l'émission de 1.488.126 obligations nouvelles représentant un capital nominal de 32.738.772 Ltq (744.063.000 fr.). Le capital de la dette est singulièrement réduit, puisque au 1/14 septembre 1903 il restait à amortir 75.918.020 Ltq sur les 4 séries, sans compter les Lots turcs. Par contre les nouvelles obligations reçoivent un intérêt de 4 % au lieu de 1 %, payable sur les recettes nettes des revenus concédés et à défaut par un prélèvement sur le fonds de garantie. L'amortissement est de 0,45 % au lieu de 0,25 %. L'échange des obligations se fait sur les bases suivantes :

SÉRIES	ANCIENNES OBLIGATIONS		NOUVELLES OBLIGATIONS		
	CAPITAL	INTÉRÊTS	CAPITAL	INTÉRÊTS	
	Fr.		Fr.	au Pair	au taux d'échange
B	100	1 0/0	70 »	4 0/0	2 80 0/0
C	100	1 0/0	42 »	4 0/0	1 70 0/0
D	100	1 0/0	37 50	4 0/0	1 50 0/0

Le capital des séries est ainsi modifié :

SÉRIES	CAPITAL ANCIEN	TAUX D'ÉCHANGE	CAPITAL CONVERTI
	Ltq.		Ltq
B	4.158.023	70 o/o	2.910.616
C	27.354.470	42 o/o	11.488.877
D	44.405 527	37 50 o/o	16.652.072
TOTAL..	75.918.020		31.051.565
Frais de conversion			1.687.207
Total de la Dette convertie.....			32.738.772

Sur les recettes nettes des revenus concédés on prélève :

1° L'annuité de Ltq 430.500 des obligations de Priorité 4 % restées en dehors du nouvel arrangement.	Ltq	430.500
2° La somme nécessaire à l'intérêt 4 % de la dette unifiée		1.309.551
3° L'amortissement ordinaire de la dette unifiée à raison de 0,45 %.		147.324
4° L'annuité fixe réservée aux Lots turcs. .		270.000
	Ltq	2.157.375

Pour garantir cette annuité il est constitué un fonds de réserve comprenant :

1° Les sommes existant au 1/14 septembre 1903 au

compte « fonds de réserve pour augmentation du taux de l'intérêt », elles s'élevaient à Ltq 850.000 ;

2° 300.000 Ltq à prélever sur le produit des nouvelles obligations ;

3° 150.000 Ltq à verser par le gouvernement en 10 annuités de 15.000 Ltq ;

4° Les intérêts dudit fonds de réserve.

Le maximum est fixé à deux millions de livres ; quand il aura atteint ce chiffre, ses intérêts entreront dans les recettes générales de la Dette ; il sera réduit à 1 million de livres quand le capital de la dette aura diminué de moitié, c'est-à-dire sera ramené à 16 millions de livres.

Si les recettes nettes sont insuffisantes pour couvrir l'annuité de Ltq 2.157.375, la différence sera prélevée sur les intérêts puis sur le capital du fonds de réserve, lequel sera reconstitué au moyen des 25 % revenant au conseil sur le compte « Excédents de revenus. »

En effet les recettes nettes qui dépasseront l'annuité de Ltq 2.157.375 seront versées au compte « Excédents de revenus » partagé à raison de 75 % au gouvernement et 25 % à la Dette. Ces 25 % revenant à la Dette sont répartis à raison de 40 % aux Lots turcs et 60 % à l'amortissement extraordinaire de la dette unifiée qui comprend en outre les intérêts des titres amortis. Eventuellement ces 60 % serviraient à reconstituer le capital du fonds de réserve.

Les Lots turcs sont soumis à un régime nouveau. Nous

avons vu que d'après le décret de Mouharrem ils recevaient :

1° 1 % de leur capital réduit (1).	Ltq 156.325
2° Une part dans l'amortissement extraordinaire série D.	12.091
3° Une part dans l'amortissement extraordinaire série A.	1.031
4° Une part dans les intérêts du capital prescrit	2.312
	Ltq 171.759

répartis en 3 comptes : 58 %, 20 % et compte rachats.

Le décret de 1903 remplace ces différentes allocations par une annuité fixe de 270.000 Ltq; ils bénéficient en plus des sommes provenant des primes et amortissements des lots rachetés et enfin de 40 % des excédents de revenus alloués à la Dette. Les lots sortis aux tirages sans primes sont remboursés à raison de 60 %, soit 240 francs les titres de 400 francs et à raison de 100 % les lots sortis avec primes. S'il reste des excédents sur la dotation des Lots tures, ils sont employés à des rachats en bourse au cours maximum de 240 francs. Le gouvernement a toujours le droit d'anticiper les tirages en respectant leur ordre chronologique; les lots ainsi sortis sont payés 240 francs, les lots primés sont remboursés au pair en

(1) Sauf en 1902-1903 où ils ont eu 1 1/4 %

déduisant l'escompte de 3 % pour la période d'anticipation.

Tel est le régime institué par le décret annexe du 4/14 septembre 1903 ; c'est celui qui préside aujourd'hui au règlement de la dette publique ottomane. Cependant il faut encore signaler la conversion des obligations de Priorité 4 % décidée le 8, 21 juin 1906 et commencée à partir du 16 juillet. C'était chose facile puisqu'il n'y avait aucune différence dans le traitement de ces obligations et de celles de la dette unifiée ; à cet effet il a été émis un capital de 9.537.000 Ltq d'obligations nouvelles qui, ajoutées au capital de Ltq 32.738.772, portent la dette unifiée à Ltq 42.275.772. L'annuité de 430.500 Ltq affectée aux Priorités est ajoutée à celle de la dette et le total de 2.157.375 Ltq nécessaire au service de cette dernière n'est pas modifié.

Nous avons ainsi tous les éléments qui nous permettront d'étudier le règlement du dernier exercice écoulé, le 28^e exercice 1909-1910, et de voir quelle était la situation de la dette ottomane au 4/14 mars 1910.

Le total des revenus de l'exercice était	
de	Ltq 4.551.727
dont il faut déduire les frais, débours et	
rétrocession du Reftieh.	645.428

Il reste un total net applicable au service	
de la dette de	3.906.299

L'annuité nécessaire à la dette est de . . .	2.157.375
--	-----------

Il reste un excédent de	Ltq 1.748.924
-----------------------------------	---------------

qui comprend : 1° l'excédent des revenus

concedés Ltq 705.931

2° la surtaxe douanière 3 % 1.042.993

Total « Excédent de revenus » . . . 1.748.924

à répartir conformément au décret-annexe entre le gouvernement et la dette à raison de :

75 % au gouvernement. Ltq 1.311.693

25 % à la dette publique dont :

40 % aux Lots turcs . 174.892

60 % pour l'amortissement
extraordinaire . . 262.339

437.231

Total égal. . . 1.748.924

L'annuité du service de la dette se décompose ainsi :

1° Intérêt de la Dette unifiée se montant à

42.275.772 Ltq Ltq 1.691.031

2° Amortissement ordinaire 0,45 % . . . 196.344

3° Annuité fixe des Lots turcs 270.000

2.157.375

L'amortissement comprend en 1909-10 :

1° L'amortissement ordinaire . . . Ltq 196.344

2° L'amortissement extraordinaire (60 % de
l'excédent). 262.339

3° Les intérêts des titres amortis. . . . 127.151

585.834

Le capital de la dette unifiée étant fixé depuis la conversion des Priorités en 1906 à . . . Ltq 42.275.772
 il a été amorti jusqu'au 28/13 mars 1910 . 2.345.046

 Il reste à amortir à cette date . . . 39.930.726
 soit 909.621.938 francs.

Le montant des sommes attribuées aux Lots turcs se compose de :

1° L'annuité fixe	Ltq 270.000
2° Les primes et amortissements de lots rachetés	15.958
3° 40 % de l'Excédent de revenus	174.892
4° Le solde actif de l'exercice précédent. . .	25.354
	486.204

Sur un nombre de lots émis de. . . .	4.980.000 lots
il en a été amorti par tirage . 143.550	
— annulé après rachat. 320.256	
	463.766

Il reste en circulation au 28/13 mars 1910	4.516.234 lots
--	----------------

Rétrocession du Reflích.....		LIVRES TURQUES	LIVRES TURQUES
<i>Frais et Débours</i>		50.000	
Frais de la Direction générale.....			1.147.237 72
— des Provinces.....			288.270 76
— du Conseil.....			381.979 22
Débet des Provinces.....			38.385 44
			87.803 47
			128.945 02
TOTAL des frais et débours....			2.072.621 63
<i>Application au service de la Dette</i>			
Annuité de la Dette convertie unifiée....			1.042.992 71
— des Lots Turcs.....			250.656 06
Ensemble pour le service de la Dette....			750.000 00
			145.883 32
			114.019 74
			102.596 00
			50.000 00
			4.794 08
			7.262 66
			3.012 31
TOTAL.....		2.157.375 35	2.471.216 88
		2.802.803 24	4.542.838 51
		4.748.923 40	7.888 13
TOTAL GÉNÉRAL.....		4.551.726 64	4.551.726 64

Réglement du Compte « Excédent de Revenus »		LIVRES TURQUES	LIVRES TURQUES
Excédent de 1325 { Surtaxe douanière 3 %.....			782.244 53
Revenus concédés.. {			529.448 02
			260.748 18
			176.482 67
TOTAL.....			1.748.923 40

Depuis l'unification de la Dette en 1903, les comptes Excédents de revenus ont atteint :

ANNÉES	Sur Revenus concédés	Sur surtaxe douanière	TOTAL
	Ltq	Ltq	Ltq
1903-1904	518	»	518
1904-1905	336.101	»	336.101
1905-1906	500.182	»	500.182
1906-1907	495.835	»	495.835
1907-1908	606.102	544.988	1.151.090
1908-1909	482.648	918.458	1.401.086
1909-1910	705.930	1.042.992	1.748.922
TOTAL....	3.127.316	2.506.418	5.633.734

La répartition de ces excédents a donné :

75 % au gouvernement	4.225.301
25 % à la Dette Publique	1.408.433
	<u>5.633.734</u>

La part de la Dette Publique a été employée :

60 % à l'amortissement extraordinaire.	845.060
40 % au service des Lots turcs.	563.373
	<u>1.408.433</u>

Enfin c'est au cours de cet exercice que le fonds de réserve a atteint la somme de 2 millions de Ltq, maximum fixé par

le décret annexe. Donc à partir de l'exercice 1910-1911, les intérêts de ce fonds entreront dans les recettes générales du Conseil qu'elles grossiront de 75.000 Ltq environ ; et le gouvernement retrouvera la disposition des 15.000 Ltq qu'il versait annuellement pour la constitution de ce fonds.

La conversion de 1903 a été une heureuse opération, avantageuse pour les deux parties intéressées. Le Trésor y gagne une part dans les bénéfices qui est loin d'être négligeable puisqu'en 1909-1910 elle a dépassé 1 million 300.000 Ltq ; c'est là un revenu assuré, perçu par la dette publique avec toutes les garanties qui caractérisent ses perceptions, et pouvant servir de gage à un emprunt. Le Trésor voit en outre le capital de sa dette réduit de plus de moitié, en même temps que la marche de l'amortissement est accélérée, le taux en étant porté de 0,25 à 0,45 %.

Les porteurs reçoivent un intérêt plus élevé qui, suivant les séries, est porté pour un même capital de 1 % à 2,80 % (série B), 1,70 % (série C) et 1,50 % (série D) ; ils y trouvent en outre ce grand avantage que l'État devient en quelque sorte l'associé du Conseil de la Dette, il est donc intéressé à l'accroissement du revenu brut, il va être incité, pour augmenter les bénéfices à partager, à faciliter la rentrée des revenus concédés, à combattre la fraude et la contrebande, à obtenir des Puissances étrangères les modifications d'impôts dont nous avons parlé, enfin à améliorer la situation économique du pays.

CHAPITRE VI

EXTENSION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL

Le Conseil de la dette depuis sa création a donné les meilleurs résultats : la plus grande régularité a toujours présidé à l'encaissement des produits et à leur application au service de la dette. Le résultat le plus heureux de sa gestion a été de relever le crédit de la Turquie en rendant confiance aux créanciers ; il faut l'attribuer certainement à l'administration sage et prudente du Conseil, jointe à une connaissance profonde des ressources du pays, mais aussi à son indépendance vis-à-vis du gouvernement ottoman, à ce fait que les revenus encaissés par lui parvenaient directement aux porteurs, sans traverser les caisses du Trésor, sans courir le risque d'être détournés de leur destination primitive par une administration toujours besogneuse. Le Conseil offrait aux créanciers plus de sécurité que le ministre des finances. Aussi ce dernier eut-il l'idée de recourir à lui pour se servir de son crédit et de son organisation assez complète dans les provinces.

Dès 1888 le Conseil accepta de se charger de la

perception de la surtaxe de $1\frac{1}{2}\%$ sur la dîme des soies et des tabacs (Hissei-Yané) destinée $\frac{2}{3}$ à la Banque agricole et $\frac{1}{3}$ à l'Instruction publique. Il sortait de son rôle primitif, mais comme il percevait déjà la dîme des soies et des tabacs, il était assez naturel de lui confier la perception de cette surtaxe qu'elle devait effectuer sans frais supplémentaire. La même année, une ligne de chemins de fer de Haïda Pachar à Ismidt était concédée à un groupe de banquiers représentés par le Deutsche Bank ; le gouvernement accepta de garantir un revenu brut kilométrique gagé sur le produit des dîmes des provinces traversées par la ligne. On proposa, pour donner plus de sécurité à la Compagnie nouvelle, de confier la perception de ces dîmes à la Dette publique. Depuis, cette clause a été insérée dans tous les contrats de concession et aujourd'hui le Conseil contrôle presque toutes les recettes affectées aux garanties de chemins de fer. Enfin pour un certain nombre d'emprunts postérieurs à 1881, il a été stipulé que les revenus servant de gage à l'annuité seraient gérés par la Dette.

Mais il est bien spécifié qu'aucune confusion ne sera possible entre les « revenus concédés » et les « revenus gérés » ; ils donnent lieu à deux comptes distincts n'ayant aucun rapport entre eux, car on n'a pas voulu modifier les conventions existantes, il ne fallait pas que la situation des porteurs de la dette convertie fût amoindrie du fait des nouveaux emprunts. Le Conseil a vu étendre ainsi singulièrement ses attributions ; les revenus gérés s'élèvent

aujourd'hui à plus de la moitié des revenus concédés. En 1909-1910 :

Les revenus gérés atteignent	Ltq	2.856.316
Les revenus concédés		<u>4.551.727</u>
soit 61, 31 %		7.408.043

Ce service n'est pas fait gratuitement, le Conseil perçoit une commission de 5 % sur les produits encaissés ce qui représente 132.045 Ltq.

Le produit de cette commission est ainsi réparti :

71 % pour améliorer le traitement des employés de la Dette ;

18 % pour solder les frais divers ;

2 % pour augmenter la caisse de secours et pensions ;

9 % restent à la disposition du Conseil.

On peut répartir les revenus gérés en 3 catégories :

1° Revenus gérés pour le compte des nouveaux emprunts ;

2° Revenus gérés pour le compte des compagnies de chemins de fer ;

3° Revenus gérés pour le compte du gouvernement.

A. — REVENUS GÉRÉS POUR LE COMPTE DE NOUVEAUX EMPRUNTS

Ces emprunts dont le service est assuré par le conseil de la dette au nombre de 6 :

1. *Emprunt 5 % 1888 dit Emprunt Pêcheries*, émis pour un capital de 30 millions de mark (Ltq 1.650.000) à 5 % amortissable en 25 ans, il a été conclu avec la Deutsche Bank à 77 %. Il a été converti en 1903 en un nouvel emprunt 4 % moyennant une augmentation du capital porté à 48.960.000 mark (Ltq 2.640 000). L'intérêt de 4 % et l'amortissement de $1\frac{1}{2}$ % demandent une annuité de 118.800 Ltq garantie par les droits suivants perçus dans les localités autres que celles où ils ont été déjà concédés à la Dette par le décret de Mouharrem : droits de pêche (d'où le nom d'emprunt Pêcheries), droits sur les permis de chasse et de pêche, droits sur la vente du Tumbeki, dîme sur les soies, part du gouvernement dans le timbre à surcharge, 30.000 Ltq sur la dîme des céréales de Smyrne. Le montant des revenus affectés à cette annuité devra dans tous les cas être maintenu à la somme nominale de 138.000 Ltq.

En 1909-10 le Conseil a encaissé pour cet emprunt 271.053 Ltq; depuis 1888 il a été amorti 105.424 Ltq; il en reste 2.534.576 à amortir.

2. *Emprunt Osmanie 1890*. — Conclu avec la Banque ottomane le 18/30 avril 1890 au capital de Ltq 4.999.500 en 227.250 obligations de 22 Ltq portant intérêt à 4 % et et 1 % d'amortissement. L'annuité nécessaire est de 249.975 Ltq gagée sur les dîmes des céréales des sandjaks suivants :

Brousse	42.000 Ltq
Kara Hissar	42.000
Karassi	77.000
Kir-Chehir	16.000
Césarée	14.000
Yozgad	40.000
Sur le produit des Douanes	80.000
	311.000

Les encaissements de 1909 ont été de. 449.250 Ltq

L'amortissement depuis 1880 de . . . 1.509.200

Il reste à amortir 3.490.300 Ltq

3. *Obligations ottomanes 5 % 1896.* — Emprunt conclu le 29/12 mars 1896 pour un capital nominal de 3.272.720, en 148.760 obligations de 22 Ltq (500 francs). L'intérêt est 5 % et l'amortissement 1/2 % l'annuité de 180.000 Ltq.

Les revenus affectés sont :

La taxe des moutons (aghnam) de Aïdin	40.000
La taxe des moutons (aghnam) de Huda-	
vendighiar	40.000
La taxe des moutons (aghnam) de Salo-	
nique	40.000
Les dîmes de la vallonée (glands), de	
l'opium et de l'huile d'olive à Brousse et	
Smyrne	80.000
	Ltq 200.000

Encaissements en 1909	Ltq	247.706
Capital amorti.		289.300
Reste à amortir		2.983.420

4. *Emprunt 4 % 1901-1905.* — Conclu avec la Banque ottomane le 21 novembre 1901, au capital de 1.254.000 Ltq à 5 % d'intérêt et 1 % d'amortissement ; converti en 1903 à 5 % et porté au capital de 2.666.664. Ltq et au capital de 5.306.664 Ltq en 1905 en 241.212 obligations 4 % et 1/2 % d'amortissement. L'annuité de 238.000 Ltq est gagée.

a) Sur les dîmes de Mentéché, Aïntab et plusieurs autres pour un total de Ltq 82.700

b) Une surtaxe de 1/2 % prélevée par le Conseil sur les dîmes dont il a la gestion 70.000

c) Un prélèvement sur les douanes de Salonique, Smyrne, Andrinople, Brousse et Beyrouth après les 390.000 Ltq affectées au service de l'emprunt douanes 4 % 1902 122.000

Ltq 274.700

Les encaissements de 1909 ont été de Ltq 165.608

Les amortissements depuis l'émission 123.420

Il reste à amortir 5.183.244

5. *Emprunt 4 % 1903 du chemin de fer de Bagdad première série.* — Conclu le 20/3 mars 1903 avec la Société des chemins de fer d'Anatolie, au capital de 2.376.000 Ltq à 4 % avec un amortissement en 98 ans soit 0,085 %. L'annuité de 97.120 Ltq est assurée par les dîmes de :

Alep et Ourfa.	70.000
Aïdin et Bagdad	24.000
Diarbekir et Mossoul	12.000
	106.000

Cette annuité sert à garantir le paiement de la redevance kilométrique de 11.000 francs pour la première section de 200 kilomètres du chemin de fer de Bagdad. L'ouverture à l'exploitation des 200 premiers kilomètres a eu lieu le 25 octobre 1904.

Le Conseil a encaissé en 1909-10 Ltq 115.800, les amortissements ont été de 15.642 Ltq.

6. *Emprunt 4 % 1905 (Tedjhizat Askerié).* — Conclu avec la Deutsche Bank le 4/17 avril 1905 pour un capital de 2.640.000 Ltq. L'intérêt est de 4 % et l'amortissement de 1/2 %. L'annuité est de 118.800 Ltq assurée par la totalité de la surtaxe de 6 % applicable aux revenus gérés par la dette pour le service des 5 emprunts précédents soit Ltq 90.000

A Reporter. 90.000

<i>Report</i>	90.000
et 2° par un prélèvement sur le droit que l'Administration des Douanes perçoit pour le compte de la Caisse du Tedjhizat- Askerié.	30.000
Il est destiné à des dépenses d'équipe- ments militaires	120.000
Encaissements de 1909-1910 Ltq	166.867
Il a été amorti depuis 1903	83.556

Voici la situation au 1/14 mars 1910 des emprunts gérés
par le Conseil :

Situation des emprunts gérés par le Conseil au 1/14 mars 1910 (1)

EMPRUNTS	CAPITAUX ÉMIS Liq	ANNUITÉS Liq	RECETTES BRUTES 1909-1910	CAPITAUX AMORTIS au 1/14 mars 1910	RESTE A AMORTIR
Emprunt Pêcheries 4 % 1903	2.640.000	118.800	271.053	105.424	2.534.576
Emprunt Osmanié 4 % 1890	4.999.500	249.975	449.250	1.509.200	3.490.300
Obligations Ottomanes 5 % 1896 . . .	3.272.720	180.000	247.706	289.300	2.983.420
Emprunt 4 % 1901-1905	5.306.664	238.800	165.608	123.420	5.183.244
Bagdad 1 ^{re} série 4 % 1903.	3.376.000	97.120	115.800	15.642	2.360.358
Tedjizal-Askerié 4 % 1905.	2.640.000	118.800	166.867	83.556	2.556.444
TOTAL. . .	21.231.884	1.003.493	1.416.284	2.126.542	19.108.342

(1) Extrait du Rapport général sur la gestion des Dîmes, Agnams et revenus divers par la Dette Publique Ottomane. Exercice 1326 (1909-1910).

B. — ENCAISSEMENTS EFFECTUÉS POUR LE COMPTE
DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

1. *Chemins de fer d'Anatolie. — Ligne Haïdar-Pacha Angora.* — En vertu de la convention du 22/4 octobre 1888, cette ligne d'une longueur de 578 kilomètres, est assurée pendant 99 ans d'un revenu brut kilométrique de 10.300 francs sur la section Haïdar-Pacha Ismidt 92 kil. et de 15.000 francs sur la section Ismidt Angora 486 kil.

Sont affectées à la garantie les dîmes des sandjaks traversés : Ismidt, Erthogroul, Kutahia et Angora.

Le Conseil a encaissé en 1909-10 302.307 Ltq, il a payé comme garantie 134.794 Ltq, l'excédent soit 121.883 a été reversé au Trésor, après déduction des frais et de la commission de 5 % du Conseil.

2. *Ligne Eski-Chehir-Koniah*, 445 kil., concédée à la même Compagnie des chemins de fer d'Anatolie le 3/15 février 1893 pour 99 ans, elle jouit d'une garantie kilométrique annuelle de 13.727 francs par kilomètre exploité, gagée sur les dîmes des sandjaks de Trébizonte et de Gumuchhané. En 1909-10 il a été encaissé 119.522 Ltq et payé en garantie 131.745 Ltq : le gouvernement a dû parfaire la différence.

3. *Chemins de fer ottomans Salonique-Monastir*, 218 kil. concédés en 1890; on leur garantit un revenu brut de

14.300 francs par kilomètre exploité, au moyen des dîmes de Salonique et de Monastir. Le Conseil a perçu en 1909 226.794 Ltq et versé en garantie 6.700 Ltq.

4. *Ligne de Jonction Salonique-Constantinople*, 510 kil. concédée en 1892 pour 99 ans; la garantie est de 15.500 fr. par kilomètre; sont affectées à cette garantie les dîmes des sandjaks traversés : Gumuldjina, Drama, Dedeagatch et l'excédent des dîmes de Salonique et de Monastir.

En 1909-10 le Conseil a perçu 199.436 Ltq et payé à la Compagnie 209.389 Ltq. Le Trésor a supporté la différence plus les frais et la commission du Conseil.

5. *Chemins de fer Smyrne-Cassaba et prolongements.* — Cette ligne se compose de deux tronçons soumis à un régime de garantie différent :

a) Smyrne-Cassaba à Ala-Chehir 266 kil.

b) Ala-Chehir à Afiun-Karahissar 234 kil.

517 kil.

Le premier tronçon reçoit une annuité forfaitaire de 2.310 000 francs (101.404 Ltq) pour toute la durée de la concession, couverte par les recettes brutes et la dîme de Aïdin.

Le second tronçon a une garantie de 18.884 francs par kilomètre exploité, assurée par le produit des dîmes des sandjaks traversés. Le Conseil a encaissé en 1909 320.043 Ltq et versé 168.657.

6. *Chemins de fer Damas Hama et prolongement jusqu'à Alep et Biredjik et éventuellement jusqu'à Telek sur l'Euphrate.*

— Il n'y a aujourd'hui que 331 kilomètres d'ouverts à l'exploitation. La Compagnie est assurée d'un revenu brut de 12.500 francs par kilomètre exploité, gagé sur les dîmes des sandjaks traversés. En 1900 un acte additionnel porte la garantie à 15.000, réduite à 13.600 francs en 1905. La section Hama Alep a été ouverte en 1906. Les revenus bruts des dîmes données en garantie ont été de 187.677 Ltq en 1909, et la garantie a demandé 97.624 Ltq.

Voici le tableau des garanties dont le service est fait par le Conseil, au 1/14 mars 1910 :

LIGNES	LONGUEUR EXPLOITÉE Kil.	GARANTIE KILOMÉTRIQUE Fr.	RECETTES BRUTES Ltq.	GARANTIES PAYÉES Ltq.
Haidar-Pacha-Angora	578 { 92 486 }	10.300 15.000	302.307	112.373
Eski Chehir Koniah	445	13.727	119.522	131.745
Salonique Monastir	219	14.300	226.794	6.701
Jonction Salonique Constantinople	510	15.500	199.436	209.389
Smyrne Cas-aba	517 { 266 251 }	2.310.000 (1) 18.881	320.043	168.657
Damas Hama	331	13.600	187.677	97.624
TOTAL. . .	2.600	(1) à forfait	1.355.779	726.499

C. — ENCAISSEMENTS EFFECTUÉS POUR LE COMPTE
DU GOUVERNEMENT.

1. *Hisseï-Yané*. — En 1888 le gouvernement voulant favoriser le développement de la Banque agricole et étendre l'instruction publique, créa sous le nom d'*Hisseï-Yané* une surtaxe de $1\frac{1}{2}\%$ sur la dîme des soies et celle des tabacs qui se trouvent ainsi portées à $11\frac{1}{2}\%$. Il a chargé le conseil de percevoir ces surtaxes en même temps que les dîmes elles-mêmes; il en repartit le montant entre la Banque agricole ($\frac{2}{3}$) et le ministère de l'Instruction Publique ($\frac{1}{3}$). Depuis 1895 l'encaissement de la surtaxe de la dîme des tabacs est effectué par la Régie coïntéressée et versé à l'administration de la Dette qui la tient à la disposition du gouvernement. Les recettes ont été en 1909-1910 :

Surtaxe sur les soies	30.951 Ltq
Surtaxe sur les tabacs. . . .	38.118
	69.069 Ltq
Dont $\frac{2}{3}$ à la Banque agricole	46.046 Ltq
Dont $\frac{1}{3}$ à l'Instruction publique	23.023
	69.069 Ltq

2. *Dîmes secondaires*. — Le conseil perçoit en outre certaines dîmes secondaires non affectées à un service spécial, sur les vallonnées, l'opium, la gomme, etc., dans

les sandjaks dont les dîmes principales sont déjà perçues par lui. Il en verse le montant au gouvernement après avoir prélevé les frais de perception et sa commission. En 1909-1910 il a perçu 15.184 Ltq et versé 14.393 Ltq au gouvernement.

Voici pour 1909-1910 la situation résumée des revenus gérés par le conseil en dehors de ses attributions primitives, avec les commissions perçues par lui et les affectations des sommes encaissées aux garanties kilométriques de chemins de fer ou aux annuités d'emprunts.

SERVICES	RECETTES BRUTES Ltq	COMMISSIONS PERÇUE Ltq	AFFECTATIONS Ltq
Emprunts	1.416.284	63.246	1.140.910
Garanties kilométriques . .	1.353.779	67.756	726.499
Encaissements p. Malié . .	84.253	1.043	69.069
TOTAL. . .	2.856.316	132.045	1.936.478

L'excédent des recettes brutes après prélèvement des frais de perception, de la commission du Conseil et des sommes nécessaires au service des emprunts et des garanties kilométriques, est reversé au gouvernement, qui a touché ainsi 980.863 Ltq en 1909-1910.

On voit que le Conseil perçoit pour des services autres que celui de la dette convertie, une somme qui dépasse la

moitié de ses encaissements principaux. Il rend ainsi un grand service au trésor, car ces perceptions supplémentaires se font sans beaucoup de frais en même temps que les encaissements analogues du Conseil; tandis que ces mêmes sommes, perçues directement par le trésor, nécessiteraient une organisation coûteuse fonctionnant à côté de la première, ce qui réduirait d'autant les recettes nettes. De plus l'administration de la Dette, dont la scrupuleuse probité est connue et appréciée dans le pays, donne aux populations et surtout aux créanciers étrangers, la certitude qu'aucune partie des sommes encaissées n'a été gaspillée ou détournée avant d'arriver à sa destination définitive. Ainsi le plus grand bienfait de cette gestion accessoire du Conseil a été d'inspirer confiance aux porteurs des nouveaux emprunts et aux obligataires des Compagnies de chemin de fer; son intervention a été des plus fécondes en facilitant la création des différentes voies ferrées qui sont aujourd'hui le seul outillage économique dont dispose la Turquie.

Le gouvernement jeune turc prétend s'affranchir de cette sorte de conseil judiciaire qu'est pour lui l'administration de la Dette, et émettre ses emprunts directement sans passer par son intermédiaire. C'est là sans doute une aspiration généreuse d'un gouvernement nouveau qui rêve de compléter l'indépendance du pays, et qui veut de bonne foi se montrer décidé à tenir ses engagements, sans y être contraint par une administration semi-étrangère.

L'avenir nous dira dans qu'elle mesure ces promesses auront été réalisées ; mais les difficultés qu'il vient de rencontrer dans le placement de l'emprunt 1910 pourraient être pour lui une indice qu'il est peut-être prématuré de se priver dès maintenant de cette garantie.

Quoi qu'il en soit, l'administration de la Dette Publique Ottomane a été depuis près de trente ans un précieux auxiliaire pour le gouvernement, elle a été la pierre angulaire du crédit de la Turquie. En outre elle fonctionne à côté des administrations turques et par ses habitudes d'ordre, de régularité et de rigoureuse intégrité, bien qu'elle soit composée en grande majorité de sujets ottomans, elle donne l'exemple d'une gestion financière au dessus de tout soupçon ; elle peut être ainsi, pour nombre de fonctionnaires, une excellente école.

Durant ses trente ans d'existence, elle a su rétablir le crédit de la Turquie singulièrement compromis et gagner la confiance tant du gouvernement ottoman que des capitalistes étrangers. Le commandant Berger déclarait solennellement il y a une douzaine d'années : « La preuve est faite que cette institution repose sur des bases si larges et si solides qu'elle n'a rien à redouter des plus inattendus caprices de l'avenir. »

LIVRE III

Les Finances Publiques

LIVRE III

Les Finances Publiques.

Les Finances publiques gérées par le Ministre des finances, se trouvent passablement réduites par l'organisation qui dessaisit le gouvernement de la gestion d'une partie de ses recettes et de ses dépenses pour la confier à l'administration de la Dette. Les revenus ainsi concédés et les revenus gérés par le Conseil se sont élevés en 1909-1910 à Ltq 7.408.000 livres turques soit à peu près un quart du budget total de trente millions de livres. Et il faut remarquer que si depuis 30 ans, ce quart du budget, entre les mains de la Dette, a été géré avec beaucoup de sagesse et de régularité, on ne saurait en dire autant des trois autres quarts ; pendant tout le règne d'Abd-ul-Hamid ils ont été la proie convoitée par tous ceux qui de près ou de loin touchent à l'administration en Turquie et le butin partagé par un petit nombre d'entre eux.

On peut distinguer dans la gestion des finances publiques depuis 1881 deux phases très différentes : le règne d'Abd-ul-Hamid, triomphe du despotisme politique et de la

dilapidation financière, et le nouveau régime datant de la révolution de 1908, marqué par l'essai loyal et méritoire d'une réorganisation complète dans laquelle les réformes financières tiennent la première place.

TITRE PREMIER

Le Règne d'Abd-ul-Hamid

CHAPITRE PREMIER

L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

Le début du règne d'Abd-ul-Hamid avait donné de grandes espérances au parti libéral, confirmées par la promulgation de la Constitution de 1876. On espérait que les budgets votés et contrôlés par le Parlement, trouveraient enfin l'ordre et la régularité dont le pays avait besoin. Mais le nouveau Sultan crut avoir assez fait avec ce beau geste pour assurer sa popularité dans l'empire et en Europe ; moins de deux ans après la proclamation, le Parlement était prorogé *sine die* et ne devait plus être convoqué avant longtemps. Alors commença un régime de gouvernement personnel et absolu qui concentrait toute l'administration non pas dans le Conseil des Ministres

mais dans les mains du Sultan. Celui-ci, travailleur acharné prétendait connaître lui-même toutes les affaires et réglementer les moindres détails des services publics. Il en arriva même à supprimer en fait sinon en droit les attributions de la Sublime Porte qui ne fut plus désormais qu'une expression diplomatique.

La conséquence d'un pareil système était naturellement une lenteur exagérée de toute décision administrative, et il arriva que la centralisation des diverses branches d'une administration ne se faisant plus dans le sein des ministères compétents, le désordre et l'incohérence se mirent dans tous les services ; on laissa une grande indépendance sans contrôle aux gouverneurs de provinces qui devinrent de véritables seigneurs, beaucoup d'entre eux en profitèrent largement pour s'enrichir au dépens du Trésor et des contribuables.

L'administration financière est dirigée en principe par le Malié, Ministre des finances ; dans les vilayets, se trouve un defterdar, comptable qu'on pourrait comparer à notre trésorier général ; il a sous ses ordres des agents inférieurs le mouhassébedji et le mal-mudir receveur des finances et percepteur. Tous ces comptables sont sous les ordres du Vali gouverneur de la province, chargé de la gestion financière de sa circonscription ; chaque vilayet jouit d'une relative autonomie, en ce sens que chacun d'eux a ses recettes propres qui doivent en théorie être appliquées à ses dépenses, et l'excédent doit être versé au Trésor.

La fantaisie la plus grande préside à cette administration

où devrait régner l'exactitude mathématique. Il n'y a pas au ministère de concentration des revenus et des dépenses de l'Empire. M. Ch. Laurent fait en quelques lignes le tableau de cette situation : « Tout d'abord pas de budget. « Un état des prévisions de dépenses était bien soumis « chaque année à l'approbation du souverain, mais il avait « à peine la valeur d'une indication. On y ajoutait en « cours d'exercice toutes les dépenses que pouvaient « réclamer les nécessités plus ou moins justifiées des services ou même les caprices du souverain. Quant aux « recettes, les évaluations, établies sans règle ni méthode, « n'avaient d'ordinaire que des rapports très lointains « avec les constatations réelles et surtout avec les recouvrements. Une bonne partie de ces recettes, d'ailleurs, « ne venait pas jusqu'aux caisses du Trésor ; chaque « ministère, chaque service avait les siennes qu'il effectuait « lui-même et qu'il appliquait directement à ses propres « dépenses. » (1)

Dans ces conditions on voit qu'aucun contrôle n'était possible sur les recettes et les dépenses des administrations comme sur celles des provinces. Cependant c'est au ministre des finances que s'adressaient le Sultan pour avoir les sommes nécessaires à ses dépenses personnelles et au luxe de sa maison, les créanciers de l'État pour obtenir le paiement des sommes dues ou le remboursement des avances, et enfin les autres ministres quand ils avaient

(1) Ch. Laurent, conférence faite à l'École des sciences politiques, le 15 mars 1910.

épuisé leurs propres recettes. Le Malié pour faire face à ces demandes d'argent plus ou moins justifiées et dans l'impossibilité de les admettre toutes, devait établir un ordre de préférence. Il lui était impossible d'opposer un refus aux appels de fonds émanés du palais, sans risquer sa place et parfois sa liberté ou sa vie, aussi les dépenses les plus fantaisistes étaient-elles payées sans discussion, au mépris de toute prévision budgétaire et bien souvent hors de proportion avec les ressources disponibles.

Fréquemment le Palais donnait l'ordre à certains gouverneurs de lui faire parvenir directement les sommes dont il avait besoin, sans l'intermédiaire et même à l'insu du ministre des finances ; ces demandes ne souffrant pas de retard, on conçoit que le vali, pour se conserver la faveur du Maître, pressurait les contribuables de sa province pour percevoir le montant demandé, sans se soucier de la légalité des taxes et des perceptions.

Puis venaient les dépenses militaires qui primaient toutes les autres, par nécessité de défense nationale à l'extérieur ou de pacification à l'intérieur, et par tradition chez un peuple belliqueux pour qui la guerre a toujours été la première industrie nationale. Les départements civils enfin, étaient payés quand il restait des fonds au trésor ; les fonctionnaires civils étaient payés très irrégulièrement et toujours avec plusieurs mois de retard. Une grande partie des dépenses étaient réglées par le Malié par l'émission de havalès, sortes de traites portant la signature du ministre et payables en général sur le produit de tel ou tel impôt

désigné, dans telle province déterminée ; mais on ne spécifiait pas l'exercice sur lequel leur montant devait être imputé, de sorte que le havalès était valable jusqu'à son extinction complète pendant un nombre d'années indéfini. Le ministre des finances distribue à ces collègues des autres départements ministériels un certain nombre de ces havalès correspondant aux crédits qui leur sont alloués. On décide par exemple que l'Instruction publique aura les impôts de la Mésopotamie, le Commerce, la taxe des moutons et les dîmes d'Anatolie ; un même ministère aura les impôts de provinces très éloignées les unes des autres ; les ministres ont l'habitude de négocier ces havalès à des banquiers ou à des trafiquants qui ne manquent pas d'exploiter la situation.

Ces havalès étaient émis en général pour un montant bien supérieur à la somme des disponibilités budgétaires, de sorte qu'une certaine quantité devait nécessairement rester en souffrance ; seuls les plus avisés et les plus diligents, ou mieux les plus influents pouvaient espérer un paiement. Il arrivait même que, après avoir délivré des havalès sur certains revenus, le gouvernement donnait à ces produits une autre destination, enlevant ainsi le gage donné à un créancier. Souvent ces traites remises en paiement à Constantinople étaient payables dans des provinces lointaines ; aussi faisaient-elles l'objet de spéculations très actives. Certains changeurs faisaient métier de les recouvrer moyennant un escompte fort onéreux. Les havalès constituaient donc une sorte de monnaie de papier circulant avec

une forte dépréciation ; les cours en étaient variables suivant les provinces où ils étaient payables et aussi suivant la personne du titulaire. On devine les abus auxquels un semblable régime pouvait donner lieu. On raconte qu'un Ministre des finances signait à l'encre rouge ceux des havalès qu'il désirait voir payés et à l'encre noire ceux dont il se désintéressait ; le malheureux porteur d'un titre à l'encre noire pouvait se présenter à toutes les caisses et même chez tous les changeurs sans aucune chance d'obtenir satisfaction.

Les fournisseurs payés en semblable monnaie, tenaient compte de sa dépréciation et majoraient d'autant les mémoires de leurs fournitures et de leurs travaux.

Les fonctionnaires touchaient leurs traitements, quand ils avaient ce bonheur, sous forme de mandats appelés sourets, qui bien souvent ne pouvaient être payés qu'au bout de plusieurs années et après des formalités sans nombre ; encore devaient-ils attendre le moment où il y avait de l'argent en caisse, on leur versait alors des acomptes plus ou moins espacés. Ils préféraient céder leur souret à un *saraf* ou changeur qui le leur prenait à bas prix. Cela explique que beaucoup de fonctionnaires, peu payés et frustrés ainsi d'une bonne partie de leur maigre traitement, cherchaient à y suppléer par d'autres sources de revenus prélevés sur le public ; de là les extorsions de toutes sortes qui appauvrirent le pays sans enrichir le trésor ; de là les *backchichs*, sorte de gratification tenant le milieu entre le pourboire et le pot-de-vin, qui est devenu

le fléau de l'administration turque. Les soldats ne touchent leur solde que très irrégulièrement et avec beaucoup de retard ; à l'occasion de certaines fêtes, le Sultan faisait acte de munificence impériale en accordant aux troupes un mois des soldes en retard.

Il existe une grande inégalité dans la situation des fonctionnaires, suivant le service auxquels ils appartiennent ; en effet, comme chaque administration dispose elle-même de ses recettes pour les appliquer à ses dépenses, les agents attachés à un service qui fait des recettes, comme ceux des finances ou des postes, sont payés à peu près intégralement, leurs traitements sont prélevés immédiatement sur les sommes encaissées ; tandis que ceux des services uniquement dépensiers comme l'instruction publique ou la justice, resteront pendant douze ou quatorze mois dans le plus grand dénuement. Morawitz estime que « sous l'ancien régime, l'organisation des finances turques « semble remonter au temps de François I^{er} ou d'Henri VIII « d'Angleterre, à une époque où les impôts répartis avec « iniquité, perçus suivant le régime du bon plaisir, étaient « encaissés de la façon la plus irrégulière au moyen « d'extorsions de toutes sortes, qui ruinaient le pays sans « pour cela enrichir le trésor de l'État (1). »

Il est facile de voir que dans ces conditions le trésor public n'existe pas, il ne peut y avoir aucun contrôle sur

(1) Ch. Morawitz, *Le mouvement économique de Bucarest*, 1^{er} décembre 1907.

les recettes et les dépenses dont personne ne connaît le montant; la comptabilité est inconnue et il est impossible de savoir à quelle somme s'élèvent les déficits budgétaires et les découverts du trésor. Ceux-ci sont comblés au jour le jour par des avances consenties à des taux onéreux par les banquiers de Galata qui n'ont pas de meilleur client que le Malié; ils sont perpétuellement en comptes avec lui et savent lui faire payer très cher les services qu'ils lui rendent. Ces avances sont couvertes par des havalès que leur délivre le ministre des finances ou bien sont consolidées au moyen d'emprunts nouveaux.

Ces emprunts ont été nombreux sous le règne d'Abd-ul-Hamid; ils sont tous garantis par des revenus qui leur sont spécialement affectés, et un certain nombre d'entre eux, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, sont gérés par l'Administration de la Dette; d'autres sont gérés dans des conditions analogues par la Banque Impériale Ottomane.

Parmi ces engagements du Trésor, il en faut citer un qui n'est pas un emprunt mais qui constitue cependant une charge pour les finances ottomanes, c'est l'indemnité de guerre due à la Russie en vertu du traité de San Stephano. La convention du 2/14 mai 1882 règle les conditions du paiement de cette indemnité de 300 millions de roubles (802.500.000 francs = 35 millions de Ltq). Le gouvernement russe avait déclaré au Congrès de Berlin vouloir respecter les droits acquis des porteurs de la Dette consolidée; les négociations furent très longues et aboutirent

péniblement à un arrangement signé en 1882. Il est stipulé que l'indemnité sera payée en 100 annuités de 350.000 Ltq affectées en entier à l'amortissement du capital, car le gouvernement russe consent à ne pas réclamer d'intérêt sur ledit capital. Cette annuité sera prélevée spécialement sur la dîme des moutons de Koniah, Castamouni, Adana et Siwas et la taxe des moutons d'Alep. Le gouvernement ottoman s'engage à interdire à son ministre des finances d'émettre des havalès, chèques et autres ordres de paiement sur les taxes des moutons et les dîmes ainsi assignées dans les localités indiquées (art. 8). Cette précaution des plénipotentiaires russes est caractéristique et rendue nécessaire par les manœuvres dont le Malié était coutumier.

Les revenus assignés en garantie sont versés directement aux caisses de la Banque Ottomane qui les transmet au gouvernement russe ; si les recettes dépassent un excédent de garantie de 25 % le surplus est reversé au trésor turc.

La convention a fonctionné sans encombre, malgré certains retards dans les paiements ; elle a rapporté 200 millions de francs à la Russie ; celle-ci vient de s'en servir en 1909 pour intervenir dans l'émission de l'emprunt 1909 jointe à un règlement de comptes avec la Bulgarie.

Emprunt Douanes. — En 1886 par une convention du 17/29 mai passée avec la Banque Ottomane, le gouvernement émet un emprunt de 6.500.000 Ltq. dit Emprunt

Douanes, pour rembourser des avances faites par cet établissement et éteindre la dette flottante. Ces obligations rapportent 5 % et l'amortissement est de 1 %. L'annuité de 390.000 Ltq. est gagée sur le produit de certaines douanes, versées à la Banque.

Cet emprunt douanes a été converti en novembre 1902 au moyen de l'émission de 390.000 obligations privilégiées de 22 Ltq., à 4 % ; le capital est ainsi porté à 8.600.000 Ltq.

L'annuité de 344.000 Ltq. est gagée sur les mêmes revenus que l'emprunt primitif.

Emprunt Pêcheries. — En 1888 pour régler des dépenses d'armement, un contrat fut passé avec un banquier allemand M. Kaulla pour l'émission de 30 millions de marks (1.650.000 Ltq.) d'obligations 5 % avec 2 % d'amortissement. L'annuité de 118.000 Ltq. était garantie par le droit de pêche, de chasse et le tumbeki. L'Administration de la dette publique est chargée de sa gestion. En 1903 il a été converti en un nouvel emprunt Pêcheries à 4 %, le capital a été porté à 48.960.000 mark (2.640.000 Ltq.) L'annuité est restée la même.

Emprunt Osmanié. — En 1890 eut lieu la conversion des priorités 5 % en 4 % au moyen de l'émission de l'emprunt dit Osmanié de 4.999.500 Ltq.

Le service en est fait par le Conseil de la Dette qui assure l'annuité de 249.975 Ltq. au moyen des dîmes des céréales dans certains vilayets.

Conversion Defense Loan. — Cette conversion eu lieu le 5 mars 1891, l'intérêt de 5 % est réduit à 4 %, le capital est porté de 4.714.000 Ltq. (4.285.630 £) à 6.948.000 Ltq. (6.316.920 £). L'annuité reste la même 280.622 £ prélevée sur le tribut d'Egypte et versée directement à la Banque d'Angleterre.

Priorités Tombac. — Par convention du 28⁸ mai 1893 le gouvernement émet un emprunt de 1 million de Ltq. à 4 % pour pourvoir aux besoins généraux du trésor et combler les déficits du budget. L'annuité de 51.500 Ltq. est gagée sur les 40.000 Ltq. que verse au gouvernement la Société du Tombac, concessionnaire du droit d'importation du Tumbeki de Perse dans l'Empire, et sur 11.500 Ltq. à prélever sur le droit de consommation de ce même tumbeki.

Chemins orientaux. — L'année suivante un nouvel emprunt de 40 millions de francs (1.756.000 Ltq.) en obligations 4 % est émis pour rembourser une avance de 23 millions faite par la Compagnie des chemins de fer orientaux en 1885. L'annuité de 76.560 Ltq. est gagée sur la redevance kilométrique de 1.500 francs due par la Compagnie d'exploitation des chemins de fer orientaux.

Conversion 1854-1871. — A la même date, mai 1894 une convention est signée par le gouvernement, la Banque ottomane et MM. de Rothschild ayant pour but la conversion des emprunts de 1854 et 1871 gagés sur le tribut d'Egypte respectivement de :

1854	£	1.567.750	5 %
1871	£	5.378.700	4,25 %
	£	6.946.450	

On crée à leur place un capital de £ 8.212.340 (= Ltq. 9.033.574) à 3 1/2 %. L'annuité reste fixée à 331.570 Ltq. gagée sur le tribut d'Egypte, versé par le Khédive à la Banque d'Angleterre. Ce tribut d'Egypte est désormais ainsi réparti :

3 1/2 1894 (1854 et 1871 convertis)	£	331.570
4 % 1891 (1877 défense Loan converti)		280.622
4 % 1855 (garantie par la France et l'Angle-		
terre)		72.340
Frais de transmission		6.090
	£	690.622

Obligations ottomanes 5 % 1896. — Émises pour un capital de Ltq. 3.272.720 ; l'annuité de 180.000 Ltq. est garantie par la taxe des moutons d'Aïdin de Hudavendi-ghiar et Salonique perçue et gérée par l'Administration de la Dette.

Conversions. — Les emprunts de 1902 et 1903 ont été employés à convertir respectivement les emprunts Douanes 1886 et Pêcheries 1888 comme nous l'avons vu à propos de ces deux emprunts.

Bagdad 1^{re} série. — En 1903, le gouvernement émit un emprunt de 2.376.000 Ltq. destiné à couvrir sa contribu-

tion dans les frais du premier établissement de la première section de 200 kilomètres Konia-Eregli du chemin de fer de Bagdad, l'intérêt 4 % demande une annuité de 97.120 Ltq. payée sur les dîmes des vilayets traversés par la ligne. Le service de cet emprunt est fait par l'Administration de la Dette.

4 % 1904. — L'année suivante fut émis par l'intermédiaire de la Banque Impériale Ottomane, un emprunt de 2.750.000 Ltq. à 4 % garanti sur les 75 % qui reviennent au Trésor sur les comptes « Excédent de revenus » en vertu du décret-annexe de 1903. L'annuité ainsi garantie et de 123.750 Ltq. Or cette part de 75 % s'est élevée :

En 1903-1904	à Ltq.	388
En 1904-1905.		252.076
En 1905-1906		375.136
En 1906-1907		371.876
En 1907-1908.		454.576
En 1908-1909.		361.986
En 1909-1910.		529.448
Total. . .		<u>2.345.486</u>

Elle ne cesse d'augmenter chaque année et elle constitue une excellente garantie pour l'annuité de l'emprunt.

Les trois derniers emprunts du règne d'Abd ul Hamid sont gérés par le Conseil de la Dette :

C'est d'abord l'emprunt de 4 % 1901-1905 émis en 5 % en 1901 puis converti en 4 % en 1903 et 1905, au capital de 5.306.664 Ltq. Il a été employé à rembourser des

avances de la Banque Ottomane et à couvrir le déficit du Trésor. L'annuité de 238.000 Ltq. est gagée sur certaines dîmes, sur une surtaxe de $1/2$ % prélevée sur les dîmes gérées par le Conseil et sur l'excédent des douanes, après la garantie de l'Emprunt Douanes 4 % 1902.

L'emprunt de 4 % 1905 dit Tedjhzat Askerié au capital de 2.640.000 Ltq. destiné à des équipements militaires.

Enfin, en 1905, a été émis un emprunt de Ltq 4.752.000 à 4 % pour les frais de 1^{er} établissement de la 2^e série du Bagdad. L'annuité de 200.000 Ltq est gagée sur les dîmes des vilayets traversés par la ligne. Le service en est fait par la Dette publique, comme pour la 1^{re} série.

Le tableau suivant résume les emprunts émis sous le règne d'Abd ul Hamid.

DÉSIGNATION DES EMPRUNTS	CAPITAL NOMINAL Ltq	INTÉRÊT %	ANNUITÉ Ltq
1882 Indemnité russe.....	35.000.000	»	350.000
1886 Emprunt Douanes.....	6.500.000	5 %	390.000
1888 — Pêcheries.....	1.650.000	5 %	115.000
1890 — Osmanié.....	4.499.500	4 %	250.000
1891 Conversion Défense Loan...	6.948.000	4 %	308.000
1893 Priorités Tombac	1.000.000	4 %	51.300
1894 Chemins de fer Orientaux..	1.756.000	4 %	76.000
1894 Conversion 1854-1871....	9.033.574	3,25 %	364.827
1896 Obligations Ottomanes....	3.272.720	5 %	180.000
1902 Conversion Douanes 1886..	8.600.000	4 %	344.000
1903 Conversion Pêcheries 1888..	2.640.000	4 %	118.800
1903 Bagdad, première série....	2.376.000	4 %	97.120
1904 Excédent 75 % D. P. O. ..	2.750.000	4 %	123.750
1901-1905 4 % Surtaxes.....	5.306.664	4 %	238.000
1905 Tedjhzat Askerié.....	2.640.000	4 %	118.800
1905 Bagdad 2 ^e série.....	4.752.000	4 %	200.000
TOTAL.....	98.724.458		3.325.797

Mais ces chiffres n'indiquent pas la somme dont a été augmenté le capital de la dette pendant cette période, car plusieurs de ces emprunts ont été émis pour opérer des conversions, il faut donc en retrancher les capitaux convertis soit :

	Capital	Annuité
Emprunt Douanes 1886 . .	6.500.000	390.000
Emprunt Pêcheries 1888 . .	1.650.000	115.000
Emprunt Défense Loan 1877.	4.714.000	308.000
Emprunt tribut d'Egypte 1854-1871	7.641.095	364.827
Total. . . Ltq.	20.505.095	1.177.827

Il y a donc lieu de déduire ce total des chiffres cités plus haut pour avoir le montant des charges nouvelles de la Dette Publique soit en capital Ltq. 78.219.463 et une annuité de Ltq. 2.147.970 (1).

Pour avoir une idée de la dette publique à cette époque, c'est-à-dire avant la Révolution de 1908, il faudrait ajouter à ces chiffres :

1° Le montant des emprunts garantis par le tribut d'Egypte.

2° Le montant à cette date de la Dette unifiée.

(1) Les annuités de Ltq 308.000 et 364.827 relatives aux conversions d'emprunts garantis par le tribut d'Égypte ne figurent pas dans ce chiffre; ce ne sont pas des charges nouvelles. Seule la différence de capital nominal figure dans le total d'augmentation du capital respectivement pour 2.234.000 et 1.392.479 Ltq.

On arriverait aux résultats suivants pour la Dette consolidée.

	Capital —	Annuité —
Emprunts nouveaux (1) .	74.592.884	2.147.970
Emprunts garantis par tribut d'Égypte . . .	17.573.054	759.000
Dette unifiée au 1/14 mars 1908	53.503.445	2.787.013
Ltq.	145.671.383	5.693.983
Soit en francs . . .	3.218.397.105	129.708.933

Sans compter la Dette flottante, les avances des banquiers de Galata et les garanties kilométriques accordées aux Compagnies de chemins de fer, qui forment un total de 2 millions de Ltq., près de 50 millions de francs.

(1) Déduction faite des deux emprunts 1891 et 1894 émis pour convertir des emprunts garantis par le tribut d'Égypte.

CHAPITRE II

LES RECETTES

La Turquie est un pays essentiellement agricole; c'est un peuple de soldats et de laboureurs qui ne quitte la charrue que pour prendre les armes; on peut dire qu'il ne connaît d'autre industrie que celle de la guerre. Aussi les recettes du budget vont-elles présenter ce caractère d'être prélevées presque uniquement sur l'agriculture.

Le principal impôt est la dîme qui pèse sur tous les produits du sol indistinctement, sans épargner ceux qui feront l'objet des taxes spéciales d'une autre nature comme c'est le cas pour le vin et le tabac; l'impôt foncier vient ensuite et se superpose au premier pour frapper encore l'agriculture; puis ce sont les taxes sur les moutons, sur les chameaux et, sur le bétail en général. Cela contribue pour beaucoup à rendre très dure la situation des paysans et à créer une grande inégalité entre eux et les habitants des villes qui paient beaucoup moins d'impôts.

Une autre caractéristique du système fiscal ottoman consiste dans l'exemption des étrangers de tous les impôts intérieurs, en vertu des Capitulations; c'est là un privilège

auquel les Puissances étrangères tiennent beaucoup et contre lequel la Sublime Porte a lutté énergiquement. Le maintien de cette prérogative ne se défend guère aujourd'hui et vraisemblablement ne saurait durer bien longtemps. On fait remarquer avec raison que les étrangers établis en Turquie, habitent un pays dont ils ne paient pas les impôts et invoquent la protection des consuls et agents diplomatiques d'un autre pays dont ils ne les paient pas davantage. C'est là une situation anormale que rien ne justifie plus aujourd'hui.

Le budget des recettes comprend 4 catégories de ressources : les impôts directs qui donnent le plus gros chiffre, les impôts indirects comprenant une partie des revenus concédés à la Dette, les recettes administratives perçues par chaque ministère, enfin les tributs divers versés par les provinces vassales, en échange de certains privilèges ou d'une autonomie plus ou moins complète.

A. — LES IMPÔTS DIRECTS

1. *Impôt immobilier de Constantinople (verghi)*. — Les habitants de la capitale jouissent de nombreux privilèges, ils sont exempts de service militaire et de patente. Depuis 1875 ils sont soumis à l'impôt immobilier. Celui-ci consiste en un impôt sur le capital de 8 ‰ de la valeur de l'immeuble habité par le propriétaire, 10 ‰ s'il s'agit d'une maison de rapport et de 5 ‰ seulement si la valeur de la maison est inférieure à 20.000 piastres. Il faut y ajouter

5 % du principal perçu pour l'instruction publique, 6 % pour les armements et 2 1/2 % pour les frais de recouvrement. C'est donc un impôt sur le capital, mais c'est le loyer qui sert de base à l'évaluation de l'immeuble ; on prend 12 à 15 fois le loyer pour les constructions en bois et 15 à 20 fois pour les constructions en pierre ; on évalue par comparaison les maisons qui ne sont pas louées.

L'évaluation est faite par une commission dont les membres, paraît-il, ne sont pas accessibles aux bakchichs, c'est dire que l'arbitraire le plus grand préside à ces opérations. « Le revenu brut des immeubles variait de 3 à 64 % de leur valeur cadastrale ; un immeuble inscrit au cadastre pour une valeur de 420 Ltq donnait 270 Ltq de revenu ; un autre inscrit pour 2.000 Ltq donnait un revenu de 1.200 Ltq tandis qu'un autre de même valeur était loué 205 Ltq. Un bâtiment élevé sur un terrain ayant coûté 20.000 Ltq, la construction ayant coûté de 5 à 7.000 Ltq, était évalué, terrain et bâtiment compris, 5.000 Ltq. » (1)

La perception n'est pas faite plus sérieusement, les agents s'en remettent à la bonne volonté des contribuables ; on laisse passer plusieurs années sans rien réclamer et au bout de ce temps, bien souvent, une amnistie vient remettre aux débiteurs leurs arriérés d'impôts. Il est admis dans la pratique que les personnages influents ou haut placés ne sont pas obligés de payer leurs impôts.

(1) Exposé des motifs du projet de loi sur l'impôt des propriétés bâties, déposé le 21 janvier 1325.

Pour les autres, la seule mesure de contrainte réside dans l'obligation de présenter une quittance générale attestant que l'on est en règle avec le trésor, lorsqu'on veut demander un passeport pour voyager, ou bien lorsque le propriétaire demande l'autorisation de réparer son immeuble; il arrive parfois que la somme des arriérés réclamés dépasse la valeur de la maison, le propriétaire préfère l'abandonner ou la laisser tomber en ruines; le plus souvent il intervient un compromis entre lui et l'agent du fisc, l'affaire s'arrange à l'amiable moyennant un gros bakchich et tout le monde y trouve son bénéfice sauf le trésor. Les paiements ont lieu moitié en argent, moitié en sourets dépréciés que le fisc reprend pour leur valeur nominale.

Il n'existe pas de cadastre mais seulement un registre (Defterhané) qui réunit sans aucune classification les titres de propriété; il n'est pas tenu à jour, de sorte que l'on paie l'impôt pour deux ou trois bâtisses successivement construites et démolies sur les mêmes fondements, alors qu'en réalité il n'existe qu'une seule maison. « Quiconque a des
« attaches influentes, dit Victor Bérard, ou sait, en y
« mettant le prix, s'assurer la bienveillance des agents du
« fisc, voit sa maison de trois étages estimée presque rien
« alors qu'une baraque est taxée hors de proportion. »

2. *L'impôt foncier des vilayets (emlak verghissi).* — Il frappe tous les immeubles bâtis ou non bâtis, avec le même tarif qu'à Constantinople. L'évaluation est faite de même

par une commission « dont la complaisance est proportionnelle à l'influence du contribuable ou à sa richesse » et ce sont en général les plus aisés qui parviennent à « payer le moins » (1). Les étrangers propriétaires d'immeubles sont exempts de cet impôt à condition de se soumettre à la législation locale relative aux immeubles et d'accepter en ce qui les concerne, la juridiction des tribunaux ottomans.

La perception se fait avec la même insouciance qu'à Constantinople et donne lieu aux mêmes ententes dont le fisc fait tous les frais.

3. *Le temettu*. — Est un impôt sur les professions, payé par toute personne exerçant un commerce, un art ou un métier, même les fonctionnaires et les journaliers ; le tarif est variable, en général 5 % des bénéfices, traitements et salaires. Les habitants de Constantinople sont exempts de ce droit, le fisc est privé ainsi de la meilleure part de la matière imposable ; il est vrai que les commerçants de la capitale, paient à la place, une taxe corporative perçue par la municipalité.

Les étrangers sont aussi exempts du temettu en vertu des Capitulations. Le gouvernement a élaboré un projet de loi qui transforme cet impôt en une patente analogue à la nôtre et payée même par les étrangers ; mais il se heurte à la résistance des Puissances, jalouses de leurs privilèges ; il n'a d'ailleurs pas d'intérêt immédiat à la

(1) Du Velay, *loc. cit.*, page 638.

réforme car l'excédent de recettes qui en résulterait, reviendrait en entier à la Dette Publique.

4. *Taxe d'exonération militaire.* — Cette taxe remonte au Hatti Humayoun de 1856; avant cette date les infidèles payaient une capitation ou haradj, qui a été supprimée lorsqu'on voulut admettre tous les sujets ottomans au service militaire. On s'aperçut bientôt de l'impossibilité de la fusion des deux races, on décréta alors que le service ne serait plus obligatoire pour les raïas et qu'ils pourraient s'exonérer en payant une taxe de remplacement fixée à 50 Ltq. La taxe était payée par les communes à raison de 50 Ltq pour 135 habitants, et elles devaient répartir ce contingent entre la population chrétienne. Cet impôt a toujours donné des mécomptes, le trésor ne percevait chaque année que 1/8 des prévisions. Les habitants de Constantinople exempts de service militaire, ne payaient pas la taxe d'exonération.

5. *Les Dîmes.* — C'est le plus ancien des impôts de l'Empire puisqu'il trouve son origine dans le Coran. Nous avons vu à quels abus il a donné lieu dans la première moitié du xix^e siècle; les différentes réformes qui se sont succédées dans l'empire, n'ont rien changé à l'assiette de cet impôt ni à son mode de perception; les seules modifications qu'il ait reçues sont des augmentations de tarif. Aux 10 % primitifs sont venus s'ajouter :

4	%	pour la Banque agricole
0	50 %	pour l'instruction publique
0	60 %	pour les armements militaires
0	40 %	pour la réfection de la flotte
soit 2	50 %	ce qui porte la dîme à 12,50 %.

La dîme se paie en nature sauf pour certains produits comme le vin et le tabac pour lesquels on évalue la récolte et l'impôt est payé en argent. Le mode de perception ordinaire est l'affermage, l'adjudication se fait dans chaque village à un sujet ottoman qui doit verser un prix convenu, garanti par un cautionnement en immeubles. Mais la formalité de mise aux enchères est rendue illusoire par l'ingérence de fonctionnaires et de personnages influents qui savent écarter toute concurrence au détriment du trésor.

Le dîmier passe lui-même dans les campagnes pour évaluer les récoltes et faire aussitôt le prélèvement auquel il a droit. L'évaluation est faite arbitrairement sans aucune garantie pour les contribuables et sans aucun contrôle. Souvent il fait attendre sa visite et comme les cultivateurs n'ont pas le droit de rentrer les moissons avant sa venue, elles restent exposées aux intempéries de la mauvaise saison ; une grande partie pourrit sur place et devient inutilisable. Le dîmier est propriétaire des denrées qu'il a perçues, il fait en général un commerce d'exportation et il sait profiter de la détérioration des récoltes pour les acheter à vil prix. Si aucun fermier ne se présente dans

une circonscription, le gouvernement perçoit la dîme en régie et en utilise le produit pour la nourriture de ses troupes.

Cet impôt est une source de vexations pour les cultivateurs qui sont à la merci des dîmiers, aussi a-t-on demandé sa suppression ou tout au moins sa réforme; certains villages, pour éviter ces ennuis, rachètent la dîme au fermier en lui versant le prix qu'il l'a payée plus un certain bénéfice. Cependant il semble impossible de supprimer la dîme car elle est adaptée aux facultés du contribuable ture qui donne plus volontiers quelques gerbes de blé de sa récolte que de l'argent dont il n'est pas riche; en outre la dîme repose sur un principe religieux que pas un musulman ne discute; mais il y aurait lieu d'en modifier le mode de perception en supprimant l'affermage ou au moins en surveillant de très près les agissements des fermiers; il faudrait que l'évaluation des récoltes fût faite par les agents du gouvernement d'accord avec les représentants des contribuables, le concessionnaire n'aurait qu'à percevoir sa part et à la réaliser en argent. Une grande partie des dîmes de même que l'impôt des aghnams, sont affectés à des annuités d'emprunts, les sommes dues par les dîmiers sont versées directement à l'établissement, Banque ottomane ou Dette publique, chargé d'en faire le service.

Le mode de perception des dîmes n'est pas fait pour encourager le développement de l'agriculture en Turquie, déjà entravé par le manque de moyens de communications et de transports. Les chemins de fer sont insuffisants et

les routes n'existent qu'à l'état rudimentaire ; les transports sont très longs et très onéreux et n'offrent aucune sécurité contre les brigands ; par suite, les paysans ne demandent à la terre que le strict nécessaire pour leur entretien et peut-être pour la vente dans un cercle extrêmement restreint. Aussi le sol qui dans certaines régions pourrait être très fertile, est-il à peine cultivé et même de grands espaces restent en friche. Une amélioration du régime des transports et une réforme du mode de perception de la dîme auraient pour résultat d'augmenter dans des proportions considérables, le rendement de cet impôt.

6. *Aghnams*. — C'est une taxe sur le bétail : moutons, chèvres, porcs, chameaux et buffles : la quotité varie de 3 1/2 à 5 piastres par tête d'animaux : les autorités locales font chaque année un recensement qui sert de base à la taxe ; celle-ci est perçue sans difficulté et laisse très peu d'arriéré.

B. — CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Celles-ci pour les raisons économiques déjà indiquées donnent un produit beaucoup moins élevé que les impôts directs : en effet elles touchent beaucoup moins les agriculteurs et atteignent davantage les consommateurs des villes ; elles s'adressent donc à une population bien moins nombreuse. En 1897 alors que les contributions directes rapportaient 10.531.000 Ltq, les indirectes ne produisaient que 4.737.000. Le seul chiffre important est fourni par les

Douanes qui figurent dans ce total pour 2.166.000 Ltq soit près de la moitié. Presque tous les autres impôts indirects échappent complètement à l'action du gouvernement, car ils sont concédés à la Dette Publique ; nous nous contenterons d'en donner une simple énumération pour mémoire : ce sont les monopoles du sel et du tabac, ce dernier étant exploité par la Régie coïntéressée des Tabacs ottomans, l'impôt sur les spiritueux, vins, bières et alcools, l'impôt du timbre et sa surtaxe récente, dite timbre à surcharge, l'impôt sur les pêcheries, les dîmes des soies et des tabacs, les licences (Beiyés) des débitants de tabac, de tumbéki et d'alcool, et la redevance du monopole des Tumbékis.

1. *Les Douanes.* — Au début du règne d'Abd ul Hamid les droits de douanes étaient de 8 % ad valorem sur toutes les marchandises importées et de 1 % sur les exportations ; il existait en outre un droit intérieur de 2 % sur les marchandises voyageant par mer d'un port de l'Empire à un autre. Depuis plusieurs années le gouvernement intriguait auprès des puissances étrangères pour obtenir un relèvement des droits de douanes de 8 à 11 %. Il finit par avoir satisfaction, mais cette concession était liée à une série de réformes que la Sublime Porte devait apporter au régime financier de la Macédoine.

En 1902 une insurrection particulièrement violente de cette province attire l'attention des Puissances qui se décident à intervenir. M. Steeg, consul de France à Salonique, adresse au ministre des affaires étrangères un

rapport où il dépeint la situation du pays dans lequel il exerce ses fonctions. Nous croyons intéressant de citer les principaux passages de ce rapport, car ce qu'il dit de la Macédoine peut-être généralisé et s'appliquer à toutes les autres provinces de l'Empire. En même temps M. Steeg propose un programme de réformes qui deviendra la base du nouveau régime de cette province. Le rapport est daté de Salonique du 15 décembre 1902.

« L'état critique des provinces macédoniennes peut
« être attribué à deux causes générales : 1° le développe-
« ment du sentiment national chez les diverses populations
« chrétiennes ; 2° les abus de toutes sortes imputables à
« l'administration turque.

« Les habitants généralement très arriérés seraient sans
« doute beaucoup moins accessibles aux impulsions des
« agitateurs politiques, s'ils n'étaient en quelque sorte
« réduits au désespoir par l'insécurité et la misère : il est
« bien permis de croire que la grande majorité des pay-
« sans macédoniens ne demanderait pas mieux que de se
« livrer tranquillement à ses travaux, le jour où elle serait
« assurée d'en recueillir le profit..... Les traitements sont
« irrégulièrement payés : les petits fonctionnaires ne sont
« jamais payés que sur ce que laissent de fonds disponibles
« dans les caisses provinciales les dépenses de l'armée, les
« demandes d'argent pour Constantinople et les traite-
« ments des privilégiés. Il en résulte de continuels retards
« qui, à la fin de chaque année, aboutissent à la suppres-

« sion de plusieurs mensualités d'un traitement à peine
« suffisant pour vivre. Sans rien dire des procédés aux-
« quels recourent beaucoup de fonctionnaires et de magis-
« trats pour parer à ces insuffisances, il suffira d'insister
« sur le fait que les gendarmes dont la solde n'est
« guère que d'une trentaine de francs par mois, sont les
« premières victimes de cet état de choses, les extor-
« sions de toutes sortes auxquelles ils recourent dans les
« villages et qui sont une des pires souffrances de la
« population macédonienne, leur sont en quelque sorte
« imposées par la nécessité de vivre..... L'établissement
« pour chaque vilayet, d'un budget sur lequel seraient
« payées ces dépenses (fonctionnaires locaux et gendar-
« merie) paraît être la condition primordiale pour amé-
« liorer l'état de ce pays..... Les recettes budgétaires
« seraient versées au fur et à mesure de leur réalisation
« dans les caisses des succursales de la Banque ottomane,
« (ou de la Dette Publique si cette solution était préférée).
« La Banque assurerait le paiement des dépenses du vilayet
« en acquittant les mandats délivrés par le defterdar.... Ce
« qui caractérise actuellement les administrations turques
« c'est une confusion des responsabilités aboutissant à
« leur anéantissement et par suite au défaut de sanction
« pour les abus. Le désordre financier sur lequel nous
« venons d'insister n'est que l'un des effets de cette cause
« générale..... La nomination d'inspecteurs financiers
« européens paraît être une condition indispensable à la

« mise en pratique des réformes financières dont l'urgence
« paraît assez démontrée (1). »

Dans une autre lettre M. Steeg rappelle « les abus qui
« résultent du système de l'affermage des dîmes, presque
« toujours adjugées à des beys influents qui usent de la
« délégation de l'État comme d'un prétexte à toutes sortes
« d'exactions. S'il fallait une preuve de la gravité de cette
« question, on la trouvait dans ce fait que les deux
« premiers mouvements insurrectionnels ont commencé par
« le massacre d'agents chargés de la perception des
« dîmes. » (2)

Les Puissances insistent auprès de la Sublime Porte pour obtenir la réforme de la gendarmerie et des finances en Macédoine. En octobre 1903 les empereurs Nicolas II et François-Joseph se rencontrent à Murzsteg et dressent le programme des mesures à imposer au Sultan, comportant la création d'un budget autonome pour les trois vilayets de Macédoine (3) alimenté par les recettes locales et destiné à payer les dépenses desdits vilayets. Ce budget serait géré par la Banque ottomane sous la surveillance d'une commission européenne. A la suite d'une démonstration navale (avril 1905) le Sultan accepte le programme, et la commis-

(1) *Documents diplomatiques*. Affaire de Macédoine 1902, n° 48 M. Steeg, consul de France à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

(2) *Ibid.* n° 32.

(3) La Macédoine comprend les trois vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo.

sion se réunit au début de 1906, composée des délégués des six puissances : France, Angleterre, Allemagne, Russie, Italie et Autriche. L'ordre se rétablit peu à peu, mais le gouvernement ottoman se déclare incapable d'assurer l'équilibre du budget de Macédoine si les Puissances ne consentent pas au relèvement des droits de douanes de 8 à 11 %. Après de longues négociations, en avril 1907 un protocole fut signé aux termes duquel :

« Art. 1^{er}. -- Toutes les marchandises importées par
« voie de terre ou de mer dans l'Empire ottoman, et actuel-
« lement soumises à la taxe de 8 % ad valorem, acquitte-
« ront un droit de 11 % ad valorem.

« Art. 6. — La part qui en vertu des lois existantes, res-
« tera à la disposition du gouvernement ottoman sur les
« sommes encaissées du chef de la majoration douanière,
« sera exclusivement consacrée aux besoins financiers des
« trois vilayets de Macédoine.

« Les sommes dont il est question au paragraphe précé-
« dent seront annuellement versées au crédit du budget
« des trois vilayets de Macédoine par l'Administration de
« la Dette publique ottomane. »

Le gouvernement s'engage à couvrir le déficit éventuel de ce budget jusqu'à concurrence de 250.000 Ltq. Nous avons vu que, par suite d'un arrangement avec l'administration de la Dette, celle-ci garde 25 % du produit de cette surtaxe et abandonne 75 % au gouvernement. La Banque impériale ottomane est chargée du service de trésorerie de ces trois vilayets, elle encaisse les revenus et effectue les

paiements sur des mandats régulièrement émis et dans la limite des crédits ouverts. En outre une commission financière internationale comprenant deux délégués civils russe et autrichien, et quatre délégués de la France de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Allemagne et présidée par un inspecteur général qui ne peut être révoqué qu'avec l'assentiment des puissances, surveille la gestion financière de ces provinces. Le poste d'inspecteur général a été confié à Hilmi Pacha (1).

Donc aujourd'hui les droits de douanes, depuis le 1^{er} juillet 1907 sont de 11 %. L'estimation est faite par les agents de la douane sans autre règle que leur bon plaisir ; mais si l'importateur trouve l'évaluation trop élevée, il a le droit d'abandonner sa marchandise à l'administration pour le prix auquel elle a été estimée. Celle-ci la revend toujours à perte, aussi bien souvent, pour éviter ce risque on évalue les marchandises fort au dessous de leur valeur réelle et les recettes sont diminuées proportionnellement. Le paiement peut être fait soit en argent soit en nature par un prélèvement de 11 % des marchandises elles mêmes, ce dernier procédé offre beaucoup d'inconvénients. La perception des droits de douane se fait dans les conditions les plus défectueuses et elle est l'occasion d'une foule de vexations pour les importateurs ; les agents des douanes mal rémunérés sont arrivés à considérer le backchich comme un supplément de traitement sur lequel ils peuvent compter,

(1) La commission financière a été rappelée en 1908 après la proclamation de la Constitution.

aussi ne peut-on rien obtenir d'eux sans cette gratification préalable, répétée pour chaque opération et avec chacun des employés dont on a besoin; ces pratiques finissent par être très onéreuses et constituent une charge appréciable pour les commerçants et les importateurs.

En outre on reproche à l'administration d'employer encore des procédés surannés, d'exiger des formalités et des écritures très longues qui font perdre beaucoup de temps. Les magasins des douanes sont insuffisants pour abriter toutes les marchandises que les lenteurs administratives y font accumuler; ils sont toujours dans le plus grand désordre et on n'y a aucun ménagement pour les marchandises dont beaucoup sont détériorées ou perdues. Et quand on est parvenu au terme de ces tribulations, il faut encore subir la tyrannie des hamals, portefaix dont la puissante corporation jouit d'un monopole des plus impopulaires.

Le plus grand obstacle à l'augmentation des recettes douanières est la contrebande qui est très active sur les côtes et le long des frontières de terre, elle profite largement de l'impuissance ou de la complaisance de la gendarmerie et de la police. Depuis quelques années le gouvernement a tourné ses efforts de ce côté et déjà il est arrivé à un résultat appréciable.

C. — RECETTES ADMINISTRATIVES

A côté des impôts généraux perçus par le Ministère des

finances, il existe un grand nombre d'autres recettes dont la perception incombe à chaque département ministériel ; elles ne sont pas centralisées, mais appliquées directement par chaque administration à ses dépenses propres. Sans entrer dans le détail de chacune, en voici une rapide énumération :

1. Départements militaires

Guerre. — Taxe d'exonération du service militaire des musulmans au même tarif que les raïas, 50 Ltq. par homme.

Marine. — Péage des ponts de la Corne d'Or ; le produit de ces péages a été abandonné à la ville de Constantinople en 1908.

Redevance de la Compagnie du Mahsoussé, concessionnaire d'une entreprise de transport sur le Bosphore.

Artillerie. — Fabrication et vente des poudres et explosifs. — Produit de l'exploitation de l'usine à gaz de Dolma-Bagtché destinée à l'éclairage de Constantinople, à qui elle a été cédée en 1909.

Gendarmerie. — Produit des amendes.

2. Départements civils

Intérieur. — Produit des passeports à l'intérieur, nécessaires pour passer d'une province à l'autre ; ils apportaient une entrave considérable à la liberté de la circulation d'autant plus que leur obtention était soumise à différentes

formalités longues et coûteuses ; une réforme heureuse de 1910 a été leur suppression.

Cheik-Ul-Islamat. — Taxes judiciaires.

Postes et Télégraphes. — Produit de l'exploitation.

Police et justice. — Produit des amendes.

Affaires étrangères. — Produit des passeports délivrés pour l'étranger.

Commerce et travaux publics. — Produit des prestations en argent et en nature fournies pour l'entretien des routes ; les paysans sont autorisés à racheter leur corvée moyennant une somme versée entre les mains du vali ; celui-ci la partage avec les agents du palais. Quant aux routes on se soucie fort peu de leur construction et de leur entretien.

Redevance de la compagnie des mines d'Héraclée.

Redevance de la Bulgarie pour l'exploitation de la ligne Bellova-Vakarel.

Intérêts de titres déposés la Banque ottomane.

Agriculture, mines et forêts. — Produit de l'exploitation du domaine de l'Etat.

Defterhané. — Produit des droits de mutations, hypothèques et successions.

Administration sanitaire. — Produit des droits de tonnage et taxes sanitaires.

D. — TRIBUTS

Le dernier chapitre des recettes comprend les tributs divers qui sont pour la plupart concédés à la Dette ou affectés à des emprunts extérieurs ce sont :

Le tribut d'Egypte	Ltq.	755.000
Le tribut de Chypre		402.590
Le tribut de la Roumélie Orientale.		265.000
Le tribut de Samos.		3.000
Le tribut du Mont Athos.		726
		4.436.316

Le tableau suivant contient les évaluations de recettes de l'exercice 1897-1898, il peut être considéré comme le budget moyen des recettes des dix dernières années du règne d'Abdul-Hamid, car la situation ne s'est pas modifiée sensiblement durant cette période décennale.

Recettes de l'exercice 1897-1898. (1313)**A. — IMPOTS DIRECTS**

Impôt immobilier de Constantinople	275.022	
Impôt immobilier des vilayets.	2.236.902	
Temettu	742.135	
Taxes d'exonération militaire	886.210	
Dîmes	4.332.338	
Aghnams	1.754.062	
Taxes et recettes diverses	305.060	
Total.	<u>10.531.729</u>	10.531.729

B. — IMPOTS INDIRECTS

Douanes	2.165.784	
Sel	786.190	
Tabac	754.295	
Spiritueux	248.535	
Timbre	277.110	
Pêcheries	107.616	
Dîme des Tabacs	100.000	
Dîme des Soies.	106.387	
Recettes diverses	191.013	
Total	<u>4.736 930</u>	4.736.930

C. — RECETTES ADMINISTRATIVES

Départements militaires	532.793	
Départements civils	<u>2.522.771</u>	
Total	3.055.564	3.055.564

D. — TRIBUTS

Total	<u>1.136.316</u>	
Total général		18.927.746

CHAPITRE III

LES DÉPENSES

Dans les dépenses règne le même désordre que dans les recettes ; là encore les prévisions ne consistent qu'en de très vagues approximations, les deniers publics ne sont pas centralisés dans une caisse unique ni compris dans une comptabilité générale. Chaque administration fait l'emploi des recettes qu'elle a perçues elle-même et demande en plus au ministre des finances une certaine quantité de havalès qu'elle donne en paiement à ses créanciers. Nous avons vu ce qu'était cette pratique des havalès et comment elle suffirait à caractériser tout le régime financier. Puisque le budget n'existe pour ainsi dire pas, il n'est pas question d'affectation de crédits à tel ou tel service, chacun d'eux tire du Ministre des finances le plus d'argent possible et l'emploie au mieux de ses intérêts du moment, en payant d'abord les créanciers les plus influents et ceux dont les réclamations sont les plus violentes. Comme on le pense, aucun contrôle n'est possible au milieu d'une pareille désorganisation et per-

sonne ne serait capable de justifier de l'emploi de fonds dont on ne saurait même évaluer le montant.

La conséquence naturelle du régime est un gaspillage effréné dont le trésor et en fin de compte les contribuables, font tous les frais, et des fortunes scandaleuses ont été édifiées en peu de temps au milieu de la misère générale.

Liste Civile. — Le premier chapitre des dépenses est celui de la Liste Civile; elle est fixée en principe aux environs de 550.000 Ltq (12.500.000 francs); mais le Sultan ne considère nullement ce chiffre comme limitatif de ses dépenses; comme il n'est tenu au Palais aucune comptabilité, on n'en connaît jamais le montant; quand il n'y a plus d'argent on envoie au vali de telle province l'ordre de faire parvenir au Palais une somme déterminée, sans se soucier si les revenus de cette province servent de gage à un emprunt ou à des avances délivrés par le Ministère; cela explique que les habitants de la province visée arrivent à payer deux ou trois fois les impôts dont ils sont redevables régulièrement; aussi trouve-t-on cette phrase écrite par des musulmans dans un document devenu public : « Si l'Europe pouvait savoir ce que ces mots qu'on lit parfois : le vilayet de... vient d'envoyer au Palais la somme de..., racontent de misères, de désespoir et de mauvais traitements, elle serait épouvantée. » (1) Il est vrai que le train de maison du Padischah comporte un luxe inouï, celui-ci possède plusieurs palais somptueux dont certains ont coûté

(1) Manifeste des patriotes musulmans.

plusieurs millions de Livres, 7.359 hommes peuplent le palais de Yldiz, parmi lesquels il y a 772 aides de camp, 1.262 cuisiniers et aides-cuisiniers, 1.157 employés de dépôt et palefreniers. Ces encombrants et inutiles serviteurs coûtent 35.000 Ltq par mois d'appointement, sans compter les backchichs, faveurs, etc. Les frais nécessaires à la nourriture de tout ce monde s'élevaient à 12.350 Ltq par mois : on estime que les frais de Yldiz Kiosque s'élevaient par mois à un total de 10 millions de piastres, ce qui ferait par an 1.200.000 Ltq. soit plus du double de la Liste Civile. L'excédent était payé en partie par les revenus propres du Sultan ; il possédait en effet d'importants domaines productifs de revenus, que certains évaluaient à 1/6 de son Empire. En outre un trésor considérable placé en valeurs mobilières dont la plupart provenaient de cadeaux offerts au Sultan par les concessionnaires d'entreprises, sous forme d'obligations ou de participations aux bénéfices.

Mais ces ressources malgré leur importance, ne suffisaient pas à subvenir au luxe dispendieux du Sultan, il confondait les revenus de sa cassette avec ceux de l'Etat et puisait indistinctement dans l'une et l'autre caisse. « Nul n'ignore, « écrit René Moulin, avec quelle ingénieuse désinvolture « le Sultan puisait dans la caisse du Trésor public. Devant « l'impossibilité de subvenir malgré les revenus considérables de sa liste civile, au paiement de sa domesticité, de sa garde impériale, de sa bureaucratie et de son armée « d'espions, il absorbait une partie des revenus affectés à « certains ministères. C'est ainsi que l'administration des

« postes et des douanes dont les bénéfices devaient être
« affectés à l'entretien de la diplomatie, fut confiée aux
« bons soins d'Yildiz. Résultat : pendant quelques mois
« les agents turcs à l'étranger en furent réduits à se
« passer de traitement. De même le produit des péages des
« ponts de Galata à Stamboul (3.000 francs par jour
« environ) qui est attribué au ministère de la marine, fut
« dirigé vers le Palais. Il y a mieux : désireux de
« devancer les moindres désirs de son maître, un ministre
« de la marine s'enhardit un jour jusqu'à vendre non
« seulement les provisions de ses arsenaux, mais le
« matériel de la flotte et l'on put voir pendant quelques
« années dans la Corne d'or, des bateaux armés dont les
« hélices et les machines avaient été vendues pour faire de
« l'argent... Monarque absolu, despote sans contrôle,
« Hamid faisait converger vers Yildiz toutes les forces
« vives, toutes les ressources de la nation. Sous l'œil
« vigilant du maître, l'administration est une pompe à
« impôts et à rançon. Sous toutes ses formes, civile,
« militaire et judiciaire elle n'a jamais qu'un rôle et qu'un
« but, le drainage de l'argent à Constantinople. » (1)

Aux crédits de la liste civile impériale il faut ajouter les allocations de la famille du Sultan, des princes et princesses du sang, pour une somme de 300.000 Ltq.

La Dette Publique. — Les éléments de la Dette Publique

(1) René Moulin. *Force et faiblesse de la Jeune Turquie*. Plon-Nourrit 1910 et *Revue Hebdomadaire*, 30 avril et 7 mai 1910.

consolidée nous sont connus déjà par ce que nous savons des résultats de la gestion de l'administration de la Dette et par les nouveaux emprunts émis sous le règne d'Abd ul Hamid. Au début de 1908, cette dette comprenait en capital et intérêts :

	CAPITAL	ANNUITÉS
Dette unifiée . . . Ltq	53.505.445	2.787.013
Emprunts émis depuis 1882	74.592.884	2.147.970
Emprunts garantis par le Tribut d'Égypte . . .	17.573.054	759 000
TOTAL. . . Ltq	145.671.383	5.693.983

Dette flottante. — Le système d'imprévoyance budgétaire et de dilapidation des revenus tel qu'il était pratiqué en Turquie, devait aboutir à un déficit dont le total constituait un découvert du Trésor grossissant chaque année et très difficile à évaluer exactement. Le système fiscal de l'Empire reposant en grande partie sur l'agriculture devait aussi provoquer l'augmentation de la dette flottante, car les rentrées d'impôts sont très irrégulières et souvent tardives, et on a besoin de ressources immédiates, le ministre des finances s'adresse donc à des banquiers de Galata qui jouent un rôle important dans les finances ottomanes. On est réduit aux conjectures pour estimer le montant de la dette flottante dont les éléments sont variables. Elle comprend des avances temporaires de ces banquiers, une avance de la Banque Ottomane, une autre avance de la

Banque agricole, des emprunts faits aux caisses des pensions civiles et militaires et à différents autres établissements comme la Société des Phares. On évalue ce total à 6 millions de livres turques (150 millions de francs). D'autres évaluations donnent un chiffre bien plus élevé (1). La dette flottante demandait un annuité de 1 1/2 million de Ltq. Il faut y comprendre les sommes versées aux compagnies de chemins de fer à titre de garanties kilométriques qui s'élèvent en 1897 à 652.000 Ltq environ.

Les chapitres suivants du budget contiennent des allocations à l'administration des *Vacoufs* pour l'entretien de certaines mosquées et cimetières ; on fait de cette administration un ministère, celui de l'*Evkaf* ou ministère des fondations pieuses. L'État subventionne chaque année la caravane sacrée qui se rend solennellement à La Mecque. Puis viennent les crédits des Caisses de retraites civile et militaire dont l'actif, dernière ressource du trésor en détresse, ne comprend bien souvent que des créances sur le *Maljé*.

Les Départements militaires. — Absorbent avec la Dette publique, la plus grande partie des ressources de l'État, car c'est l'armée qui tient la première place dans les pensées du peuple turc. Le gouvernement fait des dépenses d'armements considérables et l'instruction des troupes est faite par des officiers étrangers. En principe

(1) M. Ch. Laurent évalué la dette flottante en 1909 à plus de 500 millions de francs (22 millions de Ltq).

tous les musulmans doivent le service militaire personnel de 20 à 40 ans, dont trois ans dans l'armée active. Ils ont la faculté de se dispenser du service effectif moyennant une taxe d'exonération de 50 Ltq (1.140 francs). Comme dans les autres services, les grands chefs ont des traitements très élevés tandis que les officiers subalternes n'ont que des émoluments dérisoires ; la solde d'un lieutenant est de 300 piastres par mois (68 fr. 35) plus un certain nombre de rations. La solde tant des officiers que des soldats est payée très irrégulièrement, par petits acomptes quand on a de l'argent disponible, ou bien à titre de récompense après un effort ou un service exceptionnel demandé aux troupes. Une grande partie des crédits est employée soit en achat de matériel, soit en frais d'expéditions pour réprimer les révoltes continuelles qui s'allument successivement sur tous les points du territoire.

L'artillerie forme une direction générale à part, sous les ordres d'un officier allemand et approvisionnée de matériel par les usines Krupp.

Le Ministère de la marine fait aussi des achats de navires à l'étranger, mais il manque de personnel expérimenté pour s'en servir, de sorte que l'on voit les navires rester dans les ports, faute de pilotes capables de les conduire.

Les Départements civils. — Viennent après la liste civile, la Dette et les départements militaires, ils se partagent ce que ceux-ci ont laissé de crédits disponibles. En général

ce reliquat est insuffisant pour payer tous les traitements des fonctionnaires ; sir Edgar Vincent, directeur de la Banque ottomane, disait dans un rapport de 1896 qu' « on pouvait induire presque avec certitude du nombre de troupes sous les armes, le nombre de mois de traitement non réglés. » Aussi l'existence des petits fonctionnaires et employés est-elle très précaire, car leurs traitements leur suffiraient à peine pour vivre s'ils le touchaient régulièrement chaque mois ; on peut les excuser jusqu'à un certain point, de chercher à compléter par d'autres moyens les mensualités qu'ils n'ont aucun espoir de toucher. Il n'est pas douteux que les agents de l'Administration turque, convenablement rétribués et sérieusement contrôlés, pourraient être des fonctionnaires parfaitement honnêtes et intègres ; on en trouve la preuve dans les agents de la Dette publique ottomane qui sont presque tous des turcs et en grande majorité des musulmans.

Les différents départements ministériels offrent peu d'intérêt au point de vue financier, il y a peu de chose à dire sur chacun d'eux.

Le grand Vizirat a perdu toute son action sous le règne d'Abd-ul-Hamid qui prétend gouverner seul sans l'appui de ses ministres. Le Conseil d'État est réduit à peu de chose, il donne des avis et le seul résultat de ses travaux est de retarder encore les décisions administratives. Le Ministère de l'Intérieur a la direction des valis ou gouverneurs des provinces, c'est de lui que dépend la préfecture de Constantinople. Le Cheik-ul-Islam se dresse en face

du grand Vizirat dont il est l'égal dans le domaine spirituel ; le Cheik-ul-Islam est un théologien éminent qui interprète souverainement le Coran, il confirme tout acte législatif ou politique en le déclarant conforme à la Loi sacrée.

— Les postes et télégraphes présentent cette particularité qu'à côté du service d'État, fonctionnent des bureaux de postes établis par différentes puissances étrangères ; il existe des bureaux français, anglais, autrichiens, italiens, russes et allemands ; ils emploient leurs timbres nationaux et gardent leurs recettes propres. La Sublime Porte a souvent demandé aux puissances la suppression des postes étrangères, mais il ne semble pas que l'état actuel du service turc permette de renoncer déjà à cette prérogative des capitulations.

— Le Ministère de l'Instruction publique distribue en principe l'instruction gratuite et obligatoire, mais en fait, celle-ci fait complètement défaut ; il y est d'ailleurs suppléé dans une large mesure par les écoles étrangères parmi lesquelles les écoles françaises tiennent la première place. Elles sont de 3 catégories : il y a d'abord le lycée de Galata-Seraï, fondé en 1863, sous le ministère Jules-Ferry, analogue à nos lycées français, il ne fait que prospérer depuis sa création. A côté de cet établissement il faut citer la Faculté de médecine de Beyrouth, fondée et dirigée par les Jésuites. Puis des écoles laïques fondées depuis quelques années sous les auspices de l'Alliance israélite universelle et aidées de subventions du gouvernement. Enfin il existe

une foule d'écoles ouvertes par des religieux français établis dans le pays depuis fort longtemps et qui ont fait beaucoup pour la propagation de notre langue en Orient. Ces écoles sont subventionnées par le gouvernement français ; lors de la discussion du budget des affaires étrangères, dans la séance du 28 décembre 1909, M. Pichon à la tribune de la Chambre, se plaisait à rendre hommage en ces termes aux services rendus au pays par ces écoles : « Vous avez critiqué l'enseignement des écoles
« congréganistes. Il y a une chose que pourtant nous ne
« pouvons pas oublier ; c'est grâce aux écoles congréga-
« nistes qui étaient seules en Orient jusqu'à ces dernières
« années, que notre langue a été répandue ; elles n'ont
« pas si mal travaillé pour la civilisation, puisque c'est à la
« suite de l'enseignement qu'elles ont donné, qu'on a fait
« la révolution constitutionnelle en Turquie. Comme
« ministre des affaires étrangères, je prends partout où je
« les trouve, les instruments d'action ou d'influence de
« mon pays. Il y a une chose dont je suis bien obligé de
« tenir compte aussi, c'est le chiffre de la population qui
« fréquente ces écoles ; alors que la population des écoles
« laïques dont la fondation est toute récente et dont le
« développement n'a pu se produire, n'est encore en
« Turquie que de 4.500 élèves environ, je suis bien obligé
« de constater que rien que dans l'Empire ottoman il y a
« 57.557 élèves dans les autres écoles. Nous avons ainsi,
« grâce aux efforts des institutions laïques et des institu-
« tions congréganistes, 60.000 élèves en Turquie, qui

« fréquentent nos écoles où ils apprennent notre langue
« et où malgré tout, l'influence de nos idées, car nous ne
« tentons pas d'en exercer une autre, continuera à préva-
« loir et à dominer (1). »

Et de fait, le français qui débarque à Smyrne ou à Beyrouth, est agréablement surpris d'être salué sur le port par des groupes de jeunes gens et de jeunes filles qui s'informent de ses nouvelles et engagent avec lui la conversation dans un français du style le plus pur et le plus châtié.

— Le Ministère des Travaux publics est un des plus négligés en Turquie : on ne lui alloue que des sommes insignifiantes qui sont en général détournées de leur destination primitive. Aussi les routes sont dans un état lamentable ; on a commencé en 1860 à en construire un petit nombre, on ne put les achever faute d'argent ; les routes déjà contruites n'ont jamais été rechargées ni entretenues et ont à peu près disparu. Il existe bien un impôt de prestation qui comporte la corvée, mais il est à peu près tombé en désuétude ou bien on le transforme en espèces sonnantes dont on n'a jamais connu l'emploi. Il existe peu de routes carrossables dans l'Empire, seulement autour des grandes villes ; encoré faut-il voir l'état de ces routes pompeusement dénommées carrossables, ce sont en général de simples chemins de terre suivis par les convois, qui deviennent impraticables par le temps de pluie. D'ailleurs

(1) Chambre des Députés, séance du 28 décembre 1909, discours de M. S. Pichon, ministre des affaires étrangères.

la plupart des transports se font par caravanes à dos de chevaux ou de chameaux.

La construction et l'entretien des ports témoigne, de la part de l'Administration, de la même incurie que l'état des routes ; il n'existe que cinq ou six ports pouvant servir à l'embarquement et au débarquement des marchandises, c'est un nombre tout à fait insuffisant pour ce pays tout entier entouré par la mer et qui possède une longueur de côtes considérable.

Ce manque de communications et de débouchés est très préjudiciable au développement économique du pays dont le sol serait très fertile si la culture n'était entravée par mille obstacles dressés par l'Administration elle-même.

— Les attributions du Ministère des Finances sont singulièrement réduites par la conception un peu spéciale que l'on a du régime financier en Turquie. Ce ministre n'a pas pour mission de centraliser les recettes et de les distribuer aux différents services suivant des règles déterminées ; il n'est guère que l'exécuteur des ordres qu'il reçoit du Palais, il doit tenir à la disposition du souverain les sommes qu'il prend fantaisie à celui-ci d'exiger et il s'efforce de satisfaire les demandes d'argent de ses collègues ; mais il n'a aucune initiative, aucun droit de remontrance ; sa grande occupation est d'inventer des moyen de se créer des ressources nouvelles. Il a la direction de l'atelier des monnaies et aussi malheureusement des presses à assignats. Cependant il faut reconnaître que depuis quelques années, la caïmé a disparu de la circu-

lation, où il est d'ailleurs remplacé abondamment par les havalès, les sourets et autres traites sur le Trésor, dont une bonne partie ne sont jamais payées.

— Au Ministère de l'Agriculture sont rattachées la Banque agricole dont nous parlerons plus loin, la direction des mines et celle des forêts.

La Turquie possède des richesses minières importantes dont une partie seulement est exploitée ; ce sont des mines de plomb argentifère à Salonique, à Brousse et à Ismidt ; de manganèse et de chrome en Macédoine ; les plus connues sont celles d'Héraclée dont on extrait annuellement 500.000 tonnes de charbon ; elles sont la propriété de l'État qui en concède l'exploitation à une société fermière.

Les forêts couvrent environ 10 millions d'hectares du territoire ottoman ; elles se trouvent surtout au nord de l'Asie Mineure dans les vilayets de Brousse, Castamouni et Trébizonte : elles sont à peine exploitées faute d'une organisation technique et administrative suffisante et aussi faute de moyens de transports. Dans certaines régions elles ont été détruites complètement et à leur place s'étend le désert.

— Le Ministère des affaires étrangères n'offre pas de particularité, si ce n'est que les agents turcs, à l'étranger attendent longtemps leurs traitements et que parfois ceux qui sont peu fortunés en sont réduits aux expédients pour échapper aux réclamations et aux poursuites de leurs créanciers. Mais on ne saurait dire que ce soit là une

particularité qui distingue ces agents de ceux des autres administrations turques.

Tels sont les principaux services administratifs de l'Empire, leurs dépenses s'élevaient en moyenne à une vingtaine de millions de Ltq (455 millions de francs). Chaque année les recettes, étant inférieures aux dépenses, le budget laisse un déficit, couvert soit par des emprunts, soit par des avances figurant à la dette flottante. M. Charles Laurent a cherché à évaluer ces découverts annuels ; après une enquête personnelle et officielle qu'il a dirigée lui-même à Constantinople ; il est arrivé à trouver que de 1882 à 1907 l'excédent des dépenses s'était élevé à 1.691 millions de francs en 27 ans, soit une moyenne annuelle de 64 millions soit 2.800.000 Ltq.

Voici un tableau résumé des dépenses de l'exercice 1897-1898 que l'on peut prendre comme type du budget des dépenses dans les dernières années du règne d'Abd-ul-Hamid.

Dépenses de l'exercice 1897-1898 (1313)

A. — LISTE CIVILE IMPÉRIALE

Liste civile du Sultan.	Ltq	627.172	
Allocation à la famille impériale		305.378	
Total.		932.550	932.550

B. — DETTE PUBLIQUE

Dette consolidée	Ltq	4.943.679	
Dette flottante		1.539.574	
Total.		6.483.253	6.483.253

C. — ALLOCATIONS PIEUSES ET DIVERSES

Total.	Ltq	795.490	795.490
----------------	-----	---------	---------

D. — DÉPARTEMENTS MILITAIRES

Guerre.	Ltq	5.296.953	
Marine		653.170	
Artillerie.		552.122	
Gendarmerie.		1.254.174	
Total.		7.756.419	7.756.419

E. — DÉPARTEMENTS CIVILS

Total.	Ltq	3.828.470	3 828.470
Total général.	Ltq	19.796.182	

Ici nous arrivons à une grande date de l'histoire financière de la Turquie ; la crise de 1908 va nous montrer une fois de plus que dans la vie des peuples, les questions financières et économiques tiennent une grande place dans les événements politiques et que bien souvent c'est dans les premières qu'il faut chercher l'origine des seconds.

TITRE II

Le Nouveau Régime

CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION DE 1908

Les événements qui ont marqué cette crise sont suffisamment connus pour que nous n'ayons pas à insister sur les journées historiques de juillet 1908. On sait comment le parti jeune turc, créé avant la constitution de 1876, n'avait pas cessé de travailler dans l'ombre depuis la restauration de l'absolutisme par Abd-ul-Hamid, comment au moyen d'une propagande habile et active, il était arrivé à constituer une organisation puissante composée de fonctionnaires mécontents, d'officiers mal payés, de victimes de tous ordres d'un gouvernement soupçonneux et cruel, et surtout de patriotes sincères, désireux d'affranchir leur pays de ces deux maux : le régime despotique et l'ingérance étran-

gère, avec l'aide de l'armée, enthousiaste pour la cause jeune turque, et qui finit par prendre la tête du mouvement.

On sait comment au début de juillet, de tous côtés on réclamait le rétablissement de la constitution, lorsque le 23, le comité Union et Progrès, véritable comité exécutif du Parti, proclama la constitution dans toute la Macédoine ; le lendemain Abd-ul-Hamid se sentant incapable de résister dut accepter le fait accompli, il rétablit lui-même solennellement la Constitution de 1876, au milieu d'une explosion d'enthousiasme et d'allégresse générale qui rappelait certains jours heureux de notre histoire.

Moins d'un an après, en avril 1909 un mouvement réactionnaire se produisit, encouragé, dit-on, secrètement par Abd-ul-Hamid, sous la forme d'un coup d'état militaire ; il fut aussitôt réprimé par l'armée qui rentra victorieuse dans la capitale. Le Parlement voulut alors se débarrasser d'un souverain dont il suspectait le loyalisme envers le nouveau régime. Le 27 avril il décida la déposition d'Ab-ul-Hamid et la proclamation de son frère Reschad héritier présomptif, qui monta sur le trône sous le nom de Mehemet V.

La décision du Parlement fut sanctionnée par un fetva rendu par le Cheik-ul-Islam, qui est un véritable réquisitoire du régime hamidien, et à ce titre il mérite d'être cité :

« Si Zeid, imam des musulmans, après avoir fait enlever des livres sacrés quelques questions importantes, après avoir interdit et brûlé les dits livres sacrés, dila-

« pidé et s'être approprié les fonds publics contrairement
« au chériat, tué, emprisonné et exilé de ses sujets et avoir
« pris l'habitude de commettre toutes sortes de cruautés,
« jura de rentrer dans le droit chemin, mais viola son ser-
« ment et persista à créer une guerre civile pouvant trou-
« bler complètement la situation et les affaires des musul-
« mans et provoqua des tueries intestines ; si de plusieurs
« parties des pays musulmans arrivent successivement des
« avis déclarant considérer ledit Zeid comme détrôné et
« s'il est hors de doute que son maintien serait préjudi-
« ciable, tandis que sa déposition rendrait probable une
« amélioration ; peut-on, soit lui proposer d'abdiquer de la
« dignité d'Imam et de Sultan, soit le détrôner selon que
« les hommes compétents trouveront préférable ? —
« Réponse : oui. »

Ainsi finit un règne de plus de 30 ans qui certes a vu s'accomplir certains progrès dans l'Empire ottoman, mais dont on a dit qu'il avait été plutôt néfaste pour la Turquie. A l'extérieur elle a perdu nombre de provinces : la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie, Chypre et récemment la Bosnie et l'Herzégovine ; à l'intérieur ruine de l'empire, misère générale, persécution contre toute idée libérale, massacres de chrétiens et répression sanglante des révoltes suscitées par les exactions et les violences des gouvernants.

Il est certain que la révolution de 1908 a eu principalement des causes d'ordre politique, régime despotique qui étouffait le pays en ramenant tout au sultan, régime d'oppression et de terreur où chacun tremblait à tout

instant pour sa liberté et même pour sa vie. Mais les causes d'ordre économique et financier n'ont pas été étrangères à ce grand mouvement.

Il faut remarquer d'abord que des fonctionnaires mal payés, obligés de vivre sur leurs administrés, des officiers réduits presque à la misère, contraints de partager la maigre nourriture de leurs hommes, et de revêtir des uniformes misérables et indignes de leur grade, des officiers mal utilisés, sans avancement et sans gloire, tous ces gens là étaient d'utiles recrues pour le parti jeune turc et en devinrent la force agissante. C'est grâce à tous ces mécontents, et ils étaient légion, que la révolution a été possible, c'est par eux qu'elle a été faite. De plus le parti libéral était composé de l'élite intellectuelle de la société ottomane, de gens instruits et éclairés, ayant beaucoup voyagé en Europe ; ils avaient appris à connaître le fonctionnement des services publics dans les pays d'occident et à apprécier les heureux effets de l'ordre sur le développement de la richesse publique. Revenus dans leur pays, ils faisaient des comparaisons douloureuses et éprouvaient le désir sincère de mettre ce dernier au niveau de ceux qu'ils avaient visités.

Sitôt arrivés au pouvoir, ils se mirent à l'œuvre pour réaliser le programme qu'ils avaient élaboré dans l'ombre. Il s'agissait d'une réforme colossale de toute la Turquie ; l'armée, l'administration, les finances, tout demandait une réorganisation complète, mais la réforme financière était à la base de ce programme qui allait exiger beaucoup

d'argent; des excédents budgétaires étaient nécessaires qu'on ne pouvait réaliser qu'en réduisant et en contrôlant minutieusement toutes les dépenses et en apportant plus d'ordre et de méthode dans la perception des recettes. Il fallait donc d'abord établir un budget, sur le modèle de celui des pays les mieux organisés et créer une administration capable de l'exécuter. Le gouvernement ottoman fut sagement inspiré en venant prendre modèle sur l'organisation budgétaire et l'administration financière françaises, une des dernières, sans doute, que l'Europe nous envie encore. Il appella pour diriger l'œuvre délicate de la réorganisation financière un des hommes les plus compétents, M. Ch. Laurent premier président à la Cour des Comptes, qui a pris le titre officiel de conseiller financier de l'Empire Ottoman. Celui-ci a déposé en juin 1909 un rapport général sur la situation financière du pays où il déclare : « Il y avait dans ce pays, des coutumes si bizarres, « si contraires à toute gestion rationnelle et si profondé-
« ment enracinées, que j'ai eu tout d'abord la plus grande
« peine à faire admettre une autre méthode... Après des
« siècles de dilapidation et de désordre, ce qu'il importait
« avant tout d'établir, c'est un contrôle très serré de toutes
« les dépenses. »

Les principes généraux de l'organisation budgétaire se trouvent posés dans la Constitution :

Art. 25. — Aucune somme d'argent ne peut être perçue à titre d'impôt et de taxe ou sous toute autre dénomination qu'en vertu d'une loi.

Art. 26. — Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi, réparti ni perçu qu'en vertu d'une loi.

Ces règles fondamentales devaient être développées dans une loi sur la comptabilité publique. Mais la première loi de finances contenait déjà les mesures essentielles, car il fallait d'urgence créer de toutes pièces un organisme nouveau. Les articles 6 à 13 de cette loi posent la règle de l'unité et l'universalité du budget, de la spécialité de l'exercice, de la limitation des dépenses aux crédits ouverts et du contrôle du ministre des finances sur les engagements de dépenses.

C'est sur ces bases que commença l'exécution du budget 1908-1909 ; on portait remède ainsi aux abus les plus invétérés et les plus dangereux en attendant une réglementation plus complète.

En avril 1910, Djavid Bey ministre des finances, déposait sur le bureau de la Chambre un projet de loi sur la comptabilité publique, élaboré par M. Ch. Laurent. L'exposé des motifs montre la nécessité d'une comptabilité publique comportant un contrôle très étroit de l'emploi des deniers de l'Etat. Ce projet a été voté en septembre dernier et doit entrer en vigueur le 1^{er} septembre 1326 (1911). Il est inspiré dans tous ses détails de notre décret du 31 mai 1862 dont il reproduit les principaux articles. Il définit le budget et l'exercice, détermine le mode de préparation et de vote du budget, il réglemente soigneusement l'emploi des crédits supplémentaires et extraordinaires. Il ordonne la perception de toutes les recettes par

les seuls agents du ministère des finances : « Tous les produits et revenus sont encaissés par des comptables nommés par le Ministre des finances et en vertu d'un titre de perception légalement établi » (art. 18).

Art. 19. — « Il doit être fait recette du montant intégral des produits. Les frais de perception et de régie ainsi que tous les frais accessoires sont portés en dépenses. » Les divers services ne pourront donc plus comme autrefois appliquer directement leurs recettes à leurs dépenses. C'est avec le principe de l'universalité du budget, la mort des « recettes administratives ». Quant à l'emploi des crédits, les virements sont interdits, il existe auprès de chaque ministre un contrôleur des dépenses engagées. L'article 29 établit en outre un contrôle très efficace de la Cour des comptes sur les ordonnancements : « Aucune ordonnance directe ne peut être mise en paiement, aucune délégation de crédit ne peut être transmise aux ordonnateurs secondaires, si elle n'a été revêtue au préalable du visa de la Cour des Comptes. Ce visa doit être donné dans le délai maximum de 3 jours à partir du dépôt des pièces au greffe de la Cour. » Cette disposition est empruntée aux législations italienne et belge. Enfin la loi prévoit le règlement définitif du budget dans un compte général des recettes et des dépenses présenté par le Ministre des finances, une déclaration générale de conformité émanée de la Cour des Comptes et enfin une loi de règlement votée par les chambres. Il faut noter enfin l'article 60 de la loi qui maintient « les exceptions aux

dispositions générales résultant de conventions antérieures, ayant actuellement force de loi, jusqu'au terme d'application de ces conventions. » Cet article vise les contrats qui lient le gouvernement avec l'administration de la Dette Publique dont les droits doivent rester entiers et ceux passés avec la Banque d'Angleterre relatifs au tribut d'Egypte. On sait que ces deux catégories de contrats font exception au principe de l'unité du Budget en distrayant une partie des fonds de la gestion du ministre des finances.

Le deuxième projet n'est pas encore voté par le parlement, il a pour but d'organiser la Cour des Comptes sur le modèle de la Cour française, en s'inspirant de notre loi du 16 septembre 1807, mais il lui donne des attributions de contrôle préventif inconnues chez nous. L'article 12 du projet définit le rôle de la Cour qui a pour mission :

1° De contribuer à l'exacte application de la loi du budget.

2° De juger les comptes des principaux comptables de la capitale.

3° De statuer en appel sur les jugements des juridictions locales en ce qui concerne les comptables des provinces.

4° De certifier la conformité des comptes des ministres avec ceux des comptables.

La cour comme chez nous, est composée de magistrats inamovibles, présidents, conseillers et auditeurs.

Elle se distingue de la nôtre par le contrôle préventif qu'elle exerce sur les ordonnancements. Aux termes de

l'article 2 « elle examine avant paiement les ordonnances émises par les ministres, qu'il s'agisse d'ordonnances directes ou de délégation de crédit, et s'assure d'une part que les ordonnances sont régulièrement imputées sur les chapitres et articles auxquels la dépense se rapporte, d'autre part que les chapitres et articles présentent les disponibilités de crédits nécessaires. » Toutes les ordonnances lui sont donc soumises et ne sont payables que munies de son visa. C'est là une mesure de prudence qui pourra être très efficace à condition d'être scrupuleusement respectée.

Les autres attributions de la Cour ressemblent à celles de la Cour française, si ce n'est qu'elle juge seulement les comptes des comptables de Constantinople ; ceux des provinces sont soumis à la juridiction de commissions locales dont les décisions sont susceptibles d'appel devant la Cour.

Le gouvernement ottoman a envoyé une mission en Europe pour étudier le mécanisme et le fonctionnement des différents Cours des comptes en France, en Belgique, en Allemagne, en Autriche et en Italie. La mission est encore en tournée ; dès son retour, le projet sera mis en discussion.

Le 3^e projet a rencontré une très vive opposition, il sera sans doute abandonné, malheureusement. Il a pour but « d'utiliser le concours de la Banque ottomane pour le service des mouvements de fonds, la centralisation des recettes, l'emploi dans les vilayets de délégations de crédits, le paiement matériel des dépenses et la tenue contradic-

toire des écritures comptables. » En un mot il tend à confier à la Banque le service de trésorerie, à en faire le trésorier payeur général de l'Empire. Cette attribution est prévue dans le contrat de concession de 1863, elle était restée à peu près lettre morte jusqu'en 1905 ; nous avons vu que depuis cette époque, les trois vilayets de Macédoine jouissent d'un budget autonome, dont les recettes sont appliquées aux dépenses locales, sous la surveillance d'une commission financière présidée par Hilmi-Pacha ; la Banque est chargée des opérations matérielles de comptabilité et de trésorerie ; elle s'est acquittée de cette mission à la satisfaction générale, aussi Djavid-Bey a-t-il eu l'idée, d'accord avec M. Laurent, d'étendre ce service à tout l'Empire. Cette institution serait des plus utiles à l'État en centralisant ses fonds, en simplifiant le maniement ; en même temps la Banque exercerait un contrôle discret sur les dépenses qui seraient ainsi nécessairement limitées aux crédits ouverts ; les écritures tenues parallèlement par la Banque et les agents du trésor se contrôleraient mutuellement. Enfin ce serait pour les ottomans eux-mêmes et pour les étrangers intéressés aux affaires financières de la Turquie, une garantie de gestion sérieuse et de parfaite intégrité.

Il faut citer encore la réorganisation du ministère des finances lui-même, on pourrait même dire la création de toutes pièces d'une administration financière normale et régulière.

Le Ministre est assisté d'une commission des réformes financières dont il a la présidence et dont M. Laurent est vice-président, elle comprend en outre deux français MM. Jolly et Steeg l'un inspecteur des finances et l'autre ancien diplomate, un anglais, un italien et deux ottomans. Elle a pour but de rechercher les réformes et améliorations à apporter dans le système fiscal, d'étudier les projets de lois touchant aux finances publiques et de donner son avis sur les projets de budget.

Une inspection des finances a été organisée ; dans ce but un certain nombre de jeunes gens d'élite viennent de faire un stage auprès de notre Inspection Générale des Finances qu'ils ont suivie dans sa tournée annuelle : ils ont pu s'initier à nos méthodes et au fonctionnement de nos institutions fiscales.

On a créé au ministère, des grandes directions qui se partagent les différentes branches de l'administration, ayant chacune un chef responsable ; enfin on a procédé à une épuration très sévère du personnel en révoquant impitoyablement tous ceux dont la gestion sous l'ancien régime avait été malhonnête ou suspecte ; on dit que plus de 50 % des agents ont été ainsi remplacés.

Mais il est plus facile de décréter des réformes que de les mettre à exécution, avec un personnel souvent ignorant et inexpérimenté dont il faut modifier les habitudes et les pratiques profondément enracinées ; c'est ainsi que l'introduction de la comptabilité en parties doubles a bouleversé à ce point la routine des agents, a rencontré une telle

ignorance que ce nouveau système les a complètement déroutés et rebutés, si bien que dans maints endroits, ils ont préféré renoncer à toute comptabilité.

Cette situation s'améliorera à mesure que des fonctionnaires compétents se formeront; l'éducation professionnelle qui leur manque aujourd'hui se développera rapidement sous l'influence des français éminents qui prêtent leur concours au ministre des finances.

Une autre réforme fort importante en Turquie a fait l'objet d'un projet de loi encore à l'étude, c'est celle du système monétaire. L'unité monétaire est la Livre Turque, pièce d'or au titre de 0,916 valant fr. 22,78. Elle est divisée théoriquement en 100 piastres valant par conséquent fr. 0,2278, elle se subdivise en 40 paras valant fr. 0,0057, un peu plus d'un demi-centime. La pièce de 20 piastres en argent s'appelle le medjidié qui vaut $\frac{1}{5}$ de Ltq soit fr. 4,556. Tel est le système théorique tel qu'il résulte de la loi monétaire de 1844 (1), c'est le système du double étalon. Mais par suite de la baisse de l'argent et de frappes trop considérables, le rapport des deux métaux s'est modifié, la piastre restant l'unité employée dans les comptes, la valeur de la livre s'est élevée de 100 à 108 piastres jusqu'en 1880, date à laquelle le gouvernement arrêta la frappe des monnaies d'argent, il y avait donc une prime de l'or de 8 %. Le gouvernement continuait à

(1) V. la loi monétaire de 1844 *supra*, p. 33 et 34.

prendre ces monnaies à leur taux légal à raison de 100 piastres, soit 20 piastres pour le medjidié; il en résultait un afflux considérable d'argent dans ses caisses, provenant du paiement des impôts, alors que les intérêts de sa dette à l'étranger exigeaient de l'or; en 1880 il décida de ne plus recevoir le medjidié que pour 19 piastres. Le cours de la livre au medjidié 20 s'est fixé à 108 piastres alors qu'au medjidié 19 la parité de la livre est 102,60, et le gouvernement prend la Ltq à ce taux de 102,60.

Mais si à Constantinople le cours est de 108 au midjidié 20, il n'en est pas de même dans le reste de l'empire. Chaque province en effet a pour la livre un cours variable suivant les besoins monétaires, suivant les distances et les difficultés de communications; c'est ainsi qu'à un même moment la livre présente les valeurs suivantes :

à Smyrne . . .	178	Jaffa. . .	142
Bagdad . . .	103	Adana . .	127
Beyrouth . .	124	Andrinople.	123
Salonique . .	154	Alep. . .	127
Jérusalem . .	155	Damas . . .	130

De sorte qu'à Constantinople la valeur de la livre est soit 108 piastres dans les relations commerciales, soit 102, 60 dans les relations avec le trésor, soit 100 piastres dans les comptes :

En province cette valeur varie de 103 à 178.

Ces fluctuations sont dues principalement à la rareté

du numéraire et aux difficultés des moyens de transports qui immobilisent les espèces sur certains points du territoire. Ce système monétaire présente de nombreux inconvénients pour le commerce, en enlevant toute stabilité aux valeurs et aux prix, aussi le grand commerce n'use que de la livre turque ou de la piastre-or et le débiteur ne peut plus se libérer en medjidiés sauf stipulation **expresse** du contrat ; les petites transactions se règlent en argent au cours du jour. En outre dans les provinces circulent aussi des monnaies étrangères ; c'est le thaler de Marie-Thérèse dans l'Yemen et le Hedjaz ; en Syrie et en Palestine c'est la monnaie française, sur la frontière persane on trouve les Krans persans, les roubles russes et les roupies indiennes.

Cette situation a rendu très florissante l'industrie des changeurs, ou sarafs : « A Constantinople, dans certains
« quartiers chaque boutique de commerçant est doublée
« d'une échoppe de saraf. C'est, bien entendu, le public qui
« fait les frais de ce commerce prospère et l'on évalue l'impôt
« qu'il leur paie ainsi entre 4 et 7 % du montant des
« transactions commerciales. On comprend qu'une réforme
« monétaire équivaldrait à une véritable diminution
« d'impôts. » (1)

Dans ce but on a fait appel à deux spécialistes en la matière, dont la compétence est bien connue, M. de Foville et M. Luzzatti.

(1) M. Ch. Laurent. Conférence faite à l'École des Sciences Politiques le 15 mars 1910.

Une commission est constituée pour étudier la possibilité d'une réforme. Elle est saisie d'un projet présenté par M. Arditti. Celui-ci propose la démonétisation de toutes les pièces d'argent et leur refonte en pièces nouvelles sur la base d'un double étalon boiteux, comprenant une pièce nouvelle de 20 piastres-or pesant 25 grammes d'argent fin, analogue à notre pièce de 5 francs, ayant force libératoire illimitée. Les pièces divisionnaires de 10, 5 et 1 piastres ne seraient acceptées que jusqu'à concurrence de 2 Ltq, les monnaies de billion jusqu'à concurrence de 25 piastres, ces dernières seraient frappées en nikel. Ce projet est encore à l'étude; il est à souhaiter que l'on arrive bientôt à réaliser l'unité monétaire, car la situation actuelle est préjudiciable à la fois au Trésor et aux contribuables, c'est une entrave aux transactions commerciales et le seul bénéfice est pour la corporation des changeurs.

CHAPITRE V

LES PREMIERS BUDGETS

La première tâche qui incombait au nouveau gouvernement était l'établissement d'un budget. Ce n'était pas chose facile dans l'état où se trouvait la comptabilité publique à la fin du règne d'Abd-ul-Hamid, les écritures des ministères ne donnaient que des indications assez vagues sur les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses. Aussi la préparation du premier budget fut-elle longue et laborieuse. Elle a été faite par Djavid Bey assisté de M. Ch. Laurent, c'est pourquoi ce document se présente dans la forme des budgets français.

Il est précédé d'un exposé des motifs qui fait un tableau de la situation financière de l'Empire, et trace la politique à suivre en cette matière. Il constate que les besoins des services publics sont très grands et les ressources des contribuables; limitées; il importe de ne demander au peuple que les sacrifices strictement nécessaires pour la sécurité et le développement moral et économique du pays. Il y a beaucoup à faire pour régénérer la Turquie, un grand nombre de réformes sont urgentes qui entraîneront

de grosses dépenses ; mais il serait imprudent de vouloir aller trop vite et d'imposer d'un seul coup un tel surcroît de charges aux contribuables. Aussi « le présent budget n'est-il pas un budget d'accroissement mais un budget de consolidation » ; il s'agit d'asseoir la situation financière. Le ministre s'est imposé comme règle de n'engager aucune dépense sans nécessité absolue et d'autre part de faire toutes les économies possibles, en réduisant le personnel là où il est trop nombreux et en évitant le gaspillage.

On commence par refaire le cadre du budget en séparant les recettes des dépenses, on abolit l'ancienne coutume des « recettes administratives » qui étaient dépensées immédiatement par le service intéressé ; désormais toutes les perceptions seront centralisées au budget des recettes et tous les paiements devront être prévus au budget des dépenses.

Pour établir les prévisions budgétaires, on ne pouvait pas prendre les chiffres de la pénultième année comme chez nous, car ils n'offraient pas une exactitude suffisante pour servir de base à un budget sérieux ; on prit donc le système des moyennes : « On a fait, dit l'exposé des motifs, pour chaque nature de recette, le total des recouvrements effectifs des cinq derniers exercices connus ; on en a pris la moyenne. Calculant ensuite l'augmentation ou la diminution moyenne annuelle de ces mêmes années, on a majoré ou réduit d'une somme égale le chiffre précédemment obtenu. Il n'a été fait exception à cette règle que pour les revenus qui s'ac-

« croissent depuis plusieurs années d'une façon ininter-
« rompue; tels sont ceux des monopoles du sel et du
« tabac, ceux des douanes et des postes. En ce qui con-
« cerne ces produits, on a pris les chiffres des recouvre-
« ments de l'année 1323 (1907) majorés de l'augmentation
« moyenne. » (1)

Dans ces calculs on tenait compte non seulement des recouvrements effectués mais aussi des restes à recouvrer. On arrivait ainsi à un total de recettes de 25.294.151 Ltq (576.200.960 francs.)

Pour les prévisions de dépenses, on manquait de renseignements précis sur les paiements effectués dans les années précédentes; en outre, à côté de certains services largement pourvus, d'autres comme la Justice, les Travaux Publics et l'Instruction publique, ne recevaient que des allocations dérisoires. Chaque ministre dut donc préparer la liste des besoins de son département; on arriva à un total de 785 millions de francs que le ministre des finances après de longues délibérations avec ses collègues, parvint à réduire à 661 millions soit 29.100.322 Ltq chiffre considéré comme incompressible. Le projet présentait donc un déficit de Ltq 3.806.171 soit 86 millions de francs. Il était difficile qu'il en fût autrement car on a pas voulu augmenter les impôts existants, encore imparfaitement assis et recouvrés ni en créer de nombreux; car les impôts directs sont payés en grande partie par la population

(1) Projet de Budget 1323 (1909-1910). Exposé des motifs.

rurale sous forme d'impôt foncier, de dîmes et d'aghnams, quant aux impôts de consommation, ils sont entravés par les capitulations qui s'opposent à l'élévation des tarifs à l'extension de l'assiette. D'autre part il était difficile de ne pas doter certains services de crédits indispensables et la défense nationale demandait de gros sacrifices qu'on ne pouvait lui refuser. D'ailleurs le gouvernement expose franchement la situation en disant : « Ce déficit qui est
« regrettable, il serait puéril de le nier ; nous aurions pu
« chercher à l'atténuer en apparence, le masquer même
« presque complètement, en majorant d'une façon plus ou
« moins arbitraire les évaluations de recettes et en faisant
« état de ressources problématiques, soit en réduisant les
« demandes de crédits, sans souci des nécessités réelles
« des services publics. Le gouvernement s'est interdit ces
« procédés faciles à l'aide desquels on peut toujours
« établir sur le papier un équilibre apparent. Il a pensé
« que son devoir était de montrer nettement au Parlement
« et à l'opinion publique, d'une part les besoins auxquels
« il faut nécessairement pourvoir, et de l'autre les revenus
« qui peuvent y être affectés. Le projet de budget qu'il
« vous apporte a ainsi, à défaut d'autres mérites, celui
« d'une sincérité absolue (1). » Ce projet a été déposé en
mars 1909 avec quelques mois de retard, puisque l'année
financière commence le 1^{er} mars ; au cours de la discussion les chiffres primitifs ont été quelque peu modifiés, les

(1) Projet de Budget 1325.

recettes ont été diminuées de Ltq 294.151 et les dépenses augmentées de Ltq 1.439.224. Les chiffres définitifs sont donc les suivants :

Recettes.	25.078.962 Ltq.
Dépenses	30.539.546

Le déficit s'élève donc à.	5.460.584
------------------------------------	-----------

soit 124.390.070 francs.

Il a été couvert par un emprunt de 7 millions de Ltq conclu à la fin de 1909.

Il y avait aussi en 1909 un budget extraordinaire comprenant des recettes ne devant pas se renouveler et affectées à des dépenses militaires. Il comprend en recettes :

Indemnité autrichienne pour la Bosnie-Herzégovine	2.500.000
Valeurs et espèces trouvées à Yildiz appartenant à Abd ul Hamid.	1.600.000
Solde de l'emprunt 1908	655.000
Produit de la vente de terrains et d'immeubles appartenant à l'État et de vieux matériel	900.000
	Ltq 5.655.000

Les crédits du budget extraordinaire sont ainsi répartis :

Ministère de la guerre . . . Ltq	3.804.918
Direction de l'artillerie.	358.408
Ministère de la marine.	93.912
Ministère des finances	2.443.202
	6.700.140

Sur les 5 1/2 millions de Ltq prévues on n'a pu en réaliser que 3 millions, provenant de l'indemnité autrichienne, 2 1/2 millions et 500.000 Ltq trouvées en numéraire à Yildiz. Le reste du trésor du Sultan comprenait des valeurs qu'on n'a pas encore pu réaliser. Les 3 millions qu'on a perçus ont été employés en commandes de matériel pour le ministère de la guerre.

Le deuxième budget pour l'exercice 1326 (1910-1911) a été déposé sur le bureau de la Chambre par Djavid Bey le 1^{er} novembre 1325, conformément à la constitution. Son élaboration a encore rencontré de grosses difficultés. « Toutes les fois, dit l'exposé des motifs, que nous avons
« voulu avoir recours aux éléments d'appréciation de la
« veille, nous nous sommes trouvés en face du chaos qui
« caractérisait les années antérieures; nous avons cons-
« taté parfois des choses tellement étranges que nous ne
« pouvons nous empêcher d'exprimer notre étonnement
« devant l'idée qu'une grande puissance comme est la
« nôtre, ait pu se maintenir dans de telles condi-
« tions (1). » Il ajoute que pour la préparation de ce

(1) Projet du budget 1326 (1910-1911). Exposé des motifs.

budget comme pour le précédent, il n'y avait pas de données officielles en dehors de l'année 1319 (1903) dont les chiffres étaient loin d'être conformes aux opérations effectuées. Sur les années 1320, 1321, 1322 et 1323 on n'a pas trouvé un budget régulier. L'exposé des motifs constate encore que tout est à faire en Turquie ; il y a lieu d'améliorer la situation du commerce, et pour cela il faudrait construire des routes et des ponts, faire de grands travaux dans les ports, réorganiser la police et la gendarmerie si nécessaires dans un pays où la contrebande est très active et où le pillage des voyageurs et des caravanes rend les transports difficiles et périlleux ; il faudrait aussi développer l'instruction publique et perfectionner les services administratifs ; enfin assurer le service de la dette. « Les
« générations antérieures nous ont laissé un héritage de
« dettes considérable, mais les engagements de nos
« ancêtres sont aussi sacrés que les nôtres ; voilà pour-
« quoi nous sommes obligés d'économiser sur les dépenses
« que réclament nos besoins urgents, pour payer les
« annuités des emprunts dont le produit n'a laissé aucune
« trace utile dans le pays. »

Les prévisions de dépenses s'élèvent à Ltq 30.270.247 c'est à peu de chose près les chiffres des crédits votés dans le budget précédent ; mais la discussion eut pour effet d'augmenter de Ltq 2.700.000 le chiffre prévu qui se trouve porté définitivement à 32.997.722 Ltq.

Pour établir les évaluations de recettes, on a pris les chiffres définitifs de la loi de finances 1325 en y ajoutant

la différence moyenne annuelle en plus ou en moins, des 5 années ayant servi de base à l'établissement du premier budget. On est arrivé ainsi à un total de recettes de 25.848.332 Ltq laissant un déficit de 4.421.915 Ltq.

Le projet a été longuement discuté à la Chambre, ce vote a donné lieu à des incidents comme la démission, aussitôt reprise d'ailleurs, de Djavid Bey sur une question secondaire, le refus par la Chambre de voter les crédits alloués à la famille impériale.

Le Budget a été promulgué le 20 juin 1326 (1910) après le vote de 4 douzièmes provisoires dont, paraît-il, nous n'avons pas le monopole.

Il porte en recettes.. . . .	Ltq	26.015.101	
en dépenses		32.997.722	
auxquelles il faut ajouter des			
dépenses extraordinaires :			
Ministère de la Guerre . . .	1.750.000		
Travaux Publics.	946.062		
	2.696.062	2.696.062	
Soit un total de dépenses de . . .	Ltq	35.693.784	
Le déficit total s'élève donc à. . .	Ltq	9.678.683	
soit 220.480.399 francs.			

Ce déficit devait être couvert par un emprunt de 11 millions de Livres Turques, nous verrons plus loin les difficultés qu'a rencontrées le gouvernement ottoman pour l'émission de l'emprunt 1910.

La loi de finances 1326 apporte à la législation fiscale quelques modifications qu'il est intéressant de signaler.

L'acquittement des prestations en nature donnait lieu à des mécomptes et laissait des arriérés considérables; en 1908 les droits constatés en nature s'élevaient à 1.521.278 Ltq, il n'en a été encaissé que 30.825. L'art. 3 décide qu'« à partir du 1^{er} mars 1326 les prestations sont payables en espèces », l'article 4 fixe le prix de la journée de travail à 3, 4 ou 5 piastres suivant les vilayets; en même temps on fait remise des arriérés antérieurs à 1908.

L'article 8 réalise une réforme très importante et réclamée depuis longtemps : c'est la suppression des passeports à l'intérieur. « L'obligation des passeports à l'intérieur est supprimée à partir du 1^{er} mars 1326. » Ces passeports étaient une gêne considérable pour la circulation et une entrave au commerce. Les droits perçus sur les teskérés s'élevaient à 30.000 Ltq, on espère en couvrir la perte par la diminution du nombre d'employés nécessaire à la perception et par la réduction des garanties kilométriques servies aux Compagnies de chemin de fer par suite de l'augmentation de leur trafic.

La loi de finances supprime encore un certain nombre de droits et taxes non réglementaires perçus dans certains bureaux de douanes, tels que « droits de visite, d'escale, d'enregistrement, d'entrepôt, de passage, de transbordement, de marque, de jaugeage, d'expédition, d'étiquette, etc. » Enfin l'article 20 autorise le gouvernement à couvrir

le déficit au moyen d'avances temporaires ou d'un emprunt à long terme.

Les recettes de 1326 s'élèveront d'après les résultats connus jusqu'ici, à 28 millions de Ltq, soit une plus-value de 2 millions sur les prévisions ; quant aux dépenses elles atteignent 40 millions de livres.

Le budget pour 1327 (1911-1912) a été distribué aux Chambres le 1^{er} novembre 1910. L'exposé des motifs fait remarquer que la Turquie aujourd'hui sème pour ne récolter que dans trois ou quatre ans ; elle fait de grands travaux, elle construit plusieurs milliers de kilomètres de routes, quelques lignes de chemins de fer, des travaux d'irrigation ; ces travaux absorbent des millions et les résultats ne pourront s'en faire sentir que dans l'avenir.

« La Turquie traverse une période d'évolution ; il faut
« qu'elle sache traverser ces deux années difficiles en évitant
« les prodigalités et les entreprises dépassant ses moyens
« d'action. L'emprunt de 1327 s'ajoutera à ceux contractés
« en 1324, 1325 et 1326, puis on clôturera cette période pour
« n'avoir plus à recourir qu'à un grand emprunt de conso-
« lidation ; on peut espérer pour 1328 que le déficit ne dépas-
« sera pas 1 1/2 million de Ltq à couvrir au moyen de bons
« du Trésor. A partir de 1328 la porte des emprunts émis
« pour couvrir les dépenses ordinaires doit être fermée pour
« nous ; en cas contraire notre avenir court des dangers (1). »

(1) Projet de Budget 1327. (1910-1911) Exposé des motifs.

Le ministre constate que ce projet de budget a été élaboré sur une base plus conforme à la réalité que les deux précédents, car on connaît les résultats de l'exercice 1325 et en partie de ceux de 1326, on peut y puiser de précieuses indications et en utiliser les éléments pour les prévisions et les évaluations de 1327. Dans le projet du Gouvernement

les recettes s'élèvent à	Ltq	28.612.978	(651.803.639 fr.)
les dépenses à	Ltq	35.007.446	(797.469.620 fr.)
le déficit est donc de		6.394.468	(145.665.981 fr.)

Le Ministre des finances espère combler ce déficit par la création de certains impôts nouveaux et la réforme de quelques-uns de ceux qui existent, dont on améliorera le mode de perception. L'application de la loi sur l'impôt immobilier donnera un million d'augmentation, de même l'extension de la patente aux étrangers, déjà acceptée par la France; un troisième million serait fourni par la création d'un impôt sur le pétrole ou l'établissement du monopole sur ce produit; un quatrième par l'augmentation des revenus du tabac, peut-être 1/2 million par la réforme des droits de timbre et de mutations, enfin la réorganisation des douanes par M. Crawford permet d'escompter déjà 300.000 Ltq de plus-value et la majoration des droits de 11 à 15 % pour laquelle les négociations sont en cours, produira 1.500.000 Ltq dont 300.000 suffiront à assurer la garantie kilométrique du tronçon Bagdad-el-Helis. Tout cela ferait un total de 6.300.000 Ltq qui ajoutées aux plus-values probables des recettes, permettraient d'équilibrer le

budget sans avoir à recourir à l'emprunt. On espère que ce supplément de recettes une fois définitivement acquis, les budgets à l'avenir pourront équilibrer leurs dépenses avec leurs recettes ordinaires; on ne veut plus de ces emprunts annuels destinés à combler le déficit du budget ou à consolider les découverts du Trésor. Les emprunts à long terme doivent être consacrés uniquement à la création de l'outillage national qui constitue pour l'avenir un placement productif. « Il faut que le budget ordinaire prévoie des travaux utiles seulement à la génération actuelle; pour les travaux qui profiteront aussi aux générations futures, il faut que ces dernières prennent part aux dépenses; ce résultat est obtenu au moyen d'emprunts à long terme. » Dans un pays qui se transforme comme la Turquie, les grands emprunts sont nécessaires, car on a besoin de capitaux pour mettre en valeur les richesses naturelles du pays, et l'on est bien obligé de demander à l'étranger l'argent dont on manque à l'intérieur.

La Commission du budget a fait son rapport et elle a modifié quelque peu les chiffres proposés par le gouvernement. Elle prévoit :

En recettes.	Ltq	28.394.000
En dépenses		35.496.016
Le déficit est donc de.		7.102.016
Soit une augmentation de		<u>707.548</u> Ltq

La discussion vient de commencer devant la Chambre; on ne peut pas prévoir quand elle aboutira à la loi de

TABLEAU DES RECETTES BUDGÉTAIRES.

Des exercices 1326 et 1327

NATURE DES RECETTES	EXERCICE 1326		EXERCICE 1327
	PRÉVISIONS	CHIFFRES VOTÉS	PRÉVISIONS
	Ltq	Ltq	Ltq
Contributions directes :			
Impôt foncier	2.599.420		
Temettu	503.994		
Exonération militaire.....	1.289.612		
Prestations.....	553.938		
Aghnams	1.814.152		
Dimes.....	6.731.107		
Impôts divers.....	233.669		
TOTAL.....	13 725.892	13.638.285	14.145.181
Droits de timbre et d'enregistrement	1.113.452	1.113.444	1.212.725
Contributions indirectes :			
Douanes	4.217.752		
Vins et spiritueux.....	283.079		
Taxes diverses.....	324.981		
TOTAL.....	4.825.812	4 825.771	5.276.240
Produit des monopoles :			
Sel.....	1.227.750		
Tabacs	965.754		
Postes et Télégraphes	912.129		
Poudres à feu.....	106.325		
Divers	50.466		
TOTAL..	3.262.424	3.341.264	3.418.995
Exploitations industrielles de l'État.	402.889	402.896	479.626
Produit des Domaines.....	513.651	512.838	705.287
Tributs	871.316	893.871	893.871
Produits divers du Budget.....	1.132.896	1 288.732	2.401.053
TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES...	25.848.332	26.015.101	28.612.978

TABLEAU DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

Des exercices 1326 et 1327

NATURE DES CRÉDITS	EXERCICE 1326	EXERCICE 1327
	CRÉDITS VOTÉS	PRÉVISIONS
	Ltq	Ltq
I. Dépenses ordinaires :		
Dette Publique.....	8.374.480	10.705.529
Liste civile.....	493.640	493.280
Corps Législatif.....	217.630	196.258
Ministère des Finances.....	3.168.544	2.559.584
Cour des Comptes.....	18.888	19.171
Direction générale des Douanes..	477.567	510.157
Direction des Postes et Télégraphes	790.114	804.108
Cadaastre.....	108.987	115.821
Grand Vizirat.....	26.778	27.478
Intérieur.....	1.310.544	1.346.123
Sûreté Publique.....	450.405	483.109
Conseil d'État.....	32.750	33.082
Affaires étrangères.....	258.714	239.216
Cheik-Ul-Islamat.....	498.571	504.754
Justice et Cultes.....	763.684	783.269
Instruction Publique.....	946.398	912.179
Travaux Publics et Commerce...	1.161.337	1.159.719
Mines, Forêts et Agriculture.....	395.844	495.081
Chemin de fer du Hedjaz.....	615.843	792.153
Marine.....	1.640.312	1.414.261
Guerre.....	9.090.000	9.078.106
Fabrication des munitions de guerre	489.671	491.371
Gendarmerie.....	1.757.019	1.843.635
TOTAL DES DÉPENSES ORDINAIRES.	32.997.722	35.007.746
II. Dépenses extraordinaires :		
Guerre.....	1.750.000	»
Travaux publics.....	946.062	»
TOTAL DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES	2.696.062	»
TOTAL GÉNÉRAL.....	35.693.784	35.007.446

finances ; il est probable que les chiffres qui figurent dans le projet seront majorés.

Quand on compare les budgets des trois premiers exercices de la Turquie constitutionnelle, on remarque que les recettes ont augmenté **chaque année**.

1325	25.078.962	Ltq
1326	26.015.101	
1327 (projet) . . .	28.612.978	

Les éléments de recettes sont les mêmes que sous l'ancien régime mais ils sont plus productifs parce que leur perception est déjà plus régulière et qu'une plus grande partie des produits encaissés arrive jusqu'au trésor. Ce sont toujours les contributions directes qui fournissent les plus gros chiffres et parmi celles-ci les dîmes et l'impôt foncier tiennent la plus grande place.

Les douanes constituent presque la totalité des contributions indirectes. Si l'on réunit ces trois impôts :

Impôt foncier.	2.600.000	Ltq
Dîmes	6.731.000	
Douanes	4.218.000	
on a un total de Ltq . .	13.549.000	Ltq

Soit la moitié du budget des recettes.

Les dépenses de ces trois exercices ont toujours été supérieures aux recettes, elles se sont élevées.

En 1325 :

Dépenses ordinaires	30.539.546
Dépenses extraordinaires.	3.000.000
Total.	<u>33.539.546</u>

En 1326 :

Dépenses ordinaires	32.997.722
Dépenses extraordinaires.	2.696.062
Total.	<u>35.693.784</u>

En 1327 :

Prévisions	<u>35.007.446</u>
----------------------	-------------------

Le chiffre de 1327 semble indiquer une diminution par rapport à l'année précédente, mais la discussion publique aura sans doute pour effet d'augmenter les crédits définitifs.

Les dépenses peuvent se diviser en trois catégories :

La Dette publique qui absorbe.	10.706.000	Ltq
Les dépenses militaires.	12.827.000	
Les services civils.	<u>11.474.000</u>	
	35.007.000	

La prédominance des dépenses militaires est remarquable mais n'est pas surprenante en Turquie, peuple guerrier dont les frontières sont toujours menacées. Cependant un véritable progrès a été réalisé en relevant les crédits de certains ministères sacrifiés sous l'ancien régime. Le budget de l'Instruction publique a été porté de

44 millions de piastres à 94 millions. celui de la Justice de 62 à 76 millions, celui des travaux publics et du commerce de 62 à 116 millions de piastres.

Les déficits de ces trois budgets s'élèvent respectivement à :

5.460.584	Ltq	en 1325
9.678.683		en 1326
6.394.468		en 1327

Nous avons vu qu'ils étaient à peu près inévitables dans les circonstances où se trouvait la Turquie : mais on espère que dans un délai de deux ou trois ans, les budgets se trouveront en équilibre. Le ministre des finances affirme sa confiance dans l'avenir et M. Ch. Laurent semble la partager : « Est-il permis d'espérer, dit-il, que ce déficit « pourra disparaître d'ici peu d'années ? Je n'hésite pas à « l'affirmer. Si les réformes nécessaires sont résolument « effectuées, si l'on ne se départit pas d'une stricte économie dans les dépenses et d'une prudente évaluation « des recettes, le budget de la Turquie doit être en équilibre à assez bref délai » (1).

Les différents projets de budget laissent prévoir des réformes qui seront effectuées ultérieurement, dans l'assiette de certains impôts. Quelques unes de ces modifications ont été déjà réalisées par les lois de finances comme

(1) Ch. Laurent. Conférence faite à l'École des Sciences Politiques le 15 mars 1910.

la suppression des passeports à l'intérieur, et le paiement en argent de l'impôt des prestations.

D'autres ont fait l'objet de projets de loi présentés à la chambre : il faut remarquer qu'ils comportent des modifications à des impôts existants et non pas des créations de nouvelles taxes. M. Ch. Laurent déclare en effet qu'il n'est pas d'avis d'établir de nouveaux impôts, mais plutôt d'améliorer la perception de ceux qui existent, et d'assurer un contrôle très serré sur l'emploi des deniers publics. Les projets de réforme déjà préparés portent sur les impôts directs ; les deux principaux se réfèrent à l'impôt foncier des propriétés bâties, et aux dîmes (1).

Le Ministre des finances a déposé le 21 janvier 1325 (1909) un projet de réforme de l'impôt foncier des propriétés bâties. Nous avons vu que le taux de cet impôt était de 5, 8 ou 20 p. 1.000 de la valeur des immeubles, l'estimation en étant faite de façon assez fantaisiste en capitalisant le loyer. Le projet propose d'asseoir l'impôt sur le revenu brut, c'est-à-dire sur le loyer réel à raison de 12 % de ce revenu ; cependant les moulins, fabriques et usines et les constructions en bois jouiraient d'une déduction de 1/4, ils ne seraient donc taxés qu'à 9 %. Les maisons dont le revenu imposable serait

(1) Je dois exprimer toute ma reconnaissance à M. R-G. Lévy qui a bien voulu me confier le texte de différents projets de lois dont il avait reçu communication confidentielle du Ministre des finances ottoman, et mettre à ma disposition toute la collection des comptes-rendus de la Dette Publique ottomane.

L. D.

inférieur à 2.000 piastres (255 francs) seraient dégrévées de moitié et celles dont le loyer est inférieur à 500 piastres (114 francs) et habitées par leur propriétaire pourront être dégrévées entièrement. Les recensements seront opérés par une commission de trois membres nommés par l'administration ; les évaluations seront faites par la même commission, à laquelle s'adjoindront 4 membres représentant les contribuables, elles seront revisées tous les 10 ans, et serviront à la confection d'une matrice d'où seront extraits les rôles annuels.

Le progrès réalisé par cette loi serait de rendre l'impôt proportionnel au revenu des immeubles, de remettre à jour les recensements et les évaluations qui n'ont pas été tenus au courant, de donner à l'impôt une base fixe facile à connaître et à vérifier et enfin de donner aux contribuables une certaine garantie contre les taxations arbitraires des agents de l'administration.

La perception des dîmes donne lieu à des abus et à des vexations dont souffrent beaucoup les populations agricoles et qui rendent cet impôt très lourd pour le pays. Il n'est pas question de supprimer les dîmes, car elles ont pour elles une tradition de plusieurs siècles, elles sont passées dans les mœurs, et c'est là peut-être la meilleure justification d'un impôt quel qu'il soit ; de plus elles reposent sur la loi religieuse qui ordonne de donner à Dieu le dixième des produits de la terre. Il semble difficile aussi de supprimer actuellement le paiement en nature, car le paysan y est habitué et il préfère prélever une partie

de sa récolte que donner de l'argent à un collecteur d'impôts, mais il faut reconnaître que ce mode de perception est assez défectueux et assez primitif. Il y a lieu d'apporter à la législation actuelle des modifications de détail, destinées à en améliorer la perception et à protéger le paysan contre les fermiers de l'impôt. C'est le but d'un projet de loi déposé par Djavid Bey le 17 mars 1910. Il supprime certaines dîmes dont la perception est une source de difficultés entre dîmiers et contribuables, celle du miel, des fruits et des produits cueillis et consommés au jour le jour. Il limite l'obligation des paysans de faire pour le compte des dîmiers, des transports à longues distances pour amener le produit des dîmes dans les magasins de ceux-ci ; désormais le maximum de distance sera d'une heure de chemin. L'art. 16 du projet décide que lorsque dans un village, la dîme des produits dits hâtifs ou tardifs, c'est-à-dire venant à maturité avant ou après les céréales, sera évaluée plus de 3.000 piastres, il sera procédé à une adjudication distincte pour chacun de ces produits ; on veut éviter ainsi que l'adjudication ne soit retardée jusqu'à la maturité des derniers produits, ce qui entraînait souvent la détérioration des premiers. On veut aussi remédier à cet abus dont souffraient beaucoup les paysans, consistant dans l'obligation où ils étaient, de laisser leurs récoltes sur place jusqu'au passage du dîmier ; c'était peut-être là un des plus grands inconvénients de la dîme car les intempéries et les insectes détruisaient en partie le fruit du travail de toute une année. Désormais les habitants feront

une déclaration écrite informant que leurs récoltes sont prêtes à être rentrées ; si dans les trois jours le dimier ne s'est pas présenté, la décimation sera faite par le conseil des anciens du village.

Enfin la population de chaque village aura un droit de préférence pour l'affermage de ses propres dîmes ; elle aura toujours le droit d'en obtenir l'adjudication, même lorsque celle-ci sera déjà définitive, au prix offert par le dernier enchérisseur. On voit que ces modifications de détail, sans rien changer au principe même de l'impôt ni au mode de perception, doivent avoir les plus heureux résultats en améliorant les relations entre fermiers et paysans et en rendant moins dure la condition de ces derniers.

Il y a d'autres impôts qui demandent aussi des réformes, ce sont les impôts de consommation ; mais là s'élève une difficulté provenant de la résistance des Puissances étrangères ; ces dernières en effet jouissent d'immunités ou de privilèges en vertu soit des capitulations soit des traités et elles consentent difficilement à abandonner ces avantages que rien ne justifie plus aujourd'hui, C'est ainsi que le Temettu, impôt sur les professions, pourrait être beaucoup plus productif, s'il était étendu aux étrangers qui en sont totalement exempts ; le gouvernement a préparé un projet de loi dans ce sens et il a entamé les négociations pour obtenir l'assentiment des Puissances.

Il en est de même pour les droits de douane que le gou-

vernement voudrait élever de 11 à 15 %. Actuellement les douanes rapportent plus de 4 millions de Ltq, on estime que la surtaxe de 4 % produira un supplément de 1 1/2 millions de livres. Les pourparlers sont engagés depuis l'été de 1909 et les Puissances ont donné leur assentiment en principe, il ne reste plus qu'à régler des points de détail ; l'opposition semble venir de l'Angleterre car la question est liée à celle du chemin de fer de Bagdad et l'Angleterre voudrait faire de son acceptation du relèvement du tarif douanier une arme puissante dans le conflit d'intérêts anglo-allemand, soulevé autour de cette voie ferrée. Nous avons vu qu'un anglais Sir Crawford est en train de réorganiser le service des Douanes et le résultat de ses efforts a déjà été une plus-value de 300.000 Ltq. M. Laurent estime qu'avec le tarif actuel de 11 % le rendement pourrait facilement être accru de 25 à 30 % si la perception était opérée de façon tout à fait satisfaisante.

Il est question de créer dans un avenir plus ou moins rapproché le monopole de l'alcool, du pétrole et du papier à cigarettes ; on estime que le premier pourrait rapporter 17 millions de francs, le second 20 millions soit une quarantaine de millions. Ces diverses réformes jointes à une sage administration financière, pourront suffire dans quelques années à assurer l'équilibre des budgets.

CHAPITRE VI

LES EMPRUNTS

Les trois premiers budgets que nous venons d'examiner présentent un déficit à peu près inévitable ; il était impossible d'augmenter brusquement les impôts existants, d'autre part des dépenses urgentes s'imposaient et les réformes destinées à procurer des plus-values de recettes ne produiront leur effet que dans l'avenir. Aussi les trois premières années du nouveau régime sont-elles marquées chacune par un emprunt nouveau.

En 1908, le gouvernement jeune turc qui vient d'arriver au pouvoir, a de grands besoins d'argent, il doit faire face à des échéances, payer les fournisseurs, les traitements des fonctionnaires et les soldes de l'armée. Le nouveau régime tient essentiellement à faire honneur à sa signature, et à payer à guichet ouvert toutes les créances qui lui sont présentées ; il faut que l'on s'aperçoive qu'il y a quelque chose de changé en Turquie s'il veut conserver sa popularité ; c'est pour lui une question vitale. Aussi a-t-il recours à la Banque Ottomane qui met aussitôt à sa disposition une avance de 900.000 Ltq. En même temps un

contrat est signé avec cet établissement, relatif à l'émission de l'emprunt 4 % 1908 de 4.711.124 Ltq. Il est destiné à rembourser les avances temporaires de la Banque; en effet au début de nouveau régime, le 23 juillet 1908, il y avait dans la caisse du Ministère des finances une somme de 329.184 piastres et 32 paras; ces avances de la Banque s'élevaient à cette date à 1.418.000 Ltq. auxquelles il faut ajouter les 900.000 Ltq. de 1908 soit 2.318.000 Ltq. Le surplus de l'emprunt devait fournir au malié des ressources de trésorerie.

L'annuité de 218.328 Ltq. est gagée sur la part de 75 % revenant au gouvernement sur le compte excédent de revenus sur revenus concédés et versée par la Dette Publique (1). Ces excédents revenant au gouvernement se sont élevés :

En 1907-1908 à	454.576 Ltq.
En 1908-1909 à	361.986
En 1909-1910 à	529.448

Le produit en est versé par la Dette Publique à la Banque Ottomane qui assure le service de l'emprunt. Celui-ci a été émis à 85 % son produit net a été de 2.965.635 Ltq. Après la déduction des avances de la Banque soit 2.318.000 Ltq. il est resté à la disposition du gouvernement une somme de 647.635 Ltq.

L'emprunt 1909 a donné lieu à de longues négociations

(1) Il ne s'agit que de la part revenant au gouvernement sur revenus concédés et non pas sur Surtaxe douanière, cette dernière étant réservée toute entière aux Vilayets de Macédoine.

et à une curieuse intervention de la Russie. Trois mois à peine après la proclamation de la Constitution, le 6 octobre 1908, le prince Ferdinand de Bulgarie déclarait solennellement l'indépendance de la principauté et se faisait proclamer tsar des Bulgares, en même temps que l'Autriche s'annexait de sa propre autorité la Bosnie et l'Herzégovine (3 octobre 1908). Le nouveau royaume se constituait en enlevant à la Turquie la Bulgarie, province vassale et la Roumélie orientale qui était en fait rattachée depuis longtemps à la première. La Sublime Porte éleva des protestations et fit appel aux Puissances pour faire respecter le traité de Berlin violé doublement par la scission bulgare et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. La Conférence internationale demandée par la Porte ne put se réunir faute d'entente sur le programme des travaux ; les puissances firent entendre à la Turquie qu'il conviendrait de régler la question par des compensations financières. Les Jeunes Turcs se sentirent humiliés de cette transaction, mais ils jugèrent prudent de tirer parti de cette mésaventure en enrichissant de quelques millions leur budget en déficit. La question bosniaque fut liquidée par une indemnité de 60 millions de francs versés par l'Autriche. Le différent turco-Bulgare fut plus malaisé à résoudre ; la Sublime Porte réclamait 140 millions pour la cession des 310 kilomètres de chemin de fer de la Roumélie orientale, l'abandon du tribut de Bulgarie et le rachat de la redevance de Roumélie. La Bulgarie répondit en offrant 82 millions : on ne pouvait s'entendre, le conflit s'envenimait et la guerre paraissait

inévitabile quand intervint la Russie. Elle crut devoir s'interposer pour maintenir la paix dans les Balkans et fortifier ainsi son influence dans le pays. Les Turcs et Bulgares n'étaient séparés que par une question d'argent, elle offrit de combler la différence en se substituant à la Bulgarie dans la dette de celle-ci envers la Porte ; on ferait ensuite compensation de cette dette avec un certain nombre d'annuités de l'indemnité de guerre. D'autre part la Russie toucherait l'annuité représentant l'intérêt et l'amortissement des 82 millions que la Bulgarie consentait à payer. Les négociations aboutirent à un protocole signé le 16 mars 1909 aux termes duquel la Russie faisait abandon de 40 annuités de l'indemnité de guerre, laissant disponibles les revenus affectés à leur garantie ; ceux-ci pourraient gager un nouvel emprunt devant fournir immédiatement la somme demandée par la Turquie. En même temps un protocole russo-bulgare détermine les obligations de la Bulgarie qui doit verser à la Russie en 50 annuités 82 millions de francs, plus les intérêts de cette somme. La Bulgarie faisait une bonne affaire en évitant de faire un emprunt onéreux pour payer sa créance à la Russie ; c'est cette dernière qui fait tous les frais de l'opération ; encore faut-il remarquer que son sacrifice pécuniaire est moindre qu'il ne paraît à première vue, car elle renonce à 40 annuités de 350.000 Ltq. ne portant pas intérêt soit 14 millions de Ltq. et elle reçoit en échange 82 millions de francs soit 3.608.000 Ltq. plus les intérêts de cette somme pendant 50 ans soit en tout 12 ou 13 millions de Ltq.

La Turquie obtient la disponibilité immédiate des revenus affectés à l'indemnité russe qui vont lui servir à gager l'emprunt de 7 millions de Ltq. dont elle a besoin. Il eut été logique de ne rien changer aux choses existantes et de laisser l'annuité du nouvel emprunt aux mains de la Dette Publique qui la percevait déjà pour le compte de l'indemnité russe. Mais le gouvernement jeune turc, voulut cette fois faire preuve d'indépendance en émettant lui-même l'emprunt et en s'engageant à en faire le service sans avoir recours à cette institution; il n'y avait pas là une marque de défiance envers elle; mais il en faisait une question d'amour-propre, voulant affirmer qu'il entendait se débarrasser de toute tutelle sur ses finances et qu'il se sentait assez fort pour en assumer complètement la charge.

Il fit appel à tous les financiers et il traita avec la Banque Ottomane autour de laquelle s'étaient groupées les principales sociétés françaises. Le contrat a été signé le 13 octobre 1909; l'emprunt est de 7 millions de Ltq. en 318.182 obligations de 22 Ltq. (500 francs). L'intérêt est de 4 % et l'amortissement de 1 % en 40 ans. Le rachat se fera en bourse tant que les cours seront au-dessous du pair et par voie de tirage au sort au-dessus du pair. L'annuité est de 350.000 Ltq. garantie par les mêmes revenus que l'indemnité russe, c'est-à-dire les dîmes de Koniah, Castamouni, Siwas, Adana, Kaladjik et l'impôt sur les moutons d'Alep. Ces revenus sont versés à la caisse de la Banque Ottomane par les agents de perception du Trésor. Dans le projet de contrat figurait une clause par laquelle le

gouvernement s'engageait, si un de ses coupons n'était pas réglé à son échéance, à céder à l'Administration de la Dette Publique la perception des revenus affectés à l'annuité. C'était une garantie subsidiaire donnée aux souscripteurs, mais elle a été supprimée dans le contrat définitif. Le gouvernement s'interdit toute conversion de cet emprunt avant 1920. Il a été émis à 86 % ; le marché de Paris en a absorbé la plus grande partie, 5 millions sur 7. L'opération réussit pleinement, les titres ont fait prime dès le jour de leur émission. Le produit net a été de 5.797.549 Ltq. ainsi réparties :

A la Compagnie des chemins de fer orientaux pour le rachat des 310 kilomètres de Roumélie . . .	836.000
Pour payer les dettes du Sultan déchu . . .	528.000
Indemnités aux victimes des massacres d'Adana	432.000
	1.496.000

Le reste, 4.300.000 Ltq, a été employé à couvrir le déficit du budget, et à payer des indemnités aux fonctionnaires mis hors cadre par suite de la réorganisation administrative. Le gouvernement se félicite hautement de ce succès, il a réalisé une économie de 800.000 Ltq. qui représentent la commission de 5 % de la Dette pendant 40 ans : c'est le premier emprunt qui n'ait pas été entamé avant son émission par des avances à rembourser. Djavid Bey déclare dans le projet du budget 1326 : « La réalisation de cette « importante opération financière, le plus gros emprunt « émis depuis 1880, peut être considéré comme un des plus

« éclatants succès du régime constitutionnel ottoman. »

L'emprunt 1910 a été conclu à la fin de l'année dernière après de longues et pénibles négociations dans lesquelles diplomates et financiers ont également pris part. Il s'agissait d'un emprunt de 44 millions de livres turques (250 millions de francs) destiné à combler le déficit du budget et que le gouvernement ottoman voulait émettre dans des conditions inconnues depuis longtemps en Turquie. Non seulement il ne chargeait aucun établissement d'en assurer le service, mais il déclarait que l'annuité serait prélevée sur les ressources générales du budget, sans affecter aucun revenu à la garantie des coupons, comme on l'avait toujours fait.

En juillet 1910 Djavid Bey vint à Paris pour négocier l'opération ; rencontrant des difficultés avec la Banque Ottomane qui demandait quelques garanties, il s'adressa à un autre groupe formé par le Crédit mobilier ; le contrat était déjà conclu avec cet établissement lorsque le gouvernement français intervint pour demander certaines garanties financières et certaines satisfactions d'ordre politique et économique ; il en faisait une condition sans laquelle il refuserait l'admission de l'emprunt à la cote officielle de Paris. On sait en effet qu'en vertu du décret du 6 février 1880, le gouvernement a le droit d'exclure les valeurs étrangères de la Bourse de Paris (1). Les prétentions du

(1) Décret du 6 février 1880 art. 5 : Le Ministre des finances peut toujours interdire la négociation en France d'une valeur étrangère.

gouvernement étaient des plus raisonnables : il demandait l'affectation à l'emprunt d'une garantie réelle et non pas seulement la promesse de payer le coupon sur les recettes générales, et la réalisation de réformes financières permettant de mettre fin au déficit budgétaire, notamment une comptabilité sérieuse et un système de trésorerie capable de donner confiance aux porteurs. Ce système serait soit celui qu'avait proposé M. Charles Laurent confiant toute la trésorerie de l'Empire à la Banque Ottomane, accepté par le ministre des finances sous forme d'un projet de loi, soit tout autre procédé permettant un contrôle sérieux sur l'emploi des deniers publics. Le premier système n'était que l'extension de celui qu'on appliquait depuis 1905 à la Macédoine ; la Banque recevait les produits encaissés par les agents de l'État, et payait dans la limite des crédits ouverts, les dépenses régulièrement ordonnancées par les autorités turques. Le gouvernement avait toute liberté dans l'élaboration de son budget, les résultats avaient été très satisfaisants.

Le gouvernement motivait sa demande sur des arguments sérieux, il rappelait que l'emprunt 1909 comportait l'affectation de certains revenus au service de l'intérêt et qu'en fait les recettes ainsi engagées, avaient été dépensées au fur et à mesure de leur encaissement, que le paiement du coupon n'avait été effectué qu'au moyen d'un appel au compte-courant du Trésor à la Banque Ottomane ; il estimait imprudent de renouveler ce genre d'opération, surtout en présence d'un déficit de 200 millions.

Les autres demandes du gouvernement français consistaient en des avantages à accorder à l'industrie française, car si le produit de cet emprunt devait être employé en commandes à l'étranger, il était équitable que la France en reçût une part. Enfin on demandait le règlement de la question des Algériens et Tunisiens résidant en Turquie, que la Porte prétendait traiter en sujets ottomans.

Ces revendications étaient des plus légitimes, mais Djavid Bey ne crut pas pouvoir les accepter : le projet de trésorerie avait été repoussé par la Commission du Budget de la Chambre. Il proposa alors de substituer à ces garanties, la nomination de deux fonctionnaires français à la direction du mouvement des fonds et à la présidence de la Cour des comptes ottomane, choisis d'accord par les deux gouvernements ; les ministres français acceptèrent le principe mais demandèrent que les attributions de ces fonctionnaires fussent bien déterminées, et que leur action pût être effective ; il importait en effet qu'ils ne fussent pas de simples spectateurs des désordres financiers, impuissants à y porter remède, la garantie de leur présence aurait été illusoire. Il fallait leur donner un pouvoir personnel comme le droit d'ordonnancer les dépenses ou un droit de veto ; ce n'était pas une innovation, puisque déjà la loi sur la comptabilité publique donnait à la Cour des Comptes le visa préalable de toutes les pièces de dépenses, sans lequel aucune ne peut être payée. Le gouvernement ottoman déclara ne pas pouvoir admettre ces conditions qui mettaient la Turquie sous la tutelle financière de la

France; il estimait qu'elles étaient contraires à l'honneur national. Le ministre de la guerre les repoussait au nom de la défense nationale qui serait compromise si une nation étrangère devait contrôler et autoriser toutes les dépenses, même celles de la guerre. La Sublime Porte signifia son refus au gouvernement français et le 28 octobre, l'ambassadeur de France à Constantinople reçut l'ordre de déclarer au gouvernement ottoman que les négociations étaient terminées.

Djavid Bey se vit alors obligé de se tourner d'un autre côté; un instant il crut pouvoir traiter avec l'Angleterre représentée par Sir Ernest Cassel, mais les pourparlers furent vite suspendus, car le Stock-Exchange et toute l'opinion publique anglaise se montrèrent hostiles à l'émission en Angleterre d'un emprunt refusé en France. C'est alors que le baron Marshall proposa à Djavid Bey de faire l'opération avec des banques allemandes auxquelles se joindraient des maisons autrichiennes. Il réunit péniblement un consortium d'établissements financiers qui acceptèrent la combinaison sans enthousiasme et plutôt par patriotisme. L'Économiste autrichien écrivait dans le courant d'octobre : « Ce n'est que dans le cas d'absolue nécessité qu'on pourrait songer aux marchés allemand et
« autrichien; les milieux financiers ne sont aucunement
« enthousiastes d'une telle idée; l'emprunt turc sera difficile à placer, toute la pression des deux ministres des
« affaires étrangères serait nécessaire. Espérons qu'on
« nous épargnera une telle charge. Il n'y a que des raisons

« exclusivement politiques qui puissent nous les faire « imposer. » Les négociations aboutirent cependant à un demi-résultat qui ajournait la solution définitive à une date ultérieure. L'affaire fut conclue avec un syndicat de 32 établissements groupés autour de la Deutsche Bank et comprenant la Bleich-Röederer Bank, la Disconto Gesellschaft, la deutsche Orient-Bank, la Dresdner Bank, etc. Le marché autrichien ne participait que pour 20 % à l'opération.

Le contrat signé le 9 novembre 1910 avec le syndicat comprend deux choses : une avance de 5.500.000 Ltq (125 millions de francs) sous forme de bons du trésor à échéance de six mois, émis par le gouvernement et escomptés par la Deutsche Bank à 5 1/2 % plus une commission de 1/8 %. A l'échéance, en mai 1911, le gouvernement pourra en proroger la durée de six mois au taux de 5 % et avec une commission de 1/6 %, une deuxième prolongation de quatre mois pourra être faite à 5 1/2 % sans commission. Quant à l'emprunt de 11 millions de Ltq il est divisé en deux tranches : l'une de 7.040.000 Ltq et l'autre de 3.660.000. La première tranche est prise ferme par le syndicat à 84 %, les frais d'émission évalués à 2 1/2 % étant à la charge du gouvernement. L'annuité à 4 % d'intérêt et 1 % d'amortissement demande une somme de 275.000 Ltq gagée sur les revenus des douanes et des contributions indirectes de Constantinople qui seront versés jusqu'à concurrence de 550.000 Ltq, directement par l'Administration à la succursale de la Deutsche Bank.

L'emprunt ne sera émis qu'au printemps 1911 lorsque les disponibilités du marché de Berlin le permettront ; les bons du Trésor seront remboursés sur le produit de l'emprunt. La deuxième tranche de 3.660.000 Ltq ne sera émise que plus tard dans un avenir indéterminé. En outre l'industrie allemande s'est assurée la promesse de nombreuses commandes de fournitures et concessions de travaux.

Il est certain que les conditions obtenues en Allemagne par le gouvernement ottoman ont été beaucoup moins favorables que celles qu'il aurait eues en France ; chez nous il aurait pu placer l'emprunt à 88 ou 90 % et il aurait économisé l'intérêt de 5 1/2 % qu'il va verser aux banques allemandes pour l'avance de 5.500.000 Ltq. On estime que le fait de s'être adressé à la finance allemande lui coûte 5 ou 6 millions de plus.

Cet emprunt a suscité de très vives polémiques dans les divers pays intéressés. La presse jeune-turque s'est répandue en récriminations très violentes contre la France, elle a proclamé hautement que « la Turquie saurait voir désormais de quel côté se trouvent ses vrais amis. » En Europe, l'attitude du gouvernement français a été appréciée d'une façon plus favorable : « L'opposition de Djavid Bey aux propositions de la France est inexplicable, écrit le Times, vu la situation financière de la France en Turquie, il est de son devoir de faire entendre sa voix de façon décisive, quand la Turquie se propose d'augmenter ses obligations envers les capitalistes français. C'est seulement en insistant pour qu'une grande partie

« du produit de l'emprunt soit consacrée à des dépenses
« d'utilité publique qu'elle peut espérer mettre les finances
« de la Turquie dans une situation plus saine. En raison
« des grands intérêts qu'a la France en Turquie, on ne
« peut pas dire que les conditions françaises soient exces-
« sives. »

On a beaucoup discuté sur l'opportunité de l'intervention gouvernementale en pareille matière, il est bien certain que le gouvernement a sagement agi dans la circonstance et sa conduite prudente a été en tout point digne d'éloges, il s'est montré conciliant autant qu'il le pouvait, mais il a voulu éviter que cette opération ne devînt un fâcheux précédent préjudiciable à nos intérêts. « L'État a le devoir de
« s'assurer d'abord que l'épargne française ne sera pas
« exposée à une catastrophe et ensuite qu'elle ne servira
« pas à des fins politiques ou militaires contraires à nos
« intérêts ou à ceux de nos amis. L'épargne française est
« un élément de notre force, elle doit être employée dans
« le sens de notre politique. » (1)

Cette intervention du gouvernement pour protéger les capitaux français placés à l'étranger, en exigeant certaines garanties en leur faveur, est des plus légitimes à condition d'être exercée avec beaucoup de tact et seulement en vue des intérêts supérieurs de la nation. D'ailleurs la Turquie l'a parfaitement compris et l'échec du dernier emprunt n'altérera pas les bonnes relations qui existent entre les deux

(1) René Pinon, « L'Europe et la Jeune Turquie », *Revue des deux Mondes*, 15 février 1911.

pays. Djavid Bey l'a déclaré dans l'exposé des motifs du Budget de 1327 : « Il est certes regrettable que cette opération ait échoué, mais ce serait une grande erreur de croire que les liens politiques qui unissent les deux États puissent être affectés par des questions d'argent de cette nature. » Et M. Pichon a fait une déclaration analogue à la tribune de la Chambre des députés.

C'est pour la Turquie autant une question d'intérêt que de sympathie, car outre les 2 1/2 milliards de capitaux français placés chez elle, elle aura dans l'avenir le plus grand besoin de recourir à l'épargne française. La réorganisation administrative et financière de l'Empire ottoman ne peut pas se faire sans le concours de la France et de ses capitaux. Nos intérêts sont conformes aux siens puisque n'ayant rien à gagner à une dislocation de l'Empire, nous sommes au contraire intéressés par nos placements financiers et aussi par notre influence morale et intellectuelle à son plus grand développement économique.

Le projet de budget 1327 contient la situation de la Dette publique en capital au 1^{er} septembre 1910 et les annuités qu'elle exige :

SITUATION DE LA DETTE TURQUE AU 1^{er} SEPTEMBRE 1910

I. Dette dont le service est fait par la Dette Publique

EMPRUNTS	CAPITAL NOMINAL Ltq	CAPITAL EN CIRCULATION	ANNUITÉS Ltq
Dette unifiée 4 %/.....	42.275.772	39.642.174	1.887.375
Lots turcs	15.632.548	11.900.261	270.000
Emprunt 4 %/ 1890.....	4.999.500	3.435.300	249.975
— 5 %/ 1896.....	3.272.720	2.952.620	180.000
— 4 %/ 1903 Pêcheries	2.640.000	2.525.886	118.800
— 4 %/ Bagdad 1 ^{re} série	2.376.000	2.367.256	97.120
— 4 %/ Bagdad 2 ^e série	4.752.000	4.743.530	200.000
— 4 %/ 1904.....	2.750.000	2.684.330	123.750
— 4 %/ 1905.....	2.640.000	2.537.370	118.800
— 4 %/ 1901-1905....	5.306.664	5.148.594	238.800
— 4 %/ 1908.....	4.711.124	4.684.086	212.000
TOTAL.....	91.356.328	82.611.407	3.696.620

II. Dette dans le service de laquelle l'Administration de la Dette n'intervient pas

EMPRUNTS	CAPITAL NOMINAL Ltq	CAPITAL EN CIRCULATION Ltq	ANNUITÉS Ltq
Emprunt 4 %/ 1893.....	1.000.010	750.310	50.000
— 4 %/ 1894.....	1.760.000	1.617.990	76.560
— 4 %/ 1902.....	8.600.020	8.203.800	390.000
— 4 %/ 1855.....	5.500.000	4.196.720	167.869
— 4 %/ 1891.....	6.918.612	6.170.912	308.686
— 3 1/2 %/ 1894....	9.033.574	8.106.736	362.174
— 4 %/ 1909.....	7.000.000	6.959.084	350.000
TOTAL.....	39.842.200	36.005.552 ⁹⁰	1.705.289
TOTAL GÉNÉRAL...	131.198.548	118.616.959	5.401.909
Soit en francs.....	2.988.702.923	2.702.094.326	123.055.487

Le tableau ne comprend pas l'emprunt 1910 qui, n'étant pas encore émis définitivement, ne se compose que d'une avance temporaire de 5.500.000 Ltq ; celle-ci fait partie de la dette flottante qui s'élevait au 1^{er} septembre 1910 à 19.531.000 Ltq. Soit 444.916.180 francs.

CHAPITRE VII

LA BANQUE IMPÉRIALE OTTOMANE

Nous avons vu dans le cours de cette étude, que la Banque Ottomane a joué un rôle important dans les finances de l'Empire; maintes fois elle est venue au secours du gouvernement, en lui faisant des avances dans les moments les plus critiques ou en prenant ferme des emprunts menacés d'un échec; récemment nous l'avons vue se charger du service de trésorerie des trois vilayets de Macédoine et il a été question d'étendre ce service à tout l'Empire; enfin c'est elle qui effectue toutes les opérations matérielles du service de la dette. Elle a rendu les plus grands services à la Turquie; on peut dire que cette Banque et l'Administration de la Dette Publique sont les deux piliers du crédit ottoman. Il sera donc intéressant de dire quelques mots de son histoire, de son organisation et de son fonctionnement.

En 1856, après la promulgation du Hatti Humayoun, avait été créée l'Ottoman Bank, constituée à Londres par une Société anglaise au capital de 500.000 £; son but était uniquement commercial et elle ne jouissait d'aucun

privilège spécial. Pendant les quelques années qui suivirent, la situation devint très grave : les impôts redevinrent mal, on ne savait où trouver de l'argent, la dette flottante était considérable, composée d'avances à court terme faites par les banquiers de Galata ; la situation monétaire était très compromise, le marché était encombré d'une grande quantité de caïmé déprécié, le grand Vizir Fuad Pacha pensa que seul, un grand établissement de crédit privilégié pourrait venir en aide au gouvernement dans sa détresse financière. L'ottoman Bank pourrait être l'embryon de ce vaste établissement, il suffirait d'étendre ses moyens d'action et d'augmenter ses attributions. En 1862, il négocia avec cette dernière l'émission d'un emprunt de 200 millions de francs et en même temps il la transformait en Banque privilégiée dont la mission serait de régulariser les recettes au moyen d'avances au trésor et de réparer le désordre du système monétaire.

Au groupe primitif anglais vint s'adjoindre un groupe français présidé par le marquis de Plœuc pour former une société anonyme au capital de 2.700.000 £ (67.500.000 fr.). Le firman du 4 février 1863 autorise la création d'une Banque d'État sous le nom de Banque Impériale Ottomane. Les 135.000 actions qui forment le capital ont été souscrites, 80.000 par le groupe anglais, 50.000 par le groupe français et 5.000 ont été réservées à la Turquie ; elles sont libérées de moitié.

La Banque est administrée par un conseil d'administration de six membres, comprenant un directeur général et

un directeur général adjoint, deux directeurs et deux sous-directeurs; un commissaire du gouvernement contrôle les opérations que fait la Banque pour le compte du Trésor. La direction supérieure appartient à des comités d'Europe au nombre de trois en principe. Deux comités de dix membres chacun sont institués à Paris et à Londres et un de six membres à Vienne, mais ce dernier n'a jamais été formé.

C'est une Banque d'État dans la même mesure que la Banque de France, ou la Banque d'Angleterre, en ce sens que c'est un établissement privé qui a le privilège d'émettre des billets de Banque et qui a de fortes attaches avec le gouvernement; mais il conserve son indépendance. Ses origines lui donnent un caractère international, mais c'est une société anonyme ottomane, soumise à la juridiction et à la législation de l'Empire.

Le capital social a été successivement porté de Ltq 2.700.000 à 4.500.000 (102.500.000 francs.) Puis à Ltq, 11.000.0000. (250.000.000 francs) en 1875, en même temps que le privilège était prorogé jusqu'en 1925; depuis, le capital est resté fixé à ce chiffre de 11 millions. Le siège central est établi à Constantinople et les deux principales agences à Stamboul et à Péra; il existe en outre une agence à Paris et une à Londres qui jouent plutôt le rôle de correspondants, car leur activité commerciale est presque nulle. Le nombre des agences de provinces s'est développé, il est aujourd'hui de 54 et il est encore appelé à augmenter. Il existe aussi des agences en Egypte qui

dépendent moins du siège central de Constantinople que du comité de Londres.

Les attributions de la Banque sont nombreuses mais plusieurs d'entre elles sont restées lettre morte. Depuis sa création, son histoire se confond avec celle des finances ottomanes et les liens qui l'y rattachent, auraient été encore plus forts et plus nombreux si toutes les prescriptions du firman de concession avaient reçu une application. En effet en vertu du firman de 1863 et de celui de 1875 qui la réorganise par suite de sa fusion avec la Banque austro-ottomane, elle est chargée des opérations de trésorerie dans tout l'Empire ; elle doit encaisser toutes les recettes qui lui sont remises par les agents de perception, elle doit opérer les mouvements de fonds dans toutes les localités où elle a des succursales et effectuer le paiement de toutes les dépenses publiques jusqu'à concurrence des crédits ouverts au budget. De plus elle s'engage à escompter les serghis émis par le Ministre des finances, pour parer aux retards des rentrées d'impôts ; ces serghis doivent être payables dans un délai de 30 jours au plus et émis dans les limites d'un maximum fixé par le gouvernement d'accord avec la Banque. Celle ci est encore chargée d'effectuer à ses guichets le paiement des coupons de la dette intérieure et de transmettre à l'étranger les fonds destinés au service de la dette extérieure. Elle doit servir d'intermédiaire au gouvernement pour l'émission des emprunts à l'étranger et elle jouit d'un droit de préférence, à conditions égales, pour le placement des bons du

trésor. Enfin elle ouvre un compte-courant au gouvernement sous forme d'avance statutaire, fixée d'abord à 550.000 Ltq puis à 3 millions de Ltq portant 8 % d'intérêt. En 1886, celle ci a été réduite à 825.000 Ltq à 7 % puis élevée à 1 million de Ltq en 1893; tout récemment, en février 1911 elle a été portée à 1.500.000 Ltq à 5 1/2 %. Le gouvernement s'engage à lui verser tous les revenus de l'Empire; la Banque doit collaborer à la confection du budget et en assurer l'exécution. Mais ce contrôle sur les finances publiques ne put s'exercer en l'absence du budget lui-même; la Banque n'encaissant aucune recette ne pouvait effectuer aucun paiement; il est bien regrettable que le gouvernement se soit privé volontairement de ses services qui lui auraient été des plus salutaires.

Mais il sut bien avoir recours à elle pour se faire consentir des avances ou pour placer ses emprunts.

En 1877 l'emprunt Défense Loan avait échoué misérablement à Londres et à Paris, il fut pris ferme immédiatement par la Banque. En 1879 après la banqueroute, quand il s'agit de créer un syndicat des banquiers créanciers du Trésor pour liquider les fameuses créances de Galata, ce fut encore elle qui se chargea de consolider la dette flottante et d'organiser l'Administration des six contributions indirectes, en vertu de la convention du 22 novembre 1879. De même elle facilita les négociations qui précédèrent le décret de Mouharrem : elle proposa de rembourser tous les intéressés de ladite administration en échange des obligations de Priorité 5 % payées par privilège sur les

revenus concédés. A partir de ce moment elle est devenue le banquier de l'administration de la Dette Publique; elle effectue le service des coupons et envoie les fonds à l'étranger; elle s'occupe de la même façon des autres emprunts qui ne sont pas régis par la Dette Publique.

Toutes les opérations d'émission d'emprunts, et de conversion depuis 1881 ont été faites par son intermédiaire.

La convention du 7 mars 1905 portant règlement sur le mode d'encaissement des recettes et de paiement des dépenses des 3 vilayets macédoniens, lui a rendu une partie de ses attributions primitives; c'est elle qui est chargée de faire le service de trésorerie de ces trois provinces; elle centralise toutes les recettes locales plus la part de 75 % revenant au gouvernement sur la surtaxe douanière 3 %; elle les applique aux dépenses de ces vilayets sous la surveillance de la commission internationale et reverse l'excédent au trésor impérial, s'il y a lieu.

La Banque Ottomane a le privilège exclusif de l'émission des billets de Banque jusqu'à concurrence du triple de l'encaisse métallique; mais le billet de Banque est très peu répandu en Turquie; il est regardé avec méfiance par les paysans qui, se souvenant encore des anciens caïmés dépréciés, leur préfèrent les espèces sonnantes.

Le billet de Banque n'est remboursable qu'à Constantinople, c'est peut-être la cause de sa circulation restreinte; cependant les agences de provinces remboursent dans les limites de leurs disponibilités les billets qui leur sont présentés. Aussi depuis quelques années, la circulation s'est

élevée avec l'augmentation du nombre des agences et le développement des affaires. La seule coupure en circulation est le billet de 5 Ltq; on vient de créer récemment des billets de 50, et 100 Ltq. Voici le chiffre de la circulation fiduciaire depuis l'origine de la Banque.

Au 3/18 Décembre :

1863.	8.700 Ltq
1873.	222.800
1883.	260.000
1893.	952.000
1900.	931.000
1903.	1.229.000
1907.	1.200.000
1908.	924.000
1909.	929.150
1910.	1.174.890

A côté de son rôle de Banque d'Etat, la Banque Ottomane a aussi tous les droits d'un établissement de crédit, elle fait toutes les opérations de Banque, escompte des effets de commerce et des engagements à ordre, avances sur titres ou valeurs, opérations de change, elle reçoit des dépôts en comptes courants et fait le commerce des monnaies et métaux précieux. Elle n'a pas comme en France, de taux d'escompte uniforme, ses conditions varient avec la qualité du papier présenté, qui doit toujours porter deux signatures; le taux moyen est de 7 à 9 % il est même plus élevé en province; on ne peut pas dire qu'il soit

exagéré dans un pays où le taux légal de l'intérêt est encore de 12 %.

Le portefeuille commercial était nul dans les premières années, il a commencé à se développer après la crise de 1875. Les dépôts en Banque étaient inconnus en Turquie, le seul mode d'épargne pratiqué était la thésaurisation : la Banque a dû faire l'éducation des populations, elle a créé un service de dépôts en compte-courant rapportant 5 % et sous le nom de Caisse de famille, elle a institué en 1891 une sorte de caisse d'épargne dans laquelle les déposants reçoivent un livret, les versements ne sont pas limités mais il ne portent intérêt que sur les sommes inférieures à 100 Ltq. Cette institution a été des plus utiles pour encourager la petite épargne et donner aux ottomans l'habitude de confier leurs économies à une banque qui les fait fructifier. En 1901, après dix ans de fonctionnement, ces caisses contenaient des dépôts pour une valeur de 200.000 Ltq et 350.000 Ltq en y ajoutant les dépôts dans les caisses de famille d'Egypte ; au 31 décembre 1908, ce total s'élevait à 774.000 Ltq.

L'État payait à la Banque pour le service de Trésorerie fait en son nom une commission de 50.000 Ltq réduite à 40.000 en 1911 et une subvention aux succursales, de 32.000 Ltq réduite à 20.000 Ltq.

Les bénéfices de la Banque n'ont cessé d'augmenter surtout dans ces dernières années.

	BÉNÉFICES	DIVIDENDES
	—	—
1901	342.000 Ltq	6 %
1903	369.163	6,50 %
1905	464.200	7 %
1906	523.287	8 %
1907	519.927	9 %
1908	515.072	9 %

Voici au 30 novembre 1910 le bilan de la Banque :

Actif

Actions non appelées	125.000.000 fr.
Espèces en caisse	81.578.975
Fonds d'Etats anglais, français, alle-	
mands	27.389.098
Autres valeurs acquises	87.289.309
Effets en portefeuilles	75.362.577
Compte courant du Trésor	8.957.668
Comptes courants divers	151.677.560
Avances sur valeurs publiques et mar-	
chandises	161.759.708
Immeubles et mobilier.	7.175.777
Divers	4.707.906
Total.	730.838.577 fr.

Passif

Capital	250.000.000 fr.
Billets en circulation	21.392.045
Effets à payer.	38.287.665
Dépôts à échéance fixe.	27.314.066
Comptes courant du Trésor	21.910.140
Comptes courants divers	324.084.915
Dividendes à payer	276.141
Réserve statutaire	31.250.000
Divers	16.323.605
Total.	<u>730.838.577 fr.</u>

Un différend s'était élevé à la fin de 1910 entre le gouvernement et la Banque, à propos de l'émission en Allemagne des 5.500.000 Ltq de bons du Trésor comme opération préliminaire à l'emprunt de 11 millions de livres. La Banque Ottomane prétendait avoir le privilège de l'émission de ces bons et protestait contre la convention passée avec la Deutsche Bank. La question fut réglée en février 1911 par une convention aux termes de laquelle il est reconnu un droit de préférence à la Banque pour les bons du trésor que le gouvernement veut vendre ferme ; pour ceux qu'il place directement, elle n'a aucun privilège. La même convention modifie la réserve statutaire et les commissions accordées par l'Etat ; en outre elle crée un conseil de trois administrateurs pris parmi les banquiers et industriels de Constantinople pour assister la direction générale.

La Banque Ottomane a joué un grand rôle dans le développement économique de la Turquie. Outre les services qu'elle a rendus au gouvernement depuis près d'un demi-siècle qu'elle existe, elle a contribué pour une grande part à l'assainissement du système monétaire en s'efforçant de retirer le papier monnaie de la circulation et en favorisant les refontes des espèces métalliques. En outre elle a coopéré, au moyen de subventions et d'encouragements divers, aux grandes entreprises industrielles du pays, elle a facilité la constitution des Compagnies de chemins de fer et a contribué largement à la construction du réseau ferré existant. Elle s'intéresse à différentes entreprises d'exploitation des richesses minières de la Turquie, enfin en développant le crédit, elle a préparé l'essor du commerce et de l'industrie et par là, elle a fait œuvre de civilisation.

A côté de la Banque Ottomane, il convient de citer la Banque agricole qui est une sorte de crédit foncier. Elle a été créée en 1888 pour remplacer des caisses dites d'utilité publique, destinées à pourvoir à certaines dépenses locales (constructions d'écoles, de fontaines, de ponts etc.) imaginées en 1864 par Midhat Pacha sous le nom de caisses provinciales. La Banque agricole n'est pas une société par actions, c'est plutôt une administration de l'Etat rattachée au ministère des Travaux publics et du Commerce. Le capital est constitué par les fonds des anciennes caisses provinciales et par une surtaxe de 1 % sur toutes

les dîmes, perçue tant que ce capital n'aura pas atteint 40 millions de Ltq. Elle a pour but de soustraire les paysans aux exigences des usuriers et prêteurs de profession, et de venir ainsi en aide à l'agriculture. Elle fait des prêts hypothécaires à un taux raisonnable de 6 % plus 1 % de droit d'enregistrement, gagés sur les propriétés et jusqu'à un maximum de 150 Ltq. Mais elle ne prête qu'aux agriculteurs propriétaires, fermiers, ou métayers et pour des périodes de 3 mois à 15 ans. Les remboursements sont effectués par annuités comprenant l'intérêt et l'amortissement. Les bénéfices qu'elle réalise doivent être utilisés $\frac{1}{3}$ pour constituer un fonds de réserve $\frac{1}{3}$ pour le développement de l'agriculture dans la circonscription de chaque agence, et le dernier tiers est remis au ministre pour être employé au mieux des intérêts de l'agriculture.

Le capital est aujourd'hui de 9 $\frac{1}{2}$ millions de Ltq, mais plus de la moitié a été prêté au trésor sous forme d'avances remboursables à une époque indéterminée. Son action se développe beaucoup, elle a aujourd'hui 464 succursales dans les provinces et depuis sa création, elle a fait plus de 12 millions de Ltq (273 millions de francs) d'avances aux agriculteurs.

Son influence pourra être des plus salutaires en Turquie, pays essentiellement agricole, où la population rurale manque des capitaux nécessaires pour améliorer la culture et où les espaces à mettre en valeur sont encore considérables.

LIVRE IV

Les Voies de Communication

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est impossible d'avoir une notion complète des Finances de l'Empire ottoman, sans dire quelques mots des voies de communication. Elles touchent de très près aux finances publiques, car la construction des routes incombe directement au gouvernement et constitue un chapitre important des dépenses, sinon dans le passé au moins dans les projets de travaux à exécuter dans l'avenir. Quant aux voies ferrées, elles ont nécessité des emprunts et demandent annuellement des versements qui n'atteignent pas moins de 18.224.000 francs sous forme de subventions kilométriques versées aux compagnies concessionnaires. L'intérêt de ces questions est tout à l'ordre du jour, puisque c'est autour de ces concessions que s'exercent à

l'heure actuelle les compétitions internationales. L'étude détaillée en demanderait un volume, nous nous bornerons ici à examiner très rapidement la situation actuelle du réseau des routes et des voies ferrées de la Turquie autant qu'elles intéressent les finances publiques.

CHAPITRE PREMIER

LES CHEMINS DE FER

Ce qui caractérise les chemins de fer ottomans, c'est qu'ils ne se présentent pas comme un réseau unique conçu et exécuté avec une idée d'ensemble, dans le but de relier entre elles toutes les parties du territoire. C'est au contraire une série de tronçons de lignes, sans aucun lien entre eux, réunissant certains centres deux à deux. Ces lignes ont été concédées sans plan arrêté d'avance, à mesure que se présentaient les constructeurs. Cette imprévoyance et parfois aussi des oppositions politiques étroites ont empêché de relier des tronçons de lignes dont la jonction eût été utile à la fois aux compagnies en augmentant leur trafic et aux transporteurs en diminuant les taxes et les frais de transport et en augmentant les débouchés. La diversité des lignes se présente surtout en Asie mineure, tandis que le réseau de Turquie d'Europe présente plus d'unité et de continuité. Toutes ces lignes sont construites ou exploitées par des compagnies étrangères surtout allemandes, françaises et anglaises et les rivalités des Puissances sont très vives autour de ces concessions

qui constituent à la fois un débouché pour leur industrie et un moyen de pénétration pacifique, un moyen de développer leur influence politique, intellectuelle et économique.

Au point de vue financier, on peut diviser les lignes en deux catégories d'après leurs rapports avec le trésor public; certaines lignes jouissent d'une garantie kilométrique de l'Etat, consistant dans l'obligation pour celui-ci de compléter par un versement annuel, un certain chiffre de recette brute par kilomètre exploité; le procédé est défectueux, car s'il encourage la construction de lignes nouvelles, il constitue une prime à la mauvaise exploitation, puisque les versements de l'Etat seront d'autant plus élevés que les recettes brutes auront été plus faibles. Aussi préfère-t-on aujourd'hui le système employé pour les autres lignes, la concession sans garantie kilométrique.

A. — RÉSEAU DE TURQUIE D'EUROPE

Le réseau est réparti entre trois compagnies : celle des chemins de fer Orientaux, la compagnie française de Jonction Salonique-Constantinople et la compagnie allemande Salonique-Monastir.

1. *La compagnie des chemins de fer Orientaux* est une des plus anciennes de la Turquie, elle a été créée par le baron Hirsch, banquier belge, en 1869.

A cette époque le grand Vizir Fuad-Pacha rêvait d'un vaste programme de travaux publics, comprenant un

réseau de 2.000 kilomètres de voie ferrée reliant Constantinople à Vienne et Paris en passant par Andrinople et Belgrade. Le gouvernement ne pouvait entreprendre lui-même ces travaux, il s'adressa au baron Hirsch. La concession était faite sur la base d'une garantie kilométrique de 22.000 francs de recettes brutes, dont 14.000 francs versés par le gouvernement. Le concessionnaire devait fournir les 8.000 francs nécessaires pour compléter la garantie de 22.000 francs. Le baron Hirsch créa deux sociétés : en janvier 1870 la Société Impériale des chemins de fer de la Turquie d'Europe, au capital de 54 millions qui devait construire les lignes et la Compagnie d'exploitation des chemins de fer de la Turquie d'Europe, qui devait se substituer à la première pour exploiter les lignes construites, en versant à celle-ci un loyer de 8.000 francs par kilomètre. Par mesure de transition il fut convenu que le gouvernement verserait lui-même ces 8.000 francs pendant 10 ans, de sorte que pendant cette période de temps il a fourni les 22.000 francs. La Société de construction jouissait d'une rente annuelle de 22.000 francs pendant 99 ans, durée de la concession. Les versements du gouvernement ont été capitalisés par l'émission d'un emprunt de 1.980.000 obligations à lots d'une valeur nominale de 400 francs, amortissables par voie de tirage au sort, ce les Lots Turcs. Les Lots ont été cédés par le gouvernement à 128 francs et émis dans le public à 180 francs. En mai 1872 la compagnie de construction rétrocéda au gouvernement le privilège de sa concession et les bénéfices de

son contrat avec la Société d'exploitation; l'Etat est donc devenu propriétaire du réseau à construire, ramené à 1.300 kilomètres. La compagnie d'exploitation fonctionne donc seule aujourd'hui, sous le nom de Société générale d'exploitation des chemins de fer Orientaux; elle est simplement locataire des lignes, qu'elle exploite moyennant un loyer de 8.000 francs par kilomètre.

En 1875 le réseau était construit, il comprenait les lignes suivantes à l'écartement normal de 1^m44 :

Constantinople — Andrinople.	319 kil.
Andrinople-Dédéagatch.	149
Andrinople-Philippopoli-Bellova	243
Tirnovο-Yamboli	107
Salonique-Mitrovitza.	363
Uskub-Zébedjié	85
Bellova-Vakarel	46
	1312 kil.

En 1882 on décide de compléter la ligne Bellova-Vakarel, Sofia, Nisch et Belgrade avec un embranchement de Nisch à Mitrovitza qui n'a jamais été exécuté. Mais on construit en 1885 le tronçon Zébedjié-Nisch qui relie Salonique à Belgrade et à l'Europe. Cette même année, intervient entre la compagnie des chemins de fer orientaux et le gouvernement, une convention aux termes de laquelle une somme de 7.000 francs par kilomètre est prélevée sur les recettes brutes, destinée à payer les dépenses d'exploitation et l'intérêt du capital engagé; le surplus est partagé à raison de 55 % à la Société et 45 %

au gouvernement. En échange, la redevance de 8.000 francs par kilomètre est réduite à 1.500 francs. Par le même contrat la compagnie consent à l'Etat une avance de un million de livres turques soit 23 millions de francs à 7 % d'intérêt et 1 % d'amortissement.

Cette avance a été remboursée en 1894 au moyen d'un emprunt de 1.756.000 Ltq 4 %, dont l'annuité de 76.560 francs est gagée sur la redevance kilométrique de 1.500 francs due par la compagnie à l'Etat et qu'elle verse directement à la Banque de Paris et des Pays-Bas. La Société qui était française jusque-là est devenue autrichienne.

En 1908 la Bulgarie en proclamant son indépendance, s'est emparée des voies ferrées de Roumélie; la compagnie des chemins orientaux perdait 311 kilomètres, plus les 46 kilomètres du tronçon Bellova-Vakarel. Elle a été indemnisée au moyen d'un prélèvement de 19 millions de francs sur l'emprunt de 1909, conclu avec l'intermédiaire de la Russie. Le réseau en 1909 est réduit à 955 kilomètres. Les recettes brutes de 1909 se sont élevées à (1) fr. 14.627.626
la part revenant à l'Etat a été de fr. 2.589.506
laissant à la compagnie un solde de fr. 12.537.120

2. *Ligne, Jonction Salonique-Constantinople.* — Elle a été concédée en 1892 pour 99 ans à un français M. Baudouy;

(1) Chiffres extraits du rapport annuel de M. Alexis Rey sur les chemins de fer ottomans.

elle est destinée à relier un point de la ligne Dédéagatch-Constantinople (Feredjik) à un point (Karasouli) de la ligne Salonique-Mitrovitza, en suivant une direction parallèle au littoral méditerranéen. Elle a une longueur de 510 kil. mis en exploitation en 1897. La base de la concession est une garantie de 15.500 francs de recettes brutes par kilomètre. Le paiement de cette garantie est assuré par la Dette Publique qui en prélève le montant sur les dîmes de Salonique et de Monastir. La Société anonyme qui l'exploite est une société française au capital de 15 millions de francs, plus 155 millions d'obligations.

Les recettes brutes encaissées en 1909 ont

été de	fr. 3.155.279
la subvention du gouvernement de . . .	fr. 4.758.851
la recette brute garantie a donc été de. . .	fr. 7.914.130

3. *Ligne Salonique-Monastir*, 218 kil., concédée en 1890 à M. de Kaulla au nom de la Deutsche Bank et exploitée depuis 1894 par la Société allemande du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir, au capital de 46 millions de francs. La concession est faite pour 99 ans comportant une garantie kilométrique de 14.300 francs, gagée sur les dîmes de Salonique et de Monastir gérées par la Dette Publique : le service technique est fait par la compagnie des chemins de fer orientaux. En 1909 les recettes brutes encaissées ont été de fr. 2.951.795
l'Etat a versé. fr. 177.989
pour parfaire la garantie de $218 \times 14.300 =$ fr. 3.129.784

Telles sont les lignes en exploitation dans la Turquie d'Europe, elles forment un réseau de 1.683 kilomètres.

B. — CHEMINS DE FER DE TURQUIE D'ASIE

Il n'existe pas à proprement parler de réseau de voies ferrées en Turquie d'Asie, car nous allons trouver une série de lignes isolées qui, sans doute, se rejoindront dans un avenir plus ou moins éloigné, mais qui ne constituent pour l'instant que des tronçons distincts. Deux compagnies jouissent d'une garantie kilométrique c'est la Compagnie Smyrne Cassaba et celle des chemins de fer d'Anatolie pour ses lignes anciennes et celle de Bagdad. Les compétitions internationales sont très vives dans la Turquie d'Asie où les Puissances européennes luttent pour développer leur influence. L'Allemagne la considère comme un merveilleux champ de colonisation où elle s'efforce d'exporter ses émigrants et ses marchandises. Elle occupe déjà par ses concessions de chemin de fer une situation prépondérante qui deviendra plus importante encore lorsque la ligne de Bagdad sera achevée.

1° *Ligne de Haïdar-Pacha-Angora.* — Elle détient déjà la ligne maîtresse Haïdar-Pacha-Angora et Koniah, concédée en 1889, à la Société des chemins de fer d'Anatolie.

Elle comprend d'abord la ligne Haïdar-Pacha-Angora de 318 kilomètres ; la première partie de cette ligne Haïdar-Pacha-Ismidt (91 kil.) construite en 1874 par le

gouvernement ottoman avait été donnée à bail à une compagnie anglaise, puis en 1888 concédée à M. Kaulla, mandataire de la Deutsche Bank, celui-ci s'engageait à la prolonger jusqu'à Angora; l'année suivante fut créée la Société des chemins de fer d'Anatolie. La garantie kilométrique était de 10.300 fr. pour le tronçon Haïdar-Pacha-Ismidt et 15.000 pour Ismidt-Angora. Le contrat contient en outre la concession éventuelle d'un prolongement Angora-Césarée, c'était l'amorce d'une ligne atteignant Bagdad par Angora, Césarée, Sivas, Diarbekir et Mossoul.

La ligne d'Angora fut terminée en 1896 et la compagnie renonça à continuer jusqu'à Césarée une ligne trop onéreuse. Elle obtint la concession d'un prolongement d'Eski-Chehir sur la ligne Haïdar-Pacha-Angora à Koniah; cette ligne longue de 444 kilomètres était concédée avec une garantie de 13.892 francs par kilomètre, elle fut ouverte en 1896.

De sorte qu'aujourd'hui la Compagnie allemande des chemins de fer d'Anatolie au capital de 60 millions, exploite 1.020 kilomètres de voies ferrées. Les garanties de 15.000 et 10.300 francs sont gagées sur les dîmes de plusieurs provinces, perçues par la Dette publique.

Les recettes de la ligne Haïdar-Pacha-Angora ont été en 1909 de		Fr. 5.640.595
La garantie kilométrique.		2.553.943
Total du revenu garanti		8.194.538

Celles de la ligne Eski-Chehir-Koniah.	2.079.635
La subvention de l'État.	2.999.748
Total	5.079.383

La société a obtenu aussi en 1899 la concession de la construction du port de Haïdar-Pacha, qu'elle a concédée elle-même à la Société allemande du Port de Haïdar-Pacha. Le port a été ouvert à l'exploitation en 1903.

2. *Chemin de fer de Bagdad.* — En 1899 la Compagnie des chemins de fer d'Anatolie signait avec la Porte une convention devenue définitive par iradé impérial du 16 janvier 1902. Le contrat donne à la Société la concession d'une ligne de Koniah à Bagdad, aboutissant à un point quelconque du golfe Persique. Cette convention fut considérée comme un grand succès de la diplomatie allemande qui était arrivée à réaliser le « Bagdad allemand ». Une autre convention signée le 5 mars 1903 confirme la précédente et fixe le tracé définitif. L'article premier de la convention de 1902 est ainsi conçu :

« Le gouvernement impérial accorde à ladite Société
« des chemins de fer d'Anatolie, la concession de la cons-
« truction et l'exploitation d'une ligne partant de Koniah
« et aboutissant à Bassorah, en passant par les villes sui-
« vantes ou en s'en rapprochant le plus possible : Erégli,
« Adana, Hamidié, Bagtché, Cazanali, Killis, Tell Habesch,
« Haran, Nissibine, Tell Avenat, Mossoul, Tekrit, Bagdad,
« Kerbela, Nedjef, Zobéïr et Bassorah, et aboutissant à un
« point du golfe Persique à déterminer.

« Art. 2. — La durée de la concession sera de 99 ans pre-
« nant cours à la date de la remise du firman et de
« l'échange de la présente convention. Cette durée de
« 99 ans s'applique à tout le réseau d'Anatolie ancien et
« nouveau. »

La ligne nouvelle aura environ 2.500 kilomètres, elle sera établie à voie unique, mais quand les recettes brutes atteindront 30.000 francs par kilomètre, le gouvernement pourra exiger le doublement des voies; celles-ci sont à écartement normal de 1^m 44. Elles doivent être construites de façon à permettre le passage des trains à une vitesse de 75 kilomètres à l'heure.

Le gouvernement garantit à la Société une recette brute de 12.000 francs par kilomètre construit et exploité et en plus 4.500 francs par kilomètre exploité. Si les recettes dépassent 4.500 francs, l'excédent reviendra au gouvernement jusqu'à concurrence de 10.000 francs, le surplus sera partagé à raison de 60 % au gouvernement et 40 % à la Société. L'indemnité kilométrique d'exploitation de 4.500 francs est assurée par l'excédent des revenus affectés à la garantie de l'ancien réseau des chemins de fer d'Anatolie; l'annuité de 12.000 francs par kilomètre est gagée sur l'emprunt de 54 millions de francs (2.376.000 Ltq) 4 % dit Bagdad 1^{re} série.

La Société reçoit en outre le droit de construire et d'exploiter des ports à Bagdad, Bassorah et sur le golfe Persique, et le droit de navigation sur le Tigre et l'Euphrate.

La Convention de 1903 est relative à la construction du premier tronçon de 200 kilomètres Koniah-Erégli, qui est ouvert à l'exploitation depuis 1904.

Un iradé du 25 mars 1908 autorise la construction de quatre nouvelles sections prolongeant la voie jusqu'à Helif au sud de Mardine, soit 800 kilomètres, y compris un embranchement de Tel Habesch à Alep où s'opérera la jonction avec la ligne de Damas et celle du Hedjaz. On construira aussi un raccordement avec la ligne Mersina-Adana qui donnerait un débouché sur la mer; la chose sera d'autant plus facile que la Société d'Anatolie possède une grande partie des actions de cette compagnie.

La question financière est la pierre d'achoppement du chemin de fer de Bagdad. Lors de la construction du premier tronçon, il avait été question d'un accord financier entre l'Allemagne et la France pour attribuer à chacune de ces deux puissances $\frac{2}{3}$ du capital, le reste devant être fourni par divers syndicats; le Conseil d'administration devait comprendre 11 Français, 11 Allemands et deux représentants des autres groupes. Mais l'accord ne fut pas conclu et l'émission publique n'eut pas lieu: cependant la ligne fut construite en partie avec des capitaux français, fournis à titre privé par des maisons en relations d'affaires avec la Deutsche Bank. L'exploitation du premier tronçon de 200 kilomètres a produit en 1909 une

recette brute de	Fr. 387.000
----------------------------	-------------

Le gouvernement a dû fournir . . .	Fr. 2.712.636
------------------------------------	---------------

	Fr. 3.099.636
--	---------------

Quant aux tronçons à construire, la garantie kilométrique est gagée sur la taxe des moutons des districts desservis, sur la plus-value éventuelle qui résultera du relèvement des droits de douanes de 11 à 15 % enfin sur les excédents des revenus gérés par la Dette publique. Un emprunt a été émis dans ce but pour un capital de 4.752.000 Ltq (108.250.000 francs) à 4 % demandant une annuité de 200.000 Ltq ; c'est le Bagdad 2^e série dont le service est fait par la Dette publique. Des pourparlers sont engagés pour la création d'un consortium anglo-franco-allemand, pour l'apport des capitaux nécessaires à la construction ; on réserverait 40 % des capitaux à la France, 40 % à l'Allemagne et 20 % à l'Angleterre. On n'est encore arrivé à aucun résultat. On travaille activement à la construction du tronçon Bourgourlou-Tell-Helif et l'on espère l'ouvrir au trafic à la fin de l'année prochaine.

Dès maintenant les négociations sont entamées entre la compagnie de Koniah-Bagdad et le gouvernement, pour la construction du tronçon Helif-Bagdad, d'une longueur de 600 kilomètres qu'on pourrait terminer en 3 ou 6 ans. La ligne Bagdad-Golfe Persique présente de grandes difficultés diplomatiques : on n'a pas encore déterminé le point terminus sur le golfe Persique. On pensait au port de Koweit, mais on rencontre l'opposition de l'Angleterre qui prétend exercer des droits sur toute la région du Golfe Persique, comme étant un jalon de route des Indes. Des négociations sont engagées avec le gouvernement anglais pour régler cette question ; il est à prévoir que celui-ci

lèvera son opposition moyennant des compensations économiques et des garanties de traitement égal pour toutes les nations dans les tarifs du chemin de fer.

Enfin on étudie le projet de relier le réseau Européen des chemins de fer Orientaux avec le futur Bagdadbahn prolongé par la ligne Haidar-Pacha-Koniah, au moyen d'un pont gigantesque jeté sur le Bosphore entre la Corne d'Or et la Côte d'Asie.

Le tracé primitif du Bagdadbahn, dressé par l'Allemagne passait plus au nord que celui qui est adopté aujourd'hui, par Erzeroum et Bitlis ; un autre itinéraire prévu devait desservir Angora, Siwas et Diarbékir, il aurait été économiquement plus productif car il traversait des régions agricoles et minières d'une grande richesse. Mais ils ont l'un et l'autre rencontré la résistance de la Russie qui entendait réserver à son influence la région de la Mer Noire et la partie de l'Asie voisine des frontières russe et persane. Tout récemment les deux empereurs se rencontraient à Potsdam dans les premiers jours de novembre 1910 ; une entente intervint entre les deux gouvernements pour délimiter à l'amiable, moyennant des concessions réciproques, la zone d'action de chacun d'eux. L'article premier de l'arrangement conclu est ainsi conçu : « Le gouvernement « russe se déclare prêt à ne pas s'opposer à la construction « du chemin de fer de Bagdad et à s'engager à n'opposer « aucune hostilité à la participation des capitaux étran- « gers à cette entreprise, étant bien entendu qu'aucun

« sacrifice de nature pécuniaire ou économique ne sera
« demandé à la Russie.

« Art. 3. — Le gouvernement allemand s'engage à ne
« pas construire dans la zone d'influence russe, de chemin
« de fer autre que la ligne de Bagdad à la frontière russe
« et celle de Khanikine vers le nord de la Perse. Il s'en-
« gage également à ne pas prêter un appui matériel ou
« diplomatique à des entreprises semblables dans cette
« zone. »

L'accord prévoit en effet la jonction du réseau d'Anatolie avec les lignes persane et russe.

La politique allemande tend depuis longtemps à prendre en Turquie et en Asie mineure, une place de plus en plus grande, c'est la pénétration en Orient, le « Drang nach Osten ». Dans ces dernières années surtout, elle s'est efforcée de gagner l'amitié turque dont elle saura bientôt battre monnaie au profit de ses commerçants et de ses industriels. La réalisation du « Bagdad allemand » est le résultat le plus tangible et le couronnement de ses efforts. M. Chéradame écrivait en 1903 : « Les consé-
« quences du railway de Bagdad expliquent toute la
« politique allemande en Orient. Les intérêts politiques,
« militaires, commerciaux et économiques de l'Allemagne
« en Turquie permettent de dire que sa main-mise sur le
« railway de Bagdad est peut-être le fait le plus important
« qui se soit passé dans le vieux monde depuis la guerre
« franco-allemande (1). »

(1) A. Chéradame, *Le chemin de fer de Bagdad*, 1903.

3. *Ligne Smyrne-Cassaba et prolongement.* — La ligne Smyrne-Cassaba d'une longueur de 93 kilomètres, avait été concédée en 1863 à une compagnie anglaise qui obtint en 1871, l'exploitation d'un tronçon de 76 kilomètres, allant de Cassaba à Ala-Chéhir, construit par le gouvernement ottoman, et en 1888 la concession de l'embranchement vers le nord Magnésie-Soma, 97 kilomètres. En 1891 ces trois lignes furent cédées à une compagnie allemande formée par M. Nagelmakers agissant au nom de la Deutsche-Bank. Cette société obtint en 1893 la concession d'un prolongement de 252 kilomètres Ala-Chéhir-Afium-Karahissar où la ligne devait rejoindre la grande artère Haidar-Pacha-Koniah. Mais jusqu'à ces dernières années la compagnie d'Anatolie s'était opposée au raccordement des voies qui s'arrêtaient à quelques mètres l'une de l'autre, elle voulait éviter de détourner vers Smyrne, le trafic destiné à Scutari et Constantinople. Cette opposition est tombée en 1901 par un accord entre les deux compagnies, un échange d'actions entre elles et l'admission d'éléments communs dans les deux conseils d'administration. Il est question de prolonger la ligne Magnésie-Soma jusqu'à Panderma où elle aurait un débouché sur la mer de Marmara. La concession vient de lui être accordée en 1910. Le total des lignes actuellement construites est de 518 kilomètres :

Ancien réseau	{	Smyrne-Cassaba.	93	} 266 kil.
		Cassaba-Ala-Chéhir.	76	
		Magnésie-Soma	97	
Nouveau réseau		Ala-chéhir Afium-Karahissar.	252 kil.	
				518 kil.

Le gouvernement garantit à la compagnie de Cassaba un minimum forfaitaire de 2.430.000 francs pour l'ancien réseau de 266 kilomètres et une recette brute kilométrique de 49.000 francs au nouveau. Ces versements sont garantis par les dîmes des sandjaks de Aïdin, Denizli et Saroukhan. En 1909, la compagnie a encaissé . . . fr. 9.352.530
le gouvernement lui a versé en garantie . . . 3.817.745

13.170.275

4. *Chemin de fer Damas-Hama et prolongement.* — En 1857 une compagnie française obtient la concession d'une route carrossable à construire entre Beyrouth et Damas ; le 3 juin elle cède ses droits à une société nouvelle qui obtient le droit d'y établir un chemin de fer à voie étroite ; c'est la compagnie du chemin de fer économique de Beyrouth-Damas-Hauran en Syrie.

La ligne Beyrouth-Damas de 150 kilomètres fut terminée en 1895, Damas-Hauran 100 kilomètres en 1894, elles sont à écartement de 105 centimètres. En 1893, la société obtient la concession d'un prolongement Damas-Homs Hama Alep et Biredjik, soit 550 kilomètres à voie normale, moyennant la garantie d'une recette kilométrique de

12.500 francs. La Porte ne fournissant aucun versement les travaux furent suspendus ; en 1900 la garantie est assurée au premier tronçon Rayak-Hama (182 kil.) construit en 2 ans et inauguré en 1902. Trois ans après, une intervention diplomatique obtient la garantie pour une deuxième section Hama-Alep de 150 kilomètres. C'est à Alep que doit se faire le raccordement avec la ligne de Bagdad ; la compagnie doit donc renoncer à construire la section Alep-Biredjik dont le privilège est accordé à la compagnie Koniah-Bagdad. Le réseau est donc aujourd'hui de 582 kilomètres dont :

à voie étroite 1 ^m ,05	{	Beyrouth-Damas . .	150	
		Damas-Hauran . .	100	
			250	250 kil.
à voie normale 1 ^m ,44	{	Rayak-Hama . .	182	
		Hama-Alep . .	150	
			332	332
				582 kil.

En outre la Compagnie a obtenu en 1909 la concession d'une ligne de 102 kilomètres de Homs à Tripoli.

Les recettes de 1909 ont été de . . . 6.899.398 f.

Le versement de l'État 2.218.737

9.118.135 f.

Les autres lignes fonctionnent sans garantie kilométrique ; ce sont les suivantes :

5. *Ligne Smyrne-Aïdin.* — Cette ligne a été concédée en 1856 à une Compagnie anglaise qui l'exploite depuis cette époque. La ligne principale,

Smyrne-Aïdin-Dineïr compte . . . 377 kilomètres.

Les divers embranchements. . . . 139 —

Total. . . 516 kilomètres.

La Société, au capital de 45 millions de francs, a encaissé en 1909, 7.987.160 francs.

Les Anglais auraient voulu prolonger leur ligne jusqu'à Koniah, l'influence allemande les en empêcha, ils ont obtenu en échange la concession d'un raccordement vers Adalia.

6. *Ligne de La Mecque ou chemin de fer du Hedjaz.* — Cette ligne fait suite à la section Alep-Hama-Rayak de la Compagnie Damas-Hama ; elle est construite et exploitée par le gouvernement ottoman.

Conçue par Abd-ul-Hamid dans un but à la fois politique, militaire et religieux, cette voie doit relier à la capitale les provinces du Hedjaz et du Yemen et en même temps transporter les pèlerins aux villes saintes de Turquie, Medine et La Mecque, berceaux de l'Islam.

Un iradé de mai 1900 prescrit la construction du chemin de fer Hamidié du Hedjaz, de Damas à La Mecque, soit 2.200 kilomètres, à voie étroite avec un débouché sur la mer au moyen d'une ligne de 250 kilomètres Damas-Saint-

Jean d'Acre-Caïffa qui est ainsi la tête de la ligne du chemin de fer sacré.

Pour trouver les capitaux nécessaires, on a créé un nouveau droit de timbre, on a prélevé une retenue de $\frac{1}{10}$ sur le traitement des fonctionnaires et on a ouvert des souscriptions. L'enthousiasme musulman fut si grand pour la construction de cette ligne, que jusqu'en 1908, date où on atteignit Médine, on recueillit chaque année une somme de 7 à 8 millions. Aujourd'hui la voie est à peu près terminée, elle s'étend sur 1.346 kilomètres. Elle présente cette particularité d'avoir été construite à fonds perdus et de n'avoir ni actionnaires ni obligataires à rémunérer ; le gouvernement ottoman est en pourparlers avec la Compagnie d'Anatolie pour lui en céder l'exploitation.

7. *Jaffa-Jerusalem*. — Dans la même région, la ligne Jaffa-Jerusalem de 87 kilomètres a été concédée en 1880 ; elle est exploitée depuis 1892 par une Société française dite des chemins de fer de Palestine, au capital de 4 millions. Ses recettes se sont élevées en 1909 à 1.211.079 francs, soit 13.920 francs par kilomètre.

8. *Mersine-Adana*. — Cette ligne de 67 kilomètres a été concédée en 1883 et ouverte 3 ans après. La société concessionnaire a toujours été en déficit depuis sa création, elle ne sert pas de dividende à ses actionnaires ; les recettes de 1909 se sont élevées à 1.070.241 francs. Sa situation va se modifier avec la mise en exploitation du chemin de fer de Bagdad, car elle va être reliée à cette

ligne et formera une importante transversale de cette partie de l'Asie. D'ailleurs la Compagnie d'Anatolie possède un grand nombre des actions de cette Société et ce petit tronçon sera vraisemblablement incorporé à bref délai dans la grand ligne de Bagdad.

9. *Mondania-Brousse*. — Cette ligne a été commencée en 1871 par le gouvernement ottoman qui en a abandonné la construction et l'a concédée en 1891 à M. Nagelmakers qui l'a ouverte à la circulation en 1892; elle compte 41 kilomètres à voie étroite. Il a créé pour l'exploiter une Société française au capital de 500.000 francs. Les recettes brutes ont été en 1909 de 452.016 francs, soit 10.950 par kilomètre.

Tel est l'ensemble des lignes de chemins de fer de l'Empire ottoman, on peut résumer dans le tableau suivant l'exploitation de 1909.

Situation des Chemins de fer Ottomans (1)

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER	LONGUEUR exploitée kilomètres	ECARTÉMENT des voies mètres	GARANTIE KILOMÉTRIQUE fr.	GARANTIES VERSÉES par l'Etat en 1909 fr.
A. — RÉSEAU D'EUROPE				
Cie des chemins de fer Orientaux...	955	1.44	— (2)	—
Jonction Salonique Constantinople.	510	1.44	15.500	4.758.851
Salonique Monastir.....	218	1.44	14.300	177.989
TOTAL.....	1.683			4.936.840
B. — RÉSEAU D'ASIE MINEURE				
Cie des chemins de fer d'Anatolie ..	1.020	1.44	15.000	3.553.691
Koniah Bagdad.....	200	1.44	10.300	
Smyrne-Cassaba et prolongement.	518	1.44	15.000	2.712.636
			2.130.000(3)	
			19.000	3.817.745
Damas-Hama et prolongement.....	582	1.05	12.500	
		1.44		2.218.737
Smyrne-Aidin.....	516	1.44	—	
Chemin de fer du Hedjaz.....	1.340	1.05	—	—
Jaffa-Jérusalem.....	87	1.00	—	—
Mersine-Adana.....	67	1.44	—	—
Moudania-Brousse.....	41	1.00	—	—
TOTAL.....	4.371			14.302.809
TOTAL GÉNÉRAL.....	6.054			19.239.649
A DÉDUIRE.....				2.589.506
TOTAL DES VERSEMENTS.....				16.650.143

(1) Chiffres extraits du rapport de M. A. Rey sur les chemins de fer ottomans, pour 1909.

(2) La Compagnie des chemins de fer Orientaux ne reçoit pas de garantie kilométrique, elle verse à l'État une redevance de 1.500 francs par kilomètre, soit en 1909 2.589.506 francs qu'il convient de déduire du total.

(3) A forfait pour l'ancien réseau.

Les garanties kilométriques coûtent une vingtaine de millions de francs au Trésor ; elles ont eu pour effet d'encourager la construction de lignes dont le rendement ne laissait pas d'être aléatoire au moment de leur création, et qui ne donnent pas encore de bénéfices aujourd'hui. Les subventions de l'État ont donc été des plus favorables à l'extension du réseau ferré, mais le système de garantie d'intérêt au capital engagé serait préférable sans aucun doute, à celui de la garantie de recette brute par kilomètre qui présente l'inconvénient d'inciter le constructeur à faire des détours inutiles pour allonger son parcours et augmenter ainsi le nombre de kilomètres subventionnés ; d'autre part, il constitue une prime au faible trafic, car l'État doit toujours parfaire la différence. Le réseau ottoman ne comprend que 6.054 kilomètres, chiffre assez restreint pour une superficie de 3 millions de kilomètres carrés et pour une population de 27 millions d'habitants.

De nombreux projets de constructions nouvelles sont à l'étude, soit pour relier entre elles des lignes existantes soit pour créer de nouvelles artères.

Sans parler de la ligne de Bagdad dont la construction est poussée activement, nous avons vu que la ligne Homs-Tripoli (102 kil.) vient d'être accordée à la Compagnie française de Beyrouth-Damas, elle est destinée à conduire vers la mer les produits de la région d'Alep et de Rayak.

La ligne Soma-Panderma (190 kil.) a été concédée à la Compagnie de Smyrne-Cassaba ; ce sera la voie la plus courte de Constantinople à Smyrne.

Des pourparlers sont engagés avec la Compagnie d'Anatolie pour la construction de la ligne Samsoun-Sinope-Sivas, longue de 300 kilomètres, elle devra rejoindre à Sivas une ligne d'Angora à Diarbekir par Césarée, prolongement de la ligne Haïdar-Pacha-Ismidt-Angora ; cette ligne enverrait un embranchement vers Erzeroum prolongé peut-être jusqu'à Van. C'est là une partie importante d'un vaste programme de constructions nouvelles de 2.000 kilomètres de voies ferrées devant coûter 400 millions qui nécessiteront de gros emprunts dans un avenir rapproché.

Dans la Turquie d'Europe, il est question de relier la grande ligne de Belgrade à Constantinople, avec la Macédoine, soit par Nisch, Uskub et Monastir, soit par Kustendil et Salonique, et on espère effectuer les jonctions des chemins de fer turcs et grecs. Mais tous ces projets sont discutés avec une extrême prudence, car de graves questions politiques sont en jeu, et dans ce pays où les passions ethniques ne sont jamais éteintes, on redoute qu'une voie ferrée ne soit plus un instrument facilitant le soulèvement et la révolte qu'un organe de l'outillage économique. Cependant le règne d'Abd-ul-Hamid a vu se développer beaucoup le réseau ferré de l'Empire ; l'exasultan avait compris que les chemins de fer lui donneraient une force considérable, en lui permettant de mobiliser rapidement ses troupes pour rétablir l'ordre sur les divers points du territoire ; en diminuant les distances, il facilitait et renforçait la centralisation administrative qui lui était chère, il avait davantage son empire dans la main.

Pour des raisons politiques plutôt qu'économiques il a cherché à multiplier les voies ferrées ; on a dit de lui qu'il avait suivi une politique de chemins de fer.

Son successeur semble vouloir continuer cette tradition et dans quelques années le nombre de kilomètres construits et exploités sera beaucoup plus considérable et l'ensemble des lignes reliées entre elles constitueront vraiment un réseau permettant de circuler facilement et rapidement dans toutes les parties de l'Empire.

CHAPITRE II

LES ROUTES ET LES PORTS

Si les chemins de fer se sont développés en Turquie sous le règne d'Abd ul Hamid, on ne saurait en dire autant des routes, qui n'existent qu'à l'état rudimentaire dans certaines régions et font totalement défaut dans d'autres.

Les raisons en sont multiples : alors que les concessions de chemins de fer sont recherchées par les capitalistes étrangers qui espèrent y trouver un placement rémunérateur, grâce au développement du trafic et aux subventions du gouvernement, les entreprises de construction de routes font rarement l'objet de concessions intéressantes et sont peu faites pour attirer les capitaux du dehors ; le gouvernement est donc obligé de construire lui-même son réseau routier. Or nous savons que sous l'ancien régime, le désordre, le gaspillage et l'imprévoyance présidaient à tous les services publics ; on s'occupait fort peu des chemins, si ce n'est dans un rayon de quelques kilomètres autour des grandes villes.

Il existait bien la corvée instituée dans ce but, mais elle était mal répartie et administrée sans surveillance, les

paysans étaient amenés à racheter leurs journées de prestations, ils en versaient le prix aux valis ; ces sommes étaient envoyées à Yildiz-Kiosque ou bien disparaissaient sans qu'on en connût l'emploi ; de la sorte les routes ne se construisaient pas et celles qui existaient, n'étant pas entretenues, finissaient par devenir impraticables. On cite l'exemple de la route de Smyrne à Tchesmié de 90 kilomètres, construite en entier avec les prestations, elle a coûté depuis son ouverture plus de 750.000 francs de réparations sans qu'on ait pu la rendre praticable. Notre consul à Uskub écrivait en 1905 : « Aucun frais d'entretien de
« routes n'est inscrit au budget, il n'existe pas un surveil-
« lant des voies publiques, pas un cantonnier. Pour
« résoudre la question macédonienne, il faut augmenter
« les ressources du pays, arracher ses habitants à la
« misère, on n'y parviendra que lorsque la facilité des
« transports rendra possible l'exploitation agricole et
« minière des trois vilayets (1). »

Les contribuables se rendaient avec répugnance sur les chantiers qui leur étaient désignés, leur travail était peu productif et les routes étaient si mal construites qu'elles exigeaient constamment des réparations aussi coûteuses que le premier établissement.

Si bien qu'aujourd'hui le réseau de tout l'Empire ne dépasse pas 16.000 kilomètres dont la moitié, faute d'entretien, a à peu près disparu.

La plupart des chemins sont des pistes tracées par les

(1) Rapport de M. Choublier, consul de France à Uskub, mai 1905.

caravanes, les transports s'y font à dos de chevaux ou de chameaux à l'allure du pas, la seule possible sur ces mauvais chemins, aussi sont-ils fort longs, peu pratiques et très onéreux. Quant aux routes dites carrossables, elles sont en si mauvais état que par endroits on perd son chemin ne pouvant le distinguer des champs et des carrières qui le bordent. On raconte que récemment des voyageurs en Palestine ont été accueillis à coups de fusil par des Arabes, parce que leurs cochers se croyant dans le bon chemin traversaient un champ de blé. On rencontre de telles fondrières et de tels accidents de terrain que l'on doit se féliciter quand on arrive au terme d'une course en voiture sans se rompre les os. Il faut ajouter à cela le peu de sécurité de la circulation, certaines régions sont infestées de brigands kurdes qui attaquent les convois pour rançonner les voyageurs et piller les marchandises.

On comprend aisément combien cette situation est préjudiciable au développement économique du pays, car faute de moyens de transporter les produits, les paysans ne demandent à la terre que le strict minimum nécessaire à leur consommation personnelle ; il en résulte que de vastes terrains susceptibles d'une grande fertilité restent en friche, et que la population agricole est dans la misère ; pour la même raison les mines et les forêts sont peu exploitées. M. Charles Laurent déclare la nécessité de créer des routes : « Point n'est besoin, dit-il, pour répandre en Turquie une « activité nouvelle, pour donner à son agriculture un « essor merveilleux, d'imaginer des entreprises gran-

« dioses, nul besoin de couvrir les côtes de nouveaux
« ports, de tracer à travers ses plaines et ses montagnes
« des milliers de nouveaux kilomètres de voies ferrées ; il
« suffit pour le moment, et ce n'est pas là seulement mon
« opinion mûrement réfléchie, c'est encore celle de tous
« les hommes qui connaissent bien ce pays et lui portent
« une sympathie désintéressée, il suffit, dis-je, de deux
« choses : beaucoup de bons gendarmes et beaucoup de
« bonnes routes. Assurer à tous la sécurité des biens et
« des personnes, aux paysans le transport facile de leurs
« produits vers les gares, les ports, les marchés, voilà les
« deux points sur lesquels il faut porter tout de suite et
« avant tout, l'effort (1).

Le nouveau gouvernement a compris l'urgence de cette recommandation, il a présenté à la Chambre un projet qui permet la construction en 8 ans de 31.000 kilomètres de routes ; le coût de ces travaux est évalué à 12 millions de livres turques (273 millions de francs) qui seront demandées à l'emprunt.

A la dernière loi de finance promulguée le 20 juin 1326 (1910), est annexée une loi autorisant le commencement des travaux et ainsi conçue :

Article unique. « Il est accordé avec autorisation de dépenses au cours des années 1326 et 1327 un crédit annuel de 946.062 Ltp. pour la construction et l'achèvement des routes nationales dont les noms et les localités sont

(1) M. Ch. Laurent. Conférence faite à l'Ecole des Sciences Politiques le 15 mars 1910.

énumérées dans un tableau ci-joint. » Ce premier programme comprend 10.000 kilomètres de routes dont la construction vient d'être adjugée à des entrepreneurs français et déjà il est question de l'émission en France d'un emprunt de 100 millions de francs destiné au paiement de ces travaux. Les négociations sont déjà entamées à ce sujet avec la Banque Impériale Ottomane et l'opération est sur le point d'être conclue.

Il s'agit de construire 10.317 kilomètres dont :

$$\begin{array}{r} 3.185 \text{ en Europe} \\ \text{et } 7.132 \text{ en Asie mineure.} \\ \hline 10.317. \end{array}$$

Les vilayets se répartissent inégalement ce chiffre, ceux qui seront dotés du plus grand nombre de kilomètres nouveaux sont :

Vilayet d'Andrinople	618 kil.
— Monastir	581 —
— Kossovo.	548 —
— Salonique	492 —
— Sivas.	982 —
— Erzeroum	826 —
— Angora	618 —
— Bagdad	496 — etc.

Le programme de travaux publics se complète par des projets de construction et d'aménagement de ports de commerce; il n'existe guère aujourd'hui de quais d'embar-

quement et de débarquement qu'à Constantinople, Haïdar-Pacha, Smyrne, Salonique, Beyrouth et Chios ; les deux premiers ont été construits et sont exploités par des sociétés concessionnaires européennes, l'une française et l'autre allemande. Leur nombre est insuffisant et le gouvernement a décidé d'en créer de nouveaux à Samsoum, Trébizonte, Dédéagatch, Mersine ; il étudie la création d'un port nouveau à Ténédos dans l'Archipel, et l'amélioration des ports de Rhodes et d'Alexandrette.

A ces projets s'en ajoutent d'autres qui ont pour objet la mise en valeur du sol de l'Empire Ottoman. L'Asie mineure était autrefois une des régions les plus riches de l'Europe, la sécheresse en a fait en partie un désert ; le gouvernement a entrepris par des travaux de drainage et d'irrigation de lui rendre son ancienne prospérité. Des travaux de ce genre ont été entrepris dans la plaine de Koniah par l'intermédiaire de la Compagnie des chemins de fer d'Anatolie ; ils comportent des ouvrages d'art considérables : endiguements, barrages, creusement de canaux, moyen de défense contre les ravages des torrents et des rivières. Ces travaux sont déjà très avancés, et on espère les avoir complètement terminés dans un espace de deux ans. Ils auront coûté un million de Livres turques.

La Mésopotamie a fait l'objet d'études très approfondies par Sir William Willcocks chargé par le gouvernement de présenter un projet d'irrigation de cette région. Son rapport a été déposé à la fin de 1910. Il prévoit l'irrigation de 1.280 000 hectares, moyennant une dépense de

8 millions de Ltq. Un autre projet plus complet propose d'étendre les travaux à 5.500.000 hectares avec une dépense totale de 20 millions de Ltq. Mais pour l'instant on s'en tiendra au projet de Sir W. Willcoks.

Nous ne parlons d'ailleurs qu'incidemment de ces divers projets de travaux qui semblent intéresser l'économie générale du pays et la mise en valeur de l'Empire, plutôt que les finances publiques. Cependant ils y touchent de près, d'abord par les emprunts qu'ils nécessitent, et par les crédits qu'il faut leur ouvrir au budget ; d'autre part ils auront indirectement une influence bienfaisante sur les ressources futures des budgets.

En effet en améliorant la situation de la population agricole qui est prépondérante en Turquie, en augmentant la surface des terrains livrés à la culture, enfin en facilitant l'exploitation du sol par la multiplication des moyens de transports, le gouvernement se prépare pour l'avenir des plus values considérables dans les recettes budgétaires. Sir W. Willcoks estime que le résultat de ses travaux en Mésopotamie aura pour effet d'augmenter de 1 million de Ltq. le produit des dîmes de cette région. Il est certain que si les récoltes deviennent plus riches et plus abondantes, le prélèvement des dîmes paraîtra moins lourd aux populations en même temps qu'il sera plus productif pour le Trésor ; il en résultera un accroissement de la richesse publique et du bien-être général, enfin une augmentation de la population. Si tout cela se réalise, on pourra dire que le gouvernement jeune turc aura fait œuvre utile et que la crise de 1908 aura été moins une révolution qu'une rénovation.



CONCLUSION

Nous venons de parcourir rapidement l'histoire financière de la Turquie depuis un siècle et par la comparaison de l'ancien régime et des débuts du nouveau, nous avons pu constater les progrès réalisés depuis la révolution. Mais ce serait une erreur de croire que la Turquie soit restée immuable pendant toute cette période. De profondes modifications se sont produites surtout dans le dernier quart du ^{xix}^e siècle, si bien que la crise de 1908 peut être considérée comme le terme, la solution, un peu brusque peut-être autant qu'inattendue, d'une évolution de trente ans.

Les tentatives de réformes ont été nombreuses durant ce siècle ; nous avons analysé les trois principales : le Hatti-Cherif de 1836, le Hatti-Humayoun de 1859 et la Constitution de 1876. Il n'est pas douteux que les influences étrangères ont pesé fortement sur le gouvernement ottoman pour l'amener à promulguer ces chartes successives ; en effet chacune d'elles a vu le jour à la suite des menaces des Puissances d'intervenir directement

dans les affaires ottomanes. Mais il serait injuste de nier d'une façon absolue la bonne foi et la sincérité des hommes d'État qui ont préparé ces réformes et en ont tenté l'exécution ; si elles ont échoué c'est parce que les populations auxquelles elles s'adressaient n'étaient pas en état de les comprendre et d'en subir l'application, et parce que les gouvernements n'étaient pas assez forts pour abattre les résistances que des modifications aussi radicales devaient nécessairement susciter.

Mais ces réformes, tout en restant lettres mortes quant à leur application, n'étaient cependant pas inutiles, car elles contribuaient à faire entrer dans la mentalité publique des idées nouvelles qui, acceptées d'abord avec des protestations, n'en finissaient pas moins par prendre corps et modifier les mœurs en préparant ainsi la réforme de la législation. Dans les pays à population fanatique et à civilisation retardée, les idées neuves doivent faire leur chemin peu à peu et entrer dans les mœurs avant de passer dans les lois. Le parti jeune turc qui, il y a trente ans, avait pu croire un instant à la réalisation prématurée de son idéal constitutionnel, a fait beaucoup pour l'affranchissement de la Turquie ; car depuis cette époque il a fait en quelque sorte l'éducation du reste de la nation, en lui inculquant les notions de liberté, de tolérance et de probité. Si bien qu'en 1908, après une lente évolution, la Turquie était mieux préparée qu'en 1876 pour une réforme qui devait être une véritable rénovation.

Il faut bien se garder, d'ailleurs, de comparer un pays

comme la Turquie avec les peuples occidentaux. Trois éléments contribuent à donner à l'Empire ottoman un caractère spécial et ont exercé une grande influence sur sa politique financière. C'est d'abord une mentalité particulière aux Orientaux qui n'ont pas autant que nous besoin de précision et d'exactitude ; chez eux tout reste dans le vague, dans l'à-peu-près ; les questions de temps, pas plus que celles de chiffres n'ont à leurs yeux l'importance et la netteté qu'elles ont chez nous ; et cette idée peut expliquer en partie le désordre et l'imprévoyance que nous avons constatés dans toutes les administrations civiles ou financières.

Une autre particularité de l'Empire ottoman se trouve non plus au dedans mais au dehors de la Turquie, ce sont les capitulations. Parfaitement légitimes alors que le pays n'offrait aux étrangers aucune sécurité, aucune garantie contre l'arbitraire des autorités locales, elles constituent aujourd'hui sur certains points une restriction à la liberté d'action du gouvernement que rien ne justifie plus ; elles le privent, notamment en exemptant les étrangers de toute contribution directe, d'une source de revenus qui lui seraient un appoint sérieux pour équilibrer son budget. Il y aurait lieu, semble-t-il, d'adoucir le régime des capitulations, sans toutefois les supprimer complètement, au moins dans un avenir rapproché.

Enfin la Turquie a toujours été considérée comme placée sous la tutelle de l'Europe et toutes les Puissances sont intervenues tour à tour pour la protéger ou la

surveiller, à moins que ce ne soit pour l'exploiter. L'intervention politique est ancienne; tandis que l'ingérence financière ne date que du jour où pour la première fois la Turquie a fait appel au crédit européen, après le congrès de Paris. Nous avons vu combien elle a lutté pour éviter toute surveillance officielle des Puissances sur ses affaires financières; Abd-ul-Hamid en 1876 a promulgué la constitution le jour même où une conférence internationale se réunissait à Constantinople pour y établir une commission financière. En 1905 il a dû accepter un contrôle sur les budgets de Macédoine, mais il conservait encore la haute main sur les finances de ces provinces et la Révolution a éclaté au moment où il allait être obligé de consentir une abdication beaucoup plus complète de ses droits; récemment nous l'avons vu renoncer à émettre en France l'emprunt de 1910, plutôt que de se soumettre à un contrôle qu'elle considérait comme contraire à l'honneur national et à son indépendance financière. On peut considérer ce refus comme le dernier acte d'une politique qui ne manque pas de fierté et que personne ne songe à critiquer quand elle est pratiquée par d'autres pays aux finances mieux assises.

C'est encore cette politique qui a amené la Sublime Porte, après la grande crise de 1875 à traiter avec ses créanciers, et à fonder avec eux l'Administration de la Dette Publique Ottomane. On peut dire qu'elle a été bien inspirée, car cette institution a été l'agent de sa réorganisation financière, elle a relevé son crédit ruiné par une banqueroute et par des années de dilapidation; elle est

arrivée à lui ramener la confiance des prêteurs étrangers et à faire classer les titres ottomans sur les marchés européens comme de bonnes valeurs de second ordre. Le Conseil de la Dette a toujours suivi une politique sage et prudente, il a géré les intérêts qui lui étaient confiés à la satisfaction des porteurs et du gouvernement, il a su faire les concessions nécessitées par les circonstances, tout en conservant les bénéfices de ses conventions primitives ; il a prêté au gouvernement l'appui précieux de son crédit pour assurer le service d'un certain nombre d'emprunts nouveaux ; enfin il a beaucoup travaillé au développement économique de la Turquie. C'est grâce à cette administration, que, malgré le désordre des autres services publics et la pénurie du trésor, les intérêts de la dette ont toujours été payés avec une ponctualité parfaite et que l'amortissement a été pratiqué avec une régularité que pourraient lui envier beaucoup d'États à finances plus prospères ; il faut reconnaître aussi que la Sublime Porte s'est toujours conformée strictement à ses engagements envers la Dette.

Le gouvernement jeune turc ne manque pas de lui rendre hommage et de se féliciter de cette féconde collaboration. Si en 1909 il a cru pouvoir se passer de son concours, les difficultés du dernier emprunt lui ont montré qu'une semblable innovation était sans doute prématurée et que les Puissances désiraient attendre qu'il eût d'avantage fait ses preuves, pour substituer le crédit personnel au crédit réel pratiqué jusqu'ici. Il est donc vraisemblable

qu'il aura de nouveau recours aux bons offices du Conseil dans les emprunts qu'il aura à émettre dans l'avenir. Aussi tient-il à entretenir avec lui, selon l'expression même de Djavid Bey, « cette confiance mutuelle qui per-
« mettra de sauvegarder toujours davantage en même
« temps que les intérêts du trésor, les intérêts des por-
« teurs. »

Au nom de la Dette Publique il faut associer celui de la Banque Impériale Ottomane qui a aussi rendu les plus grands services à l'État, en facilitant ses emprunts et en assainissant son régime monétaire. Elle constitue un auxiliaire précieux, indispensable au gouvernement, et si quelques divergences de vues ont pu s'élever entre eux, il n'y a là qu'une brouille passagère qui déjà est réglée par un arrangement amiable.

Ces deux institutions, la Banque et la Dette sont les deux piliers du crédit ottoman et si le gouvernement continue à entretenir de bonnes relations avec elles, les services qu'il pourra en attendre dans l'avenir ne seront pas moindres que ceux qu'il en a reçus dans le passé.

Il n'y a pas encore trois ans que le gouvernement jeune turc est arrivé au pouvoir et déjà il a fait beaucoup de choses ; un grand nombre de réformes ont été votées par le Parlement et leur mise en application a commencé aussitôt. Ce n'est pas à dire que tout le pays est dès maintenant transformé, que les nouveaux services fonctionnent partout normalement, que tous les abus ont disparu, non certes ; il s'agissait d'opérer une véritable révolution dans

le fonctionnement de toutes les administrations et dans les mœurs de ceux qui les composent; une œuvre aussi colossale ne s'accomplit pas en quelques mois, ce n'est que dans plusieurs années que l'on commencera à en sentir les heureux effets. A mesure que les différentes branches de l'Administration auront été réorganisées et modernisées, et que l'État aura à son service un personnel instruit et expérimenté, on commencera à s'apercevoir de la transformation de la Turquie. Jusque-là, il faut faire crédit au nouveau régime et en tenant compte de l'activité qu'il a déployée depuis trois ans, lui accorder toute confiance dans l'avenir.

Ne pouvant entreprendre toutes les réformes à la fois, il est allé au plus pressé, il a réorganisé les finances, il a dressé des budgets qui ont été régulièrement exécutés conformément aux lois de finances, et cela seul suffirait à prouver qu'il y a quelque chose de changé en Turquie; ces budgets sont en déficit, mais il était difficile qu'il en fût autrement si l'on voulait assurer le fonctionnement des services indispensables, sans négliger la défense nationale. Si le gouvernement continue la politique sage dans laquelle il s'est engagé et si les événements extérieurs ne viennent pas apporter de complications, il est probable que grâce à une meilleure perception des impôts et à la révision de certaines taxes comme les douanes et les patentes, l'équilibre budgétaire pourra être rétabli dans un petit nombre d'années.

Il reste encore beaucoup à faire au nouveau gouverne-

ment : réformes fiscales, administratives, judiciaires, consolidation du régime de la propriété, et surtout mise en valeur de tout le territoire de l'Empire, il s'est mis à l'œuvre résolument, et le programme jeune ture est tout-à-fait de nature à inspirer confiance sur l'avenir de la Turquie. Le jour n'est peut-être pas très éloigné où l'Empire Ottoman, réorganisé et rajeuni sur le modèle des grandes nations occidentales, avec l'appui matériel et moral des Puissances et surtout de la France son alliée, cessera d'être l'« homme malade » dont on a tant parlé, pour devenir un État riche et prospère et tenir vraiment sa place dans le concert européen.

Vu :

Le Président de la thèse,
TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
Pour le Vice-Recteur
l'Inspecteur de l'Académie,
A. CAHEN.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- DU VELAY. — *Histoire financière de la Turquie*, 1903.
- CH. MORAWITZ. — *Les Finances de la Turquie*, 1902.
- Paul IMBERT. — *La Rénovation de l'Empire Ottoman*, 1909.
- Victor BÉRARD. — *La Révolution turque*, 1909.
- René MOULIN. — *Force et faiblesse de la Jeune Turquie*, 1910.
- L. DUPUIS. — *Le contrôle financier de la Dette Publique Ottomane*, 1908.
- A. MURAT. — *Le contrôle international sur les finances de l'Egypte, de la Grèce et de la Turquie*, 1899.
- A. LACROZE. — *L'immixtion financière en droit international*, 1905.
- A. BILIOTTI. — *La Banque Impériale Ottomane*, 1909.
- A. CHÉRADAME. — *Le chemin de fer de Bagdad*, 1903.
- René HENRY. — *Des monts de Bohême au golfe Persique*, 1908.
- Commandant BERGER. — *Aperçu sur l'organisation et le fonctionnement de la Dette Publique Ottomane de 1881 à 1898*, 1899.
- ENGELHARDT. — *La Turquie et le Tanzimat*, 1882.
- A. RAFFALOVITH. — *Le Marché financier*.
- Annuaire des valeurs admises à la cote officielle.*

CH. LAURENT. — Conférence faite à l'Ecole des Sciences Politiques, le 15 mars 1910.

R.-G. LÉVY. — Cours professé à l'Ecole des Sciences Politiques, en 1909-1910.

DOCUMENTS

La Constitution de 1876.

Le décret du 28 Mouharrem, 1881.

Documents diplomatiques. — Affaires de Macédoine 1902 et 1906-1907.

Archives diplomatiques. — Traité de San Stephano et Congrès de Berlin (1882-1883, t. VI).

Projets de loi portant fixation du budget général de l'Empire Ottoman, pour les exercices 1325, 1326 et 1327.

Lois de Finances, exercices 1325 et 1326.

Loi sur la comptabilité publique (sept. 1910).

Projet de loi sur la Cour des Comptes.

Projet de loi sur l'impôt des propriétés bâties.

Projet de loi sur les dîmes.

Comptes rendus du Conseil d'administration de la Dette Publique Ottomane (annuels de 1882 à 1910).

Rapport général sur la gestion des dîmes, aghnams et revenus divers gérés par l'administration de la Dette Publique Ottomane (année 1909-1910).

Alexis REY. — *Rapport sur la situation des chemins de fer de l'Empire Ottoman* (année 1909-1910).

PÉRIODIQUES

L'Economiste Européen.

L'Economiste Français.

- Revue des Deux Mondes*. — R.-G. LÉVY. *Les finances ottomanes, les deux premiers budgets constitutionnels*, 15 février 1910.
- Revue des deux Mondes*. — René PINON. *L'Europe et la Jeune Turquie*, 15 janvier 1911.
- Revue des Deux-Mondes*. — SAINT MARC-GIRARDIN. — *La moralité des finances turques*, 15 janvier 1861.
- Revue de Paris*. — Victor BÉRARD : *Vers Bagdad*, 1^{er} mai, 15 mai, 1^{er} juin, 1^{er} juillet 1907 ; — *Trente ans avant*, 15 août 1908. — *La Réforme Ottomane*, 1^{er} septembre 1908. — *La Russie et l'indemnité de guerre russo-turque*, 15 juillet 1909.
- Annales des Sciences Politiques*, 15 mai 1910. — POULGI BEY. — *La Banque Impériale Ottomane*.
- Revue économique internationale*, juillet 1910. — *La Régie coïntéressée des tabacs et les finances de l'Empire Ottoman*.
- Revue politique et parlementaire*, mars 1910. — Armenac Bey SAKISIAN. *Le système monétaire ottoman et sa réforme*.
- Revue politique et parlementaire*. — Raymond RECOULY. *L'emprunt de 1910*, 10 octobre et 10 novembre 1910.
- La Grande Revue*, juillet 1902. — MORAWITZ. *Les Finances de la Turquie*.
- Le Mouvement économique de Bucarest*, 1^{er} décembre 1907. — MORAWITZ. *La Turquie dépeinte par ses finances*.
- Le Temps*, à propos de l'emprunt 1910.
- La Jeune Turquie*, Journal hebdomadaire (depuis 1908).
- La Correspondance d'Orient*, Revue bi-mensuelle depuis 1908.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	1

LIVRE PREMIER

Historique depuis le règne du Sultan Mahmoud jusqu'au décret de Mouharrem.....	11
CHAPITRE I. — Avant le Tanzimat.....	13
CHAPITRE II. — Le Tanzimat (1839-1875).....	29
CHAPITRE III. — L'ère des emprunts (1854-1875).....	46
CHAPITRE IV. — Période dite intermédiaire (1876-1881).....	64

LIVRE II

Le Décret de Mouharrem.....	83
CHAPITRE I. — Le Conseil de la Dette.....	85
CHAPITRE II. — La liquidation des emprunts.....	94
CHAPITRE III. — Les revenus concédés.....	104
CHAPITRE IV. — L'amortissement de 1881 à 1903.....	131
CHAPITRE V. — La conversion de 1903.....	140
CHAPITRE VI. — Extension des attributions du Conseil.....	153

LIVRE III

Les Finances publiques	171
------------------------------	-----

TITRE I

Le règne d'Abd-ud-Hamid

CHAPITRE I. — L'Administration financière.....	173
CHAPITRE II. — Les Recettes.....	188
CHAPITRE III. — Les Dépenses.....	209

TITRE II

Le nouveau régime

CHAPITRE IV. — La Révolution de 1908.....	225
CHAPITRE V. — Les premiers budgets.....	240
CHAPITRE VI. — Les Emprunts.....	262
CHAPITRE VII. — La Banque Impériale Ottomane.....	278

LIVRE IV

Les Voies de communications	291
CHAPITRE I. — Les chemins de fer.....	293
CHAPITRE II. — Les routes et les ports.....	317
CONCLUSION.....	325
BIBLIOGRAPHIE.....	333

TABLEAUX

La loi monétaire de 1844.....	34
Le premier budget ottoman (1863-1864).....	41
Situation de la Dette Turque en 1875.....	60

Taux de réduction des emprunts en 1881.....	96
Encaissements effectués par la Dette publique de 1882 à 1910.	130
L'amortissement en 1893.....	134
Capital de la Dette publique au 1/14 septembre 1903	139
Situation définitive de l'exercice 1325 (1909-1910) (Dette Publique Ottomane).....	150
Les emprunts sous Abd-ul-Hamid.....	186
Recettes de l'exercice 1313 (1897-1898).....	208
Dépenses de l'exercice 1313 (1897-1898)	223
Recettes des exercices 1326 et 1327	254
Dépenses des exercices 1326 et 1327	255
Situation de la Dette Turque au 1 ^{er} septembre 1910.....	276
Situation des chemins de fer Ottomans en 1910.. ..	312

